

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Faculté de droit

LA PRATIQUE CHYPRIOTE EN MATIERE
DE SUCCESSION D'ETATS AUX TRAITES

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

Andrestinos N. PAPADOPOULOS

de

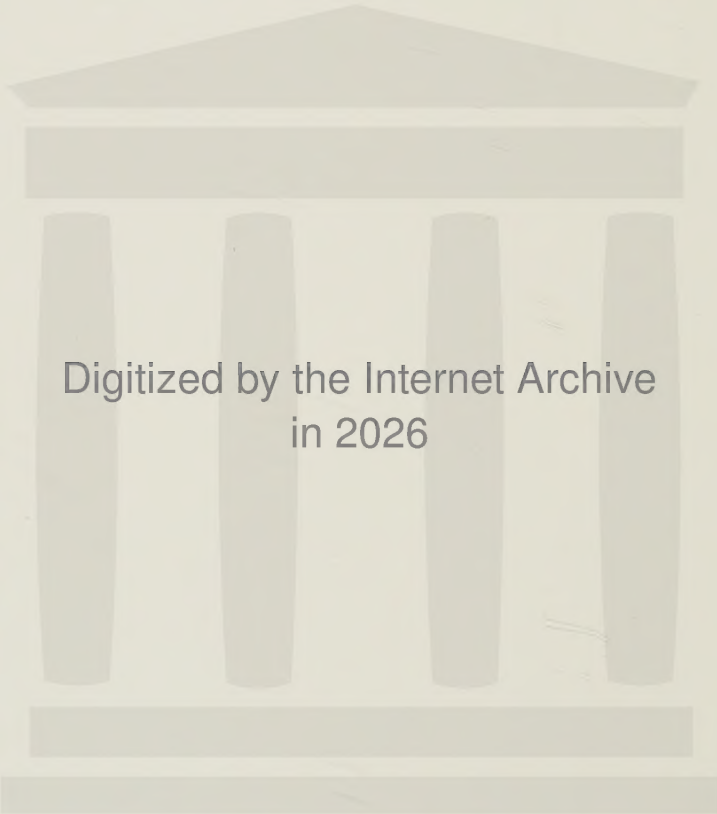
CHYPRE

THÈSE No. 621

NICOSIE

ZAVALLIS PRESS LTD.

1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545924_0022

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Faculté de droit

LA PRATIQUE CHYPRIOTE EN MATIERE
DE SUCCESSION D'ETATS AUX TRAITES

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

Andrestinos N. PAPADOPOULOS

de

CHYPRE

THÈSE No. 621

NICOSIE

ZAVALLIS PRESS LTD.

1976

La faculté de droit autorise l'impression de la présente dissertation sans entendre émettre par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Genève, le 20 janvier 1976.

LE DOYEN:

Thèse 621

J. Thorens



Pour Ketty

Nous adressons nos remerciements au Ministère des affaires étrangères de Chypre qui a gracieusement mis à notre disposition un grand nombre de documents d'importance capitale et à la Bibliothèque du Palais des Nations de Genève dont la richesse a beaucoup facilité nos recherches.

INTRODUCTION

Plus qu' aucun autre sujet du droit international, le problème de la succession d'Etats a été caractérisé par des divergences doctrinales prononcées et par une pratique étatique variée. Pourtant, tant la doctrine que la pratique ont permis de mettre en évidence les différents aspects du problème. Malgré la confusion créée par la question générale de la succession d'Etats dans l'esprit de certains,⁽¹⁾ la doctrine a élaboré diverses théories pour clarifier un des aspects le plus important du problème: l'effet de l'indépendance sur les traités internationaux. La pratique, par sa contribution en la matière, a aidé la doctrine à cristalliser ses conceptions.

Ainsi, l'effet de l'indépendance sur les traités internationaux a-t-il bénéficié au cours des siècles d'une attention particulière. Dans le passé, l'occasion lui était fournie par l'accession à l'indépendance des Etats-Unis, des pays de l'Amérique latine, de la Belgique, des pays balkaniques, de Panama, de l'Islande, de la Finlande, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne (succession de l'Autriche-Hongrie) et du Manchoukouo.⁽²⁾ Aujourd'hui, le mouvement de décolonisation a fait de la succession d'Etats aux traités internationaux un problème actuel. Celui-ci a gagné de l'importance du fait qu'un grand nombre d'organisations internationales a enregistré un intérêt particulier dans la pratique de ses membres en la matière.

La jurisprudence internationale n'a pas contribué dans le domaine de la succession d'Etats aux traités. Cependant, la codification de cette branche du droit est très avancée aujourd'hui, grâce aux travaux de la Commission du droit international. Dans son rapport présenté à la Commission du droit international, le 7 juin 1963, la sous-commission sur la succession d'Etats et de gouvernements, établie en 1962 pour

(1) Des répétitions impardonnables étaient fort critiquées dans le passé. HALL (*International Law*, 3rd ed. (1890), p. 97) remarque à ce sujet: "The subject is one upon which writers on international law are generally unsatisfactory. They are incomplete and they tend to copy one another".

(2) Sur l'attitude de ces pays quant à la succession aux traités, voir INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION, *The Effect of Independence on Treaties* (dans la suite *ILA Handbook*), London, 1965, pp. 9-11.

étudier les problèmes posés par la succession d'Etats aux traités, a estimé qu'il fallait prêter une "attention particulière aux problèmes résultant de l'émancipation de nombreux pays et de la naissance d'un très grand nombre de nouveaux Etats après la seconde guerre mondiale",⁽³⁾ donnant ainsi au sujet ses justes dimensions. Sur la base de nouveaux facteurs et d'une pratique moderne abondante, la Commission du droit international a élaboré un projet de 39 Articles et commentaires⁽⁴⁾ qu'elle considère comme "une série d'articles destinée à faire suite au projet d'articles sur le droit des traités plutôt qu'à constituer une partie d'une oeuvre unique et complète de codification des diverses branches du droit applicable à la succession d'Etats et de gouvernements".⁽⁵⁾

On constate donc, en général, que la succession d'Etats aux traités internationaux, en tant que fruit d'un processus historique, est liée à la pratique, surtout celle des Etats ayant accédé à l'indépendance, dans les années soixante. Mettre en relief la pratique des nouveaux Etats, estimant que *ex facto jus oritur*, signifie discerner les cas où la pratique représente une politique, des cas où elle traduit une règle coutumière. Plusieurs auteurs ont suivi la méthode empirique, tout en se gardant de surestimer les conclusions tirées d'une pratique aussi variée et contradictoire.⁽⁶⁾ Le cas chypriote sera étudié à la lumière de ces considérations bénéficiant de l'existence d'une doctrine cristallisée et d'une abondante pratique, extrêmement utiles à des fins d'analyse comparée.

Nous tracerons, tout d'abord, le cadre théorique et pratique permettant d'examiner la pratique suivie par la République de Chypre en matière de traités internationaux; et, avant de conclure, nous discuterons des problèmes posés par cette pratique.

(3) U.N. Doc. A/CN. 4/160, p. 5.

(4) Cf. U.N. Doc. A/9610, pp. 39-291.

(5) U.N. Doc. A/CN. 4/202, p. 8.

(6) "A survey of practice yields no decisive doctrine", D.P.O'CONNELL, "Independence and Succession to Treaties", B.Y.I.L., vol. 38(1962), p. 170. Voir aussi CH. ROUSSEAU, *Droit international public*, 1968, p. 189; *Droit international public approfondi*, Paris, 1961, p. 178 qui met en évidence l'importance de la pratique en constatant que: "a) Elle est obscure et ne permet de dégager que des orientations, non des solutions certaines; b) elle a une portée limitée du fait qu'il n'existe à peu près aucune jurisprudence internationale sur la question; c) même la pratique conventionnelle est difficile à utiliser lorsque la doctrine n'est pas encore arrivée à déterminer de quel côté est le droit commun; il s'ensuit que la présence d'une disposition conventionnelle n'est guère en état de renseigner sur la question de savoir si elle représente une application du droit commun ou, au contraire, si elle déroge à ce droit; d) l'aspect trop unilatéral de la pratique diplomatique est peu concluant".

CHAPITRE I

TENDANCES THEORIQUES ET PRATIQUE CONTEMPORAINE EN MATIERE DE SUCCESSION AUX TRAITES

1. Définition de l'expression "succession d'Etats"

Vu la diversité d'opinions et les nombreuses contradictions sur le fond même du problème de la succession d'Etats, il convient d'éclaircir le sens de l'expression "succession d'Etats",⁽⁷⁾ en droit international.

La définition donnée à cette expression par le "Dictionnaire de la terminologie du droit international" est la suivante:⁽⁸⁾

"Expression fréquemment employée en doctrine pour désigner:

a) La situation qui se présente lorsqu'un Etat se substitue à titre permanent à un autre Etat dans un territoire et à l'égard de la population de ce territoire par suite d'une incorporation totale ou d'une annexion partielle, d'un partage ou de la création d'un Etat nouveau, que l'Etat dont relevait antérieurement ce territoire subsiste ou disparaisse.

b) La substitution d'un Etat dans les droits et obligations de l'autre résultant de cette situation. — "On entend... par succession des Etats aussi bien la modification territoriale elle-même, soit le fait qu'à l'intérieur d'un territoire donné un Etat se substitue à un autre, que la succession de l'un des Etats aux droits et obligations de l'autre (c'est-à-dire de l'Etat dont le territoire a passé à l'Etat successeur)."

(7) Voir M. MARCOFF, *Accession à l'indépendance et succession d'Etats aux traités internationaux*, E.U.F. Suisse, 1969, p. 273 qui constate à ce sujet: "Il résulte de la conception moniste de la succession en droit international que l'expression 'succession d'Etat' paraît plus exacte que celle, traditionnellement utilisée en doctrine, de 'succession d'Etats ou des Etats'. Certes, dans beaucoup de situations, et spécialement en cas d'accession à l'indépendance, ce dernier terme conserve sa raison d'être. Cependant, toutes les fois qu'il pourrait créer une imprécision, celui de la 'succession d'Etats' est à préférer, afin d'éviter les contradictions et de mieux exprimer l'idée que cette notion concerne tous les cas de changements politiques modifiant la structure de la personne morale de l'Etat, indépendamment du nombre de sujets de droit qui y sont impliqués, ou bien de l'apparition ou de la non-apparition d'un sujet nouveau de droit des gens."

(8.) Sirey, 1960, p. 587.

Il est aussi intéressant de mentionner la définition donnée par la Commission du droit international à l'article 2, alinéa 1 (b) du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités qui prévoit:

"L'expression 'succession d'Etats' s'entend de la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire."⁽⁹⁾

De son côté, M. JONES constate⁽¹⁰⁾ que "State succession may be used in two senses (a) denoting succession in fact, and (b) denoting succession in law. Succession in fact takes place when one state follows another in possession of territory. Succession in law is the juridical substitution in such circumstances of the successor State for its predecessor."

Il apparaît donc clairement qu'une distinction est faite entre la substitution à l'intérieur d'un territoire donné d'un Etat à un autre ("succession in fact") et la substitution d'un Etat dans les droits et obligations de l'autre ("succession in law"). Dans la présente étude, nous retiendrons surtout le dernier sens de l'expression "succession d'Etats" tout en pensant qu'il s'agit là d'un même phénomène juridique;

(9) *U.N. Doc. A/9610*, p. 40. La manière dont la Commission du droit international a envisagé la notion de succession d'Etats est expliquée dans son commentaire comme suit:

"L'alinéa b) du paragraphe 1, qui définit le sens dans lequel l'expression "succession d'Etats" est employée dans le projet d'articles, est d'une importance capitale pour toute la structure du projet. Cette définition correspond à la notion de "succession d'Etats" qui s'est dégagée de l'étude faite par la Commission sur la question. En conséquence, cette expression est employée pour désigner uniquement le fait de la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales du territoire, abstraction faite de toute idée de succession à des droits ou obligations à l'occasion de cet événement. Les droits et obligations découlant d'une "succession d'Etats" sont ceux que prévoit expressément le projet d'articles.

La Commission a jugé l'expression "dans la responsabilité des relations internationales du territoire" préférable à d'autres expressions telles que "dans la souveraineté à l'égard du territoire" ou "dans la capacité de conclure des traités concernant le territoire" parce que c'est une formule qui est d'usage courant dans la pratique des Etats et qui convient mieux pour couvrir en termes neutres n'importe quel cas concret, indépendamment du statut particulier du territoire en question (territoire national, territoire sous tutelle, mandat, protectorat, territoire dépendant, etc.). Le mot "responsabilité" ne doit pas être séparé des mots "des relations internationales du territoire" et n'implique aucune idée de "responsabilité des Etats", question que la Commission étudie actuellement et au sujet de laquelle une réserve générale a été faite à l'article 38 du projet." (*U.N. Doc. A/9610*, p. 42).

(10) "State Succession in the Matter of Treaties", *B.Y.I.L.*, 1947, p. 360. Voir aussi L. CAFLISCH, "The Law of State Succession-Theoretical Observations", *Nederlands Tijdschrift voor International Recht*, vol. X (1963), No. 4, p. 351 qui commente la distinction proposée par JONES.

en effet toute modification territoriale engendre des effets juridiques et, inversement, aucune succession de l'un des Etats aux droits et obligations de l'autre n'est possible sans la "succession in fact".

Il reste à savoir, d'une part, si la succession aux traités couvre le tout ou seulement une partie des droits et obligations, d'autre part, si les traités étendus par l'Etat prédecesseur au territoire de l'Etat successeur ne sont pas considérés du point de vue des nouveaux Etats, comme *res inter alios acta* et, finalement, si la solution du problème ne se trouve pas dans l'interprétation des traités.⁽¹¹⁾ L'analyse des différentes conceptions théoriques et la pratique contemporaine en matière de succession aux traités repondrons à toutes ces questions.

2. *Pour et contre la succession aux traités*

Du point de vue politique et socio-économique les arguments pour ou contre la succession aux traités ont influencé tant la doctrine que la pratique. Il serait difficile, par exemple, de nier, en cas de succession aux traités, les avantages de stabilité socio-économique que procure le maintien de l'ordre juridique international et interne. En effet, celui-ci facilite l'intégration des Etats nouveaux dans la société internationale dont ils sont censés accepter les institutions, la structure et les règles. Par contre, l'argument selon lequel les Etats nouveaux se méfient d'un droit élaboré sans eux en raison de ses insuffisances et de son caractère anachronique⁽¹²⁾ est aussi valable. Poussé à l'extrême cet argument créerait un vide juridique, défavorable aux intérêts des Etats nouveaux et des autres Etats. Dans les circonstances, l'acceptation du principe de la succession aux traités, permettant l'exercice du droit à l'option ou à la dénonciation offre une solution, maintes fois confirmée par la pratique.

3. *Doctrine et pratique contemporaines*

Il ressort des conceptions théoriques⁽¹³⁾ élaborées au cours des années que la structure philosophique thèse, antithèse, synthèse existe

(11) Voir D. P. O'CONNELL, "State Succession and Problems of Treaty Interpretation", *A.J.I.L.*, 58 (1964), p. 41.

(12) On peut citer comme exemple le traité de paix et de commerce entre le Danemark et le Royaume-Uni, signé à Whitehall le 13 février 1660-1; d'après la liste des traités applicables à Chypre il était étendu à l'île en vertu de la signature britannique.

(13) Pour une analyse approfondie voir MARCOFF, *op. cit.*, pp. 12-35.

du fait que la théorie de la succession universelle fait contre-poids à la théorie négative, tandis que les solutions mixtes font oeuvre de synthèse.

a) *La théorie de la succession universelle*

La théorie de la succession universelle, développée à la fin du XIX^{ème} siècle, a deux sources: le droit privé et le droit public. Le premier établit une analogie entre l'extinction d'un Etat et la mort d'un individu; de cette façon, l'Etat successeur est censé continuer la personnalité de l'Etat défunt.⁽¹⁴⁾ Il s'agit là d'une transmission de souveraineté pure et simple. Le deuxième précise que la disparition d'un Etat n'entraîne pas la fin de sa personnalité morale. Tous les éléments composant son "corps matériel" sont repris par l'Etat nouveau qui continue la vie de l'ancien dans son territoire et son peuple.⁽¹⁵⁾ Ainsi, les droits et les obligations de l'Etat ancien passent au nouveau. Le but de la théorie de la succession universelle est d'empêcher le vide juridique, laissé par une brusque rupture des rapports contractuels entre l'Etat nouveau et les Etats tiers.

En ce qui concerne la pratique, à l'exception des traités de nature politique et du droit à la dénonciation, inhérent aux traités antérieurs, le principe de la succession universelle s'applique aux déclarations générales de continuité faites par les Etats successeurs; ceci afin de reconnaître que les traités antérieurement applicables à leur territoire continuent à être en vigueur. La déclaration⁽¹⁶⁾ faite par le Ministère des affaires étrangères du Congo (Brazzaville), le 15 octobre 1962, deux ans après l'indépendance en est un bon exemple:

"Conformément aux usages du droit international et en raison des conditions dans lesquelles est intervenue l'accession à la souveraineté internationale de la République du Congo, celle-ci se considère comme partie aux traités et conventions signés antérieurement à son indépendance par la République Française et étendus par cette dernière à ses anciens territoires d'Outre-mer, tant que ces traités et conventions n'ont pas été expressément dénoncés par elle ou abrogés tacitement par un texte les remplaçant".

(14) Cf. MARCOFF, *op. cit.*, pp. 12-35.

(15) *Ibid.*, p. 15.

(16) Voir U.N. Doc. A/CN. 4/150, p. 27.

b) La théorie négative

La théorie négative trouve sa justification dans la conception volontariste du droit qui reconnaît à l'Etat souverain un pouvoir discrétionnaire sans limites. En matière de traités, cette théorie était très utilisée de l'époque de la signature des traités de paix de 1919 à la fin de la seconde guerre mondiale.⁽¹⁷⁾ La théorie négative a trouvé son porte-parole contemporain en la personne d'un spécialiste du droit des traités, Lord McNAIR. Celui-ci constate:⁽¹⁸⁾

"In spite of some evidence to the contrary, emanating mainly from diplomatic rather than legal sources, it is submitted that the general principle is that newly established States which do not result from a political dismemberment and cannot fairly be said to involve political continuity with any predecessor, *start with a clean slate in the matter of treaty obligations*, save in so far as obligations may be accepted by them in return for the grant of recognition to them or for other reasons, and except as regards the purely local or 'real' obligations of the State formerly exercising sovereignty over the territory of the new State". (Nos italiques).

A l'appui de cette opinion, à savoir qu'un Etat nouveau "fait table rase en matière d'obligations conventionnelles", McNAIR cite la pratique suivie lors de l'accession à l'indépendance des Etats-Unis, des Républiques latino-américaines, de la Belgique, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Finlande, des Etats baltes, du Panama et du

(17) Jusqu'à une date récente, cette opinion était considérée comme étant la position "traditionnelle". Voir à ce sujet *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 22 dans lequel sont cités les auteurs suivants:

HALL, *International Law*, huitième édition (1924), p. 114 et 115;

OPPENHEIM, *International Law*, vol. 1, huitième édition (1955), p. 167;

BRIERLY, *Law of Nations*, sixième édition (1963), p. 153 et 154;

MARTINS, *Traité de Droit international public*, vol. 1 (1883), p. 68;

FAUCHILLE, *Traité de Droit international public*, vol. 1 (1922), p. 347 et 348;

WHEATON, *Elements of International Law*, huitième édition par Dana (1866);

FENWICK, *International Law* (1924), p. 118 à 120;

STRUPP, *Eléments de Droit international public* (1927), p. 57 et 58;

CAVAGLIERI, "Effets juridiques des changements de souveraineté" (*Revue de droit international et de législation comparée*, troisième série, XV (1934), p. 219 à 248);

KIATIBIAN, *Conséquences juridiques des transformations territoriales des Etats sur les traites* (1892);

ROSS, *Textbook of International Law*, (1947), p. 127 à 129;

O'CONNELL, *Law of State Succession* (1956), p. 32.

(18) A.D. McNAIR, *The Law of Treaties*, 1961, p. 601.

Pakistan. Un autre auteur moderne⁽¹⁹⁾ considère que "cette théorie répondrait le mieux aux conceptions sur le droit des peuples à l'auto-détermination".

Toutefois, la théorie négative a provoqué des objections diverses⁽²⁰⁾ et, en pratique, aucun Etat ayant nouvellement accédé à l'indépendance n'a choisi cette voie, à l'exception d'Israël, de l'Algérie et de la République de Haute-Volta (en patrie).

Le cas d'Israël est fondé sur des motifs d'ordre historique et psychologique. L'état d'Israël a opté pour la théorie de la "table rase", nonobstant la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1948 relative au futur gouvernement de la Palestine. Celui-ci prévoyait, en effet, que les Etats nouveaux qui en résulteraient devaient être liés "par tous les accords et conventions internationaux, généraux et particuliers, auxquels la Palestine a été partie".⁽²¹⁾ Défendant sa position, dans sa réponse au questionnaire de la Commission du droit international des Nations Unies, le gouvernement israélien a argué, d'une part, que la liste des traités applicables à la Palestine était incomplète et contenait des erreurs considérables,⁽²²⁾ d'autre part, que la théorie, comme la pratique internationale, ne fournissaient pas d'indications quant à l'étendue matérielle de l'extension des traités aux territoires dépendants.⁽²³⁾

De son côté, l'Algérie a invoqué, comme raison de son attitude, l'illicéité de l'occupation militaire française.⁽²⁴⁾ Cependant, le gouvernement algérien a utilisé la déclaration particulière de continuité pour certaines conventions d'ordre humanitaire ou d'intérêt général.⁽²⁵⁾ La déclaration de la République de Haute-Volta, adressée le 19 avril 1962, au Secrétaire général de l'O.N.U., est indicative. Elle énonce que "La Haute-Volta, Etat souverain et indépendant, ne se reconnaît

(19) BARTOS, M., "Les nouveaux Etats et les traités internationaux", *Jugoslovenska Revija za Medunarodno Pravo*, 1962, No 2, p. 188.

(20) Voir par exemple JENKS C.W., "State Succession in respect of Law Making Treaties", *B.Y.I.L.*, 1952, p. 139 qui constate: "The only generalization which can fairly be drawn from the practice reviewed is that it is widely and increasingly recognized that the clean slate rule is, so far as obligations under multipartite instruments of a legislative character are concerned, inconsistent with the evolution of a reasonably orderly and integrated international community".

(21) *Assemblée générale, Documents officiels*, IIe session, Résolutions, p. 138.

(22) *U.N. Doc. A/CN.4/SER. A/1950/Add. I* du 6 juin 1957, p. 224.

(23) Pour une analyse complète, voir MARCOFF, *op. cit.*, pp. 130-132.

(24) Voir BEDJAOU M., *La révolution algérienne et le droit*, Bruxelles, 1961, p. 200.

(25) Cf. MARCOFF, *op. cit.*, p. 163.

pas comme liée par les accords signés par la France antérieurement à l'accession de la République de Haute-Volta à l'indépendance".⁽²⁶⁾ Néanmoins, la Haute-Volta a annoncé qu'elle continuait à être liée par les quatre conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, par les treize conventions de l'O.I.T., et par la convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies de 1946.⁽²⁷⁾

c) *Les solutions mixtes*

En réaction aux deux théories analysées ci-dessus, P. GUGGENHEIM⁽²⁸⁾ a défendu, lorsque la théorie négative était en faveur, le droit de libre discrétion de l'Etat successeur. Ce droit découle de l'ordre juridique international et n'est limité que par le principe de l'équité. La succession trouve donc son fondement juridique dans les règles du droit international coutumières. GUGGENHEIM a réussi à dégager quelques principes⁽²⁹⁾ qui fournissent une preuve pour la succession partielle aux droits et obligations de l'Etat prédécesseur :

"Les droits et devoirs découlant des conventions collectives sont transférés à l'Etat successeur à la condition qu'il soit lui-même partie à la convention.

Les conventions qui se rapportent à un territoire déterminé, c'est-à-dire qui ont un caractère local⁽³⁰⁾ ou régional, sont considérées comme étant de nature réelle. Elles autorisent et obligent donc l'Etat successeur.

Ne sont pas touchées non plus par le transfert de territoire les conventions concernant la frontière et délimitant le territoire de l'Etat cédant à l'égard d'Etats tiers".

La théorie de la succession partielle a été adoptée par bon nombre d'éminents auteurs.⁽³¹⁾ Elle a préparé le terrain pour l'élaboration de nouvelles conceptions et solutions pratiques :

i) "*Succession sous bénéfice d'inventaire*". D'après cette con-

(26) U.N. Doc. A/CN. 4/150 du 10 décembre 1962, p. 42.

(27) Voir MARCOFF, *op. cit.*, p. 133.

(28) GUGGENHEIM, P., *Beiträge zur völkerrechtlichen Lehre vom Staatenwechsel (Staatsukzession)*, Berlin, 1925, pp. 42-43.

(29) GUGGENHEIM, P., *Traité de droit international public*, Genève, 1952, T.I., pp. 463-465.

(30) FR. VON LISZT, *Das Völkerrecht*, 12e éd. Berlin, 1925, p. 277 n'envisage que la succession d'Etat aux traités localisés.

(31) Voir MARCOFF, *op. cit.*, pp. 27-35.

ception, l'Etat nouveau choisit parmi les traités préexistants ceux qu'il se propose de maintenir en vigueur.⁽³²⁾ Cette option sélective ("*pick and choose doctrine*")⁽³³⁾ a son prototype dans l'institution du droit civil se référant à l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire. Sur le plan des traités internationaux, cette institution, qui vise à protéger l'héritier, amène l'Etat successeur à éliminer les obligations de l'Etat prédécesseur pouvant porter atteinte à ses intérêts. Il est évident que ce droit d'option de l'Etat successeur place les Etats tiers concernés dans une condition défavorable. Cela bouleverserait le principe de l'égalité des parties contractantes et d'après NGUYEN⁽³⁴⁾ "aboutirait tout simplement à la négation même du principe de succession tel qu'il est compris en droit international public". Cependant, la pratique de l'O.N.U. montre bien que ce droit d'option existe du moins lorsqu'il s'agit de traités multilatéraux.

L'exercice du droit d'option nécessite pourtant un examen du contenu du traité et de ses caractères intrinsèques. Ceci permet de déceler si le but du traité envisagé ne porte pas atteinte aux intérêts de l'Etat nouveau. Cette "conception fonctionnelle"⁽³⁵⁾ présente comme critère objectif la destination du traité. A cet égard MARCOFF conclut à juste titre, qu'elle "s'accorde avec la théorie dominante de l'interprétation objectiviste ou téléologique des traités et constitue un point de référence solide pour la politique juridique des Etats en cette matière: ils auront à examiner, en soumettant à une auto-interprétation présidée par les principes fondamentaux du droit des gens actuel, chaque cas d'espèce, pour éviter l'arbitraire et pour consolider la validité continue du traité en cause."⁽³⁶⁾

Dans ce contexte, on peut citer la déclaration faite, le 11 juillet 1933, par le Premier Ministre irlandais, M. de Valera:

"the present position of the Irish Free State with regard to treaties and conventions concluded between the late United Kingdom and other countries is based upon the general international law practice in the matter when a new State is established. When a new State comes into existence, which formerly formed part of an older State,

(32) Voir BARTOS, *op. cit.*, pp. 189-193.

(33) Cf. ILA *Handbook*, *op. cit.*, p. 2.

(34) NGUYEN-HUU-TRU, *Quelques problèmes de succession d'Etats concernant le Viet-Nam*, Paris, L.G.D.J., 1970.

(35) Pour une analyse détaillée, voir MARCOFF, *op. cit.*, pp. 43-47.

(36) *Op. cit.*, p. 44.

its acceptance or otherwise of the treaty relationship of the older State is a matter for the new State to determine by express declaration or by conduct (in the case of each individual treaty) as consideration of policy may require.”⁽³⁷⁾

La pratique contemporaine confirme aussi cette prise de position. Certains pays, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Dahomey, le Sénégal etc,⁽³⁸⁾ ont manifesté le désir de rester liés à des traités et conventions internationales antérieurement étendues à leur territoire par la puissance coloniale.

ii) “*La théorie du temps de réflexion*”⁽³⁹⁾
 (“*Nyerene doctrine*”)

Cette conception, émane de la déclaration du Premier Ministre du Tanganyika, Julius Nyerere, adressée le 9 décembre 1961, au Secrétaire général des Nations Unies.⁽⁴⁰⁾ Elle confirme, comme on le constate dans l'analyse qui suit, le droit de l'Etat successeur de choisir ceux des traités qu'il se propose de maintenir en vigueur.

La déclaration du Tanganyika distingue notamment les traités bilatéraux des traités multilatéraux. En ce qui concerne les traités bilatéraux, le gouvernement du Tanganyika “is willing to continue to apply within its territory, on a basis of reciprocity, the terms of all such treaties for a period of two years from the date of independence (i.e. until December 8, 1963) unless abrogated or modified earlier by mutual consent. At the expiry of that period, the Government of Tanganyika will regard such of these treaties which could not by the application of the rules of customary international law be regarded as otherwise surviving, as having terminated.” En ce qui concerne les traités multilatéraux, le gouvernement du Tanganyika “proposes to review each of them individually and to indicate to the depositary in each case what steps it wishes to take in relation to each such instrument — whether by way of confirmation of termination, confirmation of succession or accession”.

La “théorie du temps de réflexion” consacre la reconnaissance du principe de la continuité de la force obligatoire des traités internationaux,

(37) Cf. *Parliamentary Debates*: Dail Eireann, 49 Off. Rep. Cols., 2058-2059 (1933).

(38) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/150*, pp. 24 et s.

(39) C'est ainsi qu'elle a été appelée lors d'une discussion au sein de la Commission du droit international de l'ONU. Voir à ce sujet BARTOS, *op. cit.*, p. 194.

(40) Lettre PMC 196/01. Pour le texte voir *U.N. Doc. A/CN. 4/150* pp. 46-47.

sous condition résolutoire fixée ou non par un délai déterminé.⁽⁴¹⁾ Au bout de ce délai, en l'absence de toute notification de continuité particulière, le traité en question est considéré par le nouvel Etat comme éteint. Cependant, cette théorie pose des problèmes concernant le fondement juridique de cette continuité pendant la période de révision. Elle a été critiquée à plusieurs niveaux ⁽⁴²⁾ mais ce qui nous intéresse ici, c'est qu'elle a été adoptée par un nombre considérable d'anciennes colonies et protectorats—surtout britanniques.

Dans leurs déclarations certains de ces Etats fixent une période de deux ans pour la révision de tous les traités bilatéraux et multilatéraux. Par exemple l'Ouganda, dans sa première déclaration, a fixé un délai courant du 9 octobre 1962 au 31 décembre 1963⁽⁴³⁾ et le Kenya, un délai de deux ans.⁽⁴⁴⁾

D'autres fixent cette même période pour les traités bilatéraux et n'en fixent pas pour les traités multilatéraux, tout en se réservant le droit de la prolonger pour un délai déterminé ou non. Cette voie a été suivie par le Lesotho qui, dans sa déclaration du 22 mars 1967,⁽⁴⁵⁾ a fixé un délai de deux ans pour les traités bilatéraux seulement. Après une prolongation de deux ans, le gouvernement du Royaume du Lesotho dans une lettre FR/SEC/2 du 7 septembre 1971 adressée au Secrétaire général des Nations Unies a déclaré "that the period during which it will apply, on a basis of reciprocity, the terms of such bilateral treaties shall be extended without limit of time, pending the reaching of a satisfactory accord with each state concerned".

Trois autres pays, le Swaziland, le Botswana et le Nauru, ont fait la même distinction entre traités bilatéraux, pour lesquels ils ont fixé un délai de deux ans, et traités multilatéraux. Mais dans leurs déclarations de prolongation du délai, ils ont suivi des voies différentes. Le gouvernement du Swaziland a déclaré⁽⁴⁶⁾ que la prolongation des traités bilatéraux était de deux ans, tandis que pour les traités multilatéraux la prolongation était "for an indefinite period of time." La déclaration

(41) Cf. MARCOFF, *op. cit.*, p. 149.

(42) Voir O'CONNELL, *State Succession in Municipal and International Law*, 1967, vol. II, p. 119 et sequ.

(43) Par lettre au Secrétaire général de l'ONU en date du 12 février 1963 sous réf. XS 1142.

(44) Par lettre au Secrétaire général de l'ONU en date du 25 mars 1964 sous réf. EXT. 273/003A.

(45) Par lettre au Secrétaire général de l'ONU en date du 22 mars 1967 sous réf. EX. 13.

(46) Lettre en date du 30 octobre 1970 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U.

de prolongation du gouvernement du Botswana⁽⁴⁷⁾ est encore plus intéressante: elle contient une limitation concernant les catégories de traités pour lesquelles elle est valable. La déclaration énonce:

“...the Government of Botswana will, as regards bilateral treaties entered into by the Government of the United Kingdom on behalf of, or which were extended to, the former Bechuanaland Protectorate, apply within its territory on the basis of reciprocity all such Treaties relating to:-

- a) the extradition of fugitive offenders;
- b) the abolition of visas and visa fees;
- c) the avoidance of double taxation and the avoidance of fiscal evasion with respect of taxes on income;
- d) reciprocal notification of arrest and imprisonment for a further period of twelve months from the 30th of September 1968, unless abrogated or modified earlier by mutual consent. At the expiry of that period, the Government of Botswana will regard such of these Treaties which could not by the application of the rules of customary international law be regarded as otherwise surviving, as having terminated.”

Nauru, enfin, a prolongé deux fois son délai de révision;⁽⁴⁸⁾ la première pour un an et la deuxième pour deux ans. La raison donnée par le gouvernement de Nauru est que “the number of treaties to be reviewed was greater than was originally anticipated and that the texts of such Treaties were not readily available.”⁽⁴⁹⁾

En général, la période de deux ans comme délai de révision fait règle. Mais certains pays ont raccourci ou augmenté ce délai initial. Le gouvernement du Burundi, par exemple, dans sa déclaration fixe pour les traités bilatéraux, un délai de quatre ans,⁽⁵⁰⁾ tandis que le gouvernement du Malawi raccourcit le délai de révision à 18 mois.⁽⁵¹⁾

L'expérience des pays sus-mentionnés a conduit quelques pays

(47) Lettre No CP 9/13 en date du 11 septembre 1968 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U.

(48) Lettres No 1/4/37 en date du 12 septembre 1969 et du 22 mars 1971 adressées au Secrétaire général de l'O.N.U.

(49) Deuxième lettre en date du 22 mars 1971.

(50) Lettre No. CAB/599/A.E. du 26 juin 1964 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U.

(51) Lettre No. EA/1/23/01 du 29 novembre 1964 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U.

ayant récemment accédé à l'indépendance à ne pas fixer de délai déterminé. Pourtant, les déclarations de ces pays contiennent comme critère d'acceptation de la succession le droit international coutumier ou la pratique internationale.⁽⁵²⁾ Nous citons comme exemples la déclaration de la Guyane du 30 juin 1966,⁽⁵³⁾ la déclaration du Tonga du 18 juin 1970,⁽⁵⁴⁾ la déclaration des Fidji du 10 octobre 1970,⁽⁵⁵⁾ et la déclaration de la Barbade du 14 juillet 1971.⁽⁵⁶⁾

L'exposé des différentes théories en matière de succession d'Etats aux traités internationaux nous permet de faire quelques constatations à la lumière de la pratique examinée. La tendance générale à la continuité caractérise la politique de la grande majorité des Etats nouveaux. Elle met en évidence la portée matérielle de la théorie négative qui est rejetée d'une façon uniforme. De son côté, la théorie de succession universelle⁽⁵⁷⁾ ne tient pas compte des éléments psychologiques qui ont influencé l'attitude des nouveaux Etats — surtout africains — en matière de succession aux traités. Elle sous-estime l'importance de volonté étatique telle qu'elle se manifeste dans le cadre d'une accession récente à la souveraineté internationale.

Seules les solutions mixtes correspondent à la réalité parce que leur construction permet la coexistence de facteurs différents. D'une part, le principe de la succession est accepté, et l'on se demande si le phénomène successoral est déterminé uniquement par la conclusion d'accords de dévolution comme c'est la pratique d'un nombre considérable d'Etats. D'autre part, la personnalité étatique influence l'étendue de la succession par ses manifestations de volonté unilatérale et, en même temps, nous fournit le critère pour juger l'attitude des Etats nouveaux en matière de succession. L'amalgame de ces facteurs détermine l'étendue de la succession et nous explique la nature juridique du transfert des droits

(52) *International Law Association, Helsinki Conference, 1966, Annexe "A", V. p. 19.*

(53) Lettre No. C. 16/24 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U. *U.S. Treaties in Force*, 1967, p. 86.

(54) Lettre No. F. 6/2/9 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U. Archive des traités du Ministère des affaires étrangères chypriote.

(55) Lettre No. C.1129/1-1 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U. Archive des traités du Ministère des affaires étrangères chypriote.

(56) Lettre No. EX-C. 89 adressée au Secrétaire général de l'O.N.U. Archive des traités du Ministère des affaires étrangères chypriote.

(57) D'après MARCOFF "Cette conception ne correspond pas au caractère propre à l'institution successorale en droit de gens et ne tient pas compte de la condition juridique spécifique de l'Etat prédécesseur et de l'Etat successeur. Aussi est-elle en désaccord avec la pratique générale", *op. cit.*, p. 247.

et obligations découlant des traités préexistants. Si les facteurs favorables à la succession l'emportent, la transmission est censée avoir lieu automatiquement. Sinon, elle est assurée par des procédés juridiques auxiliaires.

A la lumière de la pratique internationale analysée ci-dessus, nous proposons d'examiner la pratique chypriote pour voir si la construction théorique des solutions mixtes, malgré leurs faiblesses doctrinales, représente les stades initiaux de la formation des règles coutumières qui s'imposent de plus en plus à la conscience des Etats nouveaux.

CHAPTER II

L'ACCORD DE DEVOLUTION CHYPRIOTE ET LE DROIT CONVENTIONNEL RENDU APPLICABLE A CHYPRE

Colonie britannique depuis 1925, Chypre est appelée "l'île convoitée" de la Méditerranée orientale. Sa position stratégique lui a valu huit siècles d'occupation étrangère. Après avoir lutté contre les anglais dès le 1er avril 1955, Chypre a accédé à l'indépendance le 16 août 1960, en vertu du Traité relatif à la création de la République de Chypre qui fut signé à Nicosie entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, la Grèce et la Turquie d'une part, et Chypre d'autre part.⁽⁵⁸⁾ Ce traité contient dans son article 8 une clause de dévolution⁽⁵⁹⁾ concernant le transfert des droits et obligations britanniques à la République de Chypre. L'examen de l'accord de dévolution chypriote, dans un cadre formé par les précédents historiques et la pratique contemporaine, et des solutions pratiques suivies par la

(58) *R.T.N.U.*, vol. 382, p. 8.

(59) Lors de l'occupation de Chypre par le Royaume-Uni en 1878 le sort des traités appliqués à Chypre par la Turquie n'a pas fait l'objet d'un accord spécial et le gouvernement britannique a aboli le régime des capitulations existantes par déclaration unilatérale. McNAIR, *op. cit.*, p. 192, cite le rapport suivant présenté par les "British Law officers" le 22 janvier 1880 sur la question:

"That Her Majesty's Government, by the Supplementary Agreement of the 14th August 1878 (Cyprus No. 1(1879) (*State Papers* Vol. 69, p. 769) obtained from the Sultan a declaration of the rights and powers vested in Great Britain under the Cyprus Convention, and that the Declaration conferred on them the right to make Treaties with foreign powers in Her Majesty's name concerning the general government and administration of the island. The expressions referred to are extremely vague and indefinite but standing alone, they certainly do not (in our view) import a right to exercise legislative power for the purpose of abrogating Treaties which have been entered into with foreign States by the sovereign Power of the territory occupied".

Sur la base de ce rapport DE MURALT (*The Problem of State Succession with Regard to Treaties*, The Hague, 1954, p. 70) conclut que "If action has been taken in conformity with this report this would suggest that the same has happened in Cyprus as in Bosnia and Herzegovina, namely temporary maintenance of former treaties until their abrogation by new ones".

République de Chypre en matière de traités internationaux constituent les piliers de notre étude.

1. *L'accord de dévolution*

a) *Précédents et pratique contemporaine en la matière*

Inaugurée lors de la conclusion, le 30 juin 1930, du traité d'alliance entre le Royaume-Uni et l'Irak, la pratique des accords de dévolution est devenue caractéristique de la politique britannique suivie à l'égard des pays faisant aujourd'hui partie du Commonwealth. L'article 8 de ce traité⁽⁶⁰⁾ énonce dans son alinéa 2 :

"Il est aussi reconnu que toutes les responsabilités incombant à sa Majesté britannique relativement à l'Irak en vertu de tout autre instrument international pour autant que ces responsabilités continuent, incomberont de façon similaire à sa Majesté le roi d'Irak seulement et les Hautes parties contractantes prendront immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la transmission de ces responsabilités à sa Majesté le roi d'Irak".

Une clause de transfert analogue se trouve dans le traité d'alliance du 22 mai 1946⁽⁶¹⁾ entre le Royaume-Uni et la Transjordanie. Malgré son amélioration elle prévoit :

"les parties contractantes prendront immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la transmission de ces responsabilités.."

Cette formule a été abandonnée et ne figure pas dans les accords conclus plus tard. Le traité relatif à la création de la Birmanie prévoit que "all obligations and responsibilities previously devolving on the Government of the United Kingdom which arise from any valid international instrument shall henceforth, in so far as such instrument might be held to have application to Burma, devolve upon the Provisional Government of Burma".⁽⁶²⁾

L'accord sur les affaires étrangères entre le Royaume-Uni et Ceylan contient une clause similaire.⁽⁶³⁾ Dans le "Indian Independence (International Arrangements) Order, 1947", qui est l'accord de dévolution anglo-indien, la répartition entre l'Inde et le Pakistan des droits et obligations internationales témoigne du soin pris pour sauvegarder la personnalité

(60) *R.T.S.N.*, vol. 132, p. 364.

(61) *R.T.N.U.*, vol. 6, p. 146.

(62) *Cmnd.* 7360.

(63) *Cmnd.* 7257.

internationale de l'Inde.⁽⁶⁴⁾ Avec des modifications mineures, le texte birman a été suivi dans les cas de la Malaisie,⁽⁶⁵⁾ du Ghana,⁽⁶⁶⁾ de Chypre,⁽⁶⁷⁾ du Nigéria,⁽⁶⁸⁾ de Sierra-Leone,⁽⁶⁹⁾ de la Jamaïque,⁽⁷⁰⁾ du Trinité et Tobago⁽⁷¹⁾ et de Malte.⁽⁷²⁾

Pourtant, le Royaume-Uni n'est pas la seule puissance coloniale à utiliser le procédé des accords de dévolution. Les Pays-Bas ont conclu, le 2 novembre 1949, un accord sur les mesures transitoires avec l'Indonésie.⁽⁷³⁾ La France a aussi utilisé à plusieurs reprises les accords de dévolution. Des accords de dévolution spéciaux ont été conclus entre la République italienne et la République de Somalie,⁽⁷⁴⁾ entre la Nouvelle-Zélande et les îles Samoa occidentales.⁽⁷⁵⁾

Toutefois, la succession au moyen d'un accord de dévolution n'a pas été suivie par tous les Etats nouveaux. Du côté anglais, les pays suivants n'ont pas conclu d'accords de dévolution avec la métropole: Barbade, Botswana, Gambie, Guyane, Kenya, Lesotho, Malawi, Mau-

(64) L'"Order" (*Gazette of India Extraordinary*, 14th August 1947) prévoit:

"1. The international rights and obligations to which India was entitled and subject before the 15th day of August 1947, will devolve in accordance with the provisions of this agreement.

2.(1) Membership of all international organisations together with all the rights and obligations attaching to such membership will devolve solely upon the Dominion of India.

3.(1) Rights and obligations under international agreements having an exclusive territorial application to an area comprised in the Dominion of India will devolve upon that Dominion.

(2) Rights and obligations under international agreements having an exclusive territorial operation to an area comprised in the Dominion of Pakistan will devolve upon that Dominion.

4. Subject to Articles 2 and 3 of this agreement, rights and obligations under all international agreements to which India is a party immediately before the appointed day will devolve both upon the Dominion of India and upon the Dominion of Pakistan, and will, if necessary, be apportioned between the two Dominions".

(65) *R.T.N.U.*, vol. 279, p. 287.

(66) *R.T.N.U.*, vol. 287, p. 233.

(67) *R.T.N.U.*, vol. 382, p. 8.

(68) *R.T.N.U.*, vol. 384, p. 297.

(69) *R.T.N.U.*, vol. 420, p. 11.

(70) *Cmnd.* 1918.

(71) *Cmnd.* 1919.

(72) Par échange des lettres en date du 21 décembre 1964.

(73) *R.T.N.U.*, vol. 69, p. 3; pp. 269-270.

(74) *R.T.N.U.*, vol. 433, p. 179.

(75) *New Zealand Treaty Series*, No. 5 of 1962.

rice, Nauru, Ouganda, Soudan, Swaziland et Zambie.⁽⁷⁶⁾ Ces pays ont préféré faire des déclarations de continuité. De même, du côté français, les pays suivants n'ont pas conclu d'accords de dévolution: Guinée, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Gabon, Madagascar, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Haute-Volta, Mauritanie, y compris la Syrie, le Liban, le Cambodge, la Tunisie et l'Algérie. Du côté belge, signalons le Burundi, le Congo (Kinshasa) et le Rwanda.⁽⁷⁷⁾

b) *La Commission mixte de Londres sur Chypre et le sort des traités internationaux*

La politique britannique, en matière de rédaction des accords de dévolution est analysée par D.P. O'CONNELL. Pour mettre en évidence le but de ces accords, l'auteur cite une lettre du 15 janvier 1961⁽⁷⁸⁾ par laquelle le "Commonwealth Relations Office" informe le gouvernement de la Nouvelle-Zélande que

"new States were encouraged to enter into devolution agreements, first, because of the doubtful state of international law on State succession, and, secondly, registration of the agreement with the United Nations would give foreign States notice, and it would be reasonable to assume that if they did not object they had acquiesced in the position".

Dans le cas de Chypre, le sort des traités applicables à son territoire a été discuté lors des deuxième et quatrième réunions de la Commission mixte de Londres sur Chypre,⁽⁷⁹⁾ en particulier par un comité de délégués.⁽⁸⁰⁾ Le texte proposé par la délégation britannique comme avant-projet de l'article 8 était le suivant:

"(1) All obligations and responsibilities of the Government of the United Kingdom which arise from any valid international instrument shall henceforth, in so far as such instrument may be held

(76) Pour une analyse approfondie de leur attitude cf. *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. 2, pp. 62-66, et MARCOFF, *op. cit.*, pp. 149-155.

(77) Pour une analyse de leur attitude voir MARCOFF, *op. cit.*, pp. 145-149.

(78) Cf. D.P. O'CONNELL, *State Succession in Municipal Law and International Law*, London, 1967, vol. 2, pp. 361-362 (dans la suite désigné par l'abréviation *State Succession*).

(79) Cette Commission a été établie pour étudier les questions portant sur la création de la République de Chypre; à ses travaux ont participé des représentants de la Grèce, de la Turquie, du Royaume-Uni et des communautés chypriote-turque et chypriote-grecque de Chypre.

(80) Séances du 17 avril et 5 mai 1959.

to have application to the Republic of Cyprus, be assumed by the Government of the Republic of Cyprus.”

“(2) The rights and benefits heretofore enjoyed by the Government of the United Kingdom in virtue of the application of any such international instrument to the territory of (the Republic of) Cyprus shall henceforth be enjoyed by the Government of the Republic of Cyprus”.

Après avoir étudié ce texte, la délégation chypriote a posé trois questions: en premier lieu, elle a demandé une liste des obligations internationales visées au paragraphe (1) du projet d'article. Ensuite, elle a souhaité que cette liste figure comme annexe au traité pour que Chypre puisse connaître les obligations qu'elle a assumées. Enfin, la délégation chypriote a désiré connaître les catégories des traités transférables à Chypre. Cette position chypriote a été concrétisée dans l'amendement à l'article 8 de l'avant-projet proposé par M. Rossides. L'amendement énonçait:

“The international obligations and responsibilities of the Government of the United Kingdom as listed in Annex X to this Treaty shall henceforth be assumed by the Government of the Republic of Cyprus”.

Dans sa réponse, le délégué britannique a précisé que les autorités préparaient une liste des traités applicables à Chypre et que sa délégation prendrait note de l'amendement chypriote. Pourtant, il a réservé la position de son pays; celle-ci a été exposée plus tard dans un mémoire,⁽⁸¹⁾ distribué aux membres de la Commission mixte, le 22 décembre 1959. Deux annexes à ce mémoire contenaient les traités bilatéraux et multilatéraux applicables, d'après les autorités britanniques, à Chypre.

La thèse britannique qui répondait aux questions posées par la délégation chypriote se résume comme suit:

Le texte de l'avant-projet de l'article 8 était basé sur des dispositions similaires à celles des accords conclus avec la Birmanie, le Ceylan et le Ghana, lors de leur accession à l'indépendance. Ceci en vue d'assurer la continuité des droits et obligations internationales. Dans ce contexte, et comme c'était la pratique, une liste des traités tombant sous le coup de cette disposition a été annexée au mémoire comme Annexe A. A cet égard, le mémoire britannique précisait que:

(81) *Document L.C. (D)33 de la Conférence de Londres.*

“It is not customary to embody this list of Treaties in the formal treaty arrangements at the time of independence, since this creates an undesirably rigid situation. The position of all parties is more flexible if the general terms of the Article are accepted as part of the arrangements, and the Treaties falling under it are only considered in private between the Delegations concerned in the negotiations leading up to independence”.

La raison pour laquelle on n'annexe pas la liste au traité relatif à la création de la République de Chypre était que

“while the country gaining independence thereby acknowledges the Treaties in the list as binding upon it, this is not necessarily the case with the other parties to those Treaties. The latter may not accept that the Treaties are inherited by the newly independent country”.

Pour ce qui est des catégories de traités transférables à Chypre, le mémoire indiquait que la liste ne contenait pas de traités à caractère purement politique, s'appliquant seulement à la métropole, mais des traités concernant l'administration pratique du territoire auquel ils étaient étendus. Ces traités ne créaient pas d'obligations perpétuelles. En vertu de l'article 8, la République de Chypre avait le droit de les terminer conformément à leurs dispositions.

Le sort des traités commerciaux conclus avant l'arrivée des Anglais à Chypre, en 1878, constituait un deuxième point. L'absence d'une clause territoriale dans certains d'entre eux, l'existence d'une clause d'application à “toutes les colonies”, pouvaient suggérer que les traités commerciaux s'appliquaient aux protectorats britanniques ou aux territoires sous la souveraineté du Royaume-Uni lors de la conclusion du traité. Cependant, le mémoire britannique a soutenu la thèse suivante:

“... if practice supports it, it may be possible to argue that, by applying the Treaties in fact to further territories, e.g. Cyprus, the parties to the Treaties have tacitly agreed to its extension beyond the original territories under the sovereignty or protectorate of the United Kingdom at the time of the Treaty, and this is the view generally taken in the Handbook of Commercial Treaties, published by Her Majesty's Stationary Office in 1931. The latter argument might be advantageous in certain circumstances to the Republic of Cyprus since it could then claim rights under them. They have therefore been included in the list”.

Cette argumentation n'est évidemment pas inattaquable. Vu sa faiblesse, le mémoire ajoutait:

“Whether in fact this argument is available in connexion with individual Treaties would require close examination of the territorial clauses of each Treaty and the practice as between the country in question and Cyprus. This is obviously a question requiring detailed examination which is not possible to pursue at the present time, and of which the results could not in all probability achieve any great degree of certainty. It is a matter which can only profitably be discussed when a particular problem arises under a particular Treaty in relation to a given country”.

Une liste des traités-constitutions a été annexée au mémoire comme Annexe B. A leur égard, le document britannique précisait :

“The internationally accepted practice is that membership is not regarded as devolving automatically on a State to which the Treaty formerly applied as a dependent territory but that it is for the State in question to accede to the constituent instrument of the international organisation. But, equally, the constituent instrument frequently lays down rules in connexion with the matters dealt with by the organisation in question, as well as creating that organisation. Furthermore, frequently entry into the organisation in such a case is made as easy as possible in the view of the former application of the constituent instrument to the territory in question. In view of this, the wisest course appears to be to consider membership of them as a separate problem to be dealt with *ad hoc* in relation to the individual organisation”.

Il convient de remarquer que la délégation britannique avait déjà précisé, que le gouvernement de Sa Majesté aiderait volontiers la République de Chypre à devenir, si elle le désirait, membre du Fonds monétaire international, de la Banque internationale et du GATT.

Sans aucune autre intervention de la part de la délégation chypriote, le texte a été finalement incorporé dans le traité relatif à la création de la République de Chypre comme article 8. Il stipule :

“(1) All international obligations and responsibilities of the Government of the United Kingdom shall henceforth, in so far as they may be held to have application to the Republic of Cyprus, be assumed by the Government of the Republic of Cyprus.

(2) The international rights and benefits heretofore enjoyed by the Government of the United Kingdom in virtue of their application to the territory of the Republic of Cyprus shall henceforth be enjoyed by the Government of the Republic of Cyprus”.

La seule différence entre l'avant-projet et le texte final est l'omission

à l'alinéa (1) de l'expression "which arise from any valid international instrument" et à l'alinéa (2) de l'expression "of any such international instrument". Cette omission marque une amélioration technique.⁽⁸²⁾ En effet, si l'expression "valid international instrument" sous-entend un traité liant l'Etat successeur en vertu du droit international coutumier, elle n'est pas nécessaire; dans le cas contraire, elle pose des questions d'interprétation.

c) *Sens et interprétation de la clause de dévolution*

Il est intéressant de noter que le texte de la clause de dévolution chypriote, comme c'est d'ailleurs le cas avec les autres accords britanniques, crée un régime différent de succession, suivant qu'il s'agit "d'obligations et responsabilités", d'une part, "de droits et d'avantages", d'autre part. Nous avons remarqué, à juste titre, que toute référence à des "instruments internationaux juridiquement valables" a été omise. Nous interprétons cette omission comme un effort pour renforcer l'importance du critère d'applicabilité qui constitue le fondement juridique du transfert, tant "d'obligations et responsabilités", que "de droits et d'avantages".⁽⁸³⁾

La question qui se pose est de savoir pourquoi on a fait cette distinction. La réponse se trouve dans la rédaction des expressions concernant le critère d'applicabilité.

Dans le cas "d'obligations et responsabilités", la rédaction est évolutive. Le texte énonce: "in so far as they may be held to have application to the Republic of Cyprus". Il en résulte qu'avant de se prononcer

(82) Voir à ce sujet O'CONNELL, *State Succession*, vol. 2, p. 360 qui soulève la question pour démontrer le caractère ambigu des accords de dévolution.

(83) Il convient de remarquer que, dans l'accord conclu à l'issue de la Conférence de la table ronde entre les Pays-Bas et l'Indonésie le 2 novembre 1949 les droits et obligations sont traités dans un même paragraphe (article 5 § 1 de l'accord). A leur égard PANHUYS ("La succession de l'Indonésie aux accords internationaux conclus par les Pays-Bas avant l'indépendance de l'Indonésie", *Nederlands Tijdschrift voor International Recht*, vol. 2 (1955), p. 60) observe: "Il n'est pas dit à l'article 5 précité que ce sont les accords qui passent à l'Etat successeur, mais plutôt les droits et obligations qui en résultent. Cette manière de dire nous semble correcte puisque le terme 'accords' (y compris les traités), bien que souvent employé pour indiquer les droits et obligations qui en résultent, signifie dans le sens strict du mot: 'le mode de se mettre d'accord'. Or, il est évident que ce n'est pas l'accord (le traité) comme instrument de se mettre d'accord qui est transféré, mais seulement l'ensemble des droits et obligations ayant leur source dans cet accord. Cela n'empêche pas, pour autant, de considérer l'Etat successeur comme partie à l'accord, dès le moment de la dévolution des droits et obligations qui en résultent".

sur leur succession, il faut entreprendre un examen approfondi de leur applicabilité. La question est de savoir qui est, censé être compétent pour procéder à cet examen: l'Etat successeur, un tribunal quelconque⁽⁸⁴⁾ ou bien le gouvernement de Londres?⁽⁸⁵⁾ Vu le silence du texte, on est enclin à accepter la thèse selon laquelle le but de cette rédaction évasive est de mettre l'Etat nouveau dans une "situation politique confortable" qui n'a d'ailleurs pas créé de conflits diplomatiques jusqu'à présent, malgré quelques difficultés au Pakistan.⁽⁸⁶⁾ Il est donc évident que toute succession dépendrait de l'interprétation⁽⁸⁷⁾ qu'on donne à l'expression "in so far as they may be held to have application to the Republic of Cyprus".

Dans le cas "de droits et d'avantages", la rédaction n'est pas imprécise. Le texte énonce: "in virtue of their application to the territory of the Republic of Cyprus". En vertu de cette clause les droits et les avantages passent automatiquement à l'Etat successeur, vu leur application territoriale antérieure à l'indépendance.

Cette différenciation délibérée entre "obligations et responsabilités" d'une part et "droits et avantages" d'autre part, a conduit O'CONNELL⁽⁸⁸⁾ à remarquer: "It is not surprising that the tendency is manifest in some circles to contend that the new States have gained a devolution of the 'rights and benefits' of British treaties in virtue of these clauses, but they have unlimited discretion to decide whether the 'obligations and responsibilities' have application to them". Critiquant cette tendance, il note: "From a jurisprudential point of view, however, the interpretation is inherently anarchic. For one thing, it admits no rights in the other parties to the treaties, who must surely be permitted at least the same latitude, so that in effect the devolution agreements must inevitably undermine rather than sustain the legal regimes brought

(84) Cf. O'CONNELL, *State Succession*, vol. 2, p. 360.

(85) Cf. MARCOFF, *op. cit.*, p. 326.

(86) Voir à ce sujet ILA *Handbook*, p. 192 et MARCOFF, *op. cit.*, p. 138 note 3.

(87) MARCOFF, *op. cit.*, p. 136, examinant le texte de la clause de dévolution birmane remarque: "Par ailleurs, l'expression 'pour autant que ledit instrument peut être considéré comme s'appliquant à la Birmanie' dans le traité anglo-birman de 1947, a été interprété dans le sens qu'elle permet la succession à un seul article, ou à une seule partie d'une convention internationale préalablement conclue par le Royaume-Uni. Dans la liste officielle des traités en vigueur publiée par les Etats-Unis en 1962, seul l'article 4 de la convention consulaire anglo-américaine de 1815 est cité comme continuant à lier les Etats-Unis et la Birmanie. En effet, ce n'est que cet article, visant le commerce — et non la convention toute entière — qui avait été rendu applicable à la Birmanie avant son indépendance".

(88) *State Succession*, vol. 2, 360-1.

about by treaties; and, for another, it overlooks the fact that since so many of the countries of Africa are ex-colonies the problem of continuing treaty relations is more likely to arise in practice *inter se* than it is between them and European countries, and hence politically it is likely that the new State will find itself both the claimant and the respondent in recourse to rights under treaties. It can scarcely maintain the suggested interpretation and comfortably fill both roles”.

Quoi qu’il en soit, le critère d’applicabilité, à lui seul, ne fournit pas la base de succession, même en présence d’une clause d’application territoriale. Tout dépend du caractère déclaratoire ou constitutif qu’on attribue aux accords de dévolution. Dans le premier cas, le critère d’applicabilité ne revêt qu’un caractère purement académique du fait que la source de succession est une règle du droit coutumier. Dans le second, l’importance du caractère constitutif de l’accord de dévolution est mise en évidence par la pratique suivie par plusieurs Etats de ne pas conclure d’accord de dévolution.⁽⁸⁹⁾

La *thèse chypriote* sur l’interprétation de la clause de dévolution n’a pas tardé à être connue. Déjà, en mars 1962, le Procureur général de la République, qui est le conseiller juridique du gouvernement,⁽⁹⁰⁾ dans une lettre adressée au Ministère des affaires étrangères notait la distinction faite entre “obligations et responsabilités” d’une part, et “droits et avantages” d’autre part. Pour ce qui est du critère d’applicabilité, le Procureur général était d’avis que

“for the determination of whether a certain treaty and the obligations and responsibilities created thereby are applicable to and bind the Republic we have to apply the principles prevailing in international law in this respect”.

Cette position répond à la question posée plus haut, concernant la compétence à procéder à l’examen approfondi de l’applicabilité d’un traité. Selon les principes du droit international, celle-ci revient à l’Etat qui accède à la souveraineté internationale, en l’occurrence l’Etat successeur.

Toutefois, la position de principe concernant l’interprétation de

(89) Voir aussi A.P. LESTER, “State Succession to Treaties in the Commonwealth”, *I.C.L.Q.*, vol. XII (1963), p. 479.

(90) L’article 113, paragraphe 1 de la Constitution énonce: “The Attorney-General of the Republic assisted by the Deputy Attorney-General of the Republic shall be the legal adviser of the Republic and of the Vice-President of the Republic and of the Council of Ministers and of the Ministers and shall exercise all such other powers and shall perform all such other functions and duties as are conferred or imposed on him by this Constitution or by law”.

l'article 8 a été prise lors de l'examen, par le Bureau du Procureur général de la Convention de 1949 sur la circulation routière. Elle a été communiquée au Haut Commissariat britannique, à Nicosie, le 8 mai 1962 par lettre du Ministère des affaires étrangères.⁽⁹¹⁾ Le gouvernement chypriote a déclaré que

“a much more limited interpretation should be given to Article 8 of the Treaty of Establishment. The mere fact that the U.K. extended the application of a Convention or Treaty to Cyprus, while the latter was a Colony, does not necessarily mean that we are now bound by it. Article 8 should be confined to international instruments entered into by the U.K. with particular and localised reference to the territory of Cyprus”.

A l'égard de la Convention de 1949, sur la circulation routière elle-même, il convient de mentionner que, conformément au critère d'applicabilité, “basé sur les principes du droit international”, le gouvernement de Chypre a décidé de se considérer comme lié

“because it is an international agreement in the nature of international ‘legislation’ regulating internationally a particular subject. Although it is not, strictly speaking, legislation enacted by an international legislative assembly, yet its law-making character, and its multilateral nature, indicate that the international community would expect any new member to abide by it, in the same way as any new citizen of a State is expected to abide by the laws of that State”.

Vu le désir du Gouvernement chypriote de respecter l'ordre international juridique, son interprétation limitée ne pose pas de problèmes si on la situe dans le contexte de l'analyse entreprise plus haut pour définir le sens de la clause de dévolution. La seule réaction à enregistrer est celle de Londres.

La *thèse britannique* a été communiquée au Ministère des affaires étrangères le 14 août 1962 par lettre du Haut Commissariat britannique à Nicosie.⁽⁹²⁾ L'interprétation donnée par le “Commonwealth Relations Office” était la suivante:

“It is clear that under customary international law a territory, which has been formed out of the larger territories of an existing State, on becoming a new sovereign state, *succeeds automatically to the rights and obligations of the existing State* under international instruments which refer to the territory of the new State, such as boundary trea-

(91) La correspondance est mentionnée dans *U.N. Doc. ST/LEG/SER. B/14 p. 182.*

(92) La correspondance est mentionnée dans *U.N. Doc. ST/LEG/SER. B/14 p. 183.*

ties. It would have been quite unnecessary to have had any such agreement as Article 8 at all if only international instruments referring to the territory of the Republic were to be covered and that, therefore, it could not have been intended that Article 8 should have the limited application which the Ministry of Foreign Affairs suggest. In fact, the intention of the United Kingdom in relation to Article 8 (as in relation to the various exchanges of letters with other newly independent ex-colonial territories) is that *it should cover all international instruments* which, before independence, bound the United Kingdom in respect of the new independent country. This is evident from the document entitled International Agreements which was circulated to the London Joint Committee on Cyprus on 22nd December, 1959, a copy of which you hold in your Ministry'. (Nos italiques).

Il est évident que cette interprétation est trop extensive, l'application automatique des droits et obligations mentionnée au premier paragraphe étant censée couvrir "tous les instruments internationaux". Il convient de remarquer que le Royaume-Uni, en tant qu'Etat tiers, n'a pas voulu attribuer des effets automatiques à un accord de dévolution. Référons-nous à l'exemple concret de la Convention franco-britannique sur la procédure civile de 1922 étendue par la France au Laos. Ainsi, quand le Gouvernement laotien a informé le Royaume-Uni qu'il considérait ladite Convention en vigueur entre le Royaume-Uni et le Laos, en vertu de l'accord de dévolution franco-laotien, le Gouvernement de Sa Majestés'est exprimé en faveur de la continuité de la Convention, mais il a ajouté que :

«... wished it to be understood that the Convention continued in force *not by virtue of the 1953 Franco-Laotian Treaty of Friendship*, but because Her Majesty's Government and the Government of Laos were agreed that the 1922 Anglo-French Civil Procedure Convention should continue in force as between the United Kingdom and Laos".⁽⁹³⁾ (Nos italiques).

En des termes plus explicites, le Gouvernement britannique, dans un commentaire sur l'affaire, a remarqué :

"Her Majesty's Government *did not consider that there was any automatic succession* by newly independent territories to the rights and obligations under civil procedure conventions or treaties of a similar nature entered into by their mother country on their behalf before independence. Any agreement between the mother country

(93) U.N. Doc. ST/LEG/SER. B/14, pp. 188-190.

and the newly independent State to the effect that the independent State should succeed to the rights and duties under treaties entered into by the mother country on their behalf was binding upon the Contracting Parties to that agreement, *but not necessarily on States which had entered into Agreements with the mother country in respect of the territory which had now become independent. Consequently, there must be some act after independence of 'novation' between the newly independent State and the other Contracting Party*".⁽⁹⁴⁾ (Nos italiques).

On constate donc que l'interprétation de la clause de dévolution chypriote proposée par le Royaume-Uni n'est pas du tout compatible avec la position prise lors de l'affaire anglo-laotienne. Il convient encore de mentionner en faveur de l'interprétation restrictive⁽⁹⁵⁾ prônée par le Gouvernement chypriote deux exemples que la pratique étatique et judiciaire nous fournit.

Le premier exemple est tiré du cas indonésien. Il est intéressant de noter, à cet égard, que les positions prises, par le Gouvernement néerlandais et par le Gouvernement indonésien sont identiques. Dans le commentaire officiel sur le projet de loi approuvant les accords de la Conférence de la table ronde, le Gouvernement néerlandais relevait qu'au cours de la Conférence, on avait discuté la question de savoir si l'Indonésie succéderait *ipso jure* aux droits et obligations découlant des accords internationaux conclus par les Pays-Bas, au nom ou dans l'intérêt de l'Indonésie. Le Gouvernement néerlandais s'appuyant sur le droit international positif, estimait que la réponse à cette question devrait être négative.⁽⁹⁶⁾

De son côté, le Gouvernement de la République d'Indonésie, dans une note du 18 octobre 1963, adressée à l'Ambassade de la République fédérale allemande, déclarait:

"That Article 5 of the Transitional Agreement of 1949 between the Republic of Indonesia and the Kingdom of the Netherlands does not cause by itself the automatic application to the Republic of Indonesia of international agreements which were applicable to the

(94) *Ibid.*

(95) Il est intéressant de mentionner à cet égard la teneur de l'article 15 du projet de 1974 de la CDI qui dispose:

"Un Etat nouvellement indépendant n'est pas tenu de maintenir un traité en vigueur, ni d'y devenir partie, du seul fait qu'à la date de la succession d'Etats, le traité était en vigueur à l'égard du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats". (*U.N. Doc. A/9610*, p. 135).

(96) Information donnée par PANHUYS, *op. cit.*, p. 57.

territory of the former Netherlands Indies. For the continued application of such international agreements a further step is required on the part of the Indonesian Government, i.e., the sending of a declaration to the other contracting party(ies) or depositary, as the case may be, that the Indonesian Government wishes to be regarded as a party to the agreement concerned in the place of the former Netherlands Indies".⁽⁹⁷⁾

Le second exemple est fourni par la pratique judiciaire. Il s'agit de l'arrêt de la Cour Suprême du Pakistan concernant l'affaire *Yangtze (Londres) Ltd. c. Barlas Brothers*.⁽⁹⁸⁾ D'après la Cour pakistanaise, l'Ordonnance relative à l'indépendance de l'Inde de 1947 n'avait aucunement garanti le transfert au Pakistan de tous les droits et obligations, issus des traités britanniques. Sur le point qui nous intéresse, la Cour était d'avis que:

"When a new country is created it is an entirely separate international entity and is not bound by agreements entered into by the State out of whose territories it is created merely because its territories were previously comprised in that State".

Interprétant cet arrêt, MARCOFF, à juste titre, remarque:

"Ce qu'il y a lieu de faire ressortir, c'est que la Cour pakistanaise a reconnu le 'droit souverain' de l'Etat nouveau de procéder à un choix sélectif entre les traités 'hérités'. La technique de 'pick and choose' ou de la libre option, consacrant la licéité du triage et de la non-reconduction totale des droits et obligations conventionnels, *nonobstant tout accord de dévolution*, devait désormais exercer une influence déterminante sur la pratique des nouveaux Etats d'Afrique — anciens territoires non autonomes ou protectorats britanniques".⁽⁹⁹⁾

d) *Portée juridique et pratique*

Cette section a pour but, d'une part, de poser quelques questions, relevées par la doctrine au sujet de la portée juridique des clauses de dévolution; d'autre part, d'enregistrer la réaction des Etats ayant conclu des accords de dévolution face à ces accords. Ceci afin de mieux comprendre l'interprétation donnée, par le Gouvernement de Chypre, à la clause de dévolution et sa pratique en la matière.

(97) Note non publiée, citée par ZEMANEK, "State Succession after Decolonisation", *R.C.A.D.I.*, t. 116 (1965-III), p. 236. La note est aussi mentionnée par O'CONNELL, *State Succession*, vol. II, p. 139.

(98) *International Law Reports*, vol. 27 (1963), p. 35. Pour l'arrêt de la Cour cf. *Pakistan Legal Decisions*, 1959, p. 423.

(99) *Op. cit.*, p. 336.

C'est surtout le principe *pacta tertiis nec nocent nec prosunt* qui remet en question l'efficacité juridique des clauses de dévolution. La validité de ce principe en droit international permet de conclure que les accords de dévolution ne peuvent pas imposer d'obligations aux Etats tiers ni leur conférer des droits. LAUTERPACHT,⁽¹⁰⁰⁾ examinant la valeur juridique des accords de dévolution, sur la base du principe *pacta tertiis*, a observé que ces accords "may be of no real legal force". Même si le principe est interprété de façon à ce que la possibilité d'existence d'un droit international coutumier de succession soit exclue, il aboutit à la conclusion: "the agreements may be redundant".

MARCOFF⁽¹⁰¹⁾ tire la même conclusion; il constate:

"L'attitude réservée, voire négative, à l'égard de la valeur successorale des traités de dévolution repose en grande partie sur l'argument qu'il n'existe pas de règle propre à obliger les Etats tiers d'accepter l'Etat nouveau, signataire d'un tel accord, comme partenaire complémentaire à la communauté contractuelle d'origine. Le traité de dévolution ne créant aucun lien de droit entre la partie qui l'a conclu et les Etats tiers, il s'ensuivrait que la substitution successorale, effectuée par le traité de transfert, ne saurait déployer d'effets juridiques pour les signataires d'origine de la convention précédente. La construction contractuelle de la succession, aussi bien en matière de traités bilatéraux que relativement aux accords multilatéraux, serait, par conséquent, à exclure sans hésitation".

Pour déterminer la portée juridique des accords de dévolution, il convient d'examiner comment les Etats signataires, les Etats tiers et les dépositaires de différents traités internationaux considèrent ces accords.

La pratique montre que les Etats successeurs mentionnent fréquemment les accords de dévolution dans leurs déclarations de continuité.⁽¹⁰²⁾ D'autre part, certains Etats se considèrent comme liés par une convention internationale dont l'application avait été étendue à leur territoire avant l'indépendance, mais s'abstiennent de se référer à l'accord de dévolution.⁽¹⁰³⁾ Parfois, malgré l'existence d'un accord de dévolution

(100) Voir, "State Succession and Agreements for the Inheritance of Treaties", *I.C.L.Q.*, vol. 7 (1958), p. 526.

(101) *Op. cit.*, p. 324.

(102) Voir pour des exemples, LAUTERPACHT, *op. cit.*, p. 526.

(103) Cf. par exemple la notification du Ghana en date du 3 mai 1963 concernant la convention relative à l'esclavage de 1926 (*U.N. Doc. ST/LEG/SER. A/195*, p. 24) et la notification de la Jamaïque du 8 octobre 1965 concernant la Convention sur la haute mer, signée à Genève le 29 avril 1958 (*R.T.N.U.*, vol. 547, p. 331).

l'Etat successeur se considère pas comme lié par les traités étendus à son territoire; il déclare au contraire avoir suivi la procédure d'adhésion.⁽¹⁰⁴⁾

Quant aux Etats tiers, la grande majorité d'entre eux ne s'est pas opposée à la succession en vertu d'accords de dévolution. Interprétant cette situation, LAUTERPRACHT a remarqué:

"The correct interpretation of the situation arising from the conclusion of an inheritance agreement is that third States are entitled to take it at its face value and to regard it as an offer by the new State to remain bound, subject to certain condition and limitations, by the commitments of its parent. The result of the acceptance by a third State of this offer is, in effect, to create a new, unwritten, treaty in the terms of the treaty concluded with the parent State".⁽¹⁰⁵⁾

D'après LESTER⁽¹⁰⁶⁾ cette acceptation tacite, sur la base d'une offre bien définie peut être considérée comme l'effet juridique de l'accord de dévolution, à condition d'annexer audit accord une liste des traités applicables. Selon O'CONNELL, les Etats tiers ne peuvent être obligés d'accepter le fardeau d'un traité hérité, il faut pour cela obtenir leur consentement. Cela n'exclut pas la possibilité d'une novation, tacite ou expresse. Reste à savoir si le silence de l'Etat tiers suffit à lui seul, à constituer une novation. D'après O'CONNELL,

"it could be that a rule is in process of formation by which third States must either repudiated novation within a reasonable time or be presumed to have conceded it".⁽¹⁰⁷⁾

Chaque fois que le Secrétaire général des Nations Unies a, en tant que dépositaire des traités multilatéraux invité les Etats nouveaux à se prononcer sur la validité continue de ces traités, il a pris en considération les accords de dévolution. Ainsi le Secrétaire général ne se sent pas habilité à compter d'office l'Etat nouveau parmi les parties aux traités multilatéraux étendus à son territoire avant l'indépendance. La publication de l'accord de dévolution dans le Recueil des traités des Nations Unies dénote la même attitude négative. En effet, cette publication n'est pas censée notifier l'intention de l'Etat nouveau à devenir partie à un traité multilatéral spécifique. Il en va de même lorsque le Secrétaire général dénombre les parties nécessaires pour qu'une con-

(104) Pour des exemples cf. LAUTERPRACHT, *op. cit.*, p. 527.

(105) *Op. cit.*, p. 529.

(106) "State Succession to Treaties in the Commonwealth", *I.C.L.Q.*, vol. 12 (1963) p. 505.

(107) "Independence and Succession to Treaties", *B.Y.I.L.*, vol. 38 (1962), p. 128.

vention puisse entrer en vigueur.⁽¹⁰⁸⁾ De toute façon, c'est seulement lorsque l'Etat nouveau a fait connaître au Secrétaire général son intention à devenir partie à un traité déterminé qu'il s'inscrit au nombre des parties à ce traité.

Le problème de l'efficacité juridique des accords de dévolution a amené plusieurs auteurs à remettre justement en question la valeur juridique de ces accords. Ainsi VALLAT n'est pas sûr que ces accords "are always satisfactory either as reflecting the correct position in international law or as matter of fact".⁽¹⁰⁹⁾ Pour McNAIR, est difficile de savoir si l'accord de dévolution représente un transfert de droits et obligations ou bien une novation.⁽¹¹⁰⁾ LAUTERPACHT conclut: "the evidence would not, therefore, really support a conclusion that the treaty of inheritance conferred upon the successor State in this context any greater rights or duties than it would have enjoyed in the absence of the treaty",⁽¹¹¹⁾ et O'CONNELL signale "now, however, opinion has shifted even to the extent of entertaining the possibility that the devolution agreements are legally of no significance whatever".⁽¹¹²⁾

Un auteur plus récent, MARCOFF, observe "que ce sont des facteurs d'ordre extracontractuel, voire même des considérations politiques, qui détermineraient l'existence même et l'étendue matérielle de la dévolution effective". Il a abouti à la conclusion

"qu'il serait inutile de chercher à déduire la valeur successorale et l'efficacité de l'accord de dévolution, de sa forme contractuelle. Mêmes les clauses spécifiques incorporées dans son texte ne sauraient revêtir une importance déterminante pour la pratique, si l'on s'en tient au fait que les gouvernements des nouveaux Etats ont signé, en règle générale, ces accords sans connaître le nombre et le contenu des traités préexistants".⁽¹¹³⁾

Il reste encore que les premiers accords de dévolution sont considérés, jusqu'à un certain point, comme le "prix de l'indépendance". Il serait en effet difficile de considérer les accords de dévolution comme représentant des obligations contractuelles internationales librement acceptées, et de prendre ses signataires pour des représentants authen-

(108) Cf. *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. II, p. 59.

(109) V. *Report of International Law Conference*, June 1956, p. 7.

(110) V. *The Law of Treaties*, 1961, p. 341.

(111) V. "State Succession and Agreements for the Inheritance of Treaties", *I.C.L.Q.*, vol. 7 (1958), p. 527.

(112) V. "Independence and Succession to Treaties", *B.Y.I.L.*, *op. cit.*, p. 118.

(113) *Op. cit.*, p. 325.

tiques de l'Etat nouveau et de son peuple.⁽¹¹⁴⁾ Dans le contexte contemporain, les accords de dévolution font partie intégrante de la procédure de naissance du nouvel Etat. Ils équivalent à une déclaration publique et formelle du transfert des droits et obligations à l'Etat successeur.⁽¹¹⁵⁾

Sur le plan juridique, le problème de la valeur juridique des accords de dévolution se pose de la manière suivante: L'accord de dévolution crée un lien juridique entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur. Si l'Etat successeur ne respecte pas les obligations découlant de l'accord de dévolution, cela n'affecte que ses relations avec l'Etat prédécesseur. De son côté, l'Etat prédécesseur n'est pas en mesure de garantir que les Etats tiers respecteront les droits, transférés en vertu de l'accord de dévolution. Cette constatation s'appuie sur le principe *pacta tertiis nec nocent nec prosunt* qui affecte les relations juridiques de l'Etat successeur avec les Etats tiers. Ces relations ne se fondent pas sur un lien juridique comme ce serait le cas si l'accord de dévolution créait des obligations et droits en faveur des Etats tiers. Même si l'on admet que l'accord de dévolution représente une offre de la part de l'Etat successeur, cette offre du fait qu'elle n'est pas bien définie, n'est pas susceptible d'être acceptée par les Etats tiers. En règle générale, les listes des traités "hérités" ne sont pas annexées à l'accord de dévolution; d'autant plus que celui-ci est conclu sans que l'Etat successeur connaisse le nombre et le contenu de ces traités.⁽¹¹⁶⁾ C'est bien cette incertitude qui a conduit, à plusieurs reprises, les Etats tiers à inviter l'Etat successeur à déterminer son attitude sur la validité continue des traités "hérités". Une manifestation de volonté de la part de l'Etat successeur sur le sort des traités "hérités" a été aussi exigée de la part des dépositaires de différents traités internationaux, bien que les accords de dévolution puissent être interprétés comme l'expression de la volonté de l'Etat successeur pour maintenir les relations conventionnelles de l'Etat prédécesseur à l'égard de son territoire.

L'attitude des Etats tiers et des différents dépositaires des traités

(114) Cf. *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. II, p. 55.

(115) Cf. *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. II, p. 56.

(116) Cf. en particulier la Note du Gouvernement du Nigéria No. 1881 (*International Law Association, Helsinki Conference 1966*, Annexe A, I(b), p. 13) qui précise: "The difficulty of ascertaining how many such treaties and other international agreements bind or may be deemed to bind Nigeria in virtue of United Kingdom's signature or ratification in the past has been due in part to the fact that *it has not been possible to obtain copies of a number of these treaties*" (nos italiques).

internationaux mise à part, il convient surtout de se référer à l'attitude de l'Etat successeur lui-même. Celui-ci comme le montre la pratique, tantôt accepte la succession, sans mentionner l'accord de dévolution dans sa déclaration de continuité, tantôt l'ignore et suit la procédure d'adhésion. En conclusion, les accords de dévolution font partie de la routine administrative qui précède la création de l'Etat nouveau et sont dépourvus de toute valeur juridique.⁽¹¹⁷⁾

Toutefois, les accords de dévolution ont une valeur pratique incontestable. Dans les premières années après l'indépendance, ils facilitent l'étude et la clarification de l'étendue des engagements contractuels de l'Etat nouveau, et constituent un point de départ pour la négociation de nouveaux traités. En général, ils contribuent au développement de la pratique contemporaine en matière de succession aux traités.

2. *Le droit conventionnel rendu applicable à Chypre*

a) *Catégories des traités rendus applicables à Chypre*

Les accords de dévolution ne précisent, en aucune manière, les catégories de traités dévolus à l'Etat successeur. Seules les listes peuvent renseigner sur les catégories des traités transférables. La longue pratique britannique se reflète dans ces listes.⁽¹¹⁸⁾ En général, lorsque le Royaume-Uni prépare la liste des traités, rendus applicables à un territoire dépendant, il considère les catégories de traités suivantes: ⁽¹¹⁹⁾

1) Traités dispositifs (ou "réels", ou "localisés", ou "traités de caractère territorial", ou "traités générateurs de servitudes").⁽¹²⁰⁾ Ce sont des traités "établissant des droits et obligations inhérents au territoire, c'est-à-dire imprimant un caractère spécial au territoire auquel ils s'appliquent dans le cadre de l'existence continue des parties con-

(117) V. le paragraphe 1 de l'article 8 du projet de 1974 de la CDI qui prévoit:

"Les obligations ou les droits d'un Etat prédécesseur découlant de traités en vigueur à l'égard d'un territoire à la date d'une succession d'Etats ne deviennent pas les obligations ou les droits de l'Etat successeur vis-à-vis d'autres Etats parties à ces traités du seul fait que l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur ont conclu un accord stipulant que lesdites obligations ou lesdits droits sont dévolus à l'Etat successeur". (U.N. Doc. A/9610, p. 60).

(118) Voir *ILA Handbook*, p. 36 et sequ.

(119) Sommaire des catégories dans *ILA Handbook*, pp. 37-38.

(120) Cf. CASTREN, *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, 1951, vol. 78, p. 136 à 439; ROUSSEAU, *Droit international public*, 1953, p. 285; MCNAIR, *Law of Treaties*, 1961, chap. XXXIV; O'CONNELL, *State Succession*, vol. II, p. 12 à 23 et p. 231 à 291; ZEMANEK, *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, 1965, vol. 116, p. 239 à 243; MARCOFF, *op. cit.*, p. 205 à 227.

tractantes".⁽¹²¹⁾ En général, les droits et obligations en cause touchent les frontières et la navigation fluviale.⁽¹²²⁾

2) Traités s'appliquant d'office à toutes les colonies en vertu de la signature de la Grande-Bretagne (comme le traité de paix et de commerce avec le Danemark de 1660-61 par exemple).

3) Traités étendus en vertu d'une clause d'application territoriale. Cette clause peut se référer à toutes ou à certains d'entre les colonies, possessions, protectorats etc. Il est aussi possible d'étendre l'effet de la clause à toutes ou à une partie des colonies en vertu d'une notification subséquente.

4) Traités dont les dispositions ont été étendues par le truchement d'un décret ou d'une autre législation, promulguée par le gouvernement colonial.

5) Clauses de la nation la plus favorisée sur une base de réciprocité.

6) Traités dont les dispositions ont été spécifiquement étendues par un échange de notes.

Dans le cas de Chypre, le Royaume-Uni a préparé les listes des traités (voir Annexe A) qui ont été annexées au mémoire du 22 décembre 1959,⁽¹²³⁾ après avoir considéré les catégories de traités, mentionnés plus haut.⁽¹²⁴⁾ La liste des traités bilatéraux contenait des accords commerciaux et tarifaires, des traités relatifs à des questions judiciaires, (traités d'extradition, conventions concernant les actes de procédure civile), des traités concernant la navigation maritime, des

(121) H. Kelsen, *Principles of International Law*, 1966, p. 418, note III.

(122) Cf. la note adressée par le *Commonwealth Office* à l'Association de droit international:

"Under customary international law certain treaty rights and obligations of an existing State are inherited automatically by a new State formerly part of the territories for which the existing State was internationally responsible. Such rights and obligations are generally described as those which relate directly to territory within the new State (for example those relating to frontiers and navigation on rivers); but international law on the subject is not well settled and it is impossible to state with precision which rights and obligations would be inherited automatically and which would not be". (*Interim Report of the Committee on the Succession of New States to the Treaties and Certain other Obligations of their Predecessors*, Annex B, ILA, *Report of the Fifty-Third Conference*, Buenos Aires, 1968, p. 619).

(123) V. *supra*, p. 24.

(124) Il est intéressant de citer une note du 20 février 1961, à usage interne, diffusée par le Ministère des affaires étrangères sénégalais concernant la validité à l'égard du Sénégal des accords passés par la France: "Le Sénégal se référant aux règles du droit international en la matière reconnaît aux traités passés par la France, antérieurement à l'indépendance, la portée suivante:

—Traité politiques de garantie, d'alliance, de neutralité, d'arbitrage, d'assistance mutuelle:

conventions consulaires, des accords de coopération économique, des accords monétaires et des accords aériens. La liste des traités multilatéraux contenait des traités conclus sous les auspices de la Société des Nations, de l'Organisation internationale du Travail, des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et autres institutions. Enfin, la liste des traités relatifs aux Organisations internationales mentionnait l'Organisation mondiale de la santé, l'UNESCO, la FAO, le Fonds monétaire international, la Banque internationale, l'OACI, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, l'U.P.U., l'U.I.T., l'OMM et le GATT. Environ 366 accords ont été rendus applicables à Chypre, dont 276 conventions bilatérales et 90 conventions multilatérales.

Il convient de remarquer que les listes britanniques ne contenaient pas de traités dispositifs ni de traités à caractère purement politique. Pour les autres traités, les critères de la légalité internationale et interne⁽¹²⁵⁾ ont sûrement joué un rôle dans la préparation des listes des traités applicables à Chypre. Dans la présente étude, la question la plus intéressante est l'attitude de Chypre à l'égard de ces traités. Auparavant, il faudrait examiner sommairement les critères déterminant l'application des traités étendus à un territoire avant son accession à l'indépendance pour mieux comprendre la fonction des listes.

b) *Les critères de la légalité internationale et interne*

L'extension d'une convention internationale à un territoire non métropolitain de l'Etat contractant est assurée par des clauses d'appli-

non reconnaissance.

- Traités-lois: reconnaissance de principe, mais se réserve le droit d'y adhérer formellement (par exemple: Convention sur le Droit de la Mer, Convention sur la protection des personnes civiles en temps de guerre, etc.).
- Traités-lois d'ordre territorial: reconnaissance, mais se réserve le droit de dénonciation, n'y ayant pas été partie (Convention de Barcelone sur les fleuves internationaux).
- Traités relatifs aux Organisations internationales: non reconnaissance puisque l'adhésion à ces traités se fait *intuitu personae*.
- Conventions bilatérales d'ordre territorial: intéressant le Sénégal: reconnaissance.
- Autres conventions bilatérales: intéressant le Sénégal et rendues applicables au Sénégal: reconnaissance sauf faculté de dénonciation". (Cf. GAUTRON, "Sur quelques aspects de la succession d'Etats au Sénégal", *A.F.D.I.*, 1962, p. 844).

(125) Par l'expression "critère de la légalité internationale", on se réfère à la clause d'application territoriale en vertu de laquelle une convention internationale est rendue applicable à un ou plusieurs territoires non-métropolitains de l'Etat contractant. Par "critère de la légalité interne" on se réfère à la promulgation locale en vertu de laquelle elle est introduite dans l'ordre juridique interne de ces territoires.

cation territoriales (clauses coloniales), tacites⁽¹²⁶⁾ ou expresses. A cet effet, plusieurs procédés⁽¹²⁷⁾ sont employés. Selon un premier, l'extension se fait par une déclaration expresse au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion.⁽¹²⁸⁾ Selon un second, la convention s'applique de plein droit à l'ensemble des territoires de l'Etat signataire qui en assume les relations internationales, à moins qu'un pays déterminé en soit expressément exclu.⁽¹²⁹⁾ Selon un troisième, la convention s'applique purement et simplement à l'ensemble du territoire des Etats contractants sans distinction entre le territoire métropolitain et les territoires non métropolitains. Selon un dernier procédé, enfin, le traité s'applique exclusivement à un territoire ou un groupe de territoires non métropolitains.

Toutefois, des problèmes se posent quand le traité ne précise pas sa sphère d'application territoriale. D'un tel silence découlent diverses conclusions. Cela explique la division de la doctrine sur le sujet.

Pour certains auteurs,⁽¹³⁰⁾ en l'absence de toute clause expresse, le

(126) Voir, par exemple, l'article 3 alinéa 3 de la constitution de l'OIT qui prévoit que "tout membre responsable des relations internationales de territoires non métropolitains pourra désigner comme conseillers techniques supplémentaires pour accompagner chacun de ses délégués :

- a) des personnes désignées par lui comme représentant d'un tel territoire pour certaines questions entrant dans le cadre de la compétence propre des autorités dudit territoire;
- b) des personnes désignées par lui pour assister ses délégués au sujet des questions intéressant des territoires qui ne se gouvernent pas eux-mêmes".

(127) Voir à ce sujet BARDONNET, "La succession aux traités à Madagascar", *A.F.D.I.*, 1966, pp. 603-606 qui analyse les quatre formules d'extension que nous mentionnons dans ce paragraphe.

(128) V. par exemple l'article 36 de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides qui prévoit: "Tout Etat pourra, au moment de la signature, ratification ou adhésion, déclarer que cette convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux... A tout moment ultérieur, cette extension se fera par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies".

(129) V. par exemple, l'article 40 de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929 qui prévoit que: "les Hautes parties contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas à tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandats ou tout autre territoires soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou à tout autre territoire sous suzeraineté".

(130) Cf. F. LUCHAIRE, "L'exercice de la fonction exécutive en droit international par les organes étatiques", *La Technique et les principes du droit public, Etudes en l'honneur*

traité est considéré comme régissant tous les territoires soumis à la souveraineté de l'Etat contractant. Pour une seconde catégorie d'auteurs,⁽¹³¹⁾ le traité ne s'applique qu'à la métropole. Enfin, une troisième catégorie d'auteurs⁽¹³²⁾ considère qu'il s'agit d'une question d'interprétation du traité.

La pratique, de son côté, fait aussi preuve d'incertitude. Pourtant, il convient de se référer aux pratiques française et anglaise et à celle du Secrétariat des Nations Unies dans ce domaine pour compléter les divers aspects du problème.

La pratique française⁽¹³³⁾ semble mettre l'accent sur la clause territoriale d'application. Elle a toujours admis qu'un traité, en l'absence d'une clause coloniale, ne liait en principe que la métropole. Cependant l'interprétation généralement admise va dans le sens contraire.

de George Scelle, 1950, t.II, p. 852, où il précise que le traité "constituant un acte législatif international, et non interne, sa force obligatoire ne lui est pas donnée par le droit interne. C'est donc le législateur international qui détermine le champ d'application de la règle internationale. Or, lorsque le chef de l'Etat agit en tant que législateur international, il intervient pour tout l'Etat. C'est le cas normal. Certes, il lui est possible de ne légiférer que pour une partie de l'Etat. Mais c'est là une situation moins normale. Aussi doit-elle faire l'objet d'une déclaration spéciale du législateur international".

(131) V.G. SCELLE, *Précis de droit des gens*, t.Ier, 1932, 148; P. LAMPUE, "Le régime constitutionnel des colonies françaises" *Annales du droit et des sciences sociales*, 1934, p. 233 et suivantes; du même auteur: "L'application des traités dans les territoires et départements d'outre-mer", *A.F.D.I.*, 1960 p. 916 et 917; P. CHAILLEY, *Supplément au Répertoire de droit international*, sous la direction de A.G. de la Pradelle et J.P. Niboyet, 1934, no 12bis, p. 302; R.E. CHARLIER, "Comment on légifère pour les territoires d'outre-mer", *Penant*, 1949, II, p. 95. Il est aussi intéressant de mentionner qu'un membre de la Commission du droit international, M. PAREDES, a estimé de même "qu'à moins qu'un traité ne soit expressément rendu applicable à un territoire colonial ou à un territoire sous tutelle, il y aurait lieu de considérer que le traité ne s'appliquait qu'au territoire métropolitain de l'Etat contractant. Il ne faut pas oublier qu'un territoire sous tutelle ou une colonie a souvent une administration et une législation distinctes de celles de la métropole. Normalement lorsqu'un pays qui a des possessions ou qui est chargé d'un territoire sous tutelle souscrit à un traité, il le fait essentiellement pour garantir ses propres intérêts et compte tenu de sa propre législation. Il existe, bien entendu, des cas où le traité peut présenter de l'intérêt pour les colonies et les territoires sous tutelle, mais dans ces cas le traité leur sera rendu applicable". *Annuaire de la Commission du droit international* 1964, vol. I, p. 247, no 28.

(132) V. notamment C. ROSSILLON, *Le régime législatif de la France d'outre-mer*, 1953, p. 35; J. DEHAUSSY, "Les traités", *Juriste de droit international*, vol. I, fasc. 12A, p. 11, no 31.

(133) V.P. LAMPUE, "L'application des traités dans les territoires et départements d'outre-mer", *A.F.D.I.*, 1960, p. 920.

C'est sur cette thèse que s'aligne la pratique anglaise.⁽¹³⁴⁾ On peut citer comme exemple les traités commerciaux d'avant 1878, inclus par le Royaume-Uni dans la liste des traités applicables à Chypre, même en l'absence d'une clause coloniale.⁽¹³⁵⁾

La pratique suivie par le Secrétaire général de l'ONU est basée sur le principe énoncé à l'article 29 de la Convention de Vienne.⁽¹³⁶⁾

"A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, un traité lie chacune des parties à l'égard de l'ensemble de son territoire".

Le paragraphe 137 du mémorandum du Secrétariat sur "La succession d'Etats et les conventions multilatérales générales dont le Secrétaire général est dépositaire"⁽¹³⁷⁾ renseigne sur le fonctionnement de ce principe:

"Afin de déterminer si un traité était applicable dans le territoire, on examine d'abord les clauses du traité relatives à l'application territoriale, s'il contient des clauses de cette nature. Certains traités comportent des clauses territoriales prévoyant des procédures d'extension aux territoires dépendants, ce qui permet de déterminer immédiatement si le traité était applicable au territoire en question. D'autres traités sont d'une application limitée dans l'espace: par exemple, certains traités sur l'opium conclus sous les auspices de la Société des Nations sont limités aux territoires des parties situées en Extrême-Orient, et le Secrétaire général, en réponse aux de-

(134) V. McNAIR, *The Law of treaties*, 1961, 116 et 117; J.E.P. FAWCETT, *B.Y.I.L.*, 1949, p. 93 et suivantes; D.P. O'CONNELL, *B.Y.I.L.*, 1962, p. 84 et suivantes; H. WALDOCK, qui dans son troisième rapport sur le droit des traités constate que "la règle qu'un traité doit être présumé s'appliquer à tous les territoires placés sous la souveraineté des parties contractantes signifie que chaque Etat doit faire connaître son intention, explicitement ou implicitement, chaque fois qu'il n'envisage pas d'assumer les engagements conventionnels au nom et à l'égard de l'ensemble de son territoire. Cette règle paraît indispensable si l'on veut que les Etats contractants soient certains du champs d'application territoriale de leurs engagements respectifs". Et le même auteur ajoute pour les territoires non métropolitains: "La pratique des Etats ne semble pas justifier la conclusion qu'un traité s'applique aux territoires d'outre-mer uniquement si ceux-ci y sont expressément mentionnés. La pratique semble au contraire reposer sur l'hypothèse inverse, à savoir qu'un traité s'étend automatiquement à tous les territoires des parties contractantes, à moins que l'intention contraire n'ait été expressément formulée ou qu'elle puisse être inférée" (*Doc. A/CN. 4/167, Annuaire de la Commission du droit international*, 1964, vol. II, p. 10 et 11); LESTER, *op. cit.*, p. 491.

(135) V. *supra*, p. 25.

(136) U.N. Doc. A/CONF. 39/27.

(137) U.N. Doc. A/CN.4/150, *Annuaire de la Commission du droit international*, 1962, vol. II, p. 142.

mandes de certains Etats africains, les a informés qu'il leur était impossible de succéder ou d'adhérer à ces traités. Certains traités conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ont une portée régionale; par exemple, la Convention relative au jaugeage et à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure conclue à Bangkok le 22 juin 1956 est ouverte uniquement à l'adhésion des Etats situés dans le ressort géographique de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et les autres Etats ne peuvent pas être liés par cette Convention".

Lorsqu'un traité ne contient aucune clause d'application territoriale, le Secrétaire général part du principe suivant: le traité lie l'Etat prédecesseur à l'égard de l'ensemble de son territoire et par conséquent, à l'égard de tous ses territoires dépendants. Toutefois, certains Etats ne partagent pas l'opinion du Secrétaire général. Ainsi, la République démocratique du Congo a rejeté la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, arguant que ledit traité n'avait pas été appliqué au Congo avant son accession à l'indépendance.⁽¹³⁸⁾ La Côte d'Ivoire a fait de même en ce qui concerne la Convention sur les droits politiques de la femme.⁽¹³⁹⁾

En général, il est admis comme critère qu'un Etat successeur hérite d'un traité seulement si ce traité était applicable à son territoire au moment de la succession.⁽¹⁴⁰⁾ D'après Sir Humphrey WALDOCK,⁽¹⁴¹⁾ le véritable critère qui habilite l'Etat nouveau à hériter est

"le fait que, par ses actes, l'Etat prédecesseur a établi un lien juridique d'une certaine force entre le traité et le territoire; en d'autres termes, l'Etat prédecesseur doit avoir soit fait entrer le traité en vigueur, soit manifesté son consentement à être lié, soit tout au moins signé le traité, *et dans chaque cas, il doit l'avoir fait pour le territoire en question*". (Nos italiques).

(138) *U.N. Doc. A/CN.4/150*, paragraphe 74.

(139) *Ibid.*, paragraphe 83.

(140) Cf. *U.N. Doc. A/CN.4/224*, p. 34; ZEMANEK, *op. cit.*, p. 229 et 231. S'alignant sur cette thèse, le Secrétaire général de l'ONU attire l'attention des Etats nouvellement indépendants sur les traités dont il est le dépositaire par la phrase suivante:

"A ce propos, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la pratique qui s'est instituée en ce qui concerne la succession des nouveaux Etats aux droits et obligations découlant des traités multilatéraux qui avaient été appliqués sur le territoire par les Etats antérieurement chargés de leurs relations extérieures". (*U.N. Doc. A/CN.4/150*, paragraphe 134).

(141) Voir deuxième rapport sur la succession en matière de traités *U.N. Doc. A/CN.4/224*, p. 44 et 45.

L'incorporation d'un traité dans l'ordre juridique des territoires dépendants anglais⁽¹⁴²⁾ était assurée par une Ordonnance en conseil ("Order in Council") en vertu de laquelle la loi était étendue aux territoires dépendants. C'était par cette Ordonnance que le traité était introduit dans l'ordre juridique interne des territoires mentionnées dans l'Ordonnance. Parfois, la loi stipulait que seule l'Ordonnance pouvait désigner les territoires dépendants où le traité entraînait en vigueur, laissant le changement de la loi interne de ces territoires aux autorités locales. Dans ce cas, la promulgation locale déterminait si le traité était applicable.

La question qui se pose en droit est de savoir si la promulgation locale est une condition nécessaire pour qu'un traité soit considéré comme applicable et par conséquent susceptible de succession. La pratique internationale⁽¹⁴³⁾ ne répond pas clairement à cette question. A cet égard, nos conclusions sur la pratique suivie par Chypre permettront d'y apporter une solution.

Pourtant, l'existence de dispositions constitutionnelles à cet effet témoigne du souci de maintenir l'ordre juridique interne, établi en partie par la promulgation locale des traités internationaux.⁽¹⁴⁴⁾ L'article

(142) Pour plus de détails sur le système britannique, voir *ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 120 et 121. Sur le système français, voir *ibid.*, p. 121 et ss.

(143) Sur le plan théorique, il est intéressant de noter que des auteurs qui ont étudié la pratique des pays administrés par la France sont d'avis partagés. R. PINTO, (*Aspects de l'évolution gouvernementale de l'Indochine française*, Saïgon, IDEO, 1946, p. 159) constate "la promulgation locale ne constitue qu'une mesure de publicité destinée à notifier en quelque sorte la loi ou le décret aux intéressés et à fixer les délais aux termes desquels leurs dispositions, censées connues de tous, seront mises à exécution". Voir aussi NGUYEN, *op. cit.*, p. 150 qui conclut que la promulgation locale "constitue une condition suffisante mais non nécessaire". De son côté, BARDONNET (*op. cit.*, p. 616) observe: "Il semble que la majorité des décisions juridictionnelles et les quelques manifestations de la pratique administrative vont, en principe, dans le sens d'une nécessaire intervention des autorités locales du territoire dépendant, sous forme d'une promulgation spéciale, pour qu'un traité y soit régulièrement appliqué. Il conviendra sans doute de nuancer ce critère et de lui apporter certaines exceptions, mais, si l'on veut donner une quelconque signification au principe de la spécialité conventionnelle, et si l'on veut essayer de clarifier le problème de la succession aux traités, force est de se rallier à ce point de vue". Voir aussi ses conclusions basées sur l'étude du cas de Madagascar (*ibid.*, p. 629).

(144) L'engagement contractuel de la Birmanie en matière de succession aux traités internationaux a été incorporé dans l'article 227 de la Constitution birmane du 29 septembre 1947 (*ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 97). Parfois, c'est l'accord du transfert qui stipule que les règlements législatifs et les prescriptions administratives existant au moment du transfert de la souveraineté restent en vigueur. Exemple en est l'article 8 sur les mesures transitoires concernant l'Indonésie (PANHUYS, *op. cit.*, p. 60).

188, alinéa 1 de la Constitution chypriote en est un exemple:(¹⁴⁵)

“Subject to the provisions of this Constitution and to the following provisions of this Article, all laws in force on the date of the coming into operation of this Constitution shall, until amended, whether by way of variation, addition or repeal, by any law or communal law, as the case may be, made under this Constitution, continue in force on or after that date, and shall, as from that date be construed and applied with such modification as may be necessary to bring them into conformity with this Constitution”.

c) *La fonction des listes*

Les difficultés posées par les critères de la légalité internationale et interne sont mises en évidence lors de la préparation des listes des traités “hérités”. La question est de savoir si la métropole, dans la préparation des listes,⁽¹⁴⁶⁾ examine l'applicabilité d'un certain traité sur la base des critères que nous venons d'analyser. La réponse est négative. L'imperfection et l'imprécision des listes britanniques ont conduit O'CONNELL⁽¹⁴⁷⁾ à conclure: “is ground for caution and discrimination in any analysis of treaty devolution”. MARCOFF,⁽¹⁴⁸⁾ de son côté, a relevé que “les listes rendues publiques comprenaient des traités censés être applicables au territoire devenu indépendant, alors que les mêmes traités avaient été depuis longtemps abrogés en ce qui concerne l'Etat métropolitain”. Il prend comme exemple la liste britannique des traités bilatéraux conclus par la Grande-Bretagne, applicables à l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Rhodésie et Nyassaland, la Fédération de Malaisie et la Fédération du Nigéria.⁽¹⁴⁹⁾ Là sous le No 51, l'accord anglo-danois de 1883 concernant l'assistance aux marins en détresse est cité comme étant en vigueur pour le Nigéria en vertu de la signature britannique, ceci, sans tenir compte de la dénonciation du Danemark, dès 1934.

Dans le cas de Chypre, le “Foreign Office” a relevé que la liste chypriote n'était pas complète. Dans une lettre datée du 23 novembre 1962 le Haut Commissariat britannique à Nicosie informait le Ministère des affaires étrangères que trois traités commerciaux avaient été omis de la

(145) Voir *U.N. Doc. ST/LEG/SER.B/14*, p. 24.

(146) Pour la procédure de leur compilation dans le système anglais, voir *ILA Handbook*, op. cit., p. 117.

(147) *Op. cit.*, *B.Y.I.L.*, 1962, p. 87.

(148) *Op. cit.*, p. 127.

(149) *V. ILA Handbook*, op. cit., pp. 65 et s.

liste. Il s'agissait, en fait, de l'extension à Chypre de la clause de la nation la plus favorisée contenue dans les traités conclus avec le Libéria le 23 juillet 1908, avec la Suède, le 27 novembre 1911, et avec la Yougoslavie, le 12 mai 1929. Il fallait en plus ajouter à la liste les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de guerre, applicables, en vertu de la signature britannique, à tous les territoires dont le Royaume-Uni assumait les relations internationales.

Toutefois, il ne faut pas pousser trop loin cette critique, le Gouvernement britannique étant lui-même conscient de la faillibilité de ses listes. Dans une note⁽¹⁵⁰⁾ adressée au Comité de l'Association du droit international, le "Commonwealth Relations Office" a observé:

"The British Government has provided the government of territories approaching independence with a list of the treaties considered to apply to those territories. It is not, however, possible to guarantee that such a list will be fully comprehensive or accurate though every effort is made to render it so. The number of treaties involved is enormous and the position concerning the re-application to dependent territories often obscure. *Such lists cannot therefore be regarded as definite, and they have not been appended to any of the inheritance agreements or otherwise published*". (Nos italiques).

Il apparaît donc que la fonction des listes est plutôt informative, que sa principale tâche est d'informer les autorités des Etats ayant nouvellement accédé à l'indépendance des droits et obligations qu'ils doivent assumer en vertu des accords de dévolution.

3. *Etendue territoriale de l'accord*

Ratione loci, l'accord de dévolution s'applique à l'ensemble du territoire chypriote à l'exception des bases souveraines d'Akrotiri et Dhékélia, se trouvant au sud de l'île. L'article 1 du traité relatif à la création de la République de Chypre prévoit:

"The territory of the Republic of Cyprus shall comprise the Island of Cyprus, together with the islands lying off its coast, with the exception of the two areas defined in Annex A to this Treaty, which areas shall remain under the sovereignty of the United Kingdom. These areas are in this Treaty and its Annexes referred to as the Akrotiri Sovereign Base Area and the Dhekelia Sovereign Base Area".

(150) V. International Law Association, *Buenos Aires Conference* (1968), *Interim Report of the Committee on the Succession of New States to the Treaties and Certain Other Obligations of their Predecessors*, Annex B, pp. 28 et 29.

Le régime juridique des bases n'est pas clairement défini⁽¹⁵¹⁾ et la République exerce à leur égard certaines compétences.⁽¹⁵²⁾ Toutefois, la souveraineté britannique sur les bases, examinée du point de vue de la théorie de la succession d'Etats, n'a jamais été mise en doute. Ainsi, en 1962, l'Ambassade du Royaume-Uni à Belgrade a informé le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste fédérale de Yougoslavie que:

"The Convention concluded between the United Kingdom and Yugoslavia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on the 27th February, 1936, was subsequently extended to the Colony of Cyprus in accordance with Article 17 of the Convention with effect from the 20th of November, 1938.

Under the provisions of the Treaty concerning the Establishment of the Republic of Cyprus, signed at Nicosia on the 16th of August, 1960, the base areas of Akrotiri and Dhekelia remain under the sovereignty of the United Kingdom. For the purposes of the above Convention the authority in the United Kingdom Sovereign Base Areas of Akrotiri and Dhekelia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the registrar, Senior Judge's Court, Episkopi, Sovereign Base Areas, Cyprus, and that the language to be used in communications and translations is English".

Ensuite, l'Ambassade yougoslave à Nicosie, par un aide-mémoire en date du 19 février 1962, a demandé l'avis du Ministère des affaires étrangères. Celui-ci, en consultation avec le Procureur général, a répondu⁽¹⁵³⁾ que la position juridique telle qu'elle avait été analysée dans la note britannique, était juste ("correctly stated").

Le Ministère des affaires étrangères a eu encore une fois l'occasion de s'exprimer sur la question, quand l'Ambassade du Liban à Nicosie a demandé le point de vue du Gouvernement chypriote sur l'applicabilité de la "Convention concluded between the United Kingdom and France on 22nd February 1922 regarding Legal Proceedings in Civil and Com-

(151) Voir à ce sujet la thèse (non publiée) présentée par Ph. PHEDONOS le 28 juin 1965 à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Paris sur *Les territoires d'Akrotiri et Dhékélia*.

(152) Cf. *Declaration by Her Majesty's Government regarding the Administration of the Sovereign Base Areas*, Cmnd. 1093, Appendix O, pp. 201-205.

(153) Note No. 4208/Aa3 du 23 mars 1962 adressée à l'Ambassade yougoslave à Nicosie.

mercial Matters” aux bases britanniques de Chypre.⁽¹⁵⁴⁾ La Convention a été respectivement étendue au Liban et à Chypre⁽¹⁵⁵⁾ mais les autorités chypriotes étaient d’avis que

“the question is not for the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus to decide or express an official opinion on it, but for the United Kingdom Authorities in general and the Sovereign Base Areas in particular”.⁽¹⁵⁶⁾

Il faut aussi mentionner que le Royaume-Uni, en ratifiant à partir du 1^{er} juin 1967 le Protocole de la Haye portant modification de la Convention de Varsovie de 1929, a étendu l’effet juridique de cette ratification à ses territoires dépendants, incluant ses bases souveraines de Chypre. Il en va de même pour la Convention de Guadalajara du 18 septembre 1961 pour l’unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel. Le Gouvernement chypriote a été dûment informé de cette extension par une note du Haut Commissariat britannique à Nicosie en date du 22 mai 1967.

Les trois exemples auxquels nous nous sommes référés démontrent bien que l’effet juridique de l’accord de dévolution chypriote, *ratione loci*, ne s’applique pas au territoire des bases britanniques d’Akrotiri et Dhékélia.

(154) Note No. 196/15/4 du 24 avril 1963 adressée au Ministère des affaires étrangères.

(155) L’extension date du 27 janvier 1924 (cf. *Treaty Series* document 5/1922, *Cmd.* 1661).

(156) Note No. 8966/Aa3 du 29 juillet 1963 adressée à l’Ambassade du Liban à Nicosie.

CHAPITRE III

LA PRATIQUE CHYPRIOTE EN MATIERE DE TRAITES BILATERAUX

Le Ministère des affaires étrangères et le Bureau du Procureur général ont joué et continuent de jouer le rôle principal dans l'étude des traités rendus applicables à Chypre. Le premier, saisi d'un cas par un pays étranger ou par une organisation internationale, soumet la question de l'applicabilité du traité et son commentaire sur les divers aspects juridiques et politiques du traité en cause au Procureur général. Celui-ci avec l'appui des autorités compétentes, entreprend un examen approfondi⁽¹⁵⁷⁾ de l'applicabilité du traité dans les nouvelles circonstances, et se prononce pour ou contre la succession.

Le Gouvernement de Chypre s'était donc déclaré en faveur du principe de l'examen individuel des traités "lorsque l'occasion se présente". Au début de la vie internationale de la République de Chypre, cette attitude était justifiée. Elle permettait en effet l'examen de l'applicabilité d'un traité par voie d'interprétation,⁽¹⁵⁸⁾ dans les nouvelles cir-

(157) La même procédure a été suivie par d'autre pays. Voir à ce sujet l'*Avant-projet de programme gouvernemental* adopté par le Sénat congolais le 21 juillet 1960 qui à cet égard prévoit que "en ce qui concerne les traités, conventions et protocoles passés par la Belgique au nom du Congo, le Gouvernement déclare que leur reprise ou leur dénonciation ne pourra se réaliser qu'après examen préalable approfondi". (*Les dossiers du centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques*, Congo, 1960, vol. II, p. 575).

(158) Voir à ce sujet O'CONNELL (*State Succession*, vol. II, p. 6) qui constate que "International law, it may be said, does not have a special rule respecting either the inheritance or lapse of treaties in the event of State succession; it utilizes the ordinary rules for the termination of treaties, and leaves it to judicial, or judicious, appreciation in each instance whether a treaty, upon interpretation, is applicable in the new context. If it is applicable it may be said to be "inherited". This interpretative approach gains in flexibility what it loses in dogma, it enables one to abandon the search for a universal touchstone of succession to treaties, which is foredoomed to failure because it seeks to resolve too many disconnected problems in virtue of a single rubric, and because any rule of law regulating the question is likely to be either excessively comprehensive or excessively restrictive with respect to the category of treaties whose fate is in issue. Many treaties, upon interpretation, might be found to be inapplicable under the new circumstances, while many others might be deliberately drafted in anticipation of a change of sovereignty, and might incorporate a clause

constances créées par l'indépendance. Récemment, le Ministère des affaires étrangères⁽¹⁵⁹⁾ a proposé au Bureau du Procureur général d'établir une Commission intra-départementale pour étudier, de sa propre initiative la question de la succession de Chypre aux traités rendus applicables à son territoire par le Royaume-Uni. Des difficultés techniques n'ont pas encore permis le fonctionnement de cette Commission.

Dans la présente étude, nous examinerons tous les traités à l'égard desquels le Gouvernement de Chypre a pris une décision pour ou contre la succession, pendant les douze premières années après l'indépendance, en commençant par les traités bilatéraux.

En général, les traités bilatéraux sont groupés par matière. Néanmoins, pour des raisons de commodité, nous préférons les classer par pays exception faite des accords aériens, qui forment à eux seuls une catégorie homogène et distincte. Comme Chypre fait partie du Commonwealth, les traités conclus avec les pays de cette association seront examinés en premier lieu. Dans un deuxième temps, nous étudierons les traités avec les autres pays étrangers.

1. *Traités avec les pays du Commonwealth*

La liste britannique ne fait aucune allusion aux traités bilatéraux en vigueur entre le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth, qui étaient étendus à Chypre pendant l'époque coloniale. C'est plutôt à l'initiative de ces pays, ou du Royaume-Uni lui-même, que la question de l'application de ces traités, a été soulevée et Chypre informée de leur existence.

a) *Afrique du Sud*

Le 12 avril 1960, le Conseil mixte⁽¹⁶⁰⁾ a estimé que les dispositions du "*Agreement of 14th October 1946, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Union of South Africa for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income*" devraient s'étendre à Chypre (le Gouvernement britannique apprit la nouvelle, le 23 avril 1960, par un

providing for the solution of the problem. A study of concrete issues is thus, generally, more instructive in determining the effect of change of sovereignty upon treaties than is the enunciation of general principles of succession".

(159) L'auteur de la présente étude est à l'origine de cette proposition qui vise à l'établissement d'une liste définitive des traités par lesquels la République de Chypre se considère comme liée.

(160) Organe exécutif composé d'une part du Conseil exécutif du Gouverneur et d'autre part du Comité transitoire dont les membres étaient nommés par le Gouverneur en consultation avec les représentants chypriotes. Le Conseil mixte a fonctionné du 7 avril 1959 (première séance) au 9 août 1960 (dernière séance).

Télégramme MF193/59 de Sir Hugh Foot, dernier gouverneur de Chypre. Le 23 août 1961, le Haut Commissariat britannique informait le Ministère des affaires étrangères de l'existence de cette dépêche).

En fait, le 12 août 1960 par un échange de lettres,⁽¹⁶¹⁾ à Prétoria, l'accord en question a été étendu à Chypre. En annonçant l'extension, la "London Gazette" du 12 août 1960 précisait que pour Chypre la date d'extension de l'accord était le 1er janvier 1951, exception faite de son article V dont l'effet était rétroactif au 1er janvier 1948. De plus, dans sa lettre du 23 août 1961, le Haut Commissariat britannique a exprimé le désir de savoir si l'ordonnance prévue par la législation chypriote, relative aux impôts sur le revenu, avait été promulguée pour donner force de loi aux arrangements de Prétoria.

Le Ministère des affaires étrangères a demandé l'avis du Ministère des finances sur cette question. Celui-ci, après avoir longtemps étudié le problème et vu les difficultés pratiques que posait la définition du "personal tax" perçue par les chambres communales et du "income tax", mentionnée dans l'accord, a constaté: "Such extension, however, did not take place since the Order required by the Income Tax Law was not made and published in the Gazette. Had this been made we should have succeeded to it by virtue of the provisions of the Treaty of Establishment. Consequently the said Agreement does not have now in Cyprus the force of Law and is not applicable".⁽¹⁶²⁾

Entre-temps, l'Afrique du Sud s'était retirée du Commonwealth (mai 1961). Par une note en date du 27 octobre 1965, adressée au Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre elle a pris l'initiative de s'informer directement sur l'applicabilité à Chypre de son accord avec le Royaume-Uni, en précisant que celui-ci était encore en vigueur à l'Union sudafricaine. Par une note du 12 février 1966, le Ministère des affaires étrangères notifiait au Gouvernement sudafricain que l'extension de l'accord en question n'avait pas eu lieu parce qu'il n'avait pas fait l'objet d'une promulgation afin d'acquérir force de loi; par conséquent, Chypre ne se considérait pas liée par ledit accord en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

b) *Canada*

C'est par une note EC 432/21 en date du 26 août 1963, adressée par le Secrétaire général des Nations Unies au Représentant permanent de

(161) Pour le texte complet voir la *Gazette officielle* du Gouvernement sudafricain en date du 3 février 1961.

(162) Lettre en date du 14 avril 1965.

Chypre auprès de l'ONU, que le Ministère des affaires étrangères a appris l'existence d'un échange de notes étendant⁽¹⁶³⁾ à Chypre, en vertu de son article XV, le "*Agreement between Canada and the United Kingdom of 5th June 1946 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income*". Par ladite note, le Secrétaire général soumettait au Gouvernement de Chypre pour vérification un extrait du "World Guide to International Tax Agreements"⁽¹⁶⁴⁾ contenant les tables des accords sur l'impôt auxquels Chypre était partie.

Le Ministère des affaires étrangères a soumis ces tables à l'examen du Ministère des Finances qui, par la suite, en consultation avec le Procureur général, a confirmé que l'accord s'appliquait à Chypre en vertu du "Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Canada) Order, 1952"⁽¹⁶⁵⁾ et que la République se considérait liée.

Mais par une note en date du 25 juin 1964, le Haut Commissariat du Canada à Chypre a informé le Gouvernement chypriote que, conformément à l'article XVIII dudit accord, le Gouvernement canadien avait dénoncé l'accord avec le Royaume-Uni et que cette notification allait ainsi dans le même sens pour Chypre. De son côté, le Gouvernement de Chypre par la Décision No. 4070 du 20 août 1964 du Conseil des Ministres, avait approuvé, en vertu de la section 48(2) et 78 de la "Income Tax (Foreign Persons) Law, 1961", la loi mettant fin à cet accord, à partir du 1er janvier 1964 ("Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Canada) (Revocation) Order, 1964").

c) Nouvelle-Zélande

Le 27 mai 1947, les Gouvernements de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont signé l'"*Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income*". Conformément aux dispositions de l'article XVI de cet accord, le Royaume-Uni a pris les mesures nécessaires pour l'étendre à certains de ses territoires dépendants. L'accord a été étendu à Chypre le 1er janvier 1951.⁽¹⁶⁶⁾

(163) Notification britannique en date du 27 juillet 1951 au Gouvernement canadien concernant l'extension de l'accord sur la double imposition à Chypre avec effet à partir du 1er janvier 1951.

(164) Volume VIII de la série "International Tax Agreements" et supplément 1 publié conformément aux résolutions 67(V), 226B(IX), 378B I (XIII) et 486 E II (XVI) du Conseil économique et social.

(165) "Order in Council" No. 2527 du 5 mars 1952.

(166) Voir "The Double Taxation Relief (Taxes on Income) (New Zealand) Order, 1951".

Après l'accession de Chypre à l'indépendance, la Nouvelle-Zélande a passé, le 18 octobre 1961, le "Republic of Cyprus Act 1961", faisant "provision as to the operation of the law in relation to Cyprus and persons and things in any way belonging to or connected with Cyprus, in view of Cyprus's having become an independent sovereign Republic and of the Republic of Cyprus having later become a member of the Commonwealth".

Mais, en 1963 par une note du 25 janvier, le Haut Commissariat de la Nouvelle-Zélande à Londres informait ainsi le Gouvernement de Chypre : "It is assumed that pursuant to the terms of the Treaty of Establishment the Republic of Cyprus may now regard itself in regard to the above double taxation Agreement as being in a separate treaty relationship with New Zealand under which it is fully vested with the rights, and subject to the obligations, embodied in the New Zealand/United Kingdom Agreement to the extent that it was applied and is now relevant to the territory now constituting the Republic of Cyprus. In effect, therefore, it is now assumed, and the New Zealand Government would be willing to accept this position, that the Agreement would be regarded as being now separately and independently in force between New Zealand and the Republic of Cyprus, and more particularly that it would in relation to Cyprus apply to tax of the kind mentioned in the terms of the original extension".

Pourtant, compte tenu du désir du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande de dénoncer ledit accord, le Gouvernement de Chypre était prié d'indiquer s'il se considérait lié par l'accord de 1947, et dans ce cas, de répondre à la question de la dénonciation⁽¹⁶⁷⁾ de l'accord.

Le Ministère des affaires étrangères, ayant demandé l'avis du Ministère des finances, a informé le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande que le Gouvernement de Chypre n'avait aucune objection à la dénonciation de l'accord dont Chypre avait hérité, en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Considérant la réponse chypriote, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a manifesté sa volonté de dénoncer l'accord, conformément aux dispositions de l'article XIX, à partir du 30 septembre 1963.⁽¹⁶⁸⁾ Sur la base de cette

(167) Pour la notification de la dénonciation à l'autre partie contractante d'un traité bilatéral voir P. GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, Genève, 1953, tome I, p. 115.

(168) Note du Haut Commissariat de la Nouvelle-Zélande à Londres No. B14/6/3 en date du 25 septembre 1963.

notification de dénonciation et des dispositions de l'article XVII qui prévoient :

"This Agreement shall continue in effect indefinitely, but either of the contracting Governments may, on or before the 30th day of September in any calendar year after the year 1951 give notice of termination to the other contracting Government and, in such event, this Agreement shall cease to be effective—

- a) in New Zealand, for any year of assessment beginning on or after the 1st day of April in the calendar year next following that in which such notice is given;
- b) in the Colony, for any year of assessment beginning on or after the 1st day of January in the calendar year next following that in which such notice is given",

le Conseil des Ministres de Chypre a approuvé, le 13 février 1964 la "Double Taxation Relief (Taxes on Income) (New Zealand) (Revocation) Order 1964", avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1964, en vertu des dispositions de la section 48(2) et 78 de l'"Income Tax (Foreign Persons) Law No. 58 of 1961." Cette Ordonnance a mis fin au "Double Taxation Relief (Taxes on Income) (New Zealand) Order of 1951" en vertu duquel l'accord initial entre les Gouvernements du Royaume-Uni de la Nouvelle-Zélande s'appliquait à Chypre.

d) *Royaume-Uni*

L'"Arrangement between His Majesty's Government and the Government of Cyprus for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income" se distingue des autres accords de cette catégorie; la République l'a hérité de l'ancienne administration coloniale, et non pas du Royaume-Uni lui-même, comme c'est le cas pour un certain nombre d'accords de ce genre. Pour cette raison, l'accord ne figure pas sur la liste britannique,⁽¹⁶⁹⁾ soumise à la Commission mixte de Londres qui contient les accords et traités étendus par le Royaume-Uni à Chypre. Ce cas marginal est pourtant intéressant. Il se base sur la fiction suivante: le territoire dépendant est une partie à l'accord conclu par l'administration coloniale qui agit pour son compte.

(169) Une raison théorique en faveur de la non-succession est que le territoire dépendant n'est pas une partie à l'accord, puisque il est une partie tierce qui n'est pas liée en vertu du principe *pacta tertiis nec nocent nec prosunt*. A cet égard, KEITH (*op. cit.*, p. 525) observe: "This argument is clearly not available in respect of agreements concluded by a dependent territory with the sovereign: the territory is at least a 'party' to the agreement".

L'accord est entré en vigueur, le 18 août 1947,⁽¹⁷⁰⁾ par un "Order in Council" No. 2259 (édicte par le Gouverneur de Chypre en vertu de la "Income Tax Law, 1941 to 1947, Section 42A(1)"), intitulé la "Double Taxation Relief (Taxes on Income) (United Kingdom) Order, 1947". Après l'indépendance, l'application de l'accord n'a pas été suspendue⁽¹⁷¹⁾ et le Ministère des finances l'a confirmé en 1964, par une lettre du 28 février, adressée au Ministère des affaires étrangères. Cette information a été transmise au Secrétaire général de l'ONU et publiée dans le "World Guide to International Tax Agreements"⁽¹⁷²⁾.

Toutefois, l'application de l'article 2, paragraphe 1(j), disposant que "The term 'industrial or commercial profit' includes rentals in respect of cinematograph films", posait quelques problèmes. En effet, les producteurs de films anglais touchaient des revenus substantiels, provenant de la projection de leurs films à Chypre, par l'intermédiaire de distributeurs locaux, et ces revenus n'étaient pas imposés à Chypre, en vertu de l'article sus-mentionné. Déjà, dès le 5 septembre 1963, le Conseil des Ministres, par sa Décision No 3301, avait autorisé le Ministre des affaires étrangères d'entrer en négociations avec le Haut Commissaire britannique à Chypre. Ça afin de modifier l'accord pour que "film rentals or royalties should, in the first instance, be assessed for income tax in the country where they arise".

A cet effet, le Ministre des affaires étrangères a pris contact⁽¹⁷³⁾ avec le Haut Commissaire britannique à Chypre; mais la réponse du Gouvernement britannique a été:

"The Government of Cyprus may feel able to reconsider its request for the amendment of the Agreement".⁽¹⁷⁴⁾

Il est pourtant intéressant de mentionner qu'en 1967⁽¹⁷⁵⁾ le Gouverne-

(170) Avec effet pour le Royaume-Uni "(i) *Income Tax*: year of assessment beginning 6 April 1946, (ii) *Sur Tax*: year of assessment beginning 6 April 1945, (iii) *Profits Tax*: any chargeable accounting period beginning on or after 1st January 1947" et pour Chypre "*Income Tax*: year of assessment beginning on 1st January 1946".

(171) De la même façon la Jamaïque et le Royaume-Uni ont reconnu que l'accord bilatéral sur la double imposition qu'ils ont conclu en 1949 était en vigueur jusqu'à la signature du nouvel accord, en 1965 ("Double Tax Agreement, London, April 2, 1965" article XXIII, paragraph 2).

(172) Volume VIII, Cyprus, p. 2.

(173) Lettre en date du 27 septembre 1963 adressée au Haut Commissariat britannique à Chypre.

(174) Lettre en date du 19 octobre 1964 adressée au Ministère des affaires étrangères.

(175) Note britannique en date du 5 mai 1967 adressée au Ministère des affaires étrangères.

ment du Royaume-Uni, lors des changements dans le système d'imposition britannique, a proposé au Gouvernement de Chypre une modification provisoire de l'accord sur la double imposition, existant entre les deux pays, visant

“to bring into line the taxation which United Kingdom residents are liable for on companies registered overseas with that which they now have to pay on companies registered in Britain but having overseas investments”.

Cette proposition a été acceptée par le Conseil des Ministres chypriote (Décision No 7503 du 22 février 1968) et l'amendement relatif a été ratifié par une Ordonnance publiée dans la Gazette No. 652 du 13 mai 1968⁽¹⁷⁶⁾ en vertu de la section 48(1) de la “Income Tax Law”.

Toutefois, par une note en date du 2 juillet 1970, le Gouvernement de Chypre a posé de nouveau au Gouvernement britannique la question de la révision de l'accord sur la double imposition. La réponse du Gouvernement britannique à cette question était affirmative et les négociations qui ont suivi ont eu pour résultat la signature, le 18 mai 1973, du “Supplementary Agreement Amending the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Cyprus for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income as Amended by the Agreement signed in Nicosia on 7th March 1968”.

2. *Traités avec les autres pays*

a) *Allemagne*

La liste britannique sous la rubrique “Allemagne fédérale” contenait seulement une convention. Cette convention était la “*Consular Convention*”, signée à Bonn le 30 juillet 1956, que le Royaume-Uni a étendu à Chypre par un “Order of the Governor in Council” en 1958. Elle fut mise en vigueur pour Chypre le 1er juillet 1958. Par une note du 11 avril 1962 adressée au Secrétaire général des Nations Unies, le Ministère des affaires étrangères a déclaré que “Chypre se considère liée par ladite convention, en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre”.

Mais, déjà depuis 1961, le Gouvernement chypriote apprenait par un aide-mémoire en date du 21 mars 1961 que l'Ambassade d'Allemagne fédérale à Chypre avait signalé au Ministère de la justice l'existence de la “*Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial*

(176) L’“Order in Council” britannique est daté du 12 juillet 1968.

Matters”, signée le 20 mars 1928 et étendue à Chypre le 25 novembre 1929. De plus l’aide-mémoire informait que la deuxième guerre mondiale avait eu comme résultat la suspension de la Convention qui, après un échange de notes entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de l’Allemagne fédérale, était remise en vigueur pour le Royaume-Uni, le 1er janvier 1953, et pour Chypre, le 1er novembre 1959. L’objet de cet aide-mémoire était de vérifier si le Gouvernement de Chypre se considérait lié par la convention en question. Si la réponse était affirmative, le Gouvernement allemand voulait connaître l’autorité à laquelle il fallait s’adresser à Chypre pour l’aide judiciaire, la langue à utiliser dans la requête pour l’aide, etc.

Le Ministère de la justice, après avoir étudié le cas en consultation avec le Procureur général de la République dans un aide-mémoire en date du 14 février 1963, a confirmé que le Gouvernement de Chypre se considérait comme partie contractante à la Convention de 1928 et par conséquent lié par celle-ci.⁽¹⁷⁷⁾ De plus, l’aide-mémoire précisait que l’autorité compétente à laquelle on devait s’adresser était la “High Court” et la langue à utiliser l’anglais pour une période allant jusqu’au 15 août 1965.⁽¹⁷⁸⁾ Par une note en date du 30 septembre 1965 le Ministère des affaires étrangères apportait les corrections suivantes à l’aide-mémoire du 14 février 1963: a) En vertu de la loi No 51 du 1965 intitulée “The Laws and Courts (Texts and Proceedings) Law”, l’anglais pourrait continuer d’être utilisé “until further legislative provision is made”; b) l’autorité compétente à laquelle on devrait s’adresser est la “Supreme Court”.

b) Autriche

Par une lettre en date du 20 avril 1961 de son Ambassade à Londres le Gouvernement de l’Autriche a pris l’initiative de s’informer auprès du Gouvernement chypriote sur l’applicabilité à Chypre de la “*Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters*”, signée à Londres le 31 mars 1931. Cette convention est la seule mentionnée sous la rubrique “Autriche” de la liste britannique.

L’étude de la convention par le Ministère des affaires étrangères et le Procureur général a mis en évidence la portée de l’article 14 qui dans son paragraphe a) prévoit que “This Convention shall not apply *ipso facto* to..... any of the Colonies.....but His Majesty may at any time,

(177) En vertu d’un échange de notes en date du 14 août et 2 novembre 1959.

(178) V. article 189 (b) de la Constitution.

while the Convention is in force under Article 13, by a notification given through his Minister at Vienna extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories". En vertu de cet article, la convention a été étendue à Chypre le 1^{er} avril 1932.⁽¹⁷⁹⁾ Après l'*Anschluss*, en 1938, l'application de la convention a été suspendue. Sa remise en vigueur le 28 juin 1951 était aussi valable pour Chypre.⁽¹⁸⁰⁾

La réunion de ces deux éléments, c'est-à-dire la légalité sur le plan international et du droit interne a conduit le Procureur général à déclarer que "Chypre se considère liée par ladite Convention en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre". A cet effet, le Ministère des affaires étrangères, en utilisant la même voie diplomatique, a informé, en décembre 1961, le Gouvernement autrichien par l'intermédiaire du Haut Commissariat de Chypre à Londres.

c) *Danemark*

Quand, en 1962, le Danemark a ratifié la Convention européenne d'extradition de 1957, le Gouvernement danois a incorporé toute la législation relative dans l'"Extradition Act, No 249" du 9 juin 1967 et, en même temps a décidé de dénoncer tous les accords bilatéraux d'extradition auxquels le Danemark était partie. A cet effet, le Gouvernement danois a adressé une note en date du 13 octobre 1967 au Ministère des affaires étrangères de Chypre.

Cette note signifie que le Gouvernement danois se considère lié envers Chypre par le "*Treaty for the Mutual Surrender of Criminals*,⁽¹⁸¹⁾ signé à Copenhague, le 31 mars 1873, entre le Royaume-Uni et le Danemark. Ce traité a été étendu à Chypre par la signature du Royaume-Uni, en vertu de l'article XIII prévoyant que "the stipulation of the present Treaty shall be applicable to the Colonies or foreign Possessions of the two High Contracting Parties.....; il figure sur la liste britannique.

Le Ministère des affaires étrangères, après avoir consulté le Ministère de la justice et le Procureur général, a enregistré cette dénonciation; par une note en date du 20 octobre 1967, il a informé le Gouvernement danois que le Gouvernement de Chypre avait pris note que cette dénonciation serait effective six mois après le 13 octobre 1967, en vertu de l'article XIV du traité d'extradition de 1873, étendu à Chypre par le

(179) Voir *Gazette officielle* du 3 février 1933 et 20 juin 1934.

(180) Voir *Gazette officielle* du 15 janvier 1952.

(181) *State papers*, Vol. 63, p. 5.

Royaume-Uni avant son indépendance. L'intérêt de cette note est que Chypre a reconnu implicitement sa succession au traité.

En outre, la liste britannique mentionnait l'"*Agreement between Denmark and the United Kingdom of 17th March 1950 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income*".⁽¹⁸²⁾ Cet accord a été étendu à Chypre par un échange de notes entre le Royaume-Uni et le Danemark, datées respectivement du 18 novembre et du 22 décembre 1954 avec effet à partir du 1er janvier 1954.

Le Ministère des finances auquel le Ministère des affaires étrangères a soumis la question de l'applicabilité de l'accord à Chypre a confirmé son application en vertu du "Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Denmark) Order, 1955".⁽¹⁸³⁾ Cette information fut, plus tard publiée dans le "World Guide to International Tax Agreements".⁽¹⁸⁴⁾ Il est intéressant de mentionner que cette publication des Nations Unies contient plusieurs accords conclus séparément entre l'ancien territoire dépendant et la puissance souveraine. Toutefois, une grande partie des accords sur la double imposition ont été conclus entre Etats souverains et par la suite étendus à leurs territoires dépendants.⁽¹⁸⁵⁾

d) *Les Etats-Unis*

i) "*Consular Convention*"

A l'occasion de la convocation de la Conférence internationale des plénipotentiaires sur les relations consulaires, en mars 1963, le Secrétaire général des Nations Unies a entrepris de publier un document contenant une collection de traités consulaires bilatéraux pour aider la Conférence. Dans ce but il a adressé une note No LE 130 (6-6) en date du 8 janvier 1962, demandant au Gouvernement chypriote de lui fournir les textes des conventions consulaires récentes auxquelles Chypre était partie.

Le Ministère des affaires étrangères, en consultation avec le Procureur général, a examiné plusieurs conventions consulaires parmi

(182) *Treaty Series* 47 (1950), *Cmnd.* 8023.

(183) "Order in Council" No. 2795 du 19 Novembre 1955.

(184) Volume VIII, Cyprus, p. 3.

(185) A titre d'exemples nous nous référons aux cas de l'Indonésie qui se considère liée par les accords avec le Canada et les Etats-Unis ("*World Guide*", vol. VIII, Indonesia, p. 2., note ii), note v; Netherlands p. 5, note viii, United States, p. 5, note ii), du Ghana qui se considère lié par les neuf accords applicables à son territoire (*Ibid.*, Ghana, p. 2, note i) et de la Fédération de Malaisie qui se considère liée par quatre des cinq accords qui s'appliquaient à son territoire avant l'indépendance (*Ibid.*, Federation of Malaya, p. 2, note ii).

lesquelles la convention consulaire, signée à Washington, le 6 juin 1951, entre le Royaume-Uni et les Etats Unis, et étendue à Chypre le 7 septembre 1952.⁽¹⁸⁶⁾ Par une note du 11 avril 1962, le Ministère des affaires étrangères a informé le Secrétaire général des Nations Unies que Chypre était partie à cette convention qui continue de lier la République en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

L'application de cette convention consulaire a déjà posé des questions pendant l'époque coloniale. Les privilèges accordés en vertu de la convention ont été refusés au personnel de la "Monitoring Station" à Karavas et la "U.S. Diplomatic Wireless Station", parce que, d'après le Gouvernement britannique, ce personnel ne pouvait pas être considéré comme "employés consulaires" dans l'esprit de la convention. Toutefois, quelques privilèges d'ordre fiscal ont été accordés, en 1958, *ex-gratia* et non pas en vertu de la convention, (exemption de payer les charges pour le permis de circulation, le permis de conduire, etc.). Cet arrangement a été aussi respecté par le Gouvernement transitoire de Chypre sous réserve de révision, après l'indépendance, à la demande des parties (Etats-Unis-Chypre). Par un échange de lettres en date du 22 janvier 1968, entre le Ministre des finances et l'Ambassadeur américain à Chypre, les Gouvernements de Chypre et des Etats-Unis se sont mis d'accord sur un arrangement à compter du 1er janvier 1967 et pour une période de dix ans, en vertu duquel le statut du personnel des stations sus-mentionnées resterait en dehors du cadre de la convention consulaire anglo-américaine de 1951.

ii) "Extradition Treaty"

En novembre 1963, la question de la continuité du traité d'extradition, signé à Londres le 22 décembre 1931 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis⁽¹⁸⁷⁾ a été soulevée en même temps que celle du passage de certaines catégories de personnes allant ou revenant du siège des Nations Unies à New York (ceci à l'occasion d'une démarche faite par le Capitaine Henrique Calvao, ancien Gouverneur général de l'Angola, rendu

(186) "Orders", 1952, 52, Vol. II, p. 497.

(187) Les Etats-Unis considèrent leur traité d'extradition avec le Royaume-Uni (*R.T.S.N.*, vol. 163, p. 59) comme étant en vigueur dans plusieurs pays du Commonwealth. cf. *U.S. Treaties in Force*, 1967, p. 17, (Botswana); pp. 86-87 (Guyane); p. 192 (Trinité et Tobago); p. 222 (Zambie); p. 109 (Jamaïque); p. 130 (Malawi); p. 148 (Nigeria); pp. 122-123 (Lésotho). Toutefois, le Kenya et la Tanzanie se sont prononcés pour la conclusion de nouveaux accords. Cf. *ibid.*, p. 117 (Kenya); p. 287 (Tanzanie). Sur la pratique récente des Etats-Unis relative aux traités d'extradition, voir BARDONNET, *op. cit.*, p. 674 note 302.

célèbre par l'affaire "Santa Maria", désirant témoigner devant la Quatrième commission de l'Assemblée générale sur la situation des territoires d'outre-mer portugais). En particulier, l'attention a été portée sur les problèmes soulevés par une éventuelle invocation des traités d'extradition, conclus entre les Etats-Unis et les autres Etats. A cet effet, la Quatrième commission de l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général des Nations Unies de veiller à ce que la liberté de mouvement et la jouissance de toute protection nécessaire aux personnes se rendant dans le district administratif pour témoigner devant une commission des Nations Unies, à New York, soient assurées.

Donnant suite aux consultations, commencées le 21 novembre 1963 entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Secrétaire général des Nations Unies, l'Ambassade des Etats-Unis à Nicosie, par une note du 1er janvier 1964, a fait part au Ministère des affaires étrangères chypriote de la décision du Gouvernement américaine sollicitant les gouvernements des Etats membres des Nations Unies et parties à des traités d'extradition avec les Etats-Unis de ne pas demander l'extradition des personnes, invitées par l'organisation pour une mission officielle, pendant une période raisonnable relative à l'invitation. De son côté, le Secrétaire général des Nations Unies dans une note⁽¹⁸⁸⁾ adressée au Gouvernement de Chypre, désirait connaître l'attitude de la République de Chypre et les mesures que celle-ci comptait prendre, en tant que pays ayant des droits et des obligations découlant d'un traité d'extradition avec les Etats-Unis, pour s'engager à ne pas solliciter l'extradition de personnes se trouvant dans le pays hôte, à la suite d'une invitation des Nations Unies.

Le Ministère des affaires étrangères a posé la question de la continuité d'application du traité d'extradition de 1931 à Chypre au Procureur général. Vu le contenu de la note américaine du 6 janvier 1964 qui insistait sur le maintien du traité d'extradition que les Etats-Unis avaient conclu avec le Royaume-Uni, le Procureur général, après avoir examiné les différents aspects politiques et techniques du traité, s'est prononcé en faveur de sa continuité, conformément aux dispositions de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Ce qui est caractéristique, c'est que la question des assurances a été référée au Conseil des Ministres; celui-ci en a pris note, du fait que la République se considérait liée par le traité d'extradition avec les Etats-Unis, et par sa Décision No 3744 du 2 avril 1964, a donné ces assurances. Par une note

(188) No. LE 313 du 27 février 1964.

du 14 avril 1964, le Gouvernement des Etats-Unis apprenait que le Gouvernement de Chypre se considérait lié par le traité d'extradition de 1931 en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. La même note donnait les assurances sollicitées contre une demande d'extradition de personnes se trouvant sur le territoire des Etats-Unis à la suite d'une invitation des Nations Unies. De la même façon,⁽¹⁸⁹⁾ le Secrétaire général des Nations Unies a été informé de la décision du Gouvernement chypriote.

- iii) *"Agreement between the United Kingdom and the United States of 16th April 1945 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income, as modified by Protocol dated 6th June 1946, by Protocol dated 25th May 1954 and by Protocol dated 19th August 1957"*.

Cet accord a été étendu à Chypre par un échange de notes, à Washington le 3 décembre 1958. Son application à l'île devenait effective par un "Order in Council" en date du 23 décembre 1958 pour l'exercice commençant le 1er janvier 1959. Quelques modifications concernant certaines dispositions de l'accord étaient spécifiées dans ce même "Order in Council".⁽¹⁹⁰⁾

Après l'indépendance, l'application de l'accord n'a pas été suspendue et le Ministère des finances l'a confirmé en 1964 par une lettre du 28 février, adressée au Ministère des affaires étrangères. Cette information fut plus tard publiée dans le "World Guide to International Tax Agreements".⁽¹⁹¹⁾

Toutefois, l'application de l'article VIII, paragraphe 3 qui disposait que "For the purposes of this Article the term 'royalties' shall be deemed to include rentals in respect of motion picture films" posait quelques problèmes. En effet, les producteurs de films américains touchaient des revenus substantiels provenant de la projection de leur films à Chypre par l'intermédiaire de distributeurs locaux et ces revenus n'étaient pas imposés à Chypre en vertu de l'article sus-mentionné. Déjà depuis le 5 septembre 1963, le Conseil des Ministres par sa Décision No 3301 avait autorisé le Ministre des affaires étrangères à entrer en négociations avec l'Ambassadeur américain à Chypre en vue de modifier l'accord

(189) Note No. 527 en date du 24 avril 1964 de la Mission permanente de Chypre auprès de l'ONU.

(190) Voir notification No. 1147 dans le "Supplement No. 3 to the Gazette of the 29th December, 1958".

(191) Volume VIII, Cyprus, p. 3.

afin que "film rentals or royalties should, in the first instance, be assessed for income tax in the country where they arise".

Le Ministre des affaires étrangères a pris contact⁽¹⁹²⁾ avec l'Ambassadeur américain à Chypre à cet effet, mais la réponse du Gouvernement des Etats-Unis sur la question de la modification proposée par le Gouvernement de Chypre était négative.⁽¹⁹³⁾ Par note en date du 17 mai 1966, le Ministère des affaires étrangères, se basant sur des arguments tirés d'autres accords sur la double imposition signés par les Etats-Unis avec un certain nombre d'Etats étrangers, a posé de nouveau la considération de ses propositions. Par la note No 211, en date du 5 octobre 1966, l'Ambassade américaine à Chypre a informé le Gouvernement de Chypre que le Gouvernement des Etats-Unis insistait sur sa position antérieure.

Vu la position négative des Etats-Unis, le Conseil des Ministres chypriote par sa Décision No 6680 du 26 mai 1967 a décidé de mettre fin à l'accord de 1945 en vertu de l'article XXIV (1). Le Gouvernement américain a été informé de cette décision par une note en date du 6 juin 1967 du Ministère des affaires étrangères. De plus, dans la même note, le Gouvernement de Chypre a exprimé son désir d'entrer en négociations avec les Etats-Unis afin de conclure un nouvel accord. Par la note No 58 du 25 juillet 1967, l'Ambassade américaine à Chypre a accusé réception de ladite note chypriote et a confirmé le fait que l'accord cessera d'être effectif au 1er janvier 1968. La conclusion d'un nouvel accord sur la double imposition entre Chypre et les Etats-Unis a fait l'objet de la note No 84 en date du 4 février 1969 par laquelle l'Ambassade américaine à Chypre informait le Gouvernement de Chypre que les Etats-Unis étaient prêts à conclure un nouvel accord. Le nouvel accord a été signé à Nicosie le 24 avril 1974.

iv) *"Convention Relative to the Disposal of Real and Personal Property"*

Par une note du 7 février 1967, adressée au Ministère des affaires étrangères, l'Ambassade des Etats-Unis à Nicosie faisait état de l'existence de la convention sus-mentionnée, signée à Washington le 2 mars 1899 et étendue à Chypre le 20 mars 1907; elle demandait l'application de l'article II qui prévoit:

(192) Lettre en date du 27 septembre 1963 adressée à l'Ambassade américaine à Chypre.

(193) Voir lettre No. 375 en date du 15 janvier 1965 adressée au Ministre des affaires étrangères.

“The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have full power to dispose of their personal property within the territories of the other by testament, donation, or otherwise; and their heirs, legatees, and donees, being subjects or citizens of the other Contracting Party, whether resident or non-resident, shall succeed to their said personal property, and may take possession thereof either by themselves, or by others acting for them, and dispose of the same at their pleasure, paying such duties only as the citizens or subjects of the country where the property lies shall be liable to pay in like cases”.

D'après les Américains, le problème était le suivant: Tandis que les autorités américaines ne posaient pas de restrictions au transfert de fonds hérités par des citoyens chypriotes à Chypre, la Banque centrale de Chypre, responsable du contrôle des échanges, bloquait les comptes appartenant à des héritiers résidant aux Etats-Unis. A leur avis, l'article 2 de la convention fournissait le cadre d'une solution équitable.

Le Ministère des affaires étrangères a posé la question de la continuité de la convention au Procureur général. Vu l'article 4 de la convention qui stipule que

“the stipulations thereof shall not be applicable to any Colony or foreign possession of the British Crown unless notice to that effect shall have been given as therein provided”,

ce dernier était satisfait que ladite notification ait été faite et se déclarait en faveur de la continuité d'application de la convention.

Toutefois, un second problème découlait des dispositions de l'article 1 qui prévoit:

“Where on the death of any person holding real property (or property not personal) within the territories of one of the Contracting Parties, such real property would, by the laws of the land, pass to a subject or citizen of the other, were he not disqualified by the laws of the country where such real property is situated, such subject or citizen shall be allowed a *term of three years* in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and to withdraw the proceeds thereof without restraint or interference, and exempt from any succession, probate, or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the subjects or citizens of the country from which such proceeds may be drawn”. (Nos italiques).

D'après la Banque centrale, le transfert du produit de la vente d'un héritage à son bénéficiaire non-résidant à Chypre est permis si une

requête est faite à cet effet dans les douze mois qui suivent le décès du *de cuius*. Dans le cas contraire, une requête tardive est interprétée comme une spéculation (espoir d'obtenir un prix plus intéressant) et exprime l'intention du bénéficiaire de convertir l'héritage en un investissement volontaire sans l'approbation du contrôle des échanges.⁽¹⁹⁴⁾

Vu cette différence entre l'article 1, qui prévoit une période de trois ans, et le droit interne qui prévoit une période de douze mois, le Procureur général s'est prononcé pour le changement de la législation afin qu'elle ne soit pas en conflit avec les stipulations de la convention.

Cette position du Procureur général nous permet de mettre en évidence une lacune dans les dispositions de la Constitution chypriote concernant les traités. Le paragraphe 3 de l'article 169 dispose que

"treaties, conventions and agreements concluded in accordance with the foregoing provisions of this Article shall have, as from their publication in the Official Gazette of the Republic, superior force to any municipal law on condition that such treaties, conventions and agreements are applied by the other party thereto".

Cette disposition montre clairement que la Constitution chypriote a adopté la théorie moniste pour tout ce qui touche les accords commerciaux et de coopération économique, les *modus vivendi* et toutes les autres conventions et accords internationaux conclus sur la base d'une décision du Conseil des Ministres.⁽¹⁹⁵⁾ Mais cette supériorité du droit international conventionnel n'est pas expressément prévue pour les conventions et accords qui s'appliquent en vertu de la théorie de succession d'Etats; d'où l'avis du Procureur général pour le changement de la législation.

Informé de l'avis du Procureur général, le Ministère des finances et la Banque centrale ont exprimé leur volonté d'appliquer la convention. Toutefois, l'application de la convention posait encore un dernier problème: celui de la rétroactivité qui n'a pas manqué d'attirer l'attention du Ministère des affaires étrangères. Celui-ci a proposé à l'Ambassade américaine de discuter la question avec les autorités du contrôle des échanges. Pour sa part, l'Ambassade américaine estimait que les bénéficiaires non-résidant qui avaient formulé leurs demandes avant 1967 n'avaient pas moins de droits que les personnes qui présenteraient leur cas à l'avenir. La question a été discutée par des représentants du

(194) Dans ce cas l'affaire n'est plus régie par les règlements contenus dans la circulaire de la Banque centrale No. EC/14/3100 sous la référence "legacies".

(195) Paragraphs 1 et 2 de l'article 169 de la Constitution.

Ministère des affaires étrangères, de l'Ambassade américaine et de la Banque centrale au cours d'une réunion qui a eu lieu le 23 mai 1967, où le Gouvernement de Chypre s'est engagé à

“see each such outstanding case on its merits with a view (a) to abiding by the spirit and letter of the Convention of 1899 and the pertinent Exchange Control regulations of Cyprus and (b) to facilitating on the *bona fide* merits of each such case, the beneficiaries of such property”.

Par une lettre en date du 24 mai 1967, le Gouvernement américain a été formellement informé que la République de Chypre se considérait liée sur une base de réciprocité, par la convention de 1899 en vertu de la clause de dévolution de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

e) *France - Mexique - Norvège*

Nous avons groupé les trois pays sus-mentionnées en raison de l'existence de conventions consulaires entre eux et le Royaume-Uni. Ces conventions, étendues à Chypre par le Royaume-Uni, forment le seul lien conventionnel entre la République de Chypre et la France, le Mexique et la Norvège. En effet, la convention consulaire entre le Royaume-Uni et la France, signée à Paris le 31 décembre 1951,⁽¹⁹⁶⁾ a été étendue à Chypre par un “Order of the Governor in Council” en 1958 et mise en vigueur le 1er juillet 1958, la convention consulaire entre le Royaume-Uni et le Mexique signée à Mexico City le 20 mars 1954⁽¹⁹⁷⁾ a été étendue à Chypre pour ce qui a trait aux dispositions concernant la navigation mercantile et les marins; la convention consulaire entre le Royaume-Uni et la Norvège, signée à Oslo le 22 février 1951,⁽¹⁹⁸⁾ a été étendue à Chypre par un “Order of the Governor in Council” en 1952 et mise en vigueur le 7 septembre 1952.

Par une note en date du 11 avril 1962, le Ministère des affaires étrangères informait le Secrétaire général des Nations Unies que Chypre se considérait liée par lesdites conventions en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Cette note a été adressée au Secrétaire général en réponse à sa note LE 130 (6-6) du 8 janvier 1962 où ce dernier demandait le texte des conventions consulaires les plus récentes, dont Chypre faisait partie; ceci en vue de préparer la publication d'un document contenant une collection de conventions con-

(196) Voir *Treaty Series* No. 4(1959), *Cmnd.* 607.

(197) Voir *Treaty Series* No. 9(1959), *Cmnd.* 633.

(198) Voir *Treaty Series* No. 55(1958), *Cmnd.* 590.

sulaires, à l'occasion de la réunion de la Conférence internationale des plénipotentiaires sur les relations consulaires, convoquée par l'Assemblée générale pour mars 1963.

En outre, il faut mentionner que Chypre se considère liée par le *"Agreement between Norway and the United Kingdom of 2 May 1951 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income"*,⁽¹⁹⁹⁾ étendu à Chypre par un échange de notes entre le Royaume-Uni et la Norvège en date du 18 mai 1955 avec effet à partir du 1er janvier 1955. Le Ministère des finances a précisé, à l'égard de cet accord, qu'il s'appliquait à Chypre en vertu du *"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Norway) Order, 1956"*⁽²⁰⁰⁾ et que la République se considérait liée.

f) Grèce

Par la note No 2275 du 20 octobre 1967, l'Ambassade de Grèce à Nicosie a demandé au Ministère des affaires étrangères de lui fournir une liste de toutes les conventions bilatérales en vigueur entre la République de Chypre et la Grèce. Il est évident que la majeure partie de ces conventions se trouve parmi les conventions étendues par le Royaume-Uni à son ancienne colonie.

Sur la base de la liste britannique, le Ministère des affaires étrangères a demandé l'avis des autorités compétentes pour chaque matière sur les six conventions suivantes:

1. *"Agreement between the United Kingdom and Greece for Regulating the Position of Joint Stock Companies, Athens, August 4, 1888"*.
2. *"Treaty for the Mutual Extradition of Fugitive Criminals, Athens, 11/24 September 1910"*.
3. *"Agreement between the United Kingdom and Greece respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships, London, November 30, 1926"*.
4. *"Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece and accompanying Declaration, London, July 16, 1926"*.
5. *"Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, February 27, 1936"*.

(199) *Treaty Series* 85(1951), *Cmnd.* 8367.

(200) *"Order in Council"* No 2839 du 11 juin 1956.

6. "Consular Convention between Her Majesty in respect of the United Kingdom and His Majesty the King of the Hellenes, Athens, April 17, 1953".

Le Ministère de la justice, en consultation avec le Procureur général, après avoir étudié le "*Treaty for the Mutual Extradition of Fugitive Criminals*" de 1910⁽²⁰¹⁾ a observé que celui-ci avait été mis en vigueur le 26 février 1912 par un "Order in Council" et que ses dispositions s'appliquaient à Chypre en vertu de son article 18. En outre, il était mentionné qu'après l'indépendance, deux cas de demande d'extradition avaient été tranchés sur la base du traité en question.

Il faut noter que Chypre, en examinant les traités d'extradition,⁽²⁰²⁾ a suivi la tendance, née après la seconde guerre mondiale, qui met l'accent sur les aspects techniques des traités d'extradition et admet leur continuité.⁽²⁰³⁾ Quelques exemples illustrent cette tendance. La dé-

(201) *Treaty Series* No. 6(1912), *Cmnd.* 6074.

(202) Sur la question de la succession aux traités d'extradition, voir *U.N. Doc.* A/CN.4/229 et en particulier le résumé concernant les manières par lesquelles la continuité de la validité des traités bilatéraux d'extradition a été réalisée ou reconnue au niveau de la procédure. (p. 62 et s). Voir aussi BARDONNET, *op. cit.*, p. 670 et s.; KEITH, "Succession to Bilateral Treaties by Seceding States", *A.J.I.L.*, vol. 61, pp. 537-538; LESTER, "State Succession to Treaties in the Commonwealth", *I.C.L.Q.*, vol. 12, p. 496; MARCOFF, *op. cit.*, p. 195-198; D.P. O'CONNELL, "State Succession and Problem of Treaty Interpretation", *A.J.I.L.*, vol. 58, p. 54 et s.

(203) La tendance antérieure à la seconde guerre mondiale mettait l'accent sur les "prominent political features" (cf. OPPENHEIM-LAUTERPACHT, *International Law*, 1955, p. 159; MURALT, *op. cit.*, pp. 136-137) consacrant ainsi leur extinction. Nous citons ci-après un résumé d'exemples, très instructif d'ailleurs, mentionnés par MARCOFF (*op. cit.*, p. 195, note 1). "La décision de la Cour suprême du Reich allemand dans l'affaire d'extradition (Allemagne et Tchécoslovaquie) 1921, *Annual Digest* 1919-1921, cas No. 182, *U.N. Doc.* A/CN.4/157, para. 105, p. 37. Cf. la décision analogue, du Tribunal fédéral suisse dans l'affaire *N. contre le Ministère public du Canton d'Argovie*, *Arrêts du Tribunal fédéral suisse* vol. 79 (1953), IV, pp. 49 et s. Le Tribunal fédéral a constaté que la Suisse n'avait pas conclu de traité d'extradition avec la Tchécoslovaquie; d'autre part, le traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie le 10 mars 1896 ne pouvait pas, comme l'avait déclaré le Conseil fédéral en 1921 dans sa réponse à une demande d'extradition (*Feuille Fédérale de la Confédération suisse*, 73e anne (1921) II. p. 350), s'appliquer à la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat successeur. Il en résulte que dans l'affaire J.Z. (1921), la Cour d'appel du Canton de Zurich a refusé d'appliquer la Convention de La Haye de 1905 sur la procédure civile en faveur d'un demandeur tchécoslovaque auquel le tribunal de première instance avait prescrit de fournir la caution *judicatum solvi*. La cour zurichoise a statué que conformément aux renseignements communiqués par le Département fédéral de la Justice, la République tchécoslovaque refusait d'être considérée comme le successeur de l'ancienne Autriche-Hongrie et affirmait ne pas être partie aux traités conclus par cette dernière. Vu ce renseignement, il était impossible d'accepter l'argument que la Convention

cision de la Cour suprême de Palestine du 31 octobre 1947, dans l'affaire Shehadeh, a prévu que l'accord provisoire sur l'extradition des délinquants, conclu en 1921 par le Haut Commissaire de la République française pour la Syrie et le Liban et le Haut Commissaire britannique pour la Palestine liait l'Etat successeur.⁽²⁰⁴⁾ Dans la célèbre affaire *In re Westerling*,⁽²⁰⁵⁾ la Cour suprême de Singapour a refusé l'extradition tout en jugeant, le 3 août 1950, que l'Indonésie avait succédé aux droits du Royaume des Pays-Bas découlant du traité d'extradition anglo-néerlandais de 1898. En 1956 le Gouvernement indien, a reconnu la validité de 45 traités d'extradition conclus par le Royaume-Uni.⁽²⁰⁶⁾ Toutefois, des raisons politiques ont, parfois, édicté l'adoption d'une attitude négative,⁽²⁰⁷⁾ ce qui constitue une exception à la pratique récente.

de La Haye sur la procédure civile s'appliquât à un citoyen tchécoslovaque: *Blätter für Züricherische Rechtsprechung*, vol. XXI, p. 23; *Annual Digest* 1919-22, affaire No. 43. Dans le même sens aussi, la décision de la Cour d'appel du Canton de Zurich dans l'affaire semblable M.O. (1921), quoique dans un contexte quelque peu différent: il s'agissait aussi de la caution judiciaire prescrite à un citoyen polonais qui alléguait que la Convention de La Haye de 1905 sur la procédure civile continuait d'être en vigueur en Pologne, en vertu de l'art. 287 du traité de Versailles. Or le tribunal suisse constata que ce texte ne concernait que les parties contractantes et ne liait pas la Suisse, cette dernière n'étant pas partie au traité de Versailles. Sur la pratique très intéressante suivie par l'Irlande, v.P.O.HIGGINS, "Irish Extradition Law and Practice", *B.Y.I.L.*, 1958, p. 296 et s.

(204) *Annuaire de la Commission du droit international*, 1963, vol. II, p. 119, Cf. D.P. O'CONNELL, *The Law of State Succession*, p. 46 et s.

(205) *International Law Reports*, 1950, cas No. 21, p. 82 et s.; *U.N. Doc. A/CN4/157*, p. 37; PANHUYS, *op. cit.*, p. 67 et s.;

O'CONNELL, *ibid.*, p. 37 et s.;

E. LAUTERPACHT, *op. cit.*, p. 524 et s.;

McNAIR, *op. cit.*, p. 621 et s.

(206) *Lok Sabha Debates*, 12th session, 1956, app. 4, annex No. 42. "The Indian Extradition Act, No. 34 of 1962, section 2(d)" se réfère à tout traité "relating to the extradition of fugitive criminals made before the 15th day of August 1947, which extends to, and is binding on, India".

(207) Exemple en est la déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire à propos de la convention franco-américaine d'extradition. "Bien qu'il y eût presque sans aucun doute un traité d'extradition franco-américain qui englobait probablement les anciens territoires de l'Afrique occidentale française, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire ne se considère pas comme lié par ce traité et il souhaite que de tels problèmes soient posés à nouveau" (cf. M. WHITEMAN, *op. cit.*, vol. II, p. 983). Dans le même sens va la position prise par la République malgache. A propos du traité d'extradition franco-britannique de 1876, le Ministère des affaires étrangères dans une note en date du 2 avril 1965 adressée au Ministère de la Justice a précisé que "l'adaptation nécessaire des disposi-

Quant à la “*Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters*” du 27 février 1936,⁽²⁰⁸⁾ le Ministère de la justice, en consultation avec le Procureur général, a constaté qu’elle a été étendue à Chypre le 19 janvier 1939 après notification à cet effet conformément à son article 15(a). Le texte de la Convention a été publié dans le journal officiel du 31 mars 1939 en vertu de l’article 11 de la loi “*Foreign Tribunal Evidence Law (Cap. 12)*”. Depuis l’indépendance, l’application de la convention est assurée par l’intervention tant de l’Ambassade de Chypre à Athènes, qui communique aux tribunaux de première instance grecques toutes pièces de procédure provenant de Chypre, que du Ministère des affaires étrangères de Chypre qui fournit au Ministère de la justice les pièces provenant de Grèce.

Par une note en date du 14 novembre 1967, le Gouvernement hellénique était informé par le Ministère des affaires étrangères que la République de Chypre se considérait, sur la base de réciprocité, liée, en vertu de l’article 8 du traité relatif à la création de Chypre par les deux conventions sus-mentionnées et par la *Convention consulaire de 1953*,⁽²⁰⁹⁾ étendue à Chypre le 15 avril 1954 par un “*Order of the Governor in Council*”.

Une semaine plus tard, le Gouvernement hellénique apprenait par une note du 21 novembre 1967 que la République se considérait liée par l’“*Agreement concerning the Recognition of Tonnage Measurement Certificates*”, signé à Londres, et étendu à Chypre le 30 novembre 1926,⁽²¹⁰⁾ et par le “*Treaty of Commerce and Navigation*” (dont les articles 22, 23 et 24 ont été terminés par la convention consulaire de 1953), signé à Londres, le 10 juillet 1926, et étendu à Chypre, le 4 mars 1927.⁽²¹¹⁾ Enfin, par une note du 25 novembre 1967, le Ministère des affaires étrangères notifiait au Gouvernement hellénique que la République se considérait liée par l’“*Agreement on the Joint Stock Companies*”, signé à Athènes, et étendu à Chypre le 4 août 1888⁽²¹²⁾ en vertu de l’article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

tions de l’ancien traité serait à présenter devant le Parlement et il est probable que celui-ci, pour des raisons politiques, déclare plus opportun de passer un nouveau traité entre Etats souverains” (cf. BARDONNET, *op. cit.*, p. 681, note 321).

(208) *Treaty Series* No. 5 (1938), *Cmnd.* 5643.

(209) Cette convention a fait l’objet d’une notification de succession au Secrétaire général des Nations Unies déjà depuis le 11 avril 1962. Voir *Treaty Series* 38 (1958), *Cmnd.* 525.

(210) *Treaty Series*, 1(1927), *Cmnd.* 2787.

(211) *Treaty Series*, 2(1927), *Cmnd.* 2790.

(212) 1931 *Handbook of Commercial Treaties*, p. 323.

En dernier lieu, il faut mentionner l'“*Exchange of Notes for the Avoidance of Double Taxation of Income Derived from Air Transport*” qui figure sur la liste britannique sous la rubrique des accords aériens. Cet échange de notes a eu lieu le 16 novembre 1950 à Athènes et le 9 avril 1951 à Londres avec effet au 1^{er} janvier 1946. Son application à Chypre était devenue effective en vertu d'un “Privy Council Order” en date du 9 avril 1951, publié dans le supplément 2A de la *Gazette officielle* du 23 janvier 1952.

Le Ministère des finances auquel le Ministère des affaires étrangères a soumis le cas a confirmé l'application de l'accord à Chypre en vertu du “Double Taxation Relief (Air Transport Profits) (Greece) Order 1951” et s'est prononcé en faveur de la succession. Cette information a été transmise au Secrétaire général des Nations Unies et publiée dans le “World Guide to International Tax Agreement”.⁽²¹³⁾

Toutefois, cet accord est devenu caduc après la signature, le 3 mai 1968, d'un nouvel “Double Taxation Agreement” entre la Grèce et la République de Chypre.⁽²¹⁴⁾ L'article 7 se référant aux “profits from aircraft in international traffic” prévoit que ces profits seront “taxable only in that state where the effective management of the enterprise is situated” et, ce qui est plus intéressant, “The Double Taxation Relief (Air Transport Profits) (Greece) Order, 1951, would not be applicable as long as the Double Taxation Agreement (celui de 1968 avec la Grèce) itself is in force”.

g) *Italie*

Le 9 novembre 1966, l'Institut de droit international privé de l'Université de Milan (qui était en train de préparer avec le concours du Conseil national italien de la recherche scientifique un corps-index des traités et conventions bilatéraux en vigueur entre l'Italie et les Etats étrangers) a adressé une lettre au Ministère des affaires étrangères, exprimant le désir de connaître les accords en vigueur entre Chypre et l'Italie, y compris ceux en vigueur entre l'Italie et le Royaume-Uni avant l'indépendance de l'île.

La liste que la délégation britannique a soumise à la Commission mixte de Londres en décembre 1959 comprenait les neuf conventions suivantes:

(213) Volume VIII, Cyprus, p. 2.

(214) Ratifié par une Ordonnance promulguée en vertu de la Section 48(1) de l'“Income Tax Law”.

1. "Treaty for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals. Signed at Rome, February 5, 1873".
2. "Declaration Rectifying an Error in Article XVIII of the Treaty of 5th February 1873 for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals. Signed at Rome, May 7, 1873".
3. "Agreement Between the United Kingdom and Italy for the Mutual Relief of Distressed Seamen. Signed at London, June 8, 1880".
4. "Exchange of Notes concerning the Reciprocal Recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations. Rome, January 25, 1929".
5. "Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. London, December 17, 1930".
6. "Agreement relating to Italian Property held by the Custodians of the United Kingdom, and to the Payment of Debts due from Italy to Persons in the United Kingdom. Rome, 17th April, 1947".
7. "Exchange of Notes extending the Visa Abolition Agreement of 6th December 1947 to certain British Overseas Territories. London, 26th/28th October, 1948".
8. "Exchange of Notes regarding the Carriage of Dangerous Goods in Aircraft. Rome, October 24, 1951".
9. "Consular Convention. Rome, June 1, 1954".

Déjà, le 11 avril 1962, le Ministère des affaires étrangères avait notifié au Secrétaire général des Nations Unies que la République se considérait liée en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre par la *Convention consulaire* signée à Rome le 1er juin 1957.

Pour ce qui est de l'"*Agreement relating to Italian Property held by the Custodians of the United Kingdom and to the Payment of Debts due from Italy to Persons in the United Kingdom*" signé à Londres, le 17 avril 1947 et étendu à Chypre le 16 mars 1948, le Ministère des finances, chargé d'étudier cet accord, a relevé la situation suivante:

Au début de la deuxième guerre mondiale, en septembre 1939, the "Trading with the Enemy Law (Cap 99)" a été promulguée pour empêcher le commerce avec l'ennemi. En vertu de la section 10 de la loi, les Chypriotes qui devaient de l'argent à des firmes et des personnes italiennes, étaient dispensés de payer les sommes dues à ces bénéficiaires, mais l'obligation était faite de consigner cet argent auprès du séquestre des biens ennemis jusqu'à la fin des hostilités. Après la fin de la guerre

et la signature du traité de paix avec l'Italie, la question de la liquidation de ces sommes consignées a été soulevée. A cette fin, l'accord en question a été conclu entre le Royaume-Uni et l'Italie et étendu à Chypre. Conformément aux dispositions de l'accord, les sommes dues à des bénéficiaires italiens ont été payées et de cette façon, l'accord devenait "lettre morte".

Enfin, l'"*Exchange of Notes extending the Visa Abolition Agreement of 6th December 1947 to certain British Overseas Territories*" fait à Londres le 26/28 octobre 1948 (visas pour Chypre réimposés en 1956) a perdu sa valeur après la signature à Nicosie le 18 août 1962 de l'"*Agreement on the Abolition of Visas between Italy and Cyprus*" par le Ministre des affaires étrangères de Chypre et le Représentant diplomatique de l'Italie à Chypre.

Les six autres conventions de la liste britannique ont fait l'objet d'une étude de la part des Ministères de la justice et des communications et du Bureau du Procureur général. Celui-ci a informé le 2 octobre 1967 le Ministère des affaires étrangères que les conventions, accords et échanges de notes en question liaient la République en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

Par une note du Ministère des affaires étrangères en date du 4 octobre 1967, le Gouvernement italien apprenait⁽²¹⁵⁾ que le Gouvernement de Chypre, après avoir examiné les conventions étendues par le Royaume-Uni à Chypre avant son indépendance, se considérait, sur la base de réciprocité, lié en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre par toutes ces conventions, à l'exception de celles devenues caduques.

h) Suède

Par une note du 30 septembre 1961, le Consulat général de Suède à Chypre demandait au Ministère des affaires étrangères de faire connaître au Gouvernement suédois si la République de Chypre se considérait liée par la "*Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters*", signée à Londres, le 28 août 1930. Il est intéressant de mentionner que pour satisfaire à la légalité internationale, le Gouvernement britannique par une note du 3 août 1931 notifiait au Gouvernement suédois:

(215) Cette information est publiée par Giuliano MANFRANCHI et TREVES dans le *Corpo-indice degli Accordi Bilaterali in Vigore tra l'Italia e gli Stati Esteri*, 1968, pp. 97-98.

“...in accordance with Article 14⁽²¹⁶⁾ of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters which was signed at London on August 28th, 1930,⁽²¹⁷⁾ the extension of operation of that Convention to the Colonies, Protectorates, Mandated Territories named in the enclosed list (Cyprus, Chief Registrar, Supreme Court), which indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. In all of these cases the language in which communications and translations are to be made is English. In accordance with Article 14(b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 3rd September next”.

En effet, la liste britannique soumise à la Commission mixte de Londres mentionnait la convention et donnait comme date de son extension à Chypre le 3 septembre 1931.

Le Ministère des affaires étrangères, après avoir demandé l'avis du Procureur général, par une note du 14 octobre 1961 notifiait au Gouvernement suédois que:

“Whereas the said Convention has been published under notification No 628, in the Cyprus Gazette of the 14th June, 1934, and whereas by virtue of Article 188, paragraph 1 of the Constitution of the Republic, all laws in force on the date of the coming into operation of the Constitution shall, until repealed or amended by a Law of the Republic, continue to be in force in the Republic, subject to the necessary modifications to bring them into accord with the Constitutional provisions, and whereas Article 8 of the Treaty of Establishment contains an inheritance agreement within the meaning of public International Law it follows that Cyprus continues to be bound by this Convention”.

La deuxième convention, liant la République est la *Convention consulaire* du 14 mars 1952.⁽²¹⁸⁾ Par une note du 11 avril 1962, adressée

(216) L'article 14 prévoit “This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of His Britannic Majesty's Colonies or Protectorates, nor to any territories under his sovereignty, nor to any mandated territories administered by His Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, but His Britannic Majesty may at any time, while the Convention is in force under Article 13, by a notification given through his Minister at Stockholm, extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories”.

(217) *Treaty Series* 10 (1931), *Cmnd.* 3777.

(218) *Treaty Series* 70 (1954), *Cmnd.* 9340.

au Secrétaire général des Nations Unies, le Ministère des affaires étrangères déclarait que la République de Chypre se considérait liée, entre autres, par la convention consulaire anglo-suédoise de 1952 en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre.

Enfin, par une note du 14 février 1967 adressée au Ministère des affaires étrangères, le Gouvernement suédois posait la question de l'applicabilité à Chypre de la "*Convention between Sweden and the United Kingdom on the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income*", signée à Londres le 30 mars 1949⁽²¹⁹⁾ et étendue conformément aux dispositions de son article XXIII à Chypre par un échange de notes ministérielles à Stockholm entre la Suède et le Royaume-Uni, le 18 décembre 1953⁽²²⁰⁾ avec effet au 1er janvier 1954. De plus, le Gouvernement suédois déclarait, dans la même note, qu'il se considérait lié par la convention à condition que l'autre partie en applique les dispositions.

Le Ministère des affaires étrangères, sachant que le Ministère des finances auquel le "World Guide to International Tax Agreements" avait été soumis pour vérification n'avait pas d'objection au sujet de l'application de cette convention (il a en plus révélé qu'il existait un échange de notes complémentaires en date du 25 novembre et 3 décembre 1954) a référé la question au Procureur général pour avis. Le Procureur général ayant pris en considération le fait que la Suède se considérait liée par la convention s'était prononcé pour une déclaration de continuité. Par une note du 27 février 1967, le Ministère des affaires étrangères notifiait au Gouvernement suédois que

"since the said Convention, in accordance with its Article XXIII, was extended by the United Kingdom to Cyprus before Independence by the Exchange of Ministerial Notes between Sweden and the United Kingdom at Stockholm on 18th December 1953, with effect from 1st January 1954, as modified by the Exchange of Notes at Stockholm on 25th November and 3rd December 1954 and was being applied to Cyprus on the day of Independence, and since Sweden considers itself in principle bound by the said Convention vis-à-vis Cyprus, the said Convention is in force and binds the Republic of Cyprus, by virtue of Article 8 of the Treaty concerning the Establishment of the Republic of Cyprus".

(219) *Treaty Series* 63 (1949), *Cmnd.* 7800.

(220) *Treaty Series* 13 (1954), *Cmnd.* 9070.

3. *Les accords aériens*

Pendant l'époque coloniale, les services aériens de Chypre ont été assurés par des accords aériens conclus entre le Royaume-Uni et les pays étrangers intéressés. Ainsi, le Royaume-Uni a conclu des accords aériens avec les pays suivants: Egypte (Le Caire, 1er mars 1951), Grèce (Athènes, 26 novembre 1945, 21 mars 1945,⁽²²¹⁾ 9 mai 1950⁽²²²⁾), Iraq (Baghdad, 19 avril 1951), Israël (Londres, 6 décembre 1950),⁽²²³⁾ Liban (Beyrouth, 15 août 1951),⁽²²⁴⁾ Libye (Tripoli, 21 février 1953), Turquie (Ankara, 12 février 1946,⁽²²⁵⁾ 29 mars 1948,⁽²²⁶⁾ 17 mai 1951⁽²²⁷⁾).

Après l'indépendance, le Ministère des communications et des travaux en formulant sa politique en matière de transport aérien a exprimé l'avis que la République devait négocier ses propres accords aériens avec les pays qui étaient désireux d'établir des communications aériennes avec Chypre. Le Conseil des Ministres par sa Décision No 581, en date du 3 mars 1961, a autorisé le Ministre des affaires étrangères à négocier, en collaboration avec le Ministre des communications et les services compétents de la République, des accords aériens avec des pays étrangers si cela était nécessaire au développement du commerce et de l'industrie de l'île. En vertu de cette décision ministérielle, le Ministre des affaires étrangères a établi un Comité pour étudier toutes les questions relatives à l'application de ladite décision.

Le premier accord aérien a été signé à Athènes, le 23 décembre 1961 entre la Grèce et la République de Chypre⁽²²⁸⁾ en vertu de la Décision No 1350 en date du 16 novembre 1961 du Conseil des Ministres. Il est intéressant de mentionner que l'article 18 de l'accord prévoit *expressis verbis* que "The present Agreement shall supercede and cancel any previous agreements concerning air services between the Contracting Parties".

Le deuxième accord a été conclu avec la République arabe unie. Déjà, depuis le 17 mai 1961, le Ministère des affaires étrangères, par une note adressée au Gouvernement égyptien, demandait une permission provisoire pour le fonctionnement d'une ligne directe entre Nicosie -

(221) *R.T.N.U.*, vol. 35, p. 163.

(222) *Ibid.*, vol. 77, p. 352.

(223) *Ibid.*, vol. 151, p. 33.

(224) *Ibid.*, vol. 160, p. 327.

(225) *Ibid.*, vol. 6, p. 79.

(226) *Ibid.*, vol. 35, p. 364.

(217) *Ibid.*, vol. 108, p. 310.

(228) *R.T.N.U.*, vol. 497, p. 311.

Le Caire — Nicosie, par la compagnie "Cyprus Airways", jusqu'à la conclusion d'un accord permanent. La réponse du Gouvernement égyptien fut affirmative. L'accord aérien entre la République arabe unie et Chypre a été signé le 6 février 1969, à Nicosie, en vertu de la Décision No 8260 en date du 7 novembre 1968 du Conseil des Ministres et mis en vigueur le 7 avril 1970. L'article 18 de l'accord prévoit, comme c'est le cas avec la Grèce, que "The present Agreement shall supercede and cancel any previous agreements concerning air services between the Contracting Parties".⁽²²⁹⁾

La situation est différente dans les cas des autres pays ayant conclu des accords aériens,⁽²³⁰⁾ avec le Royaume-Uni: pas de liaisons aériennes avec l'Iraq et la Libye; avec le Liban, Israël et la Turquie, la situation se présente comme suit:

Le Gouvernement libanais, par la note No 288/9/A en date du 6 octobre 1960, attirait l'attention du Gouvernement de Chypre sur le fait que le dernier accord aérien entre les Gouvernements libanais et britannique prévoyait la nécessité de conclure un nouvel accord en vue d'organiser des relations aériennes entre le Liban et la République de Chypre, après son accession à l'indépendance. De plus, le Gouvernement libanais exprimait le désir "qu'il serait opportun pour le moment d'élaborer un accord provisoire jusqu'à ce qu'on puisse conclure un accord définitif".

De son côté, le Gouvernement de Chypre était d'avis qu'il fallait proroger le *statu quo* des arrangements de transport aérien existant jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord. Il faut souligner que cette prorogation n'avait rien à voir avec l'ancien accord anglo-libanais. Le 19 mai 1962, un accord provisoire d'une durée de six mois a été signé à Nicosie et c'est, jusqu'à présent, le seul document qui existe en matière de relations aériennes libano-chypriotes. Effectivement, le transport aérien se base sur des arrangements entre les compagnies aériennes de Chypre et du Liban qui sont soumis aux Départements concernés de l'aviation civile pour approbation.

Pour régler ses relations aériennes avec la Turquie, la République de Chypre, par l'intermédiaire de son Ministère des affaires étrangères,

(229) Le même texte figure comme article 20 de l'accord aérien que Chypre a conclu le 22 décembre 1964 avec la République arabe syrienne pour remplacer l'accord anglo-syrien de 1954 (*R.T.N.U.*, vol. 449, p. 47) que la liste britannique ne mentionne pas.

(230) Voir, en général, *U.N. Doc. A/CN. 4/243*, pp. 24-28.

a adressé au Gouvernement turc une note en date du 11 septembre 1961. Il y faisait état du désir du Gouvernement de Chypre d'entrer en négociations avec le Gouvernement turc, afin de conclure un accord bilatéral concernant le transport aérien entre Chypre et la Turquie. La réponse turque étant affirmative, les négociations ont eu lieu à Nicosie entre le 9 et le 16 novembre 1963. A l'issue de ces négociations, un texte a été paraphé mais les négociations sur l'annexe ont été ajournées à cause de désaccords techniques. Entre-temps, des difficultés politiques étaient intervenues et le transport aérien a été interrompu entre 1964 et 1967. A présent, ce transport est assuré par l'approbation donnée de la part des Départements de l'aviation civile des deux pays aux itinéraires, soumis par les compagnies nationales respectives. Il en va de même pour les itinéraires sur la base desquels est effectué le transport aérien entre Chypre et Israël.

En général, on peut conclure qu'en matière d'accords aériens, il y a eu une succession de faits jusqu'à la conclusion de nouveaux accords.⁽²³¹⁾

(231) Voir O'CONNELL, *State Succession*, vol. II, p. 329 qui constate "There has, therefore, been an almost universal continuity of air transport agreements, enduring for at least the period normally covered by termination".

CHAPITRE IV

LA PRATIQUE CHYPRIOTE EN MATIERE D'INSTRUMENTS MULTILATERAUX DE CARACTERE LEGISLATIF (SUCCESSION AUX TRAITES-LOIS)

Le développement des organisations internationales qui a suivi la fin de la première guerre mondiale a contribué à la multiplication, dans les domaines les plus variés, de traités multilatéraux de caractère législatif ("Law making treaties"). Alors que les traités bilatéraux visent à établir un équilibre contractuel entre les intérêts des parties, les traités-lois ont un caractère propre⁽²³²⁾ à eux et, par leur nature particulière, permettent en règle générale l'adhésion de tous les membres de la communauté internationale.

Dans la présente étude, il serait intéressant d'examiner le lien qui existe entre traités-lois et succession d'Etats à des instruments multilatéraux de caractère législatif. C.W. JENKS,⁽²³³⁾ a mis en évidence l'importance des traités-lois; après avoir étudié la doctrine et examiné la pratique des Etats il a conclu:

"no authoritative judicial decision, international or national, can be invoked to support the view that multipartite instruments of a

(232) Comme le soulignait la Cour internationale de Justice, dans son Avis consultatif du 28 mai 1951 relatif aux réserves à la Convention sur le génocide: "Dans une telle convention, les Etats contractants n'ont pas d'intérêts propres; ils ont seulement, tous et chacun, un intérêt commun, celui de préserver les fins supérieures qui sont la raison d'être de la convention. Il en résulte que l'on ne saurait, pour une convention de ce type, parler d'avantage ou de désavantages individuels des Etats, non plus que d'un exact équilibre contractuel à maintenir entre les droits et les charges. La considération des fins supérieures de la convention est, en vertu de la volonté commune des parties, le fondement et la mesure de toutes les dispositions qu'elle renferme". (*C.I.J. Recueil*, 1951, p. 23). En général, sur les traités-lois, v.O'CONNELL, *International Law*, 1965, t.I. pp. 22-24, "Independence and Succession to Treaties", *op. cit.*, p. 131; STARKE, J.G., *Studies in International Law*, London, 1965, pp. 81 et s.; LACHS, "Le développement et les fonctions des traités multilatéraux", *R.C.A.D.I.*, 1957, t.II, vol. 92, p. 234; E. VITTA, "Le traité multilatéral peut-il être considéré comme un acte législatif", *A.F.D.I.*, 1960, p. 225 et s.; H. Kelsen, *Principles of International Law*, 1966, p. 457 et surtout J.W. JENKS, "State Succession in Respect of Law-making Treaties", *B.Y.I.L.*, vol. 29 (1952), p. 705 et s.

(233) *Op. cit.*, p. 141 et 142.

legislative character should be treated in this respect as on the same footing as other treaties; state practice on the subject is too uncertain and inconsistent to be regarded as having settled the matter but has from time to time disclosed a recognition of the basic problem that the conscious development of international law by legislative effort will be seriously prejudiced if new members of the international community are regarded as starting with a clean slate in respect of obligations under legislative instruments.

As a matter of legal principle, the rationale of the rule that treaty obligations do not pass to a successor state has no application to obligations under multipartite instruments of a legislative character. Just as treaty provisions creating local obligations are to be regarded as having the character of executed conveyances rather than that of contractual provisions which continue to be executory, so obligations under legislative instruments should be regarded as obligations under the law rather than as contractual obligations. It is generally admitted that a new member of the international community is bound by existing rules of customary international law; now that the rules established by multipartite legislative instruments constitute so large a part of the operative law of nations, a new member of the international community should be in the same position in respect of rules which have a conventional rather than a customary origin".

Cette thèse en faveur de la succession automatique, estime que les traités multilatéraux lient l'Etat successeur à cause de leur caractère législatif. Elle a été critiquée sur le plan de la doctrine par O'CONNELL;⁽²³⁴⁾ celui-ci constate:

"Doctrinally there are difficulties with this thesis, for it is not clear what is meant by a 'law-making' treaty. If the reference is to treaties which declare or stimulate customary law, then the instance is not one of succession to treaties at all, because the successor States would in any event be bound by the rule: if it is to multilateral treaties generally, then the reference to 'law-making' character is

(234) Cf. *State Succession*, vol. II, p. 5. De son côté, ZEMANEK (*op. cit.*, p. 233) remarque: "Succession to multilateral law-making conventions after separation or secession is a right, not an obligation. Multilateral law-making conventions establish a body of rules of international law. They do not create subjective rights of individual states. In case of succession no acquired right of a third party need be protected, by making it the successor's responsibility to perform it. No automatic change of attribution; in other words: no automatic succession, therefore, takes place".

no more than a euphemism for describing the process of laying down rules legislatively and comprehensively for a large number of signatories, as distinct from the making of contracts between individual States; the treaty is still a contract and still excludes non-signatories, so that it is difficult to see why the number of parties and the comprehensiveness of the arrangement should of themselves fundamentally affect the problem of succession. It is clear that treaties involving membership of international organizations are not generally succeeded to, for membership involves all manner of voting rights and budgetary commitments. The United Nations Charter falls within this category, so that the most obvious 'law-making' treaties are those that most obviously do not devolve on successor States".

Cependant, sur le plan de la pratique, vu le régime juridique uniforme créé pour un nombre considérable d'Etats, la tendance est en faveur d'une présomption de succession automatique, surtout quand il s'agit de traités de caractère non politique.⁽²³⁵⁾ Dans ce contexte, il convient d'examiner la pratique suivie par Chypre en matière de traités multilatéraux de caractère législatif.

1. *Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général de l'ONU exerce les fonctions de dépositaire*

Il faut noter que la pratique des Nations Unies en matière de traités dont le Secrétaire général est le dépositaire a ses origines dans le cas du Protocole amendant les Accords, Conventions et Protocoles sur les stupéfiants, signé le 11 décembre 1946. Là le Secrétaire général, a pris l'initiative d'inviter le Liban et la Syrie à devenir parties au Protocole, vu l'acceptation par ces pays de la continuité des accords sur les stupéfiants, antérieurement appliqués sur leur territoire.⁽²³⁶⁾ Dans les premières années de son existence, le Secrétariat avait tendance à considérer que les Etats nouveaux, ayant conclu des accords de dévolution étaient liés par tous les traités multilatéraux étendus à leur territoire par l'ancienne puissance coloniale, sans qu'il y ait besoin d'aucune notification de leur part.⁽²³⁷⁾ Pourtant, cette position a changé pour

(235) Cf. KRENZ, "Newly Independent States and the Problem of State Succession", *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, vo. 33, p. 110 et MARCOFF, *op. cit.*, p. 157.

(236) *U.N. Doc. ST/LE6/7*, paragraphes 106 et 107.

(237) *Ibid.*, p. 61.

diverses raisons.⁽²³⁸⁾ A présent, le Secrétaire général envoie une lettre aux nouveaux membres de l'Organisation les invitant à éclaircir leur attitude sur le sort des traités dont l'application a été étendue par l'Etat prédécesseur à leur territoire.

Si le destinataire a conclu un accord de dévolution, il est invité à confirmer qu'en vertu dudit accord, il se considère comme lié, à partir de la date de l'indépendance, par tous les instruments internationaux étendus par l'Etat prédécesseur à son territoire, et pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. En général, la lettre est accompagnée d'une liste de traités multilatéraux⁽²³⁹⁾ et de la mention: "cette procédure présente l'avantage d'assurer la continuité d'application desdits accords auxquels le nouvel Etat devient partie, en son nom propre, à dater de l'accession à l'indépendance".⁽²⁴⁰⁾

Si le destinataire n'a pas conclu d'accord de dévolution, la lettre du Secrétaire général rappelle la pratique instituée en matière de succession aux droits et obligations découlant des traités multilatéraux, appliqués au territoire par l'Etat responsable de ses relations extérieures. En général, la pratique consacre le principe de la succession au moyen d'une déclaration de continuité; de ce fait la lettre invite le gouvernement de l'Etat respectif à faire connaître au Secrétariat sa position à l'égard des traités énumérés, dans la liste annexée à la lettre.⁽²⁴¹⁾

L'attitude⁽²⁴²⁾ des Etats nouveaux en matière de succession aux traités dont le Secrétaire général de l'ONU est le dépositaire est très variée. Elle va de la négation complète (Israël)⁽²⁴³⁾ à l'acceptation de

(238) MARCOFF, *op. cit.*, p. 159 mentionne a) les doutes légitimes élevés à propos de la condition juridique des Etats tiers dans une succession automatique tacite, basée sur la présomption tirée de l'accord de dévolution que l'Etat nouveau a accepté la continuité de l'ensemble des droits et obligations découlant des engagements contractuels antérieurs et b) les réserves que les nouveaux Dominions ont commencé à exprimer, à partir de 1949, quant à la continuité totale et non conditionnelle.

(239) Sur cette liste figurent tous les traités multilatéraux conclus sous les auspices de l'ONU, sauf quelques exceptions et les traités signés sous les auspices de la SdN mais modifiés par des Protocoles élaborés dans le cadre de l'ONU. Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/150*, pp. 50 et s.

(240) *U.N. Doc. A/CN. 4/150*, paragraphe 134.

(241) *Ibid.*, p. 49.

(242) Voir l'analyse très détaillée et le tableau établi par MARCOFF (*op. cit.*, pp. 163-168). Cf. aussi O'CONNELL, *State Succession*, vol. II, p. 223.

(243) Dans cette catégorie appartiennent la Haute-Volta et l'Algérie qui ont pourtant accepté la continuité de quelques traités de nature humanitaire ou d'intérêt général (cf. *ILA Handbook, op. cit.*, p. 183).

tous les traités multilatéraux appliqués à leur territoire.⁽²⁴⁴⁾ Entre les deux extrêmes, certains Etats ont réservé leur attitude à l'égard des listes qui leur ont été soumises;⁽²⁴⁵⁾ d'autres ont déclaré qu'en l'absence d'une clause d'application territoriale, ils ne se considéraient pas liés par des traités n'ayant pas fait l'objet d'une promulgation conforme au droit interne;⁽²⁴⁶⁾ enfin, un groupe d'Etats, dont Chypre,⁽²⁴⁷⁾ ont préféré choisir parmi les traités soumis à leur attention.

L'examen de l'attitude chypriote porte sur des traités conclus sous les auspices, aussi bien des Nations Unies que de la Société des Nations.⁽²⁴⁸⁾

a) *Traités conclus sous les auspices des Nations Unies*

L'annexe au mémoire, soumis, en décembre 1959, par la délégation britannique à la Commission mixte de Londres, mentionne dix neuf conventions multilatérales pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Ces conventions sont les suivantes:

Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946;

Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Approuvée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947;

Convention relative au statut des réfugiés. En date, à Genève du 28 juillet 1951;

Convention internationale de l'opium. La Haye, 23 janvier 1912;

Convention internationale de l'opium, avec Protocole, signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946;

Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants avec Protocole de signature. Signée à Genève le 13 juillet 1931, et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946;

Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fa-

(244) Nous citons comme exemples le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et Sierra Leone (*U.N. Doc. A/CN. 4/150*, p. 58).

(245) Le Tchad, le Gabon, la Somalie et la Mauritanie (*Ibid.*, pp. 27, 33, 40, 42).

(246) Par exemple le Congo (Kinshasa) et le Togo (*Ibid.*, pp. 30 et 41).

(247) Cette voie a été préférée entre autres par la Guinée, le Kenya, l'Ouganda, la République malgache, le Malawi, la Tunisie et la Zambie (*Ibid.*, p. 58).

(248) Par des protocoles signés dans le cadre des Nations Unies la plus grande partie de ces traités a été amendée et passée sous les auspices des Nations Unies.

brication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 11 décembre 1946. Signé à Paris le 19 novembre 1948;

Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Genève, 30 septembre 1921;

Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947;

Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire. En date, à Genève, du 7 novembre 1952;

Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Convention sur la circulation routière, avec annexes. Signée à Genève le 19 septembre 1949;

Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel avec Protocole annexé. Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 22 novembre 1950;

Convention sur la nationalité de la femme mariée. En date, à New York, du 20 février 1957;

Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926 et amendée par le Protocole en date, à New York, du 7 décembre 1953;

Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. En date, à Genève, du 7 septembre 1956.

Par deux lettres sous référence LE 242 en date du 28 février 1961 et du 6 décembre 1961, le Conseiller juridique des Nations Unies a soumis au Ministère des affaires étrangères une liste de vingt huit conventions (d'après le Secrétariat, celles-ci étaient étendues à Chypre

par le Royaume-Uni avant l'accession de l'île à l'indépendance) constatant:

"The Secretary-General would appreciate it if you would confirm his understanding that, pursuant to Article 8 of the Treaty [of Establishment] referred to above, the Republic of Cyprus recognises itself bound by the instruments in question as of the date of its independence and thus enable him, in the exercise of his depositary functions, to notify all interested States accordingly".

La liste des Nations Unies contenait neuf conventions supplémentaires qui sont les suivantes:

Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. Signé à Genève le 16 juin 1949 (seulement à l'égard du projet de conventions internationales douanières sur le tourisme);
Convention douanière relative aux containers. En date, à Genève, du 18 mai 1956;

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956;

Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, avec Annexes et Protocole de signature. En date, à Genève, du 18 mai 1956;

Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë. En date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention sur la haute mer. En date, à Genève, du 29 avril 1958;

Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer. En date, à Genève, du 29 avril 1958.

En commentant ces conventions supplémentaires, nous constatons que deux d'entre elles, l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel, connu sous le nom de traite

des blanches, et l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, traitent le même sujet que la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches et la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, toutes deux mentionnées dans la liste britannique. Peut-être, aux yeux du Gouvernement britannique, il importait de couvrir le sujet plutôt que mentionner tous les accords et conventions impliqués.

Un troisième instrument, l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, a été dénoncé par le Royaume-Uni, le 1er janvier 1959.

Mais, ce qui représente une vraie lacune dans la liste britannique, ce sont les trois conventions suivantes, faites à Genève le 18 mai 1956:

Convention douanière relative aux containers;

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux;

Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs.

La première a été étendue à Chypre le 19 octobre 1959 par une notification contenant une clause territoriale. La deuxième, le 29 avril 1960 de la même façon. La troisième a été étendue le 13 mai 1959 et la clause territoriale contenait l'explication suivante:

"It will involve amendment to Customs and Tariff Law which will be made at earliest opportunity. Facilities as provided by the Convention will be granted by administrative action in respect of any importation that may be made between the date of extension of the Convention to Cyprus and the amendment to the law".

Enfin, pour ce qui est des conventions de Genève sur le droit de la mer et en particulier la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, la Convention sur la haute mer et la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, nous constatons qu'en décembre 1959, quand le Royaume-Uni a présenté son mémoire sur les accords internationaux, le gouvernement britannique n'avait fait que signer les conventions en question, la ratification ayant eu lieu plus tard, le 14 mars 1960.

A cet égard, il convient de mentionner la pratique du Secrétaire général, telle qu'elle a été résumée dans le mémorandum du Secrétariat intitulé "La Succession d'Etats et les conventions multilatérales géné-

rales dont le Secrétaire général est dépositaire”.(249)

“Les listes des traités envoyées aux nouveaux Etats comprennent depuis 1958 non seulement des traités qui sont en vigueur, mais aussi des traités qui ne sont pas encore en vigueur, à l’égard desquels l’Etat prédécesseur a pris des mesures définitives pour être lié par eux et pour étendre le traité au territoire qui par la suite est devenu indépendant. La France a ratifié en 1954 le Protocole de 1953 sur l’opium qui n’est pas encore en vigueur et la Belgique y a adhéré en 1958; les deux pays ont également notifié au Secrétaire général l’extension du Protocole aux territoires sous leur dépendance. Le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), et la Côte d’Ivoire se sont reconnus liés en vertu des instruments déposés par leurs prédécesseurs respectifs. En mars 1960, le Royaume-Uni a ratifié la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë, la Convention sur la haute mer et la Convention sur la pêche, qui ne contiennent aucune clause d’application territoriale. Le Nigéria et la Sierra Leone ont reconnu qu’ils étaient liés par ces ratifications.(250) On peut également noter que le Pakistan a spontanément informé le Secrétaire général, en 1953, qu’il était lié par les mesures prises par le Royaume-Uni en ce qui concerne un traité conclu sous les auspices de la Société des Nations(251) qui n’était pas encore en vigueur”.

En outre, on peut admettre que le Conseiller juridique des Nations Unies a pris en considération la déclaration suivante, faite par le Royaume-Uni, lors de la ratification:

“In depositing their instrument of ratification... Her Majesty’s Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare that, save as may be stated in any further and separate notices that may hereafter be given, *ratification* of this Convention on behalf of the United Kingdom *does not extend to the States in the Persian Gulf enjoying British protection*. Multilateral conventions to which the United Kingdom becomes a party are not extended to these States until such time as an extension is requested by the Ruler of the State concerned”. (Nos italiques).

Cette déclaration, interprétée d’une façon positive sous-entend que le Royaume-Uni a étendu les trois conventions en question à tous ses ter-

(249) U.N. Doc. A/CN. 4/150, paragraphe 143.

(250) A des dates antérieures à l’entrée en vigueur de ces conventions.

(251) Il s’agit du Protocole de 1930 relatif à un cas d’apatridie (ST/LEG/SER. D/1, p. 340).

ritoires dépendants; d'où l'action du Conseiller juridique des Nations Unies.

Le Gouvernement de Chypre, après avoir étudié les conventions mentionnées dans la liste du Conseiller juridique des Nations Unies, a notifié au Secrétaire général qu'il se considérait lié par les dix huit conventions examinées ci-dessous.

i) *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage*

Cette convention, signée à Genève le 7 septembre 1956, a été étendue à Chypre par le Royaume-Uni, le 6 septembre 1957, conformément à son article 12, paragraphe 2. La question de la continuité de son application à Chypre a été soulevée par le Conseiller juridique des Nations Unies, en février 1961,⁽²⁵²⁾ comme nous l'avons déjà souligné. Le Ministère des affaires étrangères a référé la question au Procureur général; celui-ci, après avoir étudié les différents aspects de son application, s'est prononcé pour la succession. De l'avis du Procureur général, rien n'était contraire au système juridique de la République, du moment que les principes de la Convention étaient adoptés par la Constitution chypriote (article 10).⁽²⁵³⁾

Tenant compte de cet avis, la Mission permanente de Chypre à New York a notifié au Secrétaire général, par une lettre du 9 mai 1962, reçue le 11 mai 1962, que le Gouvernement de Chypre se considérait lié par la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

(252) Lettre LE 242 du 28 février 1961.

(253) L'article 10 prévoit:

"1. No person shall be held in slavery or servitude.

2. No person shall be required to perform forced or compulsory labour.

3. For the purposes of this Article the term "forced or compulsory labour" shall not include -

a) any work required to be done in the ordinary course of detention imposed according to the provisions of Article 11 or during conditional release from such detention;

b) any service of a military character if imposed or, in case of conscientious objectors, subject to their recognition by a law, service exacted instead of compulsory military service;

c) any service exacted in case of an emergency or calamity threatening the life or well-being of the inhabitants".

ii) *Convention sur la circulation routière*

Cette convention, signée à Genève le 19 septembre 1949, présente un intérêt particulier: elle a été l'occasion pour le Gouvernement chypriote d'indiquer son interprétation de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre.⁽²⁵⁴⁾ De plus, le paragraphe 1 de l'article 2 de la convention, qui permet d'exclure les annexes 1 et 2 de l'application de celle-ci, fournit l'exemple d'un cas où l'attitude de l'Etat métropolitain peut influencer la politique de l'Etat successeur. En effet, l'instrument de ratification du Royaume-Uni, déposé en 1957, contenait une déclaration excluant ces annexes. Lorsqu'en août 1958, le Royaume-Uni a étendu l'application de la convention à Chypre, il a expressément déclaré que cette extension était soumise aux mêmes exclusions.⁽²⁵⁵⁾ Il en va de même pour la déclaration faite conformément à l'annexe VI, section IV (8), qui permet à une partie de déclarer qu'elle n'autorisera l'utilisation de "remorques" que dans des conditions déterminées.⁽²⁵⁶⁾

La convention sur la circulation routière a été étudiée par le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'intérieur et le Bureau du Procureur général. Le Ministère des affaires étrangères estimait que la convention continuait à lier la République dans les conditions posées par le Royaume-Uni lors de son extension à Chypre en vertu de la clause de dévolution. Par contre, le Procureur général était d'avis que la République était liée par la Convention sur la circulation routière "because it is an international agreement in the nature of international legislation, regulating internationally a particular subject. Although, it is not strictly speaking, legislation enacted by an international legislative assembly, yet its law-making character and its multilateral nature, indicate that the international community would expect any new member to abide by it, in the same way as any new citizen of a State is expected to abide by the laws of that State".

Le 6 juillet 1962, le Secrétaire général de l'ONU a reçu la notifi-

(254) V. *supra*, p. 30.

(255) Il en va de même pour la Sierra Leone (*U.N. Doc. ST/LEG/SER. D/2*, p. 237 à 240). Dans le cas de Malte, en revanche, la déclaration n'excluait que l'annexe 1 (*ibid.*, p. 240), et dans le cas de la Jamaïque, la déclaration contenait une réserve sur un certain point, mais ne faisait aucune allusion aux annexes 1 et 2 (*ibid.*, p. 239).

(256) La même déclaration a été faite en ce qui concerne la Sierra Leone (*ibid.*, p. 239 et 240).

cation⁽²⁵⁷⁾ du Gouvernement chypriote l'informant que Chypre se considèrait liée par la Convention sur la circulation routière de 1949 en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre.

Étaient jointes à la notification chypriote les réserves et déclarations suivantes:⁽²⁵⁸⁾

Réserves:

“(1) In connexion with article 24 of the said Convention the Government of Cyprus reserve the right not to permit a person to drive a vehicle, other than one brought into and only temporarily in Cyprus, if (i) the vehicle is used for the carriage of persons for hire or reward or for the carriage of goods and (ii) the driver of such vehicle would by the domestic legislation of Cyprus be required to have a special vocational licence.

“(2) In connexion with article 26 of the said Convention, cycles in international traffic admitted to Cyprus shall, from nightfall and during the night or whenever atmospheric conditions render it necessary, show only a white light to the front, and to show to the rear a red light or a red reflex reflector in accordance with the domestic legislation of Cyprus”.

Déclarations:

“(1) In accordance with the provisions of paragraph 1 of article 2 of the Convention, the Government of Cyprus excludes annexes 1 and 2 from its application of the Convention.

“(2) In accordance with section IV (b) of Annex 6 to the Convention, the Government of Cyprus will only permit that one trailer be drawn by a vehicle, it will not permit an articulated vehicle to draw a trailer and it will not permit articulated vehicles to be used for passengers for hire or reward”.

(257) Cette notification a été validée par une lettre des pleins pouvoirs en date du 6 juin 1964 envoyée par le Ministre des affaires étrangères au Secrétaire général.

(258) La Sierra Leone et Malte ont joint à leur notification des déclarations reproduisant les exclusions applicables à leur égard. La Jamaïque, par contre, à l'égard de laquelle ces exclusions n'avaient pas été rendues applicables avant l'indépendance y a ajouté une déclaration excluant les annexes 1 et 2 (cf. *U.N. Doc. ST/LEG/SER. D/2*, p. 234, 235 et 236).

Pour ce qui est de l'utilisation de “remorques”, voir les déclarations faites par Malte, la Sierra Leone et la Jamaïque dans *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 87 et 88. Sur la question générale concernant le consentement à être lié par une partie d'un traité voir l'article 20 du projet de 1974 de la CDI dans *U.N. Doc. A/9610*, p. 179 et s.

iii) *Convention relative au statut des réfugiés*

La Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, figure parmi les vingt-huit conventions de la liste, soumise par le Secrétariat des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères. Le Ministère des affaires étrangères, après avoir vérifié que cette convention se trouvait sur la liste soumise par la délégation britannique à la Commission mixte de Londres en 1959, a référé la question de la succession au Bureau du Procureur général; celui-ci a confirmé l'application de la convention à la République de Chypre, sans motiver son avis. Sur la base de cet avis, le Ministère des affaires étrangères a notifié au Secrétaire général des Nations Unies que la République de Chypre se considérait comme liée par ladite Convention.⁽²⁵⁹⁾ Cette notification a été reçue au Secrétariat des Nations Unies, le 16 mai 1963.

Dans la lettre LE 213 du 24 mai 1963, adressée à la Mission permanente de Chypre auprès des Nations Unies, le Conseiller juridique de l'Organisation a soulevé la question de certaines réserves faites par le Royaume-Uni lors de l'extension de la convention à Chypre le 23 janvier 1957, en vertu de son article 42, paragraphe 1. Le Gouvernement chypriote a répondu qu'en vertu des règles de succession, la République avait succédé à la convention sous les mêmes réserves⁽²⁶⁰⁾ que le Royaume-Uni. Il convient de mentionner que la section B de l'article premier permet de choisir entre la formule "événements survenus avant le premier janvier 1951 en Europe" et la formule "événements survenus avant le premier janvier 1951 en Europe ou ailleurs" et que le Royaume-

(259) La Gambie et la Jamaïque auxquelles la convention a été étendue par le Royaume-Uni ont aussi notifié au Secrétaire général leur succession. (*U.N. Doc. A/CN.4/224*, p. 88, note 154). Il est intéressant de noter que la Guinée, qui a refusé de conclure un accord de dévolution, a néanmoins notifié sa succession à la convention relative au statut des réfugiés (*U.N. Doc. ST/LEG/SER. A/226* (mars 1966), No 2545, p. 2545, p. 17), tandis que la République malgache, tout en ayant signé un accord de dévolution a préféré adhérer séparément à la même convention (*U.N. Doc. ST/LEG/SER. A/250* (décembre 1967), No. 25451, p. 29).

(260) Le contenu de ces réserves est le suivant:

(i) The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland understand articles 8 and 9 as not preventing them from taking in time of war or other grave and exceptional circumstances measures in the interests of national security in the case of a refugee on the ground of his nationality. The provisions of article 8 shall not prevent the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from exercising any rights over property or interests which they may acquire or have acquired as an Allied

Uni a étendu la Convention de 1951 à Chypre sous la formule la plus large ("en Europe ou ailleurs") qu'il a choisi pour lui-même.⁽²⁶¹⁾

iv) *Douze conventions à l'égard desquelles le Secrétaire général de l'ONU a reçu une notification de succession le 16 mai 1963*

A part la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, étudiée plus haut, dont la notification de succession a été reçue par le Secrétaire général des Nations Unies le 16 mai 1963, il existe un groupe de conventions ayant en commun une même date de notification de succession.

Le Ministère des affaires étrangères, ayant reçu la lettre du Conseiller juridique des Nations Unies qui soulevait la question de la continuité d'application de ces conventions à Chypre, a demandé l'avis du Procureur général de la République. Celui-ci, après avoir étudié leur contenu, a confirmé la succession de la République aux conventions suivantes, sans motiver son avis :

Convention internationale de l'opium. La Haye, 23 janvier 1912;
Convention pour la répression de la traite des femmes et des en-

or Associated power under a Treaty of Peace or other arrangement for the restoration of peace which has been or may be completed as a result of the Second World War. Furthermore, the provisions of article 8 shall not affect the treatment to be accorded to any property or interests which at the date of entry into force of this Convention for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are under the control of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by reason of a state of war which exists or existed between them and any other State.

(ii) The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland accept paragraph 2 of article 17 with the substitution of "four years" for "three years" in sub-paragraph (a) and with the omission of sub-paragraph (c)

(iii) The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in respect of such of the matters referred to in sub-paragraph (b) of paragraph 1 of article 24 as fall within the scope of the National Health Service, can only undertake to apply the provisions of that paragraph so far as the law allows; and it can only undertake to apply the provisions of paragraph 2 of that Article so far as the law allows.

(iv) The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland cannot undertake to give effect to the obligations contained in paragraphs 1 and 2 of article 25 and can only undertake to apply the provisions of paragraph 3 so far as the law allows.

(261) Par contre, la France a choisi la formule la plus restrictive ("en Europe") et c'est avec cette limitation qu'elle a étendu la convention à tous ses territoires dépendants, dont 12 ont, par la suite, adressé des notifications de succession au Secrétaire général de l'ONU (voir *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 88, note 156). Il convient de remarquer que la Convention relative au statut des réfugiés illustre la question du choix entre les dispositions différentes dans les conditions énoncées dans un traité (cf. l'article 20 du projet de 1974 de la CDI et commentaire, *U.N. Doc. A/9610*, p. 179 et 181).

fants, conclue à Genève le 30 septembre 1921 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947; Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947;

Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949;

Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. Signé à Genève le 16 juin 1949;

Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire. En date, à Genève, du 7 novembre 1952;

Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés. En date, à New York, du 4 juin 1954;

Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel avec Protocole annexé. Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 22 novembre 1950.

Le Secrétaire général, après avoir reçu la notification du Gouvernement chypriote le 16 mai 1963, a informé les parties intéressées que Chypre se considérait lié par lesdites conventions en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre.

Parmi ces conventions, une seule ne figure pas sur la liste soumise en décembre 1959 par la délégation britannique à la Commission mixte

de Londres. Comme nous l'avons mentionné, il s'agit de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, du 16 juin 1949. Il va sans dire que le Royaume-Uni ayant dénoncé, le 1er janvier 1959, l'accord (seulement à l'égard du projet de conventions internationales douanières sur le tourisme) celui-ci, étendu à Chypre le 28 juillet 1950, n'était plus applicable à sa colonie. Pourtant, le Secrétaire a voulu savoir si la République de Chypre se considérait encore liée par ledit accord. Après avoir reçu la notification de succession, le Conseiller juridique des Nations Unies a fait la remarque suivante:⁽²⁶²⁾

"I further noted that the Agreement providing for the provisional application of the Draft International Customs Conventions on Touring, on Commercial Road Vehicles and on the International Transport of Goods by Road, done at Geneva on 16th June 1949, appeared on the list enclosed with your letter with the following specification: 'in respect of the Draft International Customs Convention on Touring only'. However, the United Kingdom denounced the said Agreement in respect of the Draft International Customs Convention on Touring by a notification which the Secretary-General received on 30th September 1958 and which took effect on 1st January 1959. Therefore, since the Touring Convention was the only one the application of which had been extended to Cyprus, and since the Agreement itself is only open for accession to Governments invited to take part in the preparation of the draft conventions, according to its Article VI, the Government of Cyprus would not be eligible to become a party to the said Agreement but it could recognise itself bound by the provisions thereof, in respect of the Touring Convention, *providing that the latter was still applied upon its territory at the time of independence*". (Nos italiques).

Le Ministère des affaires étrangères chargé d'étudier la question, estimait que la République n'était pas liée par l'accord; en effet, la dénonciation du Royaume-Uni, faite en janvier 1959, quand Chypre était encore colonie britannique, avait étendu ses effets à l'île.

Par contre, le Procureur général n'était pas de cet avis; il était plutôt enclin à accepter l'interprétation du Conseiller juridique, parce qu'à son avis, Chypre pouvait se considérer liée par les dispositions de l'accord, encore appliqué sur son territoire, au moment de l'indépen-

(262) Lettre LE 213 du 24 mai 1963.

dance. Sur la base de cet avis, le Ministre des affaires étrangères a envoyé le 6 juin 1964 une lettre⁽²⁶³⁾ confirmant la volonté de la République de se considérer liée par l'accord en question.⁽²⁶⁴⁾

v) *Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies*

Approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946, cette convention a été étendue à Chypre par le Royaume-Uni, le 17 septembre 1946. En plus de la lettre du Conseiller juridique des Nations Unies,⁽²⁶⁵⁾ par laquelle il invitait le Ministre des affaires étrangères à se prononcer sur la continuité d'application de la convention à Chypre, le Secrétaire général a lui-même envoyé une lettre,⁽²⁶⁶⁾ dix huit mois plus tard au Ministre des affaires étrangères. Dans cette lettre, il attirait l'attention du Ministre sur la résolution 93 (I), adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1946, invitant les Membres des Nations Unies à adhérer le plus tôt possible à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Il est intéressant de noter que la lettre précisait :

“As the great majority of the Members of the Organisation are now Parties to the Convention, and in the light of the General Assembly's invitation that Members should accede ‘at as early a date as possible’, I would be most grateful if your Government could favourably consider becoming a Party to the Convention, and could deposit its instrument of accession in the near future”.

(Nos italiques).

Le Ministère des affaires étrangères, en étudiant cette convention, a tenu compte du fait qu'un Etat ne peut pas, dans le système de la

(263) Cette lettre qui était une lettre de pleins pouvoirs a validé la notification de succession concernant toutes les conventions pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Pour les conditions formelles minimales que doit remplir une notification de succession cf. l'article 21 du projet de 1974 de la CDI et en particulier son paragraphe 2 qui prévoit : “Si la notification de succession n'est pas signée par le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, le représentant de l'Etat qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs”. (U.N. Doc. A/9610, p. 186). A la différence de la ratification, de l'adhésion, de l'acceptation ou de l'approbation, la notification de succession ne doit prendre la forme du dépôt d'un instrument formel.

(264) Comme résultat de dénonciations successives, l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route a été terminé le 1er janvier 1966.

(265) LE 242 du 6 décembre 1961.

(266) LE 351/2 Gen. du 11 juin 1963.

Charte, exiger le statut de Membre des Nations Unies, avant son admission formelle, conformément aux dispositions de la Charte. Sur la base de cette constatation et de la lettre du Secrétaire général qui se référait au dépôt d'un instrument d'adhésion, le Ministère des affaires étrangères a raisonné de la façon suivante:

"Since the Republic could not, in accordance with the system of the Charter, become a Member of the United Nations after independence, by virtue of the fact that the United Kingdom was a member of the United Nations when Cyprus was a colony and had therefore to become a member by an application, it cannot be regarded as continuing to be bound by the Convention under reference, by virtue of the inheritance rules of International Law and the devolution clause of Article 8 of the Treaty of Establishment, since this Convention is open only to United Nations Members and our 'membership' to the United Nations as part of the United Kingdom discontinued at the moment of independence".

Toutefois, le Procureur général de la République n'a pas partagé cette opinion. D'après lui, la convention continuait à être applicable à Chypre en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Cette opinion était fondée sur la pratique d'autre membres du Commonwealth et, dans son avis, il a cité le cas de la déclaration du Pakistan qui était partie à la Convention sur les publications obscènes, appliquée à l'Inde britannique. Cette déclaration a été acceptée par le Secrétariat des Nations Unies qui ne s'était pas opposé à la signature, par le Pakistan, de protocoles, ouverts seulement à des parties à la convention. Le Procureur général s'est aussi référé au cas de la Fédération de Malaisie qui a déclaré qu'elle se considérait liée par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dans sa notification de succession du 28 octobre 1957.⁽²⁶⁷⁾

Conformément à cet avis, le Représentant permanent de Chypre auprès des Nations Unies à New York a informé le Secrétaire général, par une note reçue le 5 novembre 1963, que le Gouvernement de Chypre se considérait lié par ladite Convention.

(267) La même pratique de succession a été suivie par les pays suivants: Cameroun (notification 20 octobre 1961), République centrafricaine (notification 20 octobre 1961), République centrafricaine (notification 4 septembre 1962), Congo (Brazzaville) (notification 15 octobre 1962), Gambie (notification 1^{er} août 1966), Côte d'Ivoire (notification 8 décembre 1961), République malgache (notification 23 mai 1962), Malte (notification 27 juin 1968), Maurice (notification 18 juillet 1969), Niger (notification 25 août 1961), Nigéria (notification

vi) *Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées*

Approuvée par l'Assemblée générale, le 21 novembre 1947, cette convention a été étendue à Chypre, le 16 août 1949. La question de son application à l'île a été soulevée, pour la première fois d'une façon générale, par le Conseiller juridique des Nations Unies, en février 1961.⁽²⁶⁸⁾ Quelques mois plus tard, le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications⁽²⁶⁹⁾ envoyait une lettre,⁽²⁷⁰⁾ invitant le Gouvernement chypriote à adhérer à la convention et à notifier au Secrétaire général des Nations Unies s'il s'engageait à appliquer les dispositions de la Convention à l'UIT.

L'étude de la question par le Ministère des affaires étrangères a révélé que le Royaume-Uni s'était engagé à appliquer la convention aux institutions spécialisées suivantes: OMS, OACI, OIT, OAA, UNESCO (notification du 16 août 1949), UPU, UIT, OMM (notification du 17 décembre 1954) et OMCI (notification du 4 novembre 1959). La question du choix entre l'adhésion et la déclaration de succession a été référée au Bureau du Procureur général. Dans le premier cas, le Ministère des affaires étrangères devait soumettre la question au Conseil des Ministres pour prendre une décision sur l'opportunité de l'adhésion à la convention, décision qui était encore sujette à la ratification de la Chambre des Représentants conformément à l'article 169 paragraphe 2 de la Constitution. Dans le second cas, il suffisait au Gouvernement de déclarer qu'il se considérait lié par la convention en question, et notifier sa décision au Secrétaire général des Nations Unies.

Entre-temps, le Bureau international du travail a invité le Gouvernement chypriote à adhérer à la convention et à notifier au Secrétaire général des Nations Unies s'il s'engageait à appliquer les dispositions de celle-ci à l'OIT. Pour trancher ces deux cas, le Ministère des affaires étrangères a pris en considération le fait que, pour devenir membre de ces institutions spécialisées, Chypre avait dû adhérer à leurs instruments constitutifs. D'après cette position, Chypre ne pouvait pas se consi-

26 juin 1961), Sénégal (notification 27 mai 1963), Sierra Leone (notification 13 mars 1962), Singapour (notification 18 mars 1966), Togo (notification 27 février 1962).

(268) Lettre LE 242 du 28 février 1961 adressée au Ministre des affaires étrangères.

(269) Chypre est devenu membre de l'U.I.T. en avril 1961.

(270) No. 43/51/AE1 du 15 mai 1961.

dérer liée par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Toutefois, le Ministère des affaires étrangères a mis en évidence les difficultés de la procédure constitutionnelle, mentionnée plus haut. Ces difficultés étaient prises en considération par le Procureur général qui s'était prononcé pour la continuité d'application de la convention, avis d'ailleurs non sans précédent dans la pratique des pays du Commonwealth.⁽²⁷¹⁾

Sur la base de ces considérations, le Représentant permanent de Chypre auprès des Nations Unies a, par une lettre du 29 avril 1964 informé le Secrétaire général que la République de Chypre se considérait comme liée par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées concernant l'OIT et l'UIT. Dans la lettre LE 213 du 20 mai 1964, accusant réception de la notification chypriote arrivée le 6 mai 1964, le Conseiller juridique des Nations Unies soulevait les questions suivantes:

"In so far as concerns the succession of Cyprus to the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, I wish to call your attention to the practice of the new States which up to the present have recognized themselves bound by this Convention. In all those instances, the new States assumed the obligations under this Convention in relation to each of the specialized agencies in respect of which the predecessor State had undertaken to apply the Convention prior to their independence. In this connection it is noted that the Government of the United Kingdom in its instrument of accession and in subsequent notifications given prior to the independence of Cyprus, had undertaken to apply the Convention to the following specialized agencies: ILO, FAO, UNESCO, WHO, ICAO, ITU, UPU, WMO, IMCO. Therefore, following the established practice, it would appear appropriate for the Government of Cyprus, in considering itself bound by the Convention, to

(271) Voir sur ce sujet la notification de succession du 26 juin du Nigéria concernant l'OMS, OACI, OIT, OAA, UNESCO, UPU, UTI, OMM, OMCI; la notification de succession du 13 mars 1962 de la Sierra Leone concernant l'OMS, OACI, OIT, OAA, UNESCO, UPU, UIT, OMM, OMCI; la notification de succession du 29 mars 1962 de la Malaisie concernant l'OMS, OAU, OIT, OAA, UNESCO, UPU, UTI, OMCI. La même tactique a été suivie et plus tard par Singapour (notification de succession du 18 mars 1966), la Gambie (notification de succession du 1er août 1966), Malte (notification de succession du 27 juin 1968) et Maurice (notification du 18 juillet 1969) concernant à peu près les mêmes institutions spécialisées.

assume the obligations thereunder in relation to all these specialized agencies”.

De plus, le Conseiller juridique indiquait que Chypre était membre de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, du Fonds monétaire international, de la Société financière internationale et de l'Association internationale pour le développement, auxquels le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas étendu l'application de la convention. Il attirait l'attention du Gouvernement chypriote sur la section 43 de la convention en vertu de laquelle

“tout Etat partie à la présente convention pourra, par une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'engager à appliquer les dispositions de la présente convention à une ou plusieurs autres institutions spécialisées. Ladite notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général”.

Le Ministère des affaires étrangères a trouvé les suggestions du Conseiller juridiques des Nations Unies raisonnables et, après avoir étudié la question avec le Procureur général de la République, il a autorisé, en juillet 1964, son Représentant permanent auprès des Nations Unies à informer le Secrétaire général que Chypre s'engageait à appliquer les dispositions de la convention aux sept institutions spécialisées suivantes: OAA, UNESCO, OMS, OACI, UPU, OMM, et OMCI. Ainsi, Chypre s'était engagé à appliquer la convention à toutes les institutions spécialisées auxquelles le Royaume-Uni appliquait la convention pour le compte de Chypre.

Par une communication du 23 juillet 1964, le Secrétariat des Nations Unies a informé les parties intéressées que Chypre se considérait liée par ladite convention à l'égard des institutions spécialisées suivantes: OMS, OACI, OIT, OAA, UNESCO, UIT, OMM, OMCI, UPU, à partir du 6 mai 1964. La date du 6 mai 1964 concernait en particulier l'UIT et OIT et d'une façon rétroactive les autres institutions spécialisées mentionnées ci-dessus.

vii) *Convention sur la nationalité de la femme mariée*

Déjà, depuis le 28 février 1961 par la lettre LE 242 adressée au Ministère des affaires étrangères de Chypre, le Secrétariat des Nations Unies avait posé la question de l'applicabilité à Chypre de la Convention sur la nationalité de la femme mariée (signée à New York le 20 février 1957) en vertu de son extension à l'île par le Gouvernement du

Royaume-Uni le 18 mars 1958. Trois ans plus tard, par la lettre LE 213 en date du 20 mai 1964, le Conseiller juridique de l'ONU demandait encore une fois au Gouvernement de Chypre d'être informé sur la décision prise par lui à l'égard de cette convention.

Le Ministère des affaires étrangères a posé la question au Ministère de l'intérieur et au Procureur général, mais la réponse a beaucoup tardé; la raison était l'absence de loi sur la nationalité de la femme mariée promulguée seulement le 28 juillet 1967. En mars 1971, le Procureur général a fait savoir au Ministère des affaires étrangères que la Convention sur la nationalité de la femme mariée continuait de lier la République vu l'absence de dispositions contraires à la loi nationale chypriote réglant la matière.

Par une notification de succession reçue par le Secrétaire général des Nations Unies, le 26 avril 1971, le Ministère des affaires étrangères déclarait que la République de Chypre se considérait liée par ladite convention en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre. Cette notification de succession a été communiquée aux parties intéressées par une lettre du Directeur des affaires juridiques générales C.N. 67. 1971, Treaties-1 en date du 10 mai 1971.

b) *Traités conclus sous les auspices de la Société des Nations*

L'annexe au mémoire, soumis en décembre 1959 par la délégation britannique à la Commission mixte de Londres, mentionnait douze conventions multilatérales de la Société des Nations; après la dissolution de cette dernière, le Secrétaire général des Nations Unies en est devenu dépositaire. Ces conventions sont les suivantes:

Convention concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Genève, 23 septembre 1936;

Protocole relatif à un cas d'apatridie. La Haye, 12 avril 1930;

Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. La Haye, 12 avril 1930;

Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. La Haye, 12 avril 1930;

Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole. Genève, 7 juin 1930;

Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et Protocole. Genève, 19 mars 1931;

Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, 20 avril 1921;

Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, 20 avril 1921;⁽²⁷²⁾

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, 20 avril 1921;

Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes, et Protocole de signature. Genève, 9 décembre 1923;

Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec Protocole — Annexe. Genève, 30 mars 1931;

Convention pour la simplification des formalités douanières et Protocole. Genève, 3 novembre 1923.

Le Gouvernement de Chypre, après avoir étudié ces conventions, sans que le Conseiller juridique des Nations Unies lui envoie une lettre à ce sujet a informé le Secrétaire général de l'Organisation qu'il se considérait lié par les six conventions examinées ci-dessous.

i) *Convention pour la simplification des formalités douanières et Protocole*

La question de l'application de cette convention, signée à Genève le 3 novembre 1923, a été soulevée, pour la première fois en 1963, lors de la désignation de la Chambre de commerce et de l'industrie chypriote, qui a remplacé la Chambre du commerce chypriote et la Fédération du commerce et de l'industrie, par le Ministère du commerce et de l'industrie comme seul organisme compétent pour la délivrance de certificats d'origine, conformément à l'article 11 paragraphe 2 de la Convention.⁽²⁷³⁾ Il fallait donc communiquer cette décision au Secrétaire général des Nations Unies pour qu'il informe tous les Etats intéressés. Préalablement à cette communication, ⁽²⁷⁴⁾ le Gouvernement chypriote

(272) La liste britannique soumise à la Commission mixte de Londres ne mentionnait pas le Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international du 20 avril 1921 qui en effet a été étendu à Chypre le 2 août 1922 (*U.N. Doc. ST/LEG/SER. D/3*, p. 404).

(273) Le paragraphe 2 déclare que "Les certificats d'origine peuvent émaner, non seulement des autorités officielles des Etats contractants, mais aussi de tous organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auraient été préalablement agréés par chacun des Etats intéressés. Chaque Etat contractant communiquera aussi tôt que possible, au Secrétariat de la Société des Nations, la liste des organismes qu'il aura habilités pour la délivrance des certificats d'origine. Chaque Etat se réserve le droit de retirer son agrément à l'un quelconque des organismes ainsi notifiés, s'il constate que cet organisme a émis indûment lesdits certificats".

(274) La communication au Secrétaire général a été faite par une note No. 108 du 28 mars 1963 de la Délégation permanente de Chypre auprès de l'ONU.

devait examiner s'il se considérait lié par ladite convention. A cet effet, le Ministère des affaires étrangères a référé la question au Procureur général de la République et au Ministère des finances; ceux-ci ont répondu que la convention s'appliquait à Chypre et que par conséquent, la République se considérait comme liée.

Par la note No. 108 du 26 avril 1964, le Secrétaire général des Nations Unies a été informé que le Gouvernement chypriote se considérait lié par la Convention pour la simplification des formalités douanières dont l'application avait été étendue à Chypre, avant son indépendance, par le Gouvernement du Royaume-Uni, le 29 août 1924.⁽²⁷⁵⁾ Accusant réception de cette note, le Secrétaire général a remarqué que la notification, comme il l'entendait, se référait aussi au Protocole de la Convention de 1923 et que le consentement d'être lié par une convention ou un traité devait avoir la forme d'un instrument, signé par le Chef de l'Etat ou le Ministre des affaires étrangères; dans le cas où cet instrument était rédigé par leur représentant, les pleins pouvoirs étaient nécessaires. Vu ces remarques, le Ministre des affaires étrangères a confirmé, le 6 juin 1964, que le Représentant permanent de Chypre auprès de l'ONU avait été dûment autorisé à faire la notification susmentionnée et que la notification du 26 avril 1964 se référait aussi au Protocole de la convention.

Pour ce qui est des Etats tiers, il est à rapporter que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne par une note du 12 novembre 1963 de son Ambassade à Chypre a demandé d'être informé si le Gouvernement de Chypre se considérait comme lié par la convention pour la simplification des formalités douanières en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre et si celle-ci était appliquée par les autorités douanières. Le Gouvernement allemand a été informé de la continuité d'application de la convention à Chypre, par une note du Ministère des affaires étrangères en date du 16 janvier 1964.

ii) *Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature*

En septembre 1964, le Ministère des affaires étrangères était informé par la compagnie "Cyprus Sea Cruises" que les autorités du port de Brindisi avaient refusé d'appliquer au s/s "KYPROS" les tarifs préférentiels concernant les charges du port. En même temps, les avocats de la compagnie "Vinti Freighters Ltd" informaient le Ministère des

(275) "Order in Council" 16/1925, *Cmnd.* 2347.

affaires étrangères que les autorités du port de Gênes insistaient pour encaisser le double des droits d'ancrage pour le s/s "MARIANELLA".

Le Ministère des affaires étrangères a tout de suite soumis la question au Ministère des communications et des travaux publics, leur suggérant de trouver la solution du problème dans la Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes, signée à Genève le 19 décembre 1923, et étendue à Chypre le 22 septembre 1925 par le Royaume-Uni; ceci compte tenu du désir exprimé par le Gouvernement italien de conclure un accord séparé pour régler les relations maritimes entre Chypre et l'Italie. Le Ministère des communications en collaboration avec le Bureau du Procureur général a affirmé la volonté de la République de continuer à appliquer ladite convention et emis des doutes sur la valeur d'un accord séparé conclu avec l'Italie pour le règlement des relations maritimes.

Le Ministère des affaires étrangères, par une note du 5 novembre 1964, a notifié au Secrétaire général des Nations Unies que la Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes continuait de lier la République de Chypre en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. Cette notification a été reçue au Secrétariat des Nations Unies, le 9 novembre 1964;⁽²⁷⁶⁾ à partir de cette date, toutes les parties intéressées ont été informées que la République de Chypre assumait tous les droits et obligations découlant de la convention.

Cette déclaration de continuité a facilité la solution de différents problèmes posés aux bateaux chypriotes. Dès 1964, les autorités américaines ont permis au bateau chypriote "SALAMIS" de partir des Etats-Unis sans payer la taxe spéciale dûe de \$5.000. En 1965, sur la même base du respect des obligations découlant de la Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes, les autorités de l'Argentine ont été priées de ne pas appliquer aux bateaux chypriotes le double tarif d'ancrage comme c'était le cas pour les bateaux britanniques.

Pour ce qui est de l'Italie, le problème n'a trouvé sa solution qu'en 1966. Après la déclaration de continuité faite par le Gouvernement chypriote, le Gouvernement italien était d'avis qu'il fallait, conformément à la loi nationale italienne, conclure un accord réciproque sous la forme d'un échange de notes. Cette solution posait encore la question de la rétroactivité de l'accord sur laquelle les deux gouvernements n'étaient pas d'accord. Finalement, par une note du 2 mai 1966 de l'Ambassade d'Italie à Nicosie, le Gouvernement chypriote apprenait

(276) Note du Secrétaire général LE 213 du 16 novembre 1964.

que les dispositions de la Convention de 1923 concernant les taxes portuaires⁽²⁷⁷⁾ s'appliquaient aux bateaux chypriotes à partir du 9 novembre 1964, date de la notification de succession chypriote, et que le Gouvernement italien n'estimait pas nécessaire la conclusion d'un accord bilatéral.

- iii) *Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole; Convention relative au droit de timbre en matière de chèques et Protocole*

La question de l'application de la première convention, signée à Genève le 7 juin 1930 a été soulevée par la Banque centrale qui a adressé une lettre à cet effet au Ministère des affaires étrangères. Le Procureur général de la République, à qui la question a été référée pour avis, a remarqué que la convention s'appliquait à Chypre depuis le 18 juillet 1936 et que, par conséquent elle était en vigueur en vertu de la clause de dévolution du traité relatif à la création de la République de Chypre. Lors de sa notification⁽²⁷⁸⁾ au Secrétaire général des Nations Unies, la République de Chypre, annonçant sa décision de se considérer comme liée par ladite convention, a fait savoir qu'elle s'appliquait sous la réserve des limitations de la Section D du Protocole de la convention. Le Secrétaire général accusant réception de la note du Ministère des affaires étrangères a enregistré cette réserve qui limite l'obligation aux lettres de change présentées ou payables ailleurs que dans le pays intéressé. C'est avec cette limitation que le Royaume-Uni avait étendu la convention à Chypre.⁽²⁷⁹⁾

L'étude de la continuité de la deuxième convention, signée à Genève le 19 mars 1931, est due à l'initiative du Ministère des affaires étrangères. Ce dernier constatant que l'extension de la Convention relative au droit

(277) L'article 2 de la convention dispose comme suit: "Subject to the principle of reciprocity and to the reservation set out in the first paragraph of article 8, every contracting State undertakes to grant the vessels of every other contracting State equality of treatment with its own vessels, or those of any other State whatsoever, in the maritime ports situated under its sovereignty or authority, as regards freedom of access to the port, the use of the ports, and the full enjoyment of the benefits as regards navigation and commercial operations which it affords to vessels, their cargoes and passengers.

The equality of treatment thus established shall cover facilities of all kinds, such as allocation of berths, loading and unloading facilities, as well as dues and charges of all kinds levied in the name or for the account of the Government, public authorities, concessionaries or undertakings of any kind".

(278) Note du Ministère des affaires étrangères en date du 20 février 1968.

(279) En général, le Royaume-Uni a étendu la convention à nombre de ses territoires

de timbre en matière de chèques a eu lieu à la même date que la convention susmentionnée, à savoir le 18 juillet 1936, et que leurs matières sont relatives, a soumis la question de la succession de la République au Procureur général. L'examen de la convention par le Procureur général a conduit à la déclaration de sa continuité en vertu de la clause de dévolution du traité relatif à la création de la République de Chypre.

iv) *Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité; Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité*

L'application de la convention à Chypre a été étendue le 6 avril 1934, tandis que le Protocole s'appliquait depuis le 14 janvier 1932. En 1969 le Ministère des affaires étrangères a pris l'initiative de soumettre tant la convention que le Protocole à l'examen du bureau du Procureur général de la République. Celui-ci, après avoir comparé les dispositions de ces deux instruments internationaux avec la législation chypriote sur la nationalité a trouvé que leur application pouvait s'avérer utile à trouver une solution aux différents litiges internationaux sur des questions de nationalité.

Par une note en date du 5 mars 1970, le Ministère des affaires étrangères a notifié au Secrétaire général des Nations Unies que la République de Chypre se considérait liée par la Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité et le Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité, signés tous deux à La Haye le 12 avril 1930, en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre.

2. *Conventions du Conseil de l'Europe*

La liste britannique contenait une seule convention du Conseil de l'Europe qui a fait l'objet d'une extension à Chypre par le Royaume-Uni. Cette convention nous permettra d'étudier, tout d'abord, la posi-

dépendants avec cette limitation. Toutefois, la Malaisie et Malte dans leurs notifications de succession au Secrétaire général n'ont pas fait mention de la limitation, mais on peut présumer qu'ils entendaient que la convention continue de s'appliquer dans les mêmes conditions qu'avant l'indépendance. (v. *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 89).

Par contre, Fidji et les Tonga ont fait des notifications de succession à la Convention en précisant qu'ils maintenaient la limitation sous réserve de laquelle l'application de la Convention avait été étendue à leurs territoires respectifs avant leur accession à l'indépendance. (v. *U.N. Doc. A/9610*, p. 182).

tion prise, à son égard, par le Gouvernement de Chypre et, en deuxième lieu, de connaître la politique du Conseil de l'Europe vis-à-vis du problème de la succession d'Etats aux traités multilatéraux, dans le cadre de ses propres conventions.

La convention en question est la *Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales* signée à Rome le 4 novembre 1950 et ratifiée par le Gouvernement du Royaume-Uni le 8 mars 1951. Par une lettre 61/48/53 en date du 23 octobre 1953, le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Europe informait le Secrétaire général du Conseil que "le Gouvernement de Sa Majesté après avoir considéré la possibilité d'extension de la Convention européenne des Droits de l'homme aux territoires pour lesquels il assume la responsabilité des relations internationales déclare (280) que la Convention sera étendue aux territoires dont la liste est annexée à la présente lettre". Chypre figurait parmi les territoires mentionnés dans la liste.

Durant l'époque coloniale, l'application de cette convention à Chypre a fait l'objet de deux requêtes, introduites par la Grèce contre le Royaume-Uni en 1956 et 1957. Par une note en date du 7 octobre 1955 le Gouvernement du Royaume-Uni informait le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, vu ses obligations en vertu de l'article 15, paragraphe 3 de la convention, comme suit:

"A public emergency within the meaning of Article 15(1) of the Convention exists in the following territory for whose international relations Her Majesty's Government in the United Kingdom are responsible.

Cyprus – Certain emergency powers were brought into operation in the Colony of Cyprus on the 16th of July, 1955, owing to the commission of acts of violence including murder and sabotage and in order to prevent attempts at the subversion of the lawfully constituted Government.

The United Kingdom Permanent Representative has the honour to state that under legislation enacted to confer upon them powers for the purpose of bringing the emergency to an end, the Govern-

(280) Cette déclaration a été faite conformément aux dispositions de l'article 63 de la convention qui prévoit dans son premier paragraphe que "Tout Etat peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales".

ment of the Colony of Cyprus have taken and, to the extent strictly required by the exigencies of the situation, have exercised or are exercising powers to detain persons which involve derogating in certain respects from the obligations imposed by Article 5 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms. The United Kingdom Permanent Representative has however the honour to add that all persons now in detention are permitted, in accordance with the provisions of the relevant Regulations, to have their cases reviewed by a Committee under a judicially qualified chairman".⁽²⁸¹⁾

De plus, par une note en date du 13 avril 1956, le Gouvernement du Royaume-Uni donnait cette information supplémentaire:

"*Cyprus* – Certain, further emergency powers were brought into operation in the Colony of Cyprus on the 26th of November 1955, owing to the commission of acts of violence including murder and sabotage and in order to prevent attempts at subversion of the lawfully constituted Government.

The United Kingdom Permanent Representative has the honour to state that under legislation enacted to confer upon them powers for the purpose of bringing the emergency to an end, the Government of the Colony of Cyprus have exercised powers to deport persons from the Colony of Cyprus to the Colony of Seychelles; and the Government of the Colony of Seychelles have taken and to the extent strictly required by the exigencies of the situation are exercising powers to detain those persons, which involve derogating in certain respects from the obligations imposed by Article 5 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms".⁽²⁸²⁾

Dans sa première requête,⁽²⁸³⁾ introduite le 7 mai 1956, le Gouvernement hellénique soutenait que la dérogation aux dispositions de la convention, notifiée par le Gouvernement britannique au sujet de Chypre sur la base de l'article 15 de la convention, n'était pas régulière dans sa forme, et, d'autre part, que les conditions de fond requises par cet article ne se trouvaient pas réunies en l'espèce. Il contestait, en outre, la compatibilité d'une série de lois et règlements d'exception en vigueur à Chypre avec les prescriptions de la convention.

(281) Voir Commission européenne des Droits de l'Homme, Documents et Décisions 1955-1957, Martinus Nijhoff, La Haye, 1959, p. 49.

(282) *Ibid.*, p. 50.

(283) Requête No. 176/56.

Déclarée recevable le 2 juin 1956, la requête fut soumise à une Sous-Commission de sept membres chargée d'établir les faits et de rechercher un "règlement amiable de l'affaire".⁽²⁸⁴⁾ Une fois l'enquête effectuée par la Sous-Commission, dont certains membres s'étaient rendus à Chypre, la Commission a établi son rapport. Entre-temps, certaines des mesures incriminées avaient été suspendues et, finalement, en 1959, les accords de Zürich et de Londres réglèrent le problème de Chypre. En avril 1959, sur proposition conjointe de la Grèce et du Royaume-Uni, le Comité des Ministres décida qu'il n'y avait plus lieu de donner suite à l'affaire.

Dans sa seconde requête,⁽²⁸⁵⁾ introduite le 17 juillet 1957 le Gouvernement grec faisait état de 49 cas de "tortures ou seices équivalant à des tortures", qui, selon lui, s'étaient produits à Chypre et dont il jugeait le Gouvernement britannique responsable. La requête fut déclarée recevable quant à 29 des cas évoqués. La Sous-Commission entendit à deux reprises les parties. Mais là encore, à la suite des accords de Zürich et de Londres, la Commission a décidé, à la demande conjointe des Gouvernements grec et britannique, de mettre fin à la procédure, sans examen du fond. La Commission adressa un rapport⁽²⁸⁶⁾ au Comité des Ministres, lequel décida, en décembre 1959, de ne donner aucune suite à l'affaire.⁽²⁸⁷⁾

Pour sa part la République de Chypre, après son accession à l'indépendance, en 1960, a adhéré au Statut du Conseil de l'Europe, le 24 mai 1961, et par conséquent, a pris en considération un certain nombre des conventions du Conseil afin d'établir des liens conventionnels avec les autres Etats membres du Conseil de l'Europe. Parmi les conventions étudiées par le Bureau du Procureur général se trouvait la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950.

L'avis du Procureur général était que la République devait adhérer conformément aux dispositions de la Constitution chypriote. La procédure constitutionnelle impliquait une décision du Conseil des Ministres de signer la convention et une ratification ultérieure par la Chambre des Représentants. En effet, par sa Décision No. 1325, paragraphe 10 du

(284) Articles 28 et 29 de la convention.

(285) Requête No. 299/57.

(286) Les rapports de la Commission relatifs à ces deux affaires n'ont pas été publiés.

(287) Pour ces deux requêtes interétatiques voir Annuaire de la Convention européenne des Droits de l'Homme, Commission et Cour européennes des Droits de l'Homme 1958-1959, M. Nijhoff, La Haye, 1960, pp. 175-181.

9 novembre 1961, le Conseil des Ministres autorisait le Ministre des affaires étrangères à signer la convention. La signature a eu lieu le 16 décembre 1961, la Chambre des Représentants chypriotes a passé la loi concernant la Convention des Droits de l'Homme, le 10 mai 1962, et la République a ratifié la convention, le 6 octobre 1962.

On se demande pourquoi le Gouvernement de Chypre n'a pas préféré la voie de succession du fait que la convention avait été étendue à Chypre par le Royaume-Uni et la République remplissait en 1961 la première condition posée par l'article 66 paragraphe 1 de la convention (une des cinq conventions du Conseil de l'Europe qui n'est pas ouverte à l'adhésion d'Etats non Membres),⁽²⁸⁸⁾ c'est-à-dire d'être Membre du Conseil de l'Europe. Les raisons qui ont conduit le Gouvernement de Chypre à adhérer à la convention de Rome peuvent être considérées comme étant d'ordre politique et juridique. Du point de vue politique, l'importance de la Convention des Droits de l'Homme exigeait du Gouvernement de s'engager, par ses dispositions, d'une manière forte, qui est la signature et la ratification de la convention comparée à une simple notification de succession. Du point de vue juridique, la teneur de l'article 66, paragraphe 3 qui prévoit "Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification" était tout à fait claire, ne laissant pas de doutes sur la voie à suivre.

(288) Par leur substance et par leur mécanisme d'application elles sont étroitement liées à l'organisation du Conseil de l'Europe et de ses membres.

Ces conventions sont les suivantes:

- i) Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales;
- ii) Charte sociale européenne;
- iii) Convention européenne d'établissement;
- iv) Convention européenne d'établissement des sociétés;
- v) Convention européenne pour le règlement pacifique des différends.

A l'exception de la Charte sociale, chacune de ces conventions prévoit expressément que tout Etat cessant d'être membre du Conseil cessera *ipso facto* d'être partie à la convention. Toutes les autres conventions sont ouvertes à l'adhésion d'Etats non membres. Mais elles le sont à des degrés différents.

Certaines conventions stipulent que tout pays non membre du Conseil peut adhérer à ces conventions sous réserve de l'accord préalable du Comité des Ministres. Tel est le cas de l'Arrangement sur l'échange de programmes au moyen de films de télévision (article 8, paragraphe 1) et de l'Accord sur la protection des émissions de télévision (article 9, paragraphe 1). D'autres conventions stipulent que le Comité des Ministres peut inviter tout Etat non membre à devenir partie à ces conventions par adhésion. Tel est le cas de la Convention européenne d'extradition (article 30, paragraphe 1), et de la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités (article 11, paragraph 1).

Deux ans plus tard, pour satisfaire à une formalité de procédure sans conséquence, le Gouvernement du Royaume-Uni par une lettre de son Représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe en date du 9 juin 1964, informait le Secrétaire général, Mr. Smithers, que certains territoires, dont le Royaume-Uni assurait la responsabilité des relations internationales et auxquels la Convention des Droits de l'Homme avait été étendue par sa déclaration du 23 octobre 1953, avaient accédé depuis lors à l'indépendance⁽²⁸⁹⁾ et par conséquent

“the responsibilities which Her Majesty's Government assumed under the Human Rights Convention on behalf of those countries lapsed on the date indicated”.⁽²⁹⁰⁾

Venons en maintenant à la position prise par le Conseil de l'Europe vis-à-vis du problème de la succession d'Etats aux traités multilatéraux. Ce dernier a été soulevé par le Gouvernement de Malawi à propos de cette même convention.

Par une lettre EA/50/13/05 en date du 26 janvier 1968 le Ministère des affaires étrangères du Malawi informait le Secrétaire général du Conseil de l'Europe que la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales avait été étendue à l'ancien protectorat du Nyassaland par le Royaume-Uni le 23 octobre 1953; elle continuait de s'appliquer au Malawi en vertu des termes et conditions des déclarations faites par ce dernier au Secrétaire général des Nations Unies le 24 novembre 1964 et le 5 janvier 1966 respectivement, au sujet des traités qu'il avait hérités. Aux termes de ces déclarations, le Malawi affirmait qu'il continuerait à se considérer lié, sur une base de réciprocité, vis-à-vis des autres Etats parties à tout traité multilatéral, y compris la présente convention appliquée à l'ancien Nyassaland, jusqu'au moment où il notifierait au dépositaire de ce traité soit son adhésion formelle, soit son intention de ne plus être lié par ses dispositions. La lettre continuait:

“In considering what action to take in regard to this Convention, the Government of Malawi is aware that the Convention was designed to be primarily applicable to States on the European Continent, and indeed only such States were able to ratify it. However, the status of dependent territories to which this Convention was

(289) La lettre donnait une liste des Etats avec la date de leur indépendance.

(290) La même déclaration a été faite pour d'autres colonies qui ont accédé plus tard à l'indépendance. Lettre du 12 juin 1969 de la délégation permanente du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Europe concernant Aden, l'île Maurice et le Swaziland.

applied subsequent to their achievement of independence appears to be unclear, and it is on this point that the Malawi Government would appreciate advice”.

Dans sa réponse en date du 4 mars 1968, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a pris la position suivante:

“This Convention was extended to the former Protectorate of Nyasaland by the Government of the United Kingdom on 23rd October 1953. This was done under the terms of Article 63, which provides that a Contracting Party may extend the application of the Convention to ‘all or any of the territories, for whose international relations it is responsible’. *As a result, when Malawi obtained her independence, the Convention automatically ceased to apply to her territory*”. (Nos italiques).

Vu cette réponse le Président du Malawi, en mai 1968, a adressé une lettre au Secrétaire général du Conseil de l'Europe dans laquelle il déclarait:

“Au nom du Gouvernement du Malawi, j'ai l'honneur de vous informer, en votre qualité de dépositaire de cette convention, qu'à dater de ce jour, le Malawi ne se considère plus lié par les termes et conditions de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950; il estime que tout lien juridique qui incombait au Malawi en raison de la ratification de ladite convention par le Royaume-Uni doit être considéré comme ayant pris fin à dater de ce jour. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir notifier la décision du Gouvernement du Malawi en la matière aux autres Etats parties à cette convention”.(291)

Le commentaire(292) fait par le Directeur des affaires juridiques en transmettant la communication ci-dessus aux parties intéressées est caractéristique de l'attitude du Conseil de l'Europe prise à l'égard de cette position du Gouvernement du Malawi. Ce commentaire était le suivant:

“La présente communication est faite à la demande du Président de la République du Malawi; elle ne doit pas être interprétée

(291) Annexe à la lettre J/3570 du 2 juillet 1968 de la Direction des affaires juridiques du Conseil de l'Europe adressée aux Parties contractantes à la Convention des Droits l'Homme.

(292) Voir lettre J/3570 du 2 juillet 1968. La notification du Malawi est aussi mentionnée dans le U.N. Doc. A/CN. 4/224, p. 54.

comme une confirmation, par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, du point de vue selon lequel la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales a continué de s'appliquer au Malawi en vertu des termes et conditions des déclarations faites par cet Etat au Secrétaire général des Nations Unies le 24 novembre 1964 et le 5 janvier 1966".

Les archives du Conseil de l'Europe décèlent que, le Conseil n'a jamais eu, jusqu'à ce jour, de cas de notification de succession de la part de ses membres. Cependant, dans certains cas un des Etats membres, ayant accédé à l'indépendance et dont le territoire a été le champ d'application d'un accord ou d'une convention ratifié par l'Etat responsable de ses relations internationales, a néanmoins signé et ratifié la convention ou l'accord en question. Le cas de Chypre, examiné plus haut, et celui de Malte, qui a aussi signé et ratifié le 23 janvier 1967 la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en sont une preuve.

3. *Conventions de Bruxelles sur le droit maritime*

Le Royaume-Uni a étendu à sa colonie trois des onze⁽²⁹³⁾ conventions, conclues à Bruxelles jusqu'en 1960, année de l'indépendance de Chypre. Deux, le 1er février 1913, à savoir la Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes⁽²⁹⁴⁾ et la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage⁽²⁹⁵⁾ conclues à Bruxelles le 23 septembre 1910 et une le 2 juin 1931, à savoir la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance⁽²⁹⁶⁾ conclue à Bruxelles le 24 août 1924.

En 1964, le Gouvernement belge, dépositaire des conventions, a envoyé⁽²⁹⁷⁾ au Ministère des affaires étrangères de Chypre le volume contenant les textes des conventions de Bruxelles pour faciliter leur étude en vue d'une éventuelle adhésion de Chypre à un certain nombre d'entre elles. Le Ministère des affaires étrangères a soumis la question au Ministère des communications et des travaux pour qu'il se prononce sur l'applicabilité à Chypre des trois conventions susmentionnées. Il

(293) Le nombre aujourd'hui s'élève à seize conventions.

(294) *Treaty Series* 4 (1913), *Cmnd.* 6677.

(295) *Treaty Series* 4 (1913), *Cmnd.* 6677.

(296) *Treaty Series* 17 (1931), *Cmnd.* 3806.

(297) Note de l'Ambassade de la Belgique du 30 juin 1964.

semble que des difficultés d'ordre technique n'ont pas encore permis au Gouvernement de Chypre de fixer sa position à cet égard.

4. *Autres Conventions*

a) *Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes*

Par note du 14 août 1967, l'Ambassade suisse à Chypre a informé le Ministère des affaires étrangères de Chypre que Malte, en vertu d'une déclaration d'application effectuée en son temps par le Royaume-Uni se considérait liée, avec effet au 21 septembre 1964, date de l'accession de ce pays à l'indépendance, par la Convention de Berne, du 26 septembre 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes et demandait au Ministère

“de bien vouloir lui faire savoir si la République de Chypre se considère encore liée à la convention précitée, communication qui, dans l'affirmative, sera notifiée aux Gouvernements des Etats intéressés”.

Le Procureur général, après avoir étudié la convention, a constaté qu'elle avait, en son temps, été déclarée applicable en vertu de son article 3 et effectivement étendue à Chypre, le 4 janvier 1910,⁽²⁹⁸⁾ par le Royaume-Uni, qui pour son compte, avait adhéré à la convention, le 28 décembre 1908. En vertu de cette légalité internationale et interne, le Procureur général déclara que la convention continuait à lier la République.

Par note en date du 22 février 1968, le Ministère des affaires étrangères a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Chypre que

“le Gouvernement de la République considère que la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, du 26 septembre 1906 continue à lier la République de Chypre en vertu de la clause de dévolution de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre et des dispositions du droit public international régissant la succession d'Etats”.

D'autre part, le Département politique fédéral suisse a porté à la connaissance des pays parties à la convention la déclaration de continuité de la République de Chypre par notification en date du 16 août 1968.

(298) La convention figure sur la liste britannique et a été publiée dans le *Treaty Series* No. 4 (1909), *Cmnd.* 4530.

De plus, le Gouvernement suisse, en sa qualité d'Etat dépositaire de cette convention, s'est adressé à un certain nombre d'Etats, où la convention avait en son temps été déclarée applicable en vertu de son article 3, pour s'assurer qu'ils se considéraient encore liés par elle. Il est intéressant de se référer aux réponses reçues au Département politique fédéral.⁽²⁹⁹⁾ Elles montrent bien la pratique des différents Etats ex-coloniaux au sujet de la succession d'Etats à l'égard de la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

Indonésie

Par note du 6 décembre 1967, le Département des affaires étrangères de la République d'Indonésie a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Djakarta que le Gouvernement de la République d'Indonésie ne se considère pas lié par la convention sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes du 26 septembre 1906.

Sénégal

Par note du 29 décembre 1967, le Ministère des affaires étrangères de la République du Sénégal a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Dakar ce qui suit: "Le Gouvernement sénégalais se considère toujours lié à Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, conclue le 26 septembre 1906. En conséquence, la déclaration d'application à l'égard du Sénégal faite, à l'époque, par l'ancienne métropole, c'est-à-dire la France, reste valable".

Israël

Dans sa note du 17 avril 1968, parvenue au Département politique fédéral le 19 du même mois, l'Ambassade d'Israël, se conformant à ce qu'il considère comme la correcte interprétation du droit international en l'espèce, n'a pas estimé que l'Etat d'Israël, en tant qu'Etat souverain, était lié par les mesures prises par la Grande-Bretagne par rapport à la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune), signée à Berne le 26 septembre 1906. Par contre, le Gouvernement d'Israël a décidé le 10 décembre 1967 d'adhérer à ladite convention.

(299) Lettres circulaires du service juridique p.o. 411.29 du 16 août 1968 et du 4 juillet 1969.

Gambie

Par note du 28 mai 1969, le Ministère des affaires étrangères de la Gambie a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Dakar ce qui suit: "The British Government acceded to the Berne Convention of 1906 on behalf of the Government of The Gambia. By exchange of Letters between the Government of The Gambia and the Government of the United Kingdom this Government undertook to honour all international obligations validly entered into on its behalf prior to Independence. This Exchange of Letters was registered at the United Nations. The Government of The Gambia is therefore a party to the Berne Convention for the prohibition of the Use of Yellow Phosphorus in the Manufacture of Matches".

Mali

Par note du 8 juin 1969, le Ministère des affaires étrangères de la République du Mali a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Dakar que le Gouvernement du Mali se considérait encore lié par la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes conclue à Berne le 26 septembre 1906.

Mauritanie

Par note du 13 juillet 1968, le Ministère des affaires étrangères de la République islamique de Mauritanie a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Dakar que le Gouvernement mauritanien se considérait toujours lié par la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes conclue à Berne le 26 septembre 1906 dont l'application avait été étendue à son territoire avant l'indépendance.

Côte d'Ivoire

Par note du 27 septembre 1968, le Ministère des affaires étrangères de la République de la Côte d'Ivoire a fait savoir à l'Ambassade de Suisse à Abidjan que, la France ayant signé et ratifié à l'époque la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes du 26 septembre 1906 et l'ayant déclarée applicable à certains anciens territoires sous son administration, la Côte d'Ivoire se considérait toujours liée par ladite convention.

Madagascar

Par note du 12 août 1968, le Ministère malgache des affaires étrangères a remis à l'Ambassade de Suisse à Tananarive une déclaration, portant la même date, aux termes de laquelle la République malgache se considérait liée par la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, conclue à Berne le 26 septembre 1906, dont l'application avait été étendue à Madagascar par une déclaration effectuée en son temps par la France.

Maurice

Se référant à la déclaration déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de Maurice relative aux droits et obligations résultant de traités dont l'application avait été étendue à Maurice par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Ministère des affaires étrangères, du tourisme et de l'émigration a notifié au Gouvernement suisse par note du 12 août 1970, adressée à l'Ambassade de Suisse à Addis Abeba, que le Gouvernement mauricien, après examen de la Convention internationale sur l'interdiction du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes du 26 septembre 1906, se considérait lié par ladite convention à partir du 12 mars 1968, date de l'accession de Maurice à l'indépendance.

Il est à remarquer que deux pays, l'Indonésie et Israël, ont déclaré qu'ils ne se considéraient pas liés par la convention, le dernier motivant sa décision par le principe de souveraineté. D'autre part, seule la République de Chypre a motivé sa décision par des considérations juridiques, la Gambie s'étant bornée à déclarer que la raison pour laquelle elle se considérait comme partie à la convention était le fait que par échange de lettres entre le Gouvernement de la Gambie et celui du Royaume-Uni, le premier avait assumé d'honorer toute obligation internationale contractée à son égard avant l'indépendance. Toutefois, le trait commun est que lesdits Etats se considèrent comme étant parties à la convention⁽³⁰⁰⁾ à partir de leur accession à l'indépendance

(300) Conformément aux notifications qui ont été adressées au dépositaire, le champ d'application de la convention comprend les Etats et Territoires suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, France (Afrique occidentale française,

soit: le Sénégal dès le 20 août 1960, Chypre dès le 16 août 1960, la Gambie dès le 18 février 1965, le Mali dès le 22 septembre 1960, la Mauritanie dès le 28 novembre 1960, la Côte d'Ivoire dès le 7 août 1960, Madagascar dès le 26 juin 1960 et Maurice dès le 12 mars 1968.

b) *Protocole du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques*

Par une lettre du 27 juillet 1966, le Président du Comité international de la Croix Rouge faisait appel au Gouvernement de Chypre afin d'étudier la possibilité de devenir partie contractante au Protocole de Genève de 1925. Le Ministère des affaires étrangères, en informant le Procureur général que le Royaume-Uni avait déposé son instrument de ratification au nom de l'Empire britannique le 9 avril 1930, lui demandait de se prononcer sur l'applicabilité du Protocole⁽³⁰¹⁾ à Chypre en vertu de la théorie de succession d'Etats. La réponse du Procureur général étant dans l'affirmative, le Ministère des affaires étrangères, par une note du 21 novembre 1966, a notifié au Gouvernement français, dépositaire du Protocole, que le Gouvernement de la République de Chypre se considérait, en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre, lié par le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925 et étendu à Chypre le 9 avril 1930.⁽³⁰²⁾

Jusqu'en 1966 les pays suivants ont notifié à la France leur adhésion au titre de la succession d'Etat au Protocole: le Pakistan, 9 juin 1960, le Ruanda, 25 juin 1965, la Gambie, 16 novembre 1966. De la même façon après 1966, le Gouvernement du Niger notifiait au Gouvernement français, le 18 mars 1967, qu'il se considérait lié par la signature jadis apposée par la France au bas du Protocole de 1925. Le 28 juillet 1970,

Nouvelle Calédonie, Possessions de l'Océanie, Ile de la Réunion, Côte des Somalis, Tunisie), Gambie, Grande-Bretagne (Protectorat britannique d'Afrique orientale, Gibraltar, Nigéria du Sud, Seychelles, Nigéria du Nord, Iles sous le Vent, Fidji, Côte de l'Or, Sierra Leone, Bermudes, Rhodésie du Sud), Hongrie, Inde, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Sénégal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie. (Notification du Département politique fédéral p.o. 421.29 du 10 novembre 1970).

(301) *Treaty Series* 24 (1930), *Cmnd.* 3604.

(302) Cette notification a pris effet le 12 décembre 1966.

le Gouvernement de la Jamaïque déposait auprès du Gouvernement français un document portant confirmation que les dispositions du Protocole lui étaient applicables au titre de la ratification donnée en 1930, par le Royaume-Uni, à ce Protocole.

Le 9 octobre 1970, le Gouvernement de Malte a notifié au Gouvernement français qu'il se considérait lié, avec effet au 21 septembre 1964, par le Protocole dont les dispositions avaient été étendues à Malte antérieurement à son accession à l'indépendance par le Royaume-Uni. Le Gouvernement de Trinité et Tobago par une note du 9 octobre 1970, reçue le 24 novembre 1970, notifiait au Gouvernement français qu'il se considérait lié par le Protocole dont les dispositions avaient été rendues applicables à son territoire par le Royaume-Uni.

Enfin, en 1971, le Gouvernement de Maurice notifiait au Gouvernement français qu'il se considérait lié depuis le 12 mars 1968, date de l'accession de Maurice à l'indépendance, par le Protocole de 1925. Le Gouvernement d'Indonésie a confirmé par une note du 13 janvier 1971, adressée au Gouvernement français, qu'il demeurait signataire du Protocole, ainsi qu'il a été annoncé par sa délégation, à la 25ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a réaffirmé devant sa Commission politique, que le Gouvernement d'Indonésie acceptait d'adhérer au Protocole de Genève du 17 juin 1925, ratifié en son nom par le Royaume des Pays-Bas, le 31 octobre 1930.

Toutefois, une pratique contraire est témoignée par la position des pays suivants dont l'adhésion a été notifiée aux parties contractantes par la puissance dépositaire: Tanganyika (22 avril 1963), Ouganda (24 mai 1965), Ghana (3 mai 1967), Tunisie (12 juillet 1967), République malgache (2 août 1967), Nigéria (15 octobre 1968)⁽³⁰³⁾ Kenya (6 juillet 1970), Côte d'Ivoire (27 juillet 1970), République centrafricaine (31 juillet 1970), Malawi (14 septembre 1970), Maroc (13 octobre 1970), et Malaisie (10 décembre 1970).

c) *Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien, signée à Varsovie le 12 octobre 1929*

La Convention de Varsovie est un instrument international visant à unifier le droit privé en matière de responsabilité du transporteur

(303) Le Gouvernement du Nigéria en adhérant a fait la réserve suivante: "Le Protocole a obligé le Nigéria que vis-à-vis des Etats effectivement liés par celui-ci, il cessera de lier le Nigéria à l'égard des Etats dont les forces ou dont les forces armées alliées ne respectent pas les interdictions qui font l'objet de ce Protocole".

aérien international. Contrairement à la Convention de Chicago, elle ne limite pas la souveraineté territoriale des Etats.⁽³⁰⁴⁾ L'article 40 de la Convention de Varsovie est important pour cette étude. Il dispose que cette convention s'applique aux "colonies, protectorats, territoires sous mandat ou à tout autre territoire soumis à la souveraineté ou à l'autorité, ou à tout autre territoire sous souveraineté" de l'Etat ratifiant, à moins de déclarations contraires au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion. Sa ratification par le Royaume-Uni a entraîné son application qui est devenue effective à Chypre le 3 décembre 1934 par un "Order of Governor in Council".

Dans ces conditions, et étant donné que l'accession à l'indépendance n'a pas entraîné une modification quelconque du droit interne, il s'ensuit que Chypre est restée partie à la convention.⁽³⁰⁵⁾ Ces considérations juridiques semblent avoir influencé l'attitude du Gouvernement dépositaire et du Royaume-Uni à l'égard de Chypre. Le premier, par l'intermédiaire de sa légation à Athènes, notifiât au Gouvernement de Chypre toutes signatures, adhésions ou déclarations de continuité à la Convention de Varsovie, bien avant sa propre déclaration de continuité.⁽³⁰⁶⁾ Le second, lors de la révision de son "Carriage by Air (Parties to the Convention) Order" a fait part de son intention, au Gouvernement chypriote, d'inclure Chypre dans l'Annexe.⁽³⁰⁷⁾ Il en résulte que la République de Chypre était considérée par les deux comme partie à la convention, du fait qu'elle n'avait pas dénoncé expressément les engagements pris antérieurement par le Royaume-Uni en son nom.⁽³⁰⁸⁾

(304) Voir Articles 5, 15, etc. de la Convention de Chicago.

(305) Voir R.H. MANKIEWICZ, "Les nouveaux Etats et les conventions de droit aérien" *A.F.D.I.*, 1961, p. 759. Cf. Tribunal de grande instance de la Seine, 1^{er} février 1960, *Trésor public c. Compagnie Aigle-Azur*, *Revue française de droit* 1960, p. 214. L'idée de la transmission automatique en cas de non-dénonciation a été confirmée par le Tribunal de grande instance de la Seine, dans l'arrêt du 15 juin 1965 au sujet d'un transport aérien de Tunis à Paris. L'arrêt précisait: "Faute de dénonciation par l'Etat qui a accédé à l'indépendance, la convention de Varsovie ratifiée par l'Etat qui avait exercé sur lui son protectorat, doit recevoir application pour un transport aérien entre ces deux Etats qu'on doit qualifier d'international au sens de cette convention". (Cf. *Revue trimestrielle de droit commercial*, 1966, No. 12, pp. 426 et s. et *Revue française de droit aérien*, 1965, p. 466).

(306) Notes de la Légation de la République populaire de Pologne à Athènes adressées au Ministère des affaires étrangères No. 544/5/62 du 27 juin 1962, 544/8/62 du 19 octobre 1962, 4852 1/5/62 du 29 novembre 1962, etc.

(307) Lettre du Haut Commissariat britannique No. POL. 113/1 en date du 21 février 1961 adressée au Ministère des communications et des travaux.

(308) Voir à ce sujet l'amendement non adopté, proposé par Major Beaumont à la

Le 23 avril 1963 par la note No 4712/Aa3, le Ministère des affaires étrangères, sur avis du Procureur général de la République, a informé le Gouvernement polonais que

“the Warsaw Convention, in the Cyprus Government’s view, continues to bind the new Republic of Cyprus since the attainment of its independence, in accordance with the provisions of Article 8 of the Treaty concerning the Establishment of the Republic of Cyprus and according to the Inheritance Rules of the Public International Law”.

Par note No. 73/63 en date du 5 juillet 1963, l’Ambassade de la République populaire de Pologne à Athènes a informé, de son côté, le Ministère des affaires étrangères chypriote que le contenu de sa note du 23 avril 1963 avait été porté par le Gouvernement polonais à la connaissance des parties contractantes à la convention.

Comme la Convention de Varsovie avait été à plusieurs reprises l’objet de décisions judiciaires,⁽³⁰⁹⁾ il convient de remarquer que les

5ème session de la Commission juridique de l’O.A.C.I. en 1949 qui visait à l’introduction dans la Convention de Varsovie de l’article suivant :

“A territory which is subject to the provisions of this Convention through ratification or adherence...will not cease to be subject thereto merely by reason of a change in the status of the territory concerned or of a change of the State responsible for its foreign relations. If a territory for the foreign relations of which a contracting State is responsible, and which is subject to the provisions of this convention, ceased to be a territory for the foreign relations of which such State is responsible, the provisions of this convention will continue to apply to such territory as if no change had occurred until (a) the contracting State concerned shall have denounced this convention with respect of the territory concerned ... or (b) the new State responsible for the foreign relations of the territory concerned shall have denounced this Convention in respect of such territory. In the latter case the State concerned may at the time of denunciation, or at any specific time, give notice of adherence to this Convention in respect of the territory concerned, provided that in the case of a territory, the responsibility for the foreign relations of which is transferred from one contracting State to another contracting State, the provisions of this Convention still apply to such territory, as from the date of such transfer, as if the territory concerned had previously formed part of the State to which responsibility for its foreign relations is transferred”.

(309) Dans l’affaire *Dabrai c. Air India Ltd.*, la Haute Cour de Bombay a admis, dans son arrêt du 17 avril 1953, qu’un transport aérien intervenu en novembre 1947 entre Karachi et Bombay représentait un contrat de transport international et non pas de transport domestique et que les dispositions de la Convention de Varsovie étaient applicables à ce contrat (v. *International Law Reports*, 1953, p. 41). Dans l’affaire *Trésor public c. Air Laos*, le Tribunal de grande instance de la Seine a jugé que l’accident aérien survenu au Laos en juin 1953 au cours d’un vol entre Vientiane et Saïgon était soumis aux règles de la Convention de Varsovie et non aux lois de l’ancienne Indochine française concernant le transport aérien domestique (v. *Journal du droit international* (Clunet), vol. 88 (1961), p. 1104 et *Revue fran-*

tribunaux chypriotes n'ont pas eu l'occasion de se prononcer sur les questions de la continuité et application de la convention à Chypre.

Par ailleurs, pour une meilleure étude comparative, il convient de se référer à la pratique internationale contemporaine. Selon la pratique suivie par le Gouvernement dépositaire de la Convention de Varsovie, les Etats, ayant nouvellement accédé à l'indépendance, se sont vu offrir le choix entre une déclaration de continuité et une déclaration d'adhésion, à la seule différence des effets juridiques respectifs.

La voie de déclaration de continuité a été suivie entre autres par les Etats suivants:

La République du Dahomey, par note en date du 8 juin 1961, et la République du Cameroun, par note en date du 21 août 1961, ont déclaré qu'elles se considéraient comme liées par la Convention de Varsovie, en vertu de la ratification faite par la France, le 15 novembre 1932.

La République de la Côte d'Ivoire, par note en date du 7 février 1962, a confirmé son adhésion⁽³¹⁰⁾ à la convention, ratifiée en son nom par la République française, le 15 novembre 1932. De même, la République du Niger s'est reconnue liée par la convention, par une note en date du 20 février 1962. Le Gouvernement de la République du Congo (Brazzaville), par note en date du 5 janvier 1962, a communiqué au Gouvernement de la République populaire de Pologne qu'il se considérait toujours lié par la Convention de Varsovie et le Protocole de La Haye de 1955, étendus par la France respectivement le 15 novembre 1932 et le 19 mai 1959. Le Gouvernement du Liban, par note en date du 10 février 1962, s'est reconnu toujours lié par la Convention de Varsovie à laquelle les autorités mandataires avaient adhéré le 26 octobre 1933, en son mom.⁽³¹¹⁾

çaise du droit aérien, 1961, p. 276). Dans l'affaire *Leparc et Moise c. Air France*, le Tribunal de grande instance de la Seine a décidé que le Sénégal se trouvait lié par la Convention de Varsovie en vertu de son application au Sénégal avant son accession à l'indépendance (v. *Revue générale de l'air et de l'espace*, vol. 17 (1964), p. 129). En 1964, le Tribunal de première instance de Rabat dans l'affaire *Eccofard c. Air France* a jugé que la Convention de Varsovie continuait de s'appliquer au Maroc après son accession à l'indépendance en vertu des règles générales du droit international et la signature par le Maroc d'un accord de dévolution avec la France (v. *Revue générale de l'air et de l'espace*, vol. 17 (1964), p. 177 et 179). Voir aussi *supra*, note (305) et *infra*, note (311).

(310) Dans la pratique des Etats francophones de l'Afrique les formules "confirme, l'adhésion" et "se considérer comme lié" sont synonymes. Voir à ce sujet D. BARDONNET *op. cit.*, p. 700.

(311) Il est intéressant de mentionner que le tribunal civil de la Seine avait à deux reprises considéré le Liban comme lié par la Convention de Varsovie, bien qu'il n'a pas eu

Le Ministre des affaires étrangères de la République malgache dans une note du 17 août 1962 a porté à la connaissance du Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne que

“le Gouvernement malgache a décidé de se considérer comme lié par la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929 et le Protocole portant modification de cette convention signée à La Haye le 28 septembre 1955 et dont l'application avait été étendue au territoire de la République malgache avant son accession à l'indépendance”.

La République du Congo (Léopoldville), par note en date du 27 juillet 1962 s'est considérée comme liée par la Convention de Varsovie, étendue à son territoire par la Belgique. Par note en date du 9 octobre 1963, le Gouvernement de la Fédération du Nigéria a fait savoir au Gouvernement polonais qu'il se considérait comme lié par les dispositions de la Convention de Varsovie, étendues à son territoire, avant son accession à l'indépendance. Dans le même sens va la notification de succession de la Samoa Occidentale en date du 16 octobre 1963.

Par note en date du 13 avril 1964, le Gouvernement de la République arabe syrienne, après sa séparation de la République arabe unie a déclaré qu'il se considérait comme lié par la déclaration de continuité du 2 mars 1959, faite en son nom par l'Égypte. Par note en date du 1^{er} décembre 1964, la République ruandaise a confirmé son adhésion à la Convention, étendue par la Belgique, avant son accession à l'indépendance. De même, le Gouvernement de la Barbade, par note en date du 8 janvier 1970, a informé le Gouvernement polonais qu'il se considérait comme lié par les dispositions de la Convention de Varsovie, étendues à son territoire par le Royaume-Uni, le 13 décembre 1934. Enfin, par une déclaration en date du 17 février 1970, le Gouvernement de la Zambie a informé le Gouvernement polonais qu'il se considérait lié par la convention qui avait été étendue au territoire du Protectorat de la Rhodésie du Nord par le Royaume-Uni, le 3 décembre 1934.

Par contre, la voie d'adhésion a été suivie par les pays suivants :

Déjà, jusqu'en 1961, le Gouvernement polonais avait accepté les instruments d'adhésion du Pakistan (15 août 1947), d'Israël (8 octobre

une déclaration de volonté à ce sujet; voir Tribunal civil de la Seine, 28 avril 1954, *Veuve Gallais c. Société X*, *Revue française de droit aérien*, 1954, 184 (à propos d'un vol Fort-Lamy Beyrouth); trib. civ. Seine, 14 janvier 1955, *Caisse parisienne de réescompte*, *Revue générale de l'air*, 1955, 61 (à propos d'un vol Paris-Beyrouth).

1949), des Philippines (9 novembre 1950), du Maroc (8 janvier 1958), du Mali (21 janvier 1961), de la Guinée (11 novembre 1961) et de la Haute-Volta (9 décembre 1961).

Après 1961, les pays suivants ont déposé des instruments d'adhésion: la Mauritanie (6 août 1962), l'Ouganda (24 juillet 1963), l'Algérie (2 juin 1964) et le Kenya (7 octobre 1964).

d) *Convention concernant le régime des Détroits, signée à Montreux le 20 juillet 1936*

Cette convention a été étendue à Chypre le 9 novembre 1936, date de sa ratification par le Royaume-Uni. Le Ministère des affaires étrangères, étudiant la liste des conventions que la délégation britannique avait soumise à la Commission mixte de Londres, a pris l'initiative de soulever la question de son application auprès du Procureur général. Le Procureur général, sans motiver son avis, a déclaré que la convention continuait de lier la République. Par la suite, le Ministère des affaires étrangères, dans une note en date du 18 mars 1969, a informé le Gouvernement français que Chypre se considérait lié par la convention concernant le régime des Détroits⁽³¹²⁾ en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre et conformément aux règles de succession du droit international.

Ce qui est intéressant, en tant que réaction d'une partie contractante, c'est l'envoi au Gouvernement de Chypre par le Ministère des affaires étrangères turc⁽³¹³⁾ du 32ème rapport annuel sur le mouvement de navires à travers les Détroits en vertu de l'article 24 de la convention, dont l'alinéa 5 prévoit que

“Le Gouvernement turc adressera au Secrétaire général de la Société des Nations ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes un rapport annuel indiquant les mouvements des bâtiments de guerre étrangers dans les Détroits et fournissant tous renseignements utiles pour le commerce et la navigation maritime et aérienne envisagée dans la présente Convention”.

Cette succession automatique de Chypre à la Convention de Montreux présente un intérêt capital. En effet la question soulevée⁽³¹⁴⁾ est de savoir si le nombre restreint des Etats ayant participé à la négo-

(312) Enregistrée par le Représentant turc le 11 décembre 1936. Voir *Recueil des Traités de la Société des Nations* vol. 173, p. 913.

(313) Note No. 1085/51 du 26 mai 1969 de l'Ambassade turque à Nicosie.

(314) V. *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 58.

ciation d'un traité déterminé,⁽³¹⁵⁾ compte tenu également de l'objet et du but de celui-ci, peut amener à la conclusion que la participation d'un Etat successeur au traité devrait être subordonnée au consentement des autres parties. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un successeur de l'une des parties a le droit de se considérer partie au traité, de son propre chef.

Etant donné qu'aucune réponse claire n'a été fournie sur ce point, lorsque l'on a soutenu que certains Etats avaient le droit, en leur qualité d'Etats successeurs, d'être considérés comme parties à la Convention sur le Canal de Suez, et par conséquent invités à la Conférence de Londres réunissant les usagers de ce canal,⁽³¹⁶⁾ le cas chypriote revêt une importance considérable, marquant la pratique, jusque là inexistante dans ce domaine. Même si on interprète que le consentement des Hautes Parties contractantes à la succession de Chypre à la Convention de Montreux a été donné tacitement, le caractère de la convention, et le fait qu'elle est ouverte à l'adhésion d'autres Etats,⁽³¹⁷⁾ nous amènent à conclure que Chypre avait le droit de devenir partie à la Convention de Montreux, au moyen d'une notification de succession.

e) *Les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre*

Le Ministère des affaires étrangères après avoir étudié l'application en droit de ces conventions⁽³¹⁸⁾ à Chypre, a référé la question de leur continuité au Ministère de la justice et au Procureur général, en exposant sa position: Du fait que l'application des Conventions de Ge-

(315) Peuvent être conclus entre un nombre restreint d'Etats et présenter pourtant un intérêt virtuel pour d'autres Etats, des traités qui instituent un régime en vue de la neutralisation ou de la démilitarisation d'un territoire donné, ou un régime assurant la libre navigation d'un fleuve ou d'un canal international comme c'est le cas avec la Convention relative aux îles d'Aland, la Convention sur le canal de Suez et la Convention de Montreux (*Ibid.*, p. 57). Cf. également le paragraphe 3 de l'article 16 du projet de 1974 de la CDI qui prévoit: "Si, aux termes du traité ou en raison du nombre restreint des Etats ayant participé à la négociation ainsi que de l'objet et du but du traité, on doit considérer que la participation au traité de tout autre Etat exige le consentement de toutes les parties, l'Etat nouvellement indépendant ne peut établir sa qualité de partie au traité qu'avec ce consentement". (*U.N. Doc. A/9610*, p. 145).

(316) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 58.

(317) L'article 27 dispose que la convention est ouverte à l'adhésion de toute Puissance signataire du Traité de paix signé à Lausanne en 1923.

(318) Pour un exposé détaillé sur les problèmes de succession concernant les Conventions de Genève, v. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, pp. 78-139.

nève de 1949 a été étendue à Chypre en 1959 par le "*Geneva Conventions Act (Colonial Territories) Order-in-Council, 1959*",⁽³¹⁹⁾ lesdites conventions continuent à lier la République de Chypre en vertu de l'article 188, paragraphe 1 de la Constitution qui prévoit

"Subject to the provisions of this Constitution and to the following provisions of this Article, all laws in force on the date of the coming into operation of this Constitution shall, until amended, whether by way of variation, addition or repeal, by any law or communal law, as the case may be, made under this Constitution, continue in force on or after that date, and shall, as from that date be construed and applied with such modification as may be necessary to bring them in conformity with this Constitution",

et de l'article 8 du traité relatif à la création de Chypre. A cet égard il faut mentionner que la liste britannique ne contenait pas les Conventions de Genève de 1949.⁽³²⁰⁾

En raison, peut-être, de cette omission, le Procureur général s'était prononcé pour l'adhésion aux Conventions, en motivant son avis de la façon suivante:

"It does not appear that the United Kingdom in so signing the said Conventions signed them and on behalf of all its then dependent territories or that such Conventions were in any way extended to such territories so as to bind them in the international sphere. It is a fact that the purpose of the Geneva Conventions Act, 1957 was to give effect to certain provisions of such Conventions for which implementation in the municipal law was necessary. But from the mere fact that certain provisions of those Conventions were incorporated in our municipal law it cannot be assumed that the Republic is bound by such Conventions or that it became a party thereto. And in the absence of any clear indication that such Conventions were extended to Cyprus so as to be inherited by the Republic under the inheritance provision of Article 8 of the Treaty of Establishment it would be safer if we consider that the Republic has not become a party to such Conventions. If it is intended to accede to the Geneva Conventions it would be necessary to adopt the procedure decided therein for such purpose".

(319) Voir *Gazette officielle* du 1959, supplément 2A, p. 5.

(320) Les Conventions de Genève (*Treaty Series* No. 39 (1957), *Cmnd.* 550) ne contiennent pas de clauses d'application territoriale, mais dans la pratique les Etats contractants les appliquent à tous les territoires dont ils assurent les relations extérieures.

Sur la base de cet avis, le Conseil des Ministres a décidé l'adhésion de la République de Chypre aux quatre Conventions de Genève de 1949, par sa Décision No. 1702 du 22 mars 1962. Par une lettre du 13 mai 1962, reçue par les autorités suisses le 23 mai 1962, le Ministère des affaires étrangères a fait part au Conseil fédéral suisse de la décision de la République d'adhérer aux quatre Conventions de Genève, sous réserve de ratification ultérieure par la Chambre des représentants; ce qui a fait l'objet d'une notification en date du 15 novembre 1962 aux pays liés par lesdites conventions.

Cette réserve mérite notre attention, puisque dans la pratique anglaise "an accession does not require ratification and it is regarded constitutionally as equivalent to, or as comprising, ratification",⁽³²¹⁾

Pourtant l'adhésion sous réserve de ratification est possible.⁽³²²⁾ Cette question a été considérée en 1927 par l'Assemblée de la Société des Nations qui a adopté⁽³²³⁾ une résolution à cet effet:

"The procedure of accession to international agreements given subject to ratification is an admissible one which the League should neither discourage nor encourage. Nevertheless, if a State gives its accession it should know that, if it does not expressly mention that this accession is subject to ratification, it shall be deemed to have undertaken a final obligation. If it desires to prevent this consequence, it must expressly declare at the time of accession that the accession is given subject to ratification".

La ratification de l'adhésion de Chypre aux quatre Conventions de Genève a été donnée par la Chambre des représentants, le 7 juillet 1966, et la loi relative aux conventions a été promulguée et publiée dans la Gazette officielle, le 18 juillet 1966. Par une lettre du 26 juillet 1966, le Ministère des affaires étrangères a informé le Conseil fédéral suisse de l'approbation par la Chambre des représentants de l'adhésion de Chypre aux quatre Conventions de Genève. Le 15 novembre 1966, le gouvernement suisse par une note a accusé réception de la lettre du Ministère des affaires étrangères annonçant la ratification de l'adhésion de Chypre aux Conventions en question, qui a pris effet le 23 novembre 1962.⁽³²⁴⁾

(321) Lord McNair, *The Law of Treaties*, Oxford, 1961, p. 153.

(322) V. ROUSSEAU Ch., *Principes généraux du droit international public*, Vol. I (1944), para. 156.

(323) *Assembly Records*, 1927, *Plenary Meetings*, item 77 (Sept. 23).

(324) V. *R.T.N.U.*, vol. 310, p. 336 à 339. D'après cette procédure l'interruption dans l'application de Conventions de Genève de 1949 commence lors de l'accession à l'indépen-

Au stade antérieur à l'adhésion il faut enregistrer une réaction. Le Gouvernement du Royaume-Uni, en prenant note par la notification du 15 novembre 1962 du Conseil fédéral suisse, de l'adhésion de Chypre aux Conventions de Genève, par une lettre du Haut Commissariat britannique à Nicosie en date du 23 novembre 1962, a informé le Ministère des affaires étrangères de ce qui suit: la liste des conventions applicables à Chypre avant son indépendance, soumise à la Commission mixte de Londres, ne contenant pas les Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, il fallait les ajouter puisqu'elles s'appliquaient par la signature du Royaume-Uni, à tous les territoires dont le Gouvernement de sa Majesté avait la responsabilité des relations internationales. De plus, la lettre faisait la remarque suivante: "Cyprus has recently acceded to these conventions although already bound by our signature".

Pour mieux apprécier la position du Gouvernement chypriote à l'égard des Conventions de Genève, il convient de se référer à la pratique contemporaine en la matière.

D'une part, certains pays ont suivi la voie de l'adhésion comme Chypre. Parmi ces pays, citons: Fédération de Malaisie (déclaration

dance et prend fin à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la réception de la notification d'adhésion par les autorités suisses. Nous citons ci-après le tableau établi dans U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1, p. 132 qui montre que la durée de l'interruption est parfois de plusieurs années:

	<i>Adhésion</i>	<i>Date d'indépendance ou du transfert final des pouvoirs</i>	<i>Durée de l'in- terruption</i>
<i>Cambodge</i>	8 juin 1959	29 décembre 1954	53 mois et 10 jours
<i>Chypre</i>	23 novembre 1962	16 août 1960	27 " " 3 "
<i>Fédération de</i>			
<i>Malaisie</i>	24 février 1963	31 août 1957	53 " " 24 "
<i>Kenya</i>	2 mars 1968	12 décembre 1963	38 " " 19 "
<i>Koweït</i>	20 mars 1967	19 juin 1961	69 " " 1 "
<i>Laos</i>	29 avril 1957	29 décembre 1954	28 "
<i>Mali</i>	24 novembre 1965	20 juin 1961	65 " " 4 "
		(Fédération du Mali)	
		22 septembre 1960	
		(République de Mali)	
<i>Maroc</i>	26 janvier 1957	2 mars 1956	10 " " 24 "
<i>Ouganda</i>	18 novembre 1964	9 octobre 1962	25 " " 10 "
<i>Trinité et Tobago</i>	17 novembre 1963	31 août 1962	14 " " 17 "
<i>Tunisie</i>	4 novembre 1957	20 mars 1956	19 " " 14 "
<i>Zambie</i>	19 avril 1967	24 octobre 1964	31 " " 26 "

d'adhésion du 14 août 1962), République de Somalie (déclaration d'adhésion du 20 janvier 1962 complétée par une note du 18 juillet 1963), Trinité et Tobago (déclaration d'adhésion du 8 mai et 16 septembre 1963), Ouganda (déclaration d'adhésion du 17 avril 1964), République du Mali (déclaration d'adhésion du 17 mai 1965), République de Zambie (déclaration d'adhésion du 24 septembre 1966), République du Kenya (déclaration d'adhésion 14 septembre 1966), République du Malawi (déclaration d'adhésion du 16 décembre 1967), République du Botswana (déclaration d'adhésion du 15 mars 1968).

D'autre part, il y a des pays qui ont suivi la voie de succession. Parmi ces pays, citons: République islamique de Mauritanie, en vertu de leur ratification par la France en date du 28 juin 1951 (déclaration de continuité du 27 octobre 1962), République du Sénégal, en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 23 avril 1963), Tanganyika, en vertu de leur application au territoire du Tanganyika par le Royaume-Uni avant l'accession à l'indépendance (déclaration de continuité du 12 décembre 1962), République malgache,⁽³²⁵⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 13 juillet 1963), République fédérale du Cameroun,⁽³²⁶⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 16 septembre 1963), République ruandaise,⁽³²⁷⁾ en vertu de leur ratification par la Belgique en date du 3 septembre 1952 (déclaration de continuité du 21 mars 1964), République du Niger,⁽³²⁸⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 16 avril 1964), Jamaïque,⁽³²⁹⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 17 juillet 1964), République du Gabon,⁽³³⁰⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration du 20 février 1965), Sierra

(325) Ces conventions sont entrées en vigueur pour Madagascar, le 26 juin 1960, c'est-à-dire à la date de son accession à l'indépendance.

(326) Ces conventions sont entrées en vigueur pour le Cameroun, le 1er janvier 1960, c'est-à-dire à la date de son accession à l'indépendance.

(327) Entrées en vigueur pour le Ruanda, le 1er juillet 1962, c'est-à-dire à la date de son accession à l'indépendance.

(328) Entrées en vigueur pour le Niger le 3 août 1960, c'est-à-dire à la date de son accession à l'indépendance.

(329) Entrées en vigueur pour la Jamaïque le 6 août 1962, date de l'accession de ce pays à l'indépendance.

(330) Entrées en vigueur pour le Gabon le 17 août 1960, date de l'accession de ce pays à l'indépendance.

Leone,⁽³³¹⁾ en vertu de leur ratification par le Royaume-Uni en date du 23 septembre 1957 (déclaration de continuité sous la forme d'un instrument de ratification en date du 31 mai 1957), République centrafricaine,⁽³³²⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 23 juillet 1966), Gambie,⁽³³³⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 11 octobre 1966) République du Congo (Brazzaville),⁽³³⁴⁾ en vertu de leur ratification par la France (déclaration de continuité du 30 janvier 1967), Royaume du Lesotho,⁽³³⁵⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 10 mai 1968), Guyane, en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 11 juillet 1968), Barbade,⁽³³⁶⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 20 août 1968), Malte,⁽³³⁷⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 20 août 1968), Maurice,⁽³³⁸⁾ en vertu de leur ratification antérieure par le Royaume-Uni (déclaration de continuité du 12 août 1970).

La divergence de cette pratique empêche de fixer une règle permettant de juger la position prise par le Gouvernement de Chypre. Toutefois, même si la liste britannique ne contenait pas les Conventions de Genève, tous les éléments y étaient pour considérer la République comme liée en droit par la signature du Royaume-Uni, à savoir sur le plan de la légalité internationale, le "*Geneva Conventions Act (Colonial Territories) Order-in-Council 1959*" et au plan du droit interne, la promulgation et la publication des conventions dans la Gazette officielle de 1959, supplément 2 A. Pourtant, la pratique contraire suivie par d'autres Etats semble mettre l'accent sur le principe de la souveraineté nationale et par conséquent la position prise par le Gouvernement de Chypre peut être considérée comme une exception au principe général de la succession.

(331) Entrées en vigueur pour la Sierra Leone le 27 avril 1961, date de l'accession de ce pays à l'indépendance.

(332) Entrées en vigueur le 13 août 1960, date de son accession à l'indépendance.

(333) Entrées en vigueur le 18 février 1965, date de son accession à l'indépendance.

(334) Entrées en vigueur le 15 août 1960, date de son accession à l'indépendance.

(335) En vigueur depuis le 4 octobre 1966, date de son accession à l'indépendance.

(336) En vigueur pour la Barbade depuis le 30 novembre 1966, date de son accession à l'indépendance.

(337) En vigueur depuis le 21 septembre 1964, date de son accession à l'indépendance.

(338) En vigueur depuis le 12 mars 1968, date de son accession à l'indépendance.

CHAPITRE V

LA PRATIQUE CHYPRIOTE EN MATIERE D'INSTRUMENTS MULTILATERAUX DE CARACTERE CONSTITUTIONNEL (SUCCESSION AU "MEMBERSHIP")

Le problème de la succession aux traités-constitutions, étant donné que les droits et obligations qui en résultent sont liés à la qualité de membre, relève moins des principes généraux de la succession d'Etats que de l'application des dispositions de l'acte constitutif de l'organisation internationale.⁽³³⁹⁾

La pratique des organisations internationales en la matière remonte aux temps de la Société des Nations, lorsque l'Etat libre d'Irlande a été admis comme membre par la quatrième session de l'Assemblée de la Société, conformément à la procédure normale de l'admission de nouveaux membres. De la même façon, l'Islande a été admise dans l'Organisation internationale du Travail en 1944. Ainsi on constate que la non-succession au "membership" établie par ces deux organisations, a dessiné le cadre dans lequel la demande du Pakistan⁽³⁴⁰⁾ d'être considéré comme membre de l'ONU par succession a été examinée.

Quand la question s'est posée devant l'ONU, en août 1947, le Secrétariat de l'Organisation a déclaré ce qui suit :

"Le territoire qui se détache, le Pakistan, sera un nouvel Etat, qui n'aura pas les droits et obligations conventionnels de l'ancien Etat, et qui ne possédera évidemment pas la qualité de membre des

(339) V. O'CONNELL, *State Succession*, Vol. II, p. 183; WHITEMAN, *op. cit.*, vol. II, p. 1016 et s.; SHEARER, *op. cit.*, *R.G.D.I.P.*, 1964 p. 54; ZEMANEK, *op. cit.*, *R.C.A.D.I.*, vol. 108 (1965), p. 245 et s. et *ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 221 et s. Cf. également l'article 4 du projet de 1974 de la CDI qui prévoit :

"Les présents articles s'appliquent aux effets de la succession d'Etats en ce qui concerne :

a) tout traité qui est l'acte constitutif d'une organisation internationale sous réserve des règles concernant l'acquisition de la qualité de membre et sous réserve de toute autre règle pertinente de l'organisation;

b) tout traité adopté au sein d'une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l'organisation". (*U.N. Doc. A/9610*, p. 47).

(340) Pour l'histoire du cas pakistanais v. *ILA Handbook*, *op. cit.*, pp. 222 et s.

Nations Unies. En droit international, la situation est analogue à ce qui s'est produit quand l'Etat libre d'Irlande s'est séparé de la Grande-Bretagne ou la Belgique des Pays-Bas. Dans ces cas, la partie qui s'est détachée a été considérée comme un nouvel Etat; la partie restante a subsisté comme Etat, avec la totalité des droits et devoirs qu'il avait auparavant".⁽³⁴¹⁾

Par la suite, la Sixième Commission chargée de se prononcer sur le problème a déclaré dans son rapport:

"2. Lorsqu'un nouvel Etat est créé, quels que soient le territoire et la population qui le composent, que ceux-ci aient ou non fait partie d'un Etat membre des Nations Unies, ce nouvel Etat ne peut, dans le système prévu par la Charte, se prévaloir du statut de membre des Nations Unies que s'il a été formellement admis comme tel, conformément aux dispositions de la Charte".⁽³⁴²⁾

La question de l'admission du Pakistan à l'ONU a été définitivement réglée par la Résolution 108 (II) du 30 septembre 1947 de l'Assemblée générale. L'Organisation a eu l'occasion de suivre la pratique adoptée dans le cas du Pakistan lors des demandes d'admission séparées du Mali et du Sénégal, après la désintégration de la Fédération du Mali en 1960.⁽³⁴³⁾

Pour ce qui est de la pratique des autres organisations, il convient de remarquer qu'elle est très variée.⁽³⁴⁴⁾ Elle va de l'acceptation, no-

(341) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/149 et Add. 1* - "La succession d'Etat et la qualité de membre des Nations Unies". Le raisonnement du Secrétariat a été vivement critiqué par O'CONNELL qui souligne que la succession aux traités multilatéraux en général et la succession aux droits et obligations découlant de la qualité de membre d'une organisation internationale constituent des questions distinctes (*State Succession*, Vol. II, p. 185).

(342) *U.N. Doc. A/CN. 4/149 et Add. 1*, paragraphe 16.

(343) ZEMANEK (*op. cit.* p. 248), au contraire, considère que "in this case the U.N. deviated from its constant practice to the disadvantage of the states concerned since none of them was held to continue the personality of the Federation". D'après MARCOFF (*op. cit.*, p. 170) les admissions séparées du Mali et du Sénégal.

"ne font qu'affirmer la pratique déjà adoptée, bien que la condition juridique du Mali fut, du point de vue formel, analogue à celle de la République de l'Inde. Vraisemblablement a-t-on tenu compte du fait que l'Inde a été Membre de l'ONU depuis sa constitution, tandis que la Fédération du Mali n'avait pas réussi durant son existence éphémère (20 juin-20 août 1960) à y adhérer, nonobstant que le Conseil de sécurité ait recommandé son admission".

De la même façon est traitée par ces deux auteurs la restitution de la qualité de Membre de la Syrie après sa séparation de la R.A.U. en 1961 (*Ibid.*, p. 248 et p. 170).

(344) Cf. MARCOFF, *op. cit.*, pp. 170-178.

nobstant le manque de dispositions expresses relatives à cet effet, des déclarations de continuité (p.ex. Union postale universelle, Union internationale pour la protection de la propriété littéraire et artistique) et de l'offre de la possibilité à un Etat nouveau de devenir membre par succession (p.ex. GATT) à l'exclusion de la succession (p.ex. Organisation internationale de l'Aviation civile, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale). On constate aussi que, dans le but d'assurer la continuité, certaines organisations ont adopté des dispositions particulières pour la succession d'Etats (p.ex. Bureau de l'Union Africaine des Postes et des Télécommunications), tandis que d'autres ont modifié ou introduit des dispositions nouvelles dans leurs actes constitutifs (p.ex. Organisation de l'alimentation et d'agriculture, UNESCO).

Il est intéressant de remarquer qu'en général les gouvernements d'ex-métropoles se sont montrés disposés à appuyer la candidature de leurs territoires dépendants aux Nations Unies. La terminologie utilisée est très variée. L'article 10 de l'accord sur les mesures transitoires concernant l'Indonésie prévoyait que le Royaume des Pays-Bas *favorisera* l'admission de l'Indonésie aux Nations Unies.⁽³⁴⁵⁾ L'article 6 de l'accord de coopération en matière de politique étrangère, signé le 27 juin 1960 entre la République française et la République malgache prévoyait que

“la République française *appuiera* la candidature de la République malgache à l'Organisation des Nations Unies dans des conditions telles que l'examen de cette candidature puisse intervenir lors de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation”⁽³⁴⁶⁾ (nos italiques).

Dans le cas du Viet-Nam, les Accords de l'Elysée (titre II, dernier alinéa) disposaient:

“Le Gouvernement de la République française s'engage à *présenter* et à *soutenir* la candidature du Viet-Nam lorsqu'il remplira les conditions générales prévues par la Charte des Nations Unies pour l'admission à cet organisme”⁽³⁴⁷⁾ (nos italiques).

Dans le cas de Chypre, déjà depuis le 9 août 1960, peu avant l'accession à l'indépendance, le Royaume-Uni en la personne du Gouverneur a soulevé la question de l'admission de Chypre aux Nations Unies, lors d'une séance du Conseil mixte en remarquant que

(345) V. PANHUYS, *op. cit.*, p. 62.

(346) V. BARDONNET, *op. cit.*, p. 718.

(347) V. NGUYEN, *op. cit.*, p. 224.

“it was desirable for the application by the Republic of Cyprus to become a Member of the United Nations Organisation to be made immediately after the establishment of the Republic”.

En effet, le 16 août 1960, le Président Makarios a envoyé un télégramme au Secrétaire général de l'ONU demandant l'admission de son pays aux Nations Unies. Le 20 septembre 1960, Chypre devenait Membre des Nations Unies par vote unanime de l'Assemblée générale, grâce auquel la nouvelle République a commencé sa vie internationale.

En ce qui concerne les autres organisations internationales et institutions spécialisées, il y a lieu de relever que l'intérêt pratique de la participation de Chypre aux travaux de celles-ci a prévalu à toute autre considération pouvant émaner de leur mention dans la liste britannique. Ces organisations sont examinées ci-après.

1. *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* (BIRD)

La collaboration étroite entre la Banque et le Fonds d'une part, et la teneur de l'article II, section 1 (b) de la Constitution de la Banque, d'autre part, écarte tout intérêt du point de vue de la théorie de succession,⁽³⁴⁸⁾ parce que celui-ci prévoit:

“Les autres membres du Fonds pourront devenir membres de la Banque aux époques et aux conditions qui pourront être fixées par la Banque”.⁽³⁴⁹⁾

En effet, la demande de la République de Chypre pour devenir membre de la Banque était basée sur l'article II, section 1 (b). Le 16 juin 1961, le Conseil des Gouverneurs de la Banque, dans sa Résolution No. 148, a fixé les termes et conditions de l'admission de Chypre à la Banque. Sur la base de cette invitation, le Conseil des Ministres de la République de Chypre a décidé, le 5 octobre 1961, d'adhérer à la Constitution de la Banque. L'adhésion a eu lieu le 21 décembre 1961.

2. *Fonds monétaire international* (FMI)

Le Fonds est un des exemples d'organisation internationale qui exclut la succession⁽³⁵⁰⁾ du fait que les membres ont certains droits de

(348) Voir, *ILA Handbook, op. cit.*, pp. 231-232.

(349) *R.T.N.U.*, 2, p. 137.

(350) Pour quelques cas de fédération, partage etc. voir *ILA Handbook, op. cit.*, pp. 230-231.

vote calculés en fonction de leur économie. Chypre n'a pas fait exception à cette règle générale. Déjà, le 16 août, accédant à l'indépendance, elle a formulé une demande pour devenir membre du Fonds en vertu de la section 2 de l'article II de la Constitution du Fonds qui prévoit:

“Les gouvernements des autres pays pourront devenir membres du Fonds aux époques et aux conditions qui pourront être fixées par le Fonds”.⁽³⁵¹⁾

Le 16 juin 1961, le Conseil des Gouverneurs dans sa Résolution No. 16-2 a fixé les termes et conditions de l'admission de Chypre dans le Fonds; parmi ceux-ci il est opportun de mentionner le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du gouvernement des Etats-Unis et la signature de la copie originale des articles du Fonds.

Sur la base de cette invitation, le Conseil des Ministres de la République a décidé, le 5 octobre 1961, d'adhérer aux articles du Fonds qui ont été signés par Chypre le 21 décembre 1961.

Suivant cette pratique, nous signalons, à titre d'exemple, que la République togolaise a signé l'Accord du Fonds le 1er août 1962, la Somalie le 31 août 1962, le Tanganyika le 10 septembre 1962, la Côte d'Ivoire le 11 mars 1963, la République du Niger le 24 avril 1963, le Kenya le 3 février 1964 et Maurice le 23 septembre 1968.

3. *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)*

L'histoire de la participation de la République de Chypre au GATT commence en 1948, date à laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni avait signé l'Accord général de 1947⁽³⁵²⁾ et en avait étendu les dispositions, à une seule exception, à tous ses territoires dépendants d'outre-mer. Cela veut dire que depuis 1948 jusqu'au moment où Chypre a accédé à l'indépendance, l'Accord général s'appliquait à l'île, considérée comme un territoire douanier par les autres Parties Contractantes.

Le problème de savoir si le territoire chypriote continuerait d'être un territoire douanier sur lequel l'Accord général s'appliquerait s'est posé par une lettre en date du 5 octobre 1960 adressée par le Secrétaire exécutif du GATT au Ministre des affaires étrangères de la République. La lettre relevait que le Royaume-Uni par communication en date du 26 septembre 1960, avait notifié au Secrétaire exécutif du GATT que la

(351) *R.T.N.U.*, 2, p. 43.

(352) *R.T.N.U.*, vol. 55, p. 194.

République de Chypre jouissait depuis le 16 août 1960 d'une autonomie complète dans la conduite de ses relations commerciales extérieures. Par conséquent la question de la position de la République de Chypre vis-à-vis de l'Accord général devrait être incluse dans l'ordre du jour de la dix-septième session des Parties Contractantes, convoquée pour le 31 octobre 1960. La lettre précisait que pour devenir partie à l'Accord général, la République de Chypre disposait de deux procédures possibles:⁽³⁵³⁾

D'après la première, la République de Chypre pourrait devenir partie à l'Accord, avec son tarif douanier préexistant à l'indépendance, sans avoir à entrer dans des négociations tarifaires préalables avec les Parties Contractantes. Cette procédure se base sur l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article XXVI de l'Accord général qui dispose :

“Si un territoire douanier pour lequel une partie contractante a accepté le présent Accord jouit d'une autonomie complète dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions qui font l'objet du présent Accord, ou s'il acquiert cette autonomie, *ce territoire sera réputé partie contractante sur présentation de la partie contractante responsable qui établira les faits sus-visés par une déclaration*”⁽³⁵⁴⁾ (nos italiques).

D'après la seconde, des négociations tarifaires avec les Parties Contractantes seraient nécessaires comme le prévoit l'article XXXIII de l'Accord général qui dispose :

“Tout Gouvernement qui n'est pas partie au présent Accord ou tout Gouvernement agissant au nom d'un territoire douanier distinct qui jouit d'une entière autonomie dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions traitées dans le présent Accord, pourra adhérer au présent Accord pour son compte ou pour le compte de ce territoire, à des conditions à fixer

(353) Sur cette question v. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Add. 2*, p. 8 et s. et en général T. KUNUGI, “State Succession in the framework of GATT”, *A.J.I.L.*, 1965, p. 268 et s.

(354) Cette clause, qui constituait à l'origine le paragraphe 4 de l'article XXVI de l'Accord général, est devenu l'alinéa c) du paragraphe 4 de cet article en vertu du Protocole du 13 août 1949, puis l'alinéa c) du paragraphe 5 en vertu d'un autre Protocole daté de 1955, qui est entré en vigueur le 7 octobre 1957 (*R.T.N.U.*, vol. 278, p. 204). Il convient aussi de mentionner que la clause ne figurait pas dans le texte initial de l'Accord général et semble y avoir été insérée en vue de permettre à certains territoires autonomes dépendants de devenir séparément Parties Contractantes au GATT, et non pour fournir aux Etats nouvellement indépendants un moyen de continuer d'être parties au GATT (v. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Add. 2*, p. 10, note 10).

entre ce Gouvernement et les Parties Contractantes. Les Parties Contractantes prendront à la majorité des deux tiers les décisions visées au présent paragraphe”.⁽³⁵⁵⁾

En outre la lettre mentionnait que si le Gouvernement de Chypre n’était pas en position de prendre une décision sur la voie à suivre les Parties Contractantes continueraient d’appliquer de fait l’Accord général à Chypre pour une période raisonnable dans leurs relations commerciales avec la République de Chypre sous réserve que la République continue également d’appliquer de fait l’Accord général aux Parties Contractantes.⁽³⁵⁶⁾ Sur cette question, la lettre du Secrétaire exécutif du GATT recommandait un échange de vues avec un représentant du Gouvernement de Chypre qui pourrait être envoyé comme observateur à la dix-septième session.

Le Gouvernement de Chypre, par un télégramme en date du 15 novembre 1960, a informé le Secrétaire exécutif que la République de Chypre était disposée à appliquer l’Accord général sur la base de réciprocité. Trois jours plus tard, le 18 novembre 1960, les Parties Contractantes, qui avaient pris connaissance de la décision chypriote, ont adopté une recommandation concernant l’application de l’Accord général aux territoires acquérant l’autonomie dans la conduite de leurs relations commerciales; cette recommandation précisait:

“RECONNAISSANT que les gouvernements des territoires qui viennent d’accéder à l’indépendance devront normalement disposer d’un certain temps pour étudier leur politique commerciale future et la question de leur position vis-à-vis de l’Accord général; reconnaissant qu’il est souhaitable que les dispositions de l’Accord général continuent pendant ce temps d’être appliquées aux échanges commerciaux entre ces territoires et les parties contractantes au GATT;

(355) Pour une analyse de cette disposition v. KUNUGI, *op. cit.*, p. 271.

(356) Pour tenir compte de la situation économique particulière des Etats nouveaux qui ne revisaient pas, immédiatement après leur indépendance, leur politique commerciale, les Parties Contractantes, par une recommandation du 1er novembre 1957, ont institué une procédure en vertu de laquelle l’Etat antérieurement responsable du territoire informerait le Secrétaire exécutif du GATT de l’accession du territoire à l’autonomie complète dans la conduite de ses relations commerciales extérieures; les Parties Contractantes fixeraient “une période raisonnable” durant laquelle elles continueraient, sous réserve de réciprocité, d’appliquer en fait l’Accord général dans leurs relations avec ce territoire; la participation du territoire au GATT pourrait faire l’objet d’une présentation à toute date antérieure à la fin de la période d’application de fait.

Les PARTIES CONTRACTANTES

RECOMMANDENT que les parties contractantes continuent d'appliquer de fait les dispositions de l'Accord général dans leurs relations avec tout territoire qui vient d'acquérir une autonomie complète dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions qui font l'objet dudit Accord, et cela pendant une période de deux ans à compter de la date d'acquisition de cette autonomie, sous réserve que le territoire en question continue également d'appliquer de fait les dispositions de l'Accord général auxdites parties contractantes".⁽³⁵⁷⁾

Dans la suite, le Secrétaire exécutif du GATT, par une lettre en date du 16 décembre 1960, a informé le Gouvernement de Chypre que les Parties Contractantes continueront d'appliquer les dispositions de l'Accord général dans leurs relations commerciales avec la République de Chypre pendant une période de deux ans à compter de son accession à l'indépendance. Comme ce délai devait expirer le 16 août 1962, le Secrétaire exécutif, dans une lettre en date du 15 février 1962, a demandé au Gouvernement de Chypre s'il désirait

"accéder à l'Accord général en vertu des dispositions du paragraphe 5, alinéa c) de l'article XXVI ou, dans l'hypothèse où il n'aurait pas encore pris une décision, s'il voudrait disposer d'un plus ample délai pour définir ses relations futures avec le GATT";

il lui précisait aussi que la nouvelle recommandation des Parties Contractantes du 9 décembre 1961 lui permettait de prolonger ce délai d'un an⁽³⁵⁸⁾ si le Gouvernement de Chypre

"le demande et s'il s'engage à continuer, pendant une nouvelle période d'un an, d'appliquer de fait les dispositions de l'Accord général dans ses échanges avec les Parties Contractantes".

Tenant à bénéficier de cette prorogation, le Gouvernement de Chypre, en vertu de la Décision No. 1893 du 24 mai 1962 du Conseil des Ministres, a adressé une demande en ce sens, qui fut agréée. En définitive, le Gouvernement de Chypre, avant d'épuiser ce second délai de réflexion, a décidé le 13 juin 1963 d'accéder à l'Accord général con-

(357) GATT, L/1396 du 18 novembre 1960.

(358) Par la suite, cette période a fait l'objet de plusieurs prolongations, jusqu'à ce qu'une recommandation adoptée le 11 novembre 1967 prévoie une application de fait, sous réserve de réciprocité, sans limite de temps précise (GATT, L/2946 du 1er décembre 1967). Pour des indications détaillées sur ces recommandations v. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Add. 2*, p. 12 à 16.

formément aux dispositions du paragraphe 5, alinéa c) de l'article XXVI dudit accord.⁽³⁵⁹⁾ Cette décision du Gouvernement chypriote fut portée à la connaissance des Parties Contractantes par la note suivante du Secrétaire exécutif:

"On 26th September 1960 the Government of the United Kingdom advised that the Government of Cyprus had acquired, as from 16th August 1960, full responsibility for matters covered by the General Agreement in its territory. Thus the United Kingdom Government established the fact that Cyprus was qualified, in the sense of paragraph 5 (c) of Article XXVI, to become a contracting party.

The Government of Cyprus has been applying the General Agreement on a *de facto* basis, pursuant to the Recommendation of the CONTRACTING PARTIES of 18th November 1960, and has now advised, by a communication dated 8th July 1963 that it wishes to be deemed a contracting party to the General Agreement under the provisions of Article XXVI: 5(c). Since the conditions required by Article XXVI: 5(c) have been met, Cyprus has become a Contracting Party; its rights and obligations date from 16th August 1960".⁽³⁶⁰⁾

On constate donc que, dans le cas de Chypre, il y a une succession complète aux droits et obligations assumés par le Royaume-Uni et que, contrairement à ce qui s'était passé dans les trois premiers cas de l'Indonésie, de la Fédération de Malaisie et du Ghana, la question de la rétroactivité de ces droits et obligations était bien définie par la mention expresse dans la lettre de certification de la date d'indépendance. Toutefois, cette rétroactivité ne porte pas sur la question des contributions de l'Etat nouveau au budget du GATT. Il convient aussi de remarquer que Chypre, en vertu de sa succession à l'Accord général, a hérité de l'invocation du paragraphe I de l'article XXXV faite par le Royaume-Uni à l'égard de ses relations commerciales avec le Japon, quand ce pays est devenu Partie Contractante de l'Accord général en 1955.⁽³⁶¹⁾

L'attitude prise par le Gouvernement de Chypre a été suivie par la grande majorité des Etats⁽³⁶²⁾ qui ont profité d'une période de réflexion

(359) Décision du Conseil des Ministres No. 3089 du 13 juin 1963.

(360) GATT, L/2032 du 15 juillet 1963.

(361) Cette invocation a été aussi faite par la Belgique et la France. Pour une liste des Etats qui l'appliquent v. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Add. 2*, p. 31.

(362) Pour une liste complète de ces Etats cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Add. 2*, p. 20. Voir aussi KUNUGI, *op. cit.*, pp. 280-1.

variée⁽³⁶³⁾ avant de prendre une décision sur la question de la procédure à suivre. Il y a aussi des exemples d'Etats qui ont succédé à l'Accord général sans profiter d'une période de réflexion, comme c'est le cas pour l'Ouganda, le Tanganyika,⁽³⁶⁴⁾ et d'autres qui ont appliqué de fait l'Accord général.⁽³⁶⁵⁾ Il convient de mentionner que la voie d'adhésion a été suivie, par exemple, par Israël et que l'application des instruments du GATT a cessé dans quatre cas (Guinée, Laos, Somalie et Viet-Nam).

4. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

L'admission de la République de Chypre dans la FAO présente un intérêt particulier. D'abord, la FAO est la première organisation internationale ayant permis à Chypre d'adhérer à son Acte constitutif, neuf mois avant son indépendance; ensuite, la procédure suivie lors de cette admission mérite spécialement notre attention.

Sedes materiae pour l'admission d'un nouveau membre à l'Organisation est l'article II, paragraphe 2 de l'Acte constitutif de la FAO qui prévoit:

“La Conférence peut, à la majorité de deux tiers des suffrages exprimés et sous réserve que la majorité des Etats Membres de l'Organisation soient présents, décider d'admettre à la qualité de membre de l'Organisation tout Etat qui a déposé une demande d'admission accompagnée d'un instrument officiel par lequel il accepte les obligations découlant de l'Acte constitutif en vigueur au moment de l'admission”.

Peu avant la dixième Conférence de la FAO (31 octobre-20 novembre 1959), le Gouvernement britannique a mis le Gouvernement transitoire de Chypre au courant des avantages découlant de sa participation à la FAO. Chypre n'ayant pas encore accédé à l'indépendance, son admission à la FAO comme Membre de plein droit présentait de difficultés, en vertu de l'article II, paragraphe 2, de l'Acte constitutif de la FAO. Pour éviter l'attente jusqu'à la onzième conférence de 1961, le Secrétariat de la FAO a suggéré aux autorités britanniques de présenter la candidature de Chypre à la dixième Conférence, tout en les

(363) KUNUGI (*op. cit.*, p. 284) mentionne que dans les cas de 18 Etats ayant nouvellement accédé à l'indépendance qu'il a étudié, la période de réflexion a varié de deux mois, dans le cas du Kenya, à 47 mois, dans le cas de la République togolaise.

(364) Une liste de ces Etats est donnée par KUNUGI, *op. cit.*, p. 280.

(365) Voir à ce sujet *U.N. Doc. A/CN.4/200/Add. 2*, p. 24.

prévenant que l'admission effective n'aurait lieu que le jour de l'indépendance.⁽³⁶⁶⁾ Cependant, le Secrétariat de la FAO, après avoir consulté le Service juridique des Nations Unies, a conclu que cette procédure était contraire à l'Acte constitutif de la FAO. Dans une lettre en date du 9 septembre 1959, adressée au dernier Gouverneur de Chypre, le Secrétaire d'Etat pour les colonies notait bien ce changement d'avis de la façon suivante:

"In these circumstances FAO have advised H.M.G. to consider submitting an application for associate membership on behalf of Cyprus before the end of September and at the same time to request that a Special Session of the Conference be convened at an appropriate time in 1960, to receive formal applications for full Membership from Nations newly come to independence as well as their instruments of acceptance of the Constitution, and to act upon their requests. An alternative might be to eliminate the intermediate stage of associate membership and to confine action merely to proposing the calling of a Special Conference Session towards the end of 1960".

Tenant compte de cet avis, le 29 septembre 1959, le Conseil mixte chypriote a décidé de demander au Gouvernement britannique de proposer l'admission de Chypre dans la FAO en qualité de membre associé. Saisie de la question, le 5 novembre 1959 la Conférence plénière de la FAO a décidé par sa Résolution 89/59⁽³⁶⁷⁾ d'admettre Chypre en qualité de Membre⁽³⁶⁸⁾ après son accession à l'indépendance; à cette effet, il fallait déposer un instrument d'acceptation des obligations découlant de l'Acte constitutif de la FAO. De plus, le paragraphe (a) de la même Résolution précisait que, pendant la période intérimaire, Chypre, le Nigéria et la Somalie pouvaient jouir des privilèges d'un membre associé, prévus aux paragraphes 3 et 4 de l'article II de l'Acte constitutif de la FAO. Le 14 septembre 1960, la République de Chypre a acquis le statut de Membre de l'Organisation en déposant l'instrument officiel dans lequel elle confirmait son désir de devenir membre de la FAO.

Cette pratique, adoptée par la FAO en l'absence d'une disposition constitutive prévoyant la continuité automatique de la qualité de Mem-

(366) Lettre du Secrétaire d'Etat pour les colonies en date du 1er septembre 1959 adressée au Gouverneur de Chypre.

(367) Rapport sur les travaux de la dixième session de la Conférence de la FAO, 1959, paragraphe 664.

(368) L'admission effective a été déclarée par la Résolution 92/59 (*Ibid.*, p. 268 et 269).

bre, indique la tendance à considérer le statut de membre associé comme un stade préliminaire de l'admission en qualité de membre, et marque bien une exception à la pratique de la non-succession adoptée par d'autres organisations internationales. Les cas de la Jamaïque et du Tanganyika, basés sur le précédent de Chypre et des autres pays admis dans la FAO lors de sa dixième session, vont dans le même sens.⁽³⁶⁹⁾ Cependant, il convient de remarquer que trois pays, la Birmanie, l'Indonésie et la Tunisie, sont devenus Membres de la FAO avant leur accession à l'indépendance,⁽³⁷⁰⁾ tandis que la grande majorité des ex-Etats coloniaux le sont devenus après leur accession à l'indépendance.⁽³⁷¹⁾

5. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

Etablie par la Convention de Chicago de 1944,⁽³⁷²⁾ à la fois un code international de l'aviation civile et une charte constitutive d'une institution spécialisée, l'OACI a suivi à l'égard des Etats nouveaux, dont le territoire était soumis au champ d'application de la convention pendant la période coloniale,⁽³⁷³⁾ la pratique suivante: un acte formel d'adhésion à la convention devait être notifié, en principe, par l'Etat nouveau au Gouvernement des Etats-Unis, dépositaire de la Convention, pour qu'il puisse être considéré comme membre de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'article 92 de celle-ci qui prévoit:

"a) La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats Membres des Nations Unies, des Etats associés à ceux-ci et des Etats demeurés neutres pendant le conflit mondial actuel.

b) Cette adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et prendra effet le tren-

(369) Les autres pays admis de la même façon sont, entre autres: Kenya, Malte, Botswana, Lesotho, Guyane et Maurice. Pour plus de détails cf. *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. II, pp. 36-37.

(370) Sur la procédure de leur admission dans la FAO cf. *ibid.*, p. 35.

(371) Six (Ceylan, Israël, Jordanie, Cambodge, Viet-Nam et Laos) avant l'amendement de l'article II de la Constitution de la FAO et un grand nombre en vertu du texte amendé. Pour une liste complète cf. *ibid.* p. 34.

(372) V.R.H. MANKIEWICZ, "Les nouveaux Etats et les conventions de droit aérien", *A.F.D.I.*, 1961, p. 752 et s. et, du même auteur, "Air Law Conventions and the New States", *Journal of Air Law and Commerce*, 1963, p. 52 et s.; O'CONNELL, *B.Y.I.L.*, 1962, p. 143 et s.; *ILA Handbook*, p. 331-332 et p. 347-348.

(373) Aux termes de l'article 2 de la Convention, le territoire d'un Etat comprend "les régions terrestres et les eaux territoriales y adjacentes placées sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat dudit Etat".

tième jour qui suivra la date de la réception de cette notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui la notifiera à tous les Etats contractants".

L'adhésion de Chypre à la Convention de Chicago a suivi la procédure prévue par l'article 92 de celle-ci. Donnant suite au désir exprimé par les autorités compétentes de la République de devenir le plus tôt possible, membre de l'OACI le Conseil des Ministres par sa Décision No. 303 du 1er décembre 1960, a décidé d'adhérer à la convention conformément aux dispositions de l'article 92. La notification d'adhésion formelle de la République de Chypre à la Convention de Chicago en date du 12 janvier 1961 a été reçue par le Gouvernement des Etats-Unis le 17 janvier 1961 et elle a pris effet le 16 février 1961.⁽³⁷⁴⁾

L'exemple de Chypre n'est pas du tout isolé. A titre d'exemple, nous pouvons mentionner que la convention, conformément à la procédure d'adhésion de l'article 92, est entrée en vigueur pour la République du Dahomey le 28 juin 1961, la République du Niger le 28 juin 1961, la République centrafricaine le 28 juillet 1961, pour la Sierra Leone le 22 décembre 1961, la République Gabonaise le 17 février 1962, la République de Haute Volta le 20 avril 1962, la Jamaïque le 25 avril 1963, l'Algérie le 6 juin 1963, le Kenya le 31 mai 1964, Malte le 4 février 1965, Singapour le 19 juin 1966, Barbade le 20 avril 1967 et l'Ouganda le 10 mai 1967.

Le cas de l'Ouganda mérite une attention particulière. En effet il est caractéristique des réactions psychologiques à l'égard du problème de la succession.⁽³⁷⁵⁾ Par lettre du Premier Ministre en date du 21 mai 1964 adressée au Secrétaire d'Etat américain, le Gouvernement d'Ouganda a manifesté sa volonté d'adhérer à la Convention de Chicago sous la réserve que

"nothing in the aforesaid Convention will be accepted by the Government of Uganda as preventing the Government from complying with any resolution of the General Assembly of the United Nations,

(374) Lettre du Secrétaire général de l'OACI LE3/I-61/31 du 15 mars 1961.

(375) M. Verbit, ancien conseiller juridique du Gouvernement Tanzanien qui a vécu ce climat de réaction psychologique, décrit l'attitude des dirigeants des pays anciennement colonisés de la façon suivante: "I would doubt that one could find a single leader in any ex-colonial country who has forgotten the long period of personal humiliation which he was made to suffer during the colonial era. Thus from the point of view of the developing country, one's initial reaction on both of these grounds is to say that no treaty rights or obligations are inherited by newly independent States". (*Proceedings of the American Society of International Law*, 1966, p. 120).

and in particular, the United Nations General Assembly Resolution 1761 (XVII) of the 6th November 1962 which requests Member States, *inter alia*, to refuse 'landing and passage facilities to all aircraft belonging to the Government and companies registered under the laws of South Africa'... and that the Government of Uganda does not recognise the Government of the Republic of South Africa as Party to the aforesaid Convention".

Ces réserves ont différé l'acceptation de l'adhésion de l'Ouganda, dans l'attente des points de vues des Parties Contractantes. Le 18 août 1965, le Gouvernement de l'Ouganda a envoyé une deuxième lettre, identique à la première. Cependant, comme les réserves n'ont pas été acceptées par les Parties Contractantes, le Gouvernement ougandais a été finalement obligé d'accepter purement et simplement la Convention de Chicago. Faisant suite à une nouvelle notification d'adhésion en date du 18 mars 1967, le Gouvernement des Etats-Unis a informé les Parties Contractantes que la Convention était entrée en vigueur pour l'Ouganda le 10 mai 1967.

Contrairement à cette pratique de non-succession, généralement suivie par les organes de l'OACI,⁽³⁷⁶⁾ l'Organisation a cependant jugé suffisante, dans des cas exceptionnels, la communication d'un Etat nouveau faisant savoir qu'il se considérait comme partie de la Convention de Chicago et par conséquent lié par ses dispositions. Tel est le cas de la communication adressée le 6 avril 1962 par le Gouvernement malgache au Gouvernement américain, lui notifiant sa décision de "se considérer comme lié par la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, dont l'application a été étendue au territoire de la République malgache avant son accession à l'indépendance".⁽³⁷⁷⁾

Le cas du Togo va dans le même sens. Par note du 16 septembre 1965, l'Ambassadeur du Togo aux Etats-Unis a notifié au Secrétaire d'Etat que son gouvernement ne considérait pas nécessaire de faire de nouveau une déclaration d'adhésion à la Convention de Chicago; en effet, la France qui représentait le Togo dans ses relations internationales, en ratifiant la convention le 25 mars 1947, n'avait pas fait de réserves concernant son application au territoire togolais, et par conséquent depuis cette date, cette ratification produisait ses effets à l'égard du Togo.

(376) Cf. notamment le cas du Pakistan à la suite de sa séparation de l'Inde analysé par MANKIEWICZ, *op. cit.*, pp. 753-754.

(377) V. BARDONNET, *op. cit.*, p. 698.

Lors de la fusion et de la séparation de l'Égypte et de la Syrie, la déclaration de continuité fut jugée suffisante.⁽³⁷⁸⁾ De même il convient de mentionner que la voie de succession a été adoptée, en ce qui concerne l'Accord relatif au transit des services aériens, par un certain nombre de pays. Le Gouvernement malgache, par exemple, a fait une déclaration de continuité dans une note en date du 28 avril 1962.⁽³⁷⁹⁾ Les Gouvernements de Ceylan,⁽³⁸⁰⁾ de la Fédération de Malaisie⁽³⁸¹⁾ et de la République du Niger⁽³⁸²⁾ ont aussi adopté la voie de succession en ce qui concerne l'Accord relatif au transit des services aériens.⁽³⁸³⁾

Toutefois, la règle générale est celle de l'adhésion⁽³⁸⁴⁾ suivie par la République de Chypre. Les organes de l'OACI, à l'exception de quelques cas, n'ont jamais considéré un Etat nouvellement indépendant comme partie à la convention de Chicago tant qu'il n'a pas manifesté expressément sa volonté, mettant ainsi l'accent sur le fait que la convention de Chicago est plutôt une charte constitutive d'une organisation internationale qu'un code d'aviation civile.

6. *Organisation internationale du Travail (O.I.T.)*

Pour ce qui est de cette organisation internationale, il y a lieu de distinguer deux choses: d'abord, l'admission d'un nouvel Etat dans

(378) Pour une analyse complète v. MANKIEWICZ, *op. cit.*, p. 754 et s.

(379) V. BARDONNET, *op. cit.*, p. 699.

(380) Cf. note du 1er avril 1957 déclarant que "... the Government of Ceylon considers itself a party to the International Air Services Transit Agreement since 31st May 1945, the date on which the United Kingdom Government accepted it".

(381) Cf. note du 31 décembre 1959 déclarant que "The international Air Services Transit Agreement was signed on December 7, 1944 and accepted on 31st May, 1945 by the Government of the United Kingdom on behalf of its territories, including the Federation of Malaya. By virtue of this the Government of the Federation of Malaya considers itself a party to this Agreement as from 31st May, 1945".

(382) Cf. note du 14 mars 1962 déclarant que "after acquiring independence, and pursuant to Article 76 of the Constitution, the Republic of Niger considers itself bound by the provisions of the International Air Services Transit Agreement, signed at Chicago on 7 December 1944 and ratified in due time by the French Republic".

(383) Tous ces cas sont cités dans un document en date du 17 novembre 1969, préparé par l'Office du conseiller juridique du Département d'Etat américain et intitulé "Status of International Air Services Transit Agreement formulated at Chicago December 7, 1944", pp. 10 et 11.

(384) Selon la pratique de l'OACI, l'adhésion à la convention ne comporte pas ratification des amendements qui y ont été apportés. L'article 94 (9) de celle-ci dispose, en effet, qu'un amendement dûment adopté par l'Assemblée de l'OACI s'applique uniquement à l'égard d'Etats qui l'ont ratifié.

l'Organisation et ensuite sa position à l'égard des conventions internationales du travail qui s'appliquaient à son territoire avant l'accession à l'indépendance.

En ce qui concerne le premier point, l'O.I.T. a suivi une pratique de non-succession. Cette position est expliquée par le Chef de la Division juridique du B.I.T. dans un contexte plus général de la façon suivante:

“La question s'est également posée de savoir si un Etat nouveau pouvait aussi devenir membre d'une organisation internationale simplement par voie de succession d'Etats. La réponse à cette question a toujours été négative étant donné que l'admission exige d'une part, un acte de candidature individuel et d'autre part, la réception éventuelle du nouveau membre par une décision prise à l'égard de celui-ci, et en fonction de ses qualités propres par les organes compétents de l'institution”.⁽³⁸⁵⁾

Sur le deuxième point, c'est-à-dire le maintien des obligations conventionnelles préexistantes, la pratique s'est développée dans le sens de la succession,⁽³⁸⁶⁾ en vertu de laquelle les nouveaux Etats s'engagent à respecter les dispositions des conventions internationales du travail applicables sur leur territoire par l'ex-métropole.

Ce maintien ne ressort pas expressément des textes relatifs à l'admission au sein de l'Organisation internationale du Travail. Les paragraphes 3 et 4 de l'article 1 de la Constitution de l'O.I.T. prévoient que les Etats Membres des Nations Unies peuvent adhérer à l'Organisation en communiquant au Directeur général du B.I.T. leur acceptation formelle des obligations découlant de ladite Constitution. Ils prévoient de même que les Etats non Membres des Nations Unies peuvent devenir Membres de l'O.I.T. par décision de la Conférence internationale du Travail, prise à la majorité des deux tiers, sans que l'acceptation du maintien des obligations conventionnelles soit expressément mentionnée comme condition d'admission.

(385) F. WOLF “Les conventions internationales du travail et la succession d'Etats”, *A.F.D.I.*, 1961, p. 747.

(386) V.C.W. JENKS, *op. cit.*, *B.Y.I.L.*, 1952, p. 105 et s.; F. WOLF, *op. cit.*, p. 747 et s. Cf. aussi I.A. SHEARER, “La succession d'Etats et les traités non localisés”, *R.G.D.I.P.*, 1964, p. 54; N. VALTICOS, “Les conventions internationales du travail devant le juge français”, *Revue critique de droit international privé*, 1964, p. 45, *Droit international du travail*, tome VIII du *Traité de droit du travail*, Paris, Dalloz, 1970, pp. 537-538 et *Mise à jour* 1973, p. 86; D. MARCHAND, *Conventions internationales du travail et Etats nouveaux*, thèse, Paris, 1966. Pour les textes relatifs à la succession aux conventions de l'O.I.T. voir *ILA Handbook*, *op. cit.* pp. 280-294.

La source de toute succession est l'article 35 de la Constitution de l'O.I.T. Selon cet article, les Etats Membres de l'Organisation sont tenus d'appliquer les conventions internationales du travail qu'ils ratifient aux territoires non métropolitains dont ils assurent les relations extérieures. De plus, les Etats Membres de l'O.I.T. sont astreints d'adresser au Bureau international du Travail des rapports sur les diverses obligations qu'ils ont assumées. Ce principe d'application des conventions internationales du travail aux territoires non métropolitains est général, sous réserve des modifications qui seraient nécessaires pour adapter les conventions aux conditions locales.

Ainsi, le Royaume-Uni en vertu de l'article 35 de la Constitution de l'O.I.T. a déclaré les conventions suivantes applicables à Chypre.

1) Conventions déclarées applicables sans modifications:

a) *Application générale*

Convention (No 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Convention (No 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Convention (No 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Convention (No 29) sur le travail forcé, 1930

Convention (No 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Convention (No 81) sur l'inspection du travail, 1947.

Convention (No 88) sur le service de l'emploi, 1948

Convention (No 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Convention (No 95) sur la protection du salaire, 1949

Convention (No 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Convention (No 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

b) *Territoires non métropolitains*

Convention (No 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Convention (No 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

2) Conventions déclarées applicables avec des modifications:

a) *Application générale*

Convention (No 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Convention (No 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Convention (No 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie) 1937

b) *Territoires non métropolitains*

Convention (No 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947.

Après son accession à l'indépendance, la République de Chypre, par une lettre du Ministre du Travail en date du 20 septembre 1960, a déclaré qu'elle acceptait les obligations de la Constitution de l'O.I.T. en vertu de son article 1, paragraphe 3 et reconnaissait

“that it continues to be bound by the obligations entered into on behalf of the territory of Cyprus by the United Kingdom in respect of the following Conventions:

Minimum Age (Trimmers and Stockers) Convention, 1921 (No. 15)

Medical Examination of Young Persons (Sea) Convention, 1921 (No. 16)

Equality of Treatment (Accident Compensation) Convention, 1925 (No. 19)

Forced Labour Convention, 1930 (No. 29)

Underground Work (Women) Convention, 1935 (No. 45)

Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81)

Employment Service Convention, 1948 (No. 88)

Labour Clauses (Public Contracts) Convention, 1949 (No. 94)

Protection of Wages Convention, 1949 (No. 95)

Migration for Employment (Revised) Convention, 1949 (No. 97) (Appendices I, II and III excluded)

Forced Labour Convention, 1957 (No. 105)

The Government of Cyprus will continue to apply the provision of the Right of Association (Non-Metropolitan Territories) Convention, 1947 (No. 84) pending formal ratification by Cyprus of the Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87) and the Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)”

Accusant réception de cette lettre, le Directeur général du B.I.T. a annoncé que Chypre est devenue Membre de l'O.I.T. à partir du 23 septembre 1960. De même, il a pris note que Chypre se considérait

liée par les obligations découlant des conventions mentionnées dans la lettre.

Le cas chypriote est caractérisé par la reconnaissance formelle de succession pour un grand nombre de conventions.⁽³⁸⁷⁾ Cela a été possible grâce à l'existence d'une législation du travail très abondante.⁽³⁸⁸⁾ Cette législation du travail représente la légalité au plan du droit interne. A titre d'exemple, nous citons ci-après quelques lois⁽³⁸⁹⁾ pertinentes à la Convention (No 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime) 1921 qui démontrent bien l'importance que la législation interne a attaché à son égard.

(387) Les conventions Nos 17, 58, 59 et 82 avaient été déclarées applicables à Chypre par le Royaume-Uni, *avec des modifications*, comme l'autorise l'article 35 de la Constitution de l'O.I.T. Comme une convention n'est pas susceptible d'être ratifiée avec des modifications et qu'on ne pouvait demander à Chypre, en vertu du principe de la succession d'Etat, d'accepter plus que les obligations assumées par le Royaume-Uni en son nom, ces déclarations n'ont pas pu être transformées en ratifications. En ce qui concerne la convention No. 85, il s'agit d'une matière (inspection du travail) sur laquelle porte, de manière plus complète, la convention No. 81, sur laquelle il y avait eu aussi une déclaration du Royaume-Uni, et que Chypre a confirmée en devenant Membre de l'O.I.T. Il n'y avait donc pas de raison de confirmer la convention No. 85 qui, d'ailleurs, était propre aux territoires non métropolitains. En général, on constate que c'est surtout le caractère spécial, spécifiquement technique et humanitaire des conventions internationales du travail qui facilite l'acceptation de continuité. Cette considération se trouve à la base des résolutions adoptées à la première Conférence régionale africaine de l'O.I.T., tenue à Lagos en décembre 1960, félicitant les Etats d'Afrique déjà devenus Membres de s'être reconnus liés par les obligations conventionnelles préexistantes et appelant "l'attention de tous les pays et territoires africains qui à l'avenir, adhéreront à l'O.I.T., sur l'importance de continuer à appliquer, comme point de départ pour leur politique future de développement social et économique, les conventions déjà déclarées applicables" (Cf. WOLF, *op. cit.*, p. 746).

(388) Cette considération se trouvait à la base de la déclaration faite par le représentant du Gouvernement vietnamien à la sous-commission, qui a examiné la demande d'admission du Viet-Nam à l'O.I.T. La déclaration confirmait que le Viet-Nam avait l'intention d'accepter les engagements antérieurement pris par le Gouvernement français... et de considérer à une date très rapprochée la question de la ratification formelle des conventions qui comprennent ces engagements" (*O.I.T. Compte rendu des travaux de la 33e Conférence* (1950), p. 410). Il est évident que le Viet-Nam ne pouvait le faire avant de s'être donné une législation nationale du travail (Cf. NGUYEN, *op. cit.*, p. 238).

(389) La législation relative aux différentes conventions internationales du travail applicables à Chypre est la suivante:

Convention (No. 19): The Workmen's Compensation Laws No. 30 of 1942 and Nos 2 and 11 of 1944, No. 14 of 1951, No. 22 of 1952, No. 1 of 1957, No. 67 of 1965 and No. 48 of 1969, The Social Insurance Law No. 2 of 1964, No. 3 of 1966 and No. 28 of 1968.

Les dispositions de cette convention furent appliquées aux bateaux enregistrés conformément à la "Cyprus Registration of Ships Law, (Cap. 270)" jusqu'au 30 septembre 1953 en vertu des sections 2 et 4 de la "Cyprus Registration of Ships (International Labour Convention) Law, (Cap. 271)". Le 1er octobre 1953 Cap. 271 a été abrogé par la "Cyprus Registration of Ships (International Labour Conventions) (Repeal) Law No. 34 of 1953". La "Merchant Shipping (Safety Regulation and Seamen) Law (Cap. 292)" qui est entrée en vigueur le 13 août 1953 a abrogé la "Cyprus Registration of Ships Law (Cap. 270)". Depuis lors, les dispositions de la "Merchant Shipping (International Labour Conventions) Act, 1925" comme elle a été modifiée par la "Merchant Shipping (Colonies) Order 1927" sont applicables seulement à des bateaux anglais. Depuis l'indépendance, la matière est régie par la "Merchant Shipping (Master's and Seamen) Law, 1963".

Dans la pratique internationale contemporaine, le cas chypriote montre que Chypre a suivi la tendance positive en matière de conventions internationales du travail. Selon cette tendance, les pays devenus indépendants reconnaissent formellement, au moment de leur adhésion à l'O.I.T., conformément à une pratique désormais constante, qu'ils demeurent liés par les obligations découlant de conventions internationales du travail déclarées antérieurement applicables à leur territoire par l'ex-métropole. Cette pratique s'était amorcée en 1937 lorsque le

Convention (No. 29): The Village Roads (Repeal) Law No. 14 of 1939, The Forest Law No. 5 of 1939, The Criminal Code, Cap. 13. Nouvelle législation après l'indépendance. Article 10 de la Constitution, The Criminal Code, Cap. 159, The Forest Law, Cap. 60, The Government Waterworks Law, Cap. 341.

Convention (No. 45): The Employment of Women (in Mines) Law, Cap. 181 anciennement Law No. 38 of 1936.

Convention (No. 81): The Factories Law No. 38 of 1956 (Now Cap. 134). The Accident and Occupational Diseases (Notification law No. 38 of 1953) and No. 23 of 1957 (now cap. 185), The Shop Assistants Law, Cap. 159 and Law No. 8 of 1952 (Now, Cap. 185), The Summer Afternoon Recess Law, Cap. 168 and Law No. 36 of 1953 (Now Cap. 186); The Employment of Women (Mines) Law, Cap. 214 (Now Cap. 181); Minimum Wage Law, Cap. 215 (Now Cap. 183); Children and Young Persons (Employment) Law No. 33 of 1953 and No. 4 of 1959 (Now, Cap. 178).

Convention (No. 88): The Social Insurance Law, 1956, Cap. 357 (Now laws Nos 2 of 1964, 3 of 1966, 28 of 1968, 48 of 1969); Port Workers (Regulation of employment) Law No. 35 of 1952, No. 47 of 1954 and No. 33 of 1958 (Now Cap. 184 and Law No. 5 of 1960).

Convention (No. 94): The Factories Law No. 36 of 1956 (Now Cap. 134).

Convention (No. 97): The Aliens and Emigration Law No. 13 of 1952 (Now Cap. 105 and the Aliens and Emigration (Registration of Aliens). Regulations made under section 20 of the Law as amended by Notification No. 654 in the Gazette of 24th December 1953.

Secrétariat du B.I.T. avait accepté la thèse⁽³⁹⁰⁾ du Gouvernement britannique selon laquelle la Birmanie continuait d'être liée par les conventions applicables jusque-là à l'Inde.⁽³⁹¹⁾ Le cas du Pakistan,⁽³⁹²⁾ en 1947, a consolidé cette pratique qui s'est généralisée par la suite.

Toutefois, la pratique de continuité a connu au début quelques exceptions. La tendance négative avait été manifestée par Ceylan en 1948, par le Viet-Nam et l'Indonésie en 1950 et par la Libye en 1952. Ces pays avaient promis dans leurs déclarations d'"envisager à une date très rapprochée" la ratification formelle des conventions.⁽³⁹³⁾ Ultérieurement cependant, le Gouvernement indonésien a révisé sa position et a décidé qu'il se considérait comme continuant d'être lié par les ratifications du Gouvernement néerlandais.

Il convient aussi de mentionner que la déclaration de continuité chypriote reprend mot pour mot la formule employée en 1957 par la déclaration du Ghana,⁽³⁹⁴⁾ ce qui représente une évolution d'ordre terminologique, à la fois plus précise et plus complète.⁽³⁹⁵⁾ La pratique

(390) Commentant cette initiative britannique D.P. O'CONNELL (*State Succession, op. cit.*, vol. II, p. 202) précise: "Acceptance of this proposition by the other delegations was gained by the affirmative attitude of the I.L.O. It is clear that had the Office taken at that date a negative attitude towards what was essentially a novel problem, the practice of the I.L.O. and some other organisations would to day be radically different from what it is".

(391) McNAIR, *op. cit.*, p. 641.

(392) B.I.T., *Bulletin Officiel*, vol. XXX, No. 5, p. 349.

(393) *Ibid.*, vol. XXXI, No. 3, p. 236; vol. XXX, No. 5, p. 259; vol. XXXIII, No. 5, p. 257; vol. XXXV, No. 2, p.88. Cf. WOLF, *op. cit.*, p. 748.

(394) B.I.T., *Bulletin Officiel*, vol. XL, No. 8, p. 394.

(395) La déclaration du Ghana fut proposée en exemple par la Commission d'experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains réunie au B.I.T. en décembre 1957, dans son rapport au Conseil d'administration du B.I.T., dans les termes suivants: "... l'attitude adoptée par le Ghana, au moment où cet Etat a été admis dans l'O.I.T. — à savoir la proclamation solennelle selon laquelle cet Etat acceptait pleinement les obligations assumées par le Royaume-Uni, en ce qui concerne la Côte de l'Or, au titre des conventions internationales du travail — a une très grande portée pour l'avenir. Il est éminemment souhaitable que d'autres Etats africains qui pourront entrer dans l'Organisation dans les années à venir adoptent une attitude analogue, afin d'assurer que les normes déjà établies sur la base de certaines conventions internationales du travail, dont pratiquement une partie s'applique maintenant à tous les territoires non métropolitains en Afrique au sud du Sahara, soient pleinement maintenues comme un point de départ pour le développement futur des peuples d'Afrique dans le domaine économique et social. La liberté politique ne peut être réelle lorsqu'il existe un chaos économique et social, et l'apport que les normes usuelles existantes peuvent donner au développement futur de la politique sociale en Afrique prend une importance capitale en tant que contribution possible au progrès futur". (WOLF, *op. cit.*, p. 748)

qui a suivi la déclaration de continuité ghanéenne⁽³⁹⁶⁾ a bien établi qu'un nouvel Etat

“peut figurer, à la date de l'admission, sur les registres de ratification, en tant que successeur immédiat, comme partie aux conventions internationales du travail qui étaient jusque-là applicables à son territoire, sans passer par une nouvelle procédure de ratification”.⁽³⁹⁷⁾

7. Organisation météorologique mondiale (OMM)

La pratique suivie par cette organisation est celle de la non-succession et de l'admission *a novo*.⁽³⁹⁸⁾ Sur cette base, le 15 septembre 1960, le Secrétaire général de l'OMM a adressé une lettre au Gouvernement chypriote

“recalling that in its former status Cyprus has been indirectly associated with the work of the World Meteorological Organisation for a number of years and I venture to express the hope, therefore, that the Government of Cyprus will in due course take the necessary steps to become a full Member-State of the World Meteorological Organisation in its own right”.

(396) Cf. à titre d'exemple les déclarations de continuité des pays suivants: Malaisie, *B.I.T. Bulletin Officiel*, vol. XL, p. 442; République arabe unie, *ibid.*, vol. XLI, p. 484; Cameroun, *ibid.*, XLIII, p. 521; Togo, *ibid.*, vol. XLIII, p. 517; Gabon, *ibid.*, p. 523; Nigéria, *ibid.*, p. 524; République centrafricaine, *ibid.*, p. 525; République malgache, *ibid.*, p. 526; Tchad, *ibid.*, p. 528; Congo (Brazzaville), *ibid.*, p. 527; Mali, *ibid.*, p. 529; Somalie, *ibid.*, p. 530; Côte-d'Ivoire, *ibid.*, p. 531; Haute-Volta, *ibid.*, p. 532; Dahomey, *ibid.*, p. 533; République du Niger, *ibid.*, vol. XLIV, p. 549; Sierra Leone, *ibid.*, p. 24; Tanganyika, *ibid.*, vol. XLV, p. 119; Ruanda, *ibid.*, p. 261; Algérie, *ibid.*, p. 262; Jamaïque, *ibid.*, vol. XLVI, p. 221; Bourouundi, *ibid.*, p. 222; Trinité et Tobago, *ibid.*, p. 346; Kenya, *ibid.*, vol. XLVII, p. 32; Laos, *ibid.*, p. 101.

(397) WOLF, *op. cit.*, p. 751. Commentant sur cette succession aux conventions internationales du travail NGUYEN (*op. cit.*, p. 240) remarque:

“Faut-il alors conclure qu'une coutume s'est formée en faveur de la succession aux conventions internationales du travail. Il est difficile d'y répondre affirmativement pour le moment. Tout d'abord, il faut noter que la déclaration de continuité, formulée de la façon susmentionnée, est imposée aux Etats candidats par les autorités de l'O.I.T. comme condition *sine qua non* de l'admission. Elle équivaut en pratique à une adhésion *de novo* aux conventions anciennement applicables puisqu'il suffit à un Etat nouveau, qui ne veut pas être lié par ces obligations, de ne pas faire partie de l'O.I.T. pour disposer d'une liberté absolue dans sa politique en matière de travail sans que la société internationale y trouve rien à redire”. Pourtant cette dernière constatation n'est pas confirmée par la pratique chypriote. Il semble que la République de Chypre en acceptant les obligations découlant des douze conventions parmi les dix-sept déclarées applicables à Chypre a pu disposer d'une certaine liberté dans sa politique en matière de travail. (V. *supra*, note 387).

(398) Voir ILA *Handbook*, *op. cit.*, pp. 271-272.

A ce moment, la République de Chypre avait deux possibilités pour devenir membre de l'OMM:

- a) attendre son admission dans l'ONU et ensuite adhérer à la Convention de l'OMM en vertu de son article 3, paragraphe b),
- b) faire une demande au Secrétariat de l'Organisation en vertu du paragraphe c) de l'article 3.⁽³⁹⁹⁾

Cependant, l'adhésion de Chypre à la Convention de l'OMM a eu lieu beaucoup plus tard, après que la République eut organisé son service météorologique.

Par sa Décision No 2785 du 7 mars 1963, le Conseil des Ministres de la République de Chypre a autorisé le Ministre des affaires étrangères à prendre les mesures nécessaires afin d'adhérer à la Convention de l'OMM. Le 11 avril 1963, en vertu de l'article 3, paragraphe b), le Gouvernement de Chypre a déposé son instrument d'adhésion à la Convention de l'OMM auprès du State Department, qui, conformément à son article 35, est entré en vigueur pour la République de Chypre le 11 mai 1963.

8. *Organisation mondiale de la santé (OMS)*

La Constitution de l'OMS était incluse dans l'Annexe B de la liste britannique, comme étant étendue à Chypre; Néanmoins, le Conseil mixte chypriote, dans sa séance du 5 janvier 1960, a envisagé la possibilité de demander au Royaume-Uni de faire les démarches nécessaires pour que Chypre puisse devenir membre associé,⁽⁴⁰⁰⁾ en vertu de l'article

(399) Les paragraphes b) et c) de l'article 3 prévoient:

b) tout Membre des Nations Unies qui a un service météorologique en adhérant à la présente Convention conformément à l'article 33;

c) tout Etat pleinement responsable de la conduite de ses relations internationales qui a un service météorologique, mais ne figure pas à l'Annexe I de la présente Convention et n'est pas Membre des Nations Unies après qu'une demande d'admission aura été soumise au Secrétariat de l'Organisation et que cette demande aura été approuvée par les deux tiers des Membres de l'Organisation spécifiés aux alinéas a), b) et c) du présent article, en adhérant à la présente Convention conformément à l'article 33".

(400) D'après la procédure adoptée par l'OMS les membres associés désirant devenir Membres de plein droit peuvent en devenir *de novo*, conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OMS. Pourtant, la quatorzième Assemblée de la santé a décidé qu'un "statut transitionnel" pourrait être accordé afin que la continuité s'assure. Les membres associés qui ont accédé à l'indépendance et qui ont exprimé leur intention de devenir Membres de plein droit continuent de jouir pendant la période transitionnelle, jusqu'à ce qu'ils deviennent Membres de plein droit, des droits et privilèges d'un membre associé.

8 de la Constitution de l'OMS,⁽⁴⁰¹⁾ avant son accession à l'indépendance. Cependant, cette possibilité fut écartée d'emblée: l'indépendance devant être proclamée le 19 mars 1960, la treizième Assemblée de la santé, qui devait se réunir le 3 mai 1960, ne pouvait donc pas appliquer les dispositions de l'article 8.

En fait, trois possibilités se présentaient:

- a) Déclaration de l'indépendance le 19 mars 1960. Dans ce cas, Chypre pouvait devenir Membre de l'OMS, conformément aux dispositions de l'article 6 de sa Constitution qui prévoit: "les Etats qui ne deviennent pas Membres, conformément aux dispositions des articles 4 et 5, peuvent demander à devenir Membres et seront admis, en cette qualité, lorsque leur demande aura été approuvée à la majorité simple par l'Assemblée de la santé".
- b) Déclaration de l'indépendance après le 19 mars 1960, mais avant l'ajournement de l'Assemblée de la santé. Dans ce cas, une difficulté se posait; en effet, la Règle de procédure 109 de l'OMS exige qu'une demande d'admission soit remis au Directeur général de l'Organisation, trente jours avant l'ouverture des travaux de l'Assemblée, c'est-à-dire dans le cas d'espèce, le 3 avril 1960.
- c) Déclaration de l'indépendance après le 19 mars 1960, mais après l'ajournement de l'Assemblée de la santé. Dans ce cas, Chypre pouvait devenir Membre, soit conformément aux dispositions de l'article 6 de la Constitution de l'OMS, soit conformément aux dispositions de l'article 4, si elle était déjà Membre des Nations Unies.

En fait, Chypre a accédé à l'indépendance le 16 août 1960, elle est devenue Membre des Nations Unies en septembre 1960. Par une lettre en date du 10 janvier 1961, le Ministre des affaires étrangères a déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies l'instrument officiel d'acceptation⁽⁴⁰²⁾ prévu par l'article 79 de la Constitution de l'OMS, conformément à l'article 4 qui prévoit:

(401) L'article 8 dispose comme suit: "les territoires ou groupes de territoires n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales peuvent être admis en qualité de membres associés par l'Assemblée de la santé, sur la demande faite pour le compte d'un tel territoire ou groupe de territoires par l'Etat Membre ou par une autre autorité ayant la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales..."

(402) Par le même instrument Chypre a accepté les amendements aux articles 24 et 25 adoptés par la douzième Assemblée mondiale de la santé.

“les Etats Membres des Nations Unies peuvent devenir Membres de l’Organisation en signant ou en acceptant de toute autre manière cette Constitution, conformément aux dispositions du chapitre XIX et conformément à leurs règles constitutionnelles”.

Cette lettre a été reçue par le Secrétaire général de l’ONU le 16 janvier 1961, date à partir de laquelle Chypre est devenue Membre de l’OMS.

Ainsi le cas chypriote a confirmé la règle de l’OMS selon laquelle aucun Etat ne peut hériter de la qualité de membre d’un autre Membre de l’Organisation. Un cas particulier pourtant: la Syrie, après sa séparation de la R.A.U., a été considérée comme Membre à partir de la date de son acceptation originale de la Constitution de l’OMS.⁽⁴⁰³⁾

9. *Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture (UNESCO)*

Peu après l’indépendance de Chypre, le Directeur général de l’UNESCO a adressé une lettre en date du 27 septembre 1960 au Président de la République, Mgr. Makarios, dans laquelle il exprimait son espoir de compter aussitôt la République de Chypre parmi les Etats Membres de l’UNESCO.

D’après la procédure existante,⁽⁴⁰⁴⁾ il suffit au Membre des Nations Unies désireux de devenir Membre de l’UNESCO, de déposer son instrument d’acceptation de la Constitution du 16 novembre 1945 auprès du Foreign Office anglais. D’après la liste britannique, Annexe B, cette constitution a été étendue à Chypre; cependant, son texte ne prévoyait pas de règles de succession. Ultérieurement, un mécanisme de continuité a été mis sur pied,⁽⁴⁰⁵⁾ mais il ne concerne que les Etats associés.

Dans le cas de Chypre, la procédure normale d’admission a été suivie. Par sa Décision No 259 du 22 novembre 1960, le Conseil des Ministres de la République a décidé que Chypre deviendrait Membre de l’UNESCO. Le 6 février 1961 les documents nécessaires ont été signés à Londres et Chypre est devenue Membre de l’UNESCO à partir de cette date.

(403) Voir *ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 327.

(404) Voir règle No. 91 relative à l’admission de nouveaux membres, *Manuel de Conférence*, XVIe partie, p. 30.

(405) Voir *ILA Handbook*, *op. cit.*, pp. 336-337.

10. *Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques; Convention de Berne de 1886*

Créée par la Convention de Berne, l'“Union de Berne” - Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques -⁽⁴⁰⁶⁾ constitue un code en matière du droit d'auteur. La Convention de Berne fut révisée à plusieurs reprises, les principales révisions ayant été réalisées par l'Acte de Berlin (13 novembre 1908), l'Acte de Rome (2 juin 1928), l'Acte de Bruxelles (26 juin 1948) et l'Acte de Stockholm (14 juillet 1967).⁽⁴⁰⁷⁾

La Convention de Berne a été étendue à Chypre par la Copyright Order in Council 1912”⁽⁴⁰⁸⁾ en vertu de laquelle la “Copyright Act, 1911” devenait applicable à Chypre. De plus, par une série d'ordonnances, les relations bilatérales en matière du droit d'auteur ont été réglées avec les pays suivants:

- a) Etats-Unis, “Order in Council 3rd February, 1915”⁽⁴⁰⁹⁾
- b) Grèce, “Order in Council 21st December, 1920”⁽⁴¹⁰⁾

(406) Pour une étude détaillée des questions de succession d'Etats à la Convention de Berne de 1886 couvrant la période allant jusqu'en septembre 1967 cf. *U.N. Doc. A/CN.4/200/Rev. 1*, p. 11 et s.

(407) *Le Droit d'Auteur*, 1967, pp. 173 à 186. Les lignes générales de la réforme adoptée à la Conférence de Stockholm sont les suivantes:

a) Les Unions de Berne et de Paris conservent leur pleine indépendance et leur vocation propre; entre les conférences de révision, chaque Union est placée sous l'autorité exclusive de l'assemblée des Etats membres de cette Union; b) à côté des Unions est créée une nouvelle organisation, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), dont peuvent faire partie tous les Etats membres d'une Union, de même que les Etats qui remplissent certaines conditions indiquées dans la Convention. Cette Organisation est chargée essentiellement de coordonner les activités administratives des Unions et de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde; c) le secrétariat des Unions et de l'Organisation est assumé par un organisme commun, le Bureau international de la propriété intellectuelle, qui est la continuation des BIRPI. Le Directeur général de ce Bureau est investi de nouveaux droits, qui lui permettent de représenter l'Organisation et les Unions sur le plan international; d) Selon ses activités, le Bureau international est placé sous l'autorité des organes des Unions ou de ceux de l'Organisation. C'est cependant l'Assemblée générale des Etats unionistes qui exerce la surveillance essentielle (*Ibid.*, p. 163).

(408) *Cyprus Revision*, 1923, Vol. II, p. 56. L'Acte de Rome était devenu applicable à Chypre en vertu de la “Copyright (Rome Convention) Order, 1933” (*Gazette* 1933, p. 441).

(409) *Cyprus Revision*, 1923, Vol. II, p. 80.

(410) *Ibid.*, p. 84.

- c) Autriche, "Order in Council 21st December, 1920"⁽⁴¹¹⁾
- d) Hongrie, "Berne Convention (Principal Order Amendment) Order, 1922"⁽⁴¹²⁾
- e) "Copyright (Federation Malaya States) Order, 1931"⁽⁴¹³⁾
- f) "Copyright (Rome Convention) (Morocco) (Spanish Zone) Order, 1935"⁽⁴¹⁴⁾
- g) "Copyright (Rome Convention) (Vatican City) Order, 1935"⁽⁴¹⁵⁾
- h) "Copyright (Rome Convention) (Liberia) Order, 1937"⁽⁴¹⁶⁾
- i) "Copyright (Rome Convention) (North Borneo) Order, 1937"⁽⁴¹⁷⁾
- j) "Copyright (Rome Convention) (Sarawak) Order, 1937"⁽⁴¹⁸⁾
- k) "Copyright (Rome Convention) (United States) Order, 1942"⁽⁴¹⁹⁾
- l) "Copyright (Rome Convention) (Haiti) Order, 1943"⁽⁴²⁰⁾
- m) "Copyright (Rome Convention) (Iceland) Order, 1948"⁽⁴²¹⁾
- n) "Copyright (Rome Convention) (Belgian Congo and Rwanda Urundi) Order, 1949"⁽⁴²²⁾
- o) "Copyright (Rome Convention) (Union of Russia) Order, 1951"⁽⁴²³⁾

En 1925, quand Chypre est devenue colonie britannique, le "Copyright Act, 1911" a continué de lui être applicable en vertu des dispositions de la section 25 (1) de l'Acte. Le "Copyright Act, 1911" a été remplacé au Royaume-Uni par le "copyright Act, 1956", mais en vertu de son "Schedule 7, Part VIII, para. 41" le "Copyright Act, 1911", en tant que loi d'un autre pays, a été considéré comme non abrogé et par conséquent applicable à Chypre.

(411) *S.R. and O. Revision*, 1948, Vol. IV, p. 915.

(412) *Cyprus Revision*, 1923, p. 90.

(413) *Gazette* 1931, p. 543.

(414) *Gazette* 1935, p. 268.

(415) *Ibid.*, p. 319.

(416) *Gazette* 1937, p. 402.

(417) *Ibid.*, p. 421.

(418) *Gazette* 1938, p. 41.

(419) *Gazette* 1942, p. 40.

(420) *Supplément 2A*, 1943/11.

(421) *Supplément 2A*, 1948/39.

(422) *Supplément 2A*, 1949/35.

(423) *Supplément 2A*, 1951/1.

Après l'accession de Chypre à l'indépendance, le Bureau international pour la protection des oeuvres artistiques et littéraires, par la lettre 41-321/g en date du 5 décembre 1960,⁽⁴²⁴⁾ adressée au Ministère des affaires étrangères, a posé la question de la succession de Chypre à la Convention de Berne comme suit:

"We would be most grateful if you would kindly oblige us in confirming that your country continues to apply the provisions of the Berne Convention on its territory.

"The advantages deriving from the Convention are independent from the payment and the choice of class with respect to the contributions towards the common expenses of the Union. Nevertheless, *a declaration of continuity would avoid any uncertainty* with regard to the application of the Berne Convention to the territory of your country and with regard to the obligation of other Unionist countries to protect your intellectual works.

"It should be noted here that the annual contributions may be paid as from the date when the declaration of continuity is made,⁽⁴²⁵⁾ though there is no interruption in the legal effects which are connected with your membership of the Union since such membership became effective as from the declaration made by the United Kingdom in accordance with Article 26 of the Berne Convention" (nos italiques).

Le Procureur général, après avoir étudié la question et vu la situation légale analysée plus haut, a conclu que la Convention de Berne continuait de lier la République de Chypre en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre.

(424) Par lettres du 31 mars 1960 et du 5 décembre 1960, le Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique a demandé aux pays qui ont accédé ces dernières années à l'indépendance, de confirmer s'ils entendent continuer à appliquer sur leur territoire les règles de la Convention de Berne. Il s'agit d'Etats ex-territoires unionistes auxquels la Convention de Berne avait été étendue par les Etats qui assuraient alors leurs relations extérieures, conformément à l'article 26 de la Convention. Le Directeur a communiqué dans les lettres précitées des informations et des précisions concernant l'objet de la Convention de Berne et les avantages qu'elle assure. Les Etats nouveaux ex-territoires unionistes qui confirment leur appartenance à l'Union ne sont tenus de contribuer aux frais de gestion du Bureau qu'à partir du moment de la confirmation de ladite appartenance (*U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, p. 42).

(425) Cette contribution financière constitue la seule différence entre un pays non souverain membre de l'Union et un pays souverain unioniste qui est obligé de contribuer aux dépenses de l'Union en choisissant sa part contributive parmi six classes (*Le Droit d'Auteur*, 1960, p. 336).

Par une note en date du 24 février 1964,⁽⁴²⁶⁾ le Ministère des affaires étrangères a informé la Confédération suisse que:

“The Republic of Cyprus continues without interruption to be a Member of the Berne Union for the Protection of Literary and Artistic Works to which Cyprus is a party consequent to the adhesion made by the United Kingdom in accordance with Article 26 (1) of the Berne Convention.

“Consequently, the Republic of Cyprus continues to apply on its territory the Berne Convention signed on the 9th September 1886, and as last revised at Brussels on the 26th June, 1948, and thereby retains all rights acquired under the former regime.

“Finally (the Cyprus) Government wishes to be placed in the VI Class for the purposes of its contribution towards the common expenses of the Union”.⁽⁴²⁷⁾

De son côté, le Gouvernement suisse a chargé le 24 avril 1964 ses missions diplomatiques⁽⁴²⁸⁾ de notifier aux Etats intéressés la déclaration de la République de Chypre relative à la continuité de sa participation à la Convention de Berne, révisée en dernier lieu à Bruxelles le 26 juin 1948.

Répondant à ladite notification, le Ministère des affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne a émis l'avis qu'une déclaration de continuité de la République de Chypre ne pouvait avoir lieu que pour la Convention de Berne dans son texte révisé à Rome le 2 juin 1928. Le Ministère précité releva, à ce sujet, avoir constaté l'existence d'une notification selon l'article 26 (1) par rapport au texte de Rome, mais non pas concernant celui de Bruxelles.⁽⁴²⁹⁾

Il est à remarquer que la position prise par le Gouvernement allemand est un exemple unique de l'attitude d'une partie contractante envers une déclaration de succession non-fondée. Il montre bien que le droit de faire une déclaration de succession à une convention multilatérale ne peut pas être exercé unilatéralement.⁽⁴³⁰⁾ Il semble que la pratique inter-

(426) V. *Le Droit d'Auteur*, 1964, p. 127.

(427) Décision No. 3622 du Conseil des Ministres en date du 13 janvier 1964.

(428) Note No. L. 21.30.1. Chyp. en date du 2 mai 1964 de l'Ambassade de Suisse au Liban.

(429) Le texte de Bruxelles fut appliqué aux pays suivants: Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Dahomey, Gabon, Guinée, Côte d'Ivoire, République malgache, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Haute-Volta.

(430) Dans un document de travail présenté à la Commission du droit international le professeur Bartos l'appelle “right of option” (*U.N. Doc. A/CN. 4/160, Annexe II, p. 15*).

nationale sur ce point a conduit les divers étudiants du problème à tirer des conclusions différentes. K. ZEMANEK, par exemple, constate :

“The right to declare succession to multilateral conventions is exercised unilaterally. Upon receiving the declaration of the new state, depositaries list it as a party, and the fact is notified to the other contracting parties. *No contracting party is known either to have protested against this procedure or against a single declaration.* It is an option, like the right of accession, the exercise of which depends solely on the fulfilment of the required conditions”⁽⁴³¹⁾ (nos italiques).

Sur le plan pratique, l'attitude du Gouvernement allemand a entraîné d'autres réactions, remettant en question l'interprétation même de la déclaration chypriote par les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle. Ceux-ci, saisis de la question, ont fait connaître au Gouvernement suisse leur avis :

“Dans leur lettre adressée à l'Ambassade de Suisse au Liban, les autorités chypriotes se réfèrent à l'adhésion faite jadis par le Royaume-Uni conformément à l'article 26, alinéa (1), de la Convention de Berne. Il s'agissait alors d'étendre à un certain nombre de colonies et protectorats britanniques l'application de la Convention de Berne dans son texte de Rome de 1928 (voir ‘*Le Droit d'Auteur*’, numéro d'avril 1932, p. 39).

Depuis son adhésion au texte de Bruxelles de 1948 intervenue le 15 décembre 1957, le Royaume-Uni n'a pas fait de déclaration d'application à l'égard de Chypre. Il est donc évident que le texte de la Convention de Berne qui était applicable au moment de l'accession de Chypre à l'indépendance (le 16 août 1960), était celui de Rome. Cependant, la déclaration de continuité qui vous a été adressée par la République de Chypre se réfère expressément au texte de Bruxelles de 1948. Il semble qu'il puisse en être déduit que cette déclaration, d'une part, confirme l'appartenance de Chypre à l'Union de Berne dans son texte de Rome sans interruption depuis le 1er octobre 1931 (date à laquelle est entrée en vigueur la notification faite à cette époque par le Royaume-Uni) et constitue, d'autre part, une adhésion au texte de Bruxelles. Bien entendu, pour les pays de l'Union qui n'ont pas encore adhéré à celui-ci le texte de Rome est applicable dans les rapports avec la République de Chypre.”⁽⁴³²⁾

(431) *Op. cit.*, p. 234.

(432) *Le Droit d'Auteur*, 1965, p. 6.

Afin d'éviter toute contestation, l'Ambassade suisse au Liban a demandé au Ministère des affaires étrangères de confirmer l'interprétation donnée ci-dessus au sujet de sa déclaration, à savoir que la République de Chypre se considérait comme ayant adhéré au texte de Bruxelles.⁽⁴³³⁾

Le Gouvernement de la République de Chypre, invité à se prononcer sur la question, a informé l'Ambassade de Suisse à Tel-Aviv par note en date du 18 juin 1968 que:

"The Ministry of Foreign Affairs has the honour to state that the Republic of Cyprus continues to apply on its territory the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works of September 9, 1886, as revised at Rome on June 2, 1928.

"The declaration of continuity contained in the Ministry's Note of February 24, 1964 addressed to the Swiss delegation in Beïrut to the effect that Cyprus applies the Berne Convention as revised at Brussels on June 26, 1948, is the result of a misunderstanding that the United Kingdom had extended the Brussels text to Cyprus before independence whereas it had never done so.

"The Ministry wishes to inform the Embassy on this occasion that the Cyprus Government intends in due course to amend its Copyright Law and accede to the Berne Convention in its Brussels text".

Pour éviter toute insécurité juridique quant au statut de la République de Chypre au sein de l'Union de Berne, le Département politique fédéral a adressé le 10 septembre 1968 une note⁽⁴³⁴⁾ aux pays membres de ladite Union pour les informer de la déclaration rectificative de la République de Chypre, citée ci-dessus, concernant sa participation à la Convention de Berne; en vertu de cette déclaration. Chypre continue d'appliquer sur son territoire la Convention de Berne telle qu'elle a été révisée à Rome le 2 juin 1928.

Ainsi, Chypre a suivi la procédure la plus fréquente selon laquelle l'Etat nouveau, ex-territoire unioniste, devient Etat successeur en adressant une déclaration de continuité directement au Gouvernement suisse. ⁽⁴³⁵⁾ C'est surtout avant la deuxième guerre mondiale que la succession

(433) Note No. L. 21.30.1. Chyp. en date du 29 août 1964.

(434) No. 0.411.50 Chypre intitulée "Déclaration de continuité de la République de Chypre (Rectification)).

(435) C'est ce qu'ont fait le Cameroun, Ceylan, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), le Dahomey, Madagascar, le Mali et le Niger.

s'est opérée en vertu d'une communication de l'Etat contractant métropolitain au Gouvernement suisse.⁽⁴³⁶⁾

Il y a lieu, encore, d'examiner les effets, résultant de la succession, qui ont trait à la continuité dans l'application des instruments conventionnels et la participation à l'Union comme Etat contractant.⁽⁴³⁷⁾ Pour ce qui est de la continuité, il convient de mentionner que celle-ci a été pleinement reconnue par l'Union de Berne. Ainsi, l'Acte de Rome, auquel Chypre a succédé après son indépendance, est considéré applicable à l'île à partir du 1er octobre 1931, date à laquelle il a été étendu à son territoire par l'ex-métropole.⁽⁴³⁸⁾ En ce qui concerne la date d'entrée dans l'Union, dans le cas de Chypre, c'est la date de la notification de la déclaration de continuité qui joue;⁽⁴³⁹⁾ dans d'autres cas, on adopte soit une date antérieure à la notification de la déclaration de continuité indiquée dans celle-ci, soit la date de l'accession du pays à l'indépendance.⁽⁴⁴⁰⁾

L'attitude du Gouvernement de la République de Chypre à l'égard de la Convention de Berne a été examinée. Il convient maintenant d'étudier la politique du Bureau de l'Union face au problème de la continuité d'application de la Convention de Berne aux Etats nouveaux dont le territoire fut anciennement régi par cette convention au nom de la métropole; ceci, en vertu de la théorie de succession qui s'impose en raison du caractère de traité loi de la convention.⁽⁴⁴¹⁾

(436) C'est ce qui s'est produit pour les dominions britanniques, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, l'Inde et la Nouvelle-Zélande et après la deuxième guerre mondiale pour l'Indonésie. Pour certains Etats, parties contractantes au sein de l'Union, l'accession à l'indépendance ne s'est pas accompagnée de l'envoi de notifications relatives à leur Statut dans l'Union. Exemples en sont les cas de l'Inde, de la Syrie, de la Tunisie et du Maroc. Sur l'ensemble de la question de la forme du consentement cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, pp. 50 et 51.

(437) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, p. 52 et s.

(438) Voir le tableau sur le champ d'application de la Convention et de ses actes de révision publié dans *Le Droit d'Auteur*, 1967, p. 4 et 5. Par contre dans le cas d'adhésion il y a solution de continuité. C'est le cas de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Haute-Volta et du Sénégal.

(439) Cf. aussi Ceylan, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Dahomey, Mali et Niger.

(440) Madagascar et Indonésie.

(441) Sur l'ensemble du problème voir G. RONGA, "Situation dans l'Union de Berne des pays devenus récemment indépendants", *Le Droit d'Auteur*, 1960, p. 320 et s.; Cf. MASSOUYE, "Décolonisation, indépendance et droit d'auteur", *B.I.R.P.I.*, Publication, 1962; D.P. O'CONNELL, *op. cit.*, *B.Y.I.L.*, 1962, p. 140 et s.; *ILA Handbook, op. cit.*, p. 244 et s., p. 369 et s.

La lettre du Directeur des Bureaux réunis, adressée au Ministère des affaires étrangères de Chypre, précisait que

“a declaration of continuity would avoid any uncertainty with regard to the application of the Berne Convention on the territory of your country.....”

Elle indique bien la préférence marquée du Bureau de l'Union pour la formule de la déclaration de continuité. Dans une lettre presque identique en date du 5 décembre 1960, le Directeur des Bureaux réunis signalait au Gouvernement malgache l'intérêt d'une déclaration de continuité, permettant d'

“éviter toute incertitude quant à l'application de la Convention de Berne sur le territoire de Madagascar et sur l'obligation des autres pays unionistes de protéger ses oeuvres intellectuelles”.⁽⁴⁴²⁾

Le Gouvernement malgache a longuement hésité avant de faire parvenir à l'Ambassade de Suisse à Tananarive le 11 février 1966

“l'instrument par lequel le Gouvernement de la République malgache se considère comme lié par la Convention de Berne relative à la protection des oeuvres littéraires et artistiques, dont l'application avait été étendue à son territoire le 22 mai 1952 en vertu d'une déclaration faite par la France conformément à l'article 26, alinéa 1 de ladite Convention”.⁽⁴⁴³⁾

Quand le 20 juillet 1959 le Gouvernement de Ceylan a déposé son instrument d'adhésion à la Convention de Berne (Acte de Rome), le Gouvernement suisse dans sa notification aux Gouvernements intéressés, a interprété⁽⁴⁴⁴⁾ cet instrument comme constituant

(442) Cf. BARDONNET, *op. cit.*, p. 722.

(443) Assez curieusement cependant cet instrument porte *in fine* “cette adhésion doit courir à partir du 1^{er} janvier 1966” (cf. *ibid.* p. 724).

(444) On se trouve ici en présence d'un cas inverse de celui de Chypre. L'adhésion de Ceylan a été considérée, comme une déclaration de continuité, tandis que la déclaration de continuité de Chypre, en ce qui concerne l'Acte de Bruxelles, a été considérée comme une adhésion. Sur la question de l'interprétation de déclaration cf. K. ZEMANEK, (*op. cit.*, p. 227) qui constate que “various depositaries have interpreted declarations of the same wording differently. The United States, for instance, construed the Malagasy Republic's notification of 28 April 1963 that ‘the Malagasy Republic has decided to consider itself bound by the International Air Services Transit Agreement... the application of which was extended to the Territory of the Malagasy Republic before its accession to independence’ as acceptance pursuant to Article VI, whereas the Secretary-General of the United Nations, the Polish Government and the Director-General of ILO regarded similarly worded notifications regarding multilateral conventions in their deposit as declarations of succession”.

“a declaration of continuity, for it confirms, so far as Ceylon is concerned, the declaration of the United Kingdom regarding the application of the Berne Convention, as revised at Rome in 1928, to a number of British Colonies, Protectorates and Mandated Territories, with effect from October 1, 1931”.⁽⁴⁴⁵⁾

En outre, la “demande d’accession” du 8 juillet 1961 de la Côte d’Ivoire fut considérée par le Bureau comme une “déclaration de continuité” bien que le 1er janvier 1962 était mentionné comme date d’entrée en application. *Le Droit d’Auteur*, en publiant les textes de la demande de la Côte d’Ivoire et de la notification du Gouvernement suisse ajouta la note interprétative selon laquelle

“cette communication constitue en réalité une déclaration de continuité, car elle confirme en ce qui concerne la Côte d’Ivoire, la ratification de la Convention par la France”.⁽⁴⁴⁶⁾

Cette attitude a, cependant, changé sous l’influence de la position prise à l’égard de l’Union par les différents nouveaux Etats, qui allait de la simple négation à la non-succession. La volonté des Etats intéressés est dorénavant respectée. *Le Droit d’Auteur* ne fait figurer sur la liste des pays membres que les pays ayant manifesté affirmativement leurs intentions à cette fin.⁽⁴⁴⁷⁾

Mais pour comprendre ce changement il faut encore donner quelques exemples d’attitudes négatives et de non-succession.⁽⁴⁴⁸⁾

La République de Corée a considéré “l’adhésion faite par le Gouvernement japonais. comme sans effet à l’égard du territoire de la République de Corée, et ce à compter du 15 août 1945”.⁽⁴⁴⁹⁾ Le Cambodge a notifié au gouvernement dépositaire qu’il “n’applique pas la Convention de Berne...”⁽⁴⁵⁰⁾ La République de Chine a fait savoir que “la déclaration faite par le Japon en 1932, étendant le champ d’application de ladite Convention à “Formose” a cessé de déployer ses effets le 25 octobre 1945, date à laquelle Taïwan a été restituée à la République de Chine”⁽⁴⁵¹⁾ La République du Viet-Nam a fait connaître “que

(445) Voir *Le Droit d’Auteur*, 1959, pp. 205-206.

(446) *Ibid.*, 1962, p. 257.

(447) Voir sur ce changement de la position du Bureau NGUYEN, *op. cit.*, p. 261 et *ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 247.

(448) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, p. 47 et s.

(449) Note du 15 juillet 1960, *Le Droit d’Auteur*, 1960, p. 337.

(450) Note du 28 septembre 1960, *ibid.*, 1960, p. 338.

(451) Note du 6 décembre 1960, *ibid.*, 1961, p. 27 et 28.

l'engagement pris par la France n'a pas d'effet à l'égard de la République du Viet-Nam depuis l'accession de ce dernier pays à l'indépendance".⁽⁴⁵²⁾

D'autre part, le Pakistan après sa séparation de l'Inde a fait le 5 juillet 1948 une déclaration d'adhésion à la Convention de Berne révisée en dernier lieu à Rome le 2 juin 1928. Le Gabon et le Sénégal ont aussi préféré la voie de l'adhésion.

Cependant, l'exemple de Chypre qui a reconnu la continuation du régime de l'Union de Berne n'est pas le seul.⁽⁴⁵³⁾ La dénonciation par l'Indonésie de la Convention de Berne le 19 février 1959 conformément à son article 29 implique l'application de la Convention depuis son indépendance jusqu'à la date de sa dénonciation.⁽⁴⁵⁴⁾ En outre, la formule de "déclaration de continuité" a été suivie par le Congo (Brazzaville), le Mali et le Niger qui sont considérés comme membres de l'Union à partir du 22 mai 1952, date d'application de l'Acte de Bruxelles à leurs territoires par la France. La déclaration suivante du Dahomey, en date du 3 janvier 1961 va dans le même sens:

"La République du Dahomey continue sans interruption à être membre de l'Union de Berne, à laquelle le Dahomey est partie par l'effet de l'adhésion effectuée par la France, conformément à l'article 26".⁽⁴⁵⁵⁾

Par lettre du 21 septembre 1964, le Ministère des affaires étrangères de la République fédérale du Cameroun a fait part au Gouvernement suisse d'une déclaration de continuité relative à sa participation à la Convention de Berne.⁽⁴⁵⁶⁾ En dernier lieu, on peut encore mentionner que, par note du 29 mai 1968 adressée à l'Ambassade de Suisse à Londres, le Ministère du Commonwealth et des affaires étrangères de Malte a confirmé au Gouvernement suisse l'appartenance de Malte à la Convention de Berne, révisée à Rome le 2 juin 1928.

D'après notre analyse la pratique internationale contemporaine montre bien que la succession ou la non-succession ne dépend pas des arguments juridiques mais de la volonté des nouveaux Etats. La varié-

(452) Lettre du 18 juin 1960 du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, *ibid.*, 1960, p. 377.

(453) Sur la question des Etats consultés qui sont devenus Etats contractants par voie de succession cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/200/Rev. 1*, p. 43 et s.

(454) Voir *Le Droit d'Auteur*, 1959, p. 79.

(455) *Ibid.*, 1961, p. 70.

(456) V. Notification L. 21.30 du 8 décembre 1964 adressée au Gouvernement de Chypre par l'Ambassade de Suisse au Liban.

té d'intérêts de ceux-ci a conduit d'ailleurs à l'Acte de Stockholm de 1967.⁽⁴⁵⁷⁾

11. Union internationale des télécommunications (UIT)

L'“Union internationale des télécommunications” a été instituée par la “Convention internationale des télécommunications”, signée à Madrid le 9 décembre 1932.⁽⁴⁵⁸⁾ Par la suite, les instruments constitutifs qui ont régi l'UIT ont été les suivants: Convention signée à Atlantic City le 2 octobre 1947;⁽⁴⁵⁹⁾ Convention signée à Buenos Aires le 22 décembre 1952;⁽⁴⁶⁰⁾ Convention signée à Genève le 21 décembre 1959⁽⁴⁶¹⁾ et Convention signée à Montreux le 12 novembre 1965.⁽⁴⁶²⁾

Avant d'accéder à l'indépendance, Chypre faisait partie d'un “groupe de territoires” membre de l'Union, dénommé “Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord”.⁽⁴⁶³⁾

La Convention applicable à Chypre était celle de Buenos Aires de 1952, entrée en vigueur le 1er janvier 1954.

Après son accession à l'indépendance, Chypre dut se conformer aux dispositions de l'UIT en vertu du paragraphe 2 de la section 6 de l'Annexe B, deuxième partie du Livre Blanc sur Chypre; celui-ci précisait:

“The authorities of the Republic of Cyprus and the United Kingdom authorities shall consult and co-operate to ensure the effective operation of telecommunications in the Island of Cyprus. The authorities of the Republic of Cyprus and the United Kingdom authorities shall conform with the provisions of the International Telecommunication Convention and the International Radio Regulations, and shall jointly establish a Cyprus Telecommunications Co-ordi-

(457) A Stockholm a été adopté le Protocole relatif aux pays en voie de développement, lequel permettra à ces pays de s'écarter des minima prévus pour la durée de protection et pour les droits de reproduction, de traduction et de radiodiffusion etc. Voir à ce sujet *Le Droit d'Auteur*, 1967, p. 173.

(458) *R.T.S.N.*, vol. 151, p. 5.

(459) *R.T.N.U.*, vol. 193, p. 189.

(460) *United States Treaties and Other International Agreements*, vol. 6, deuxième partie, 1955, p. 1213.

(461) *Ibid.*, vol. 12, deuxième partie, 1961, p. 1761.

(462) *Annuaire juridique des Nations Unies*, 1965, p. 186.

(463) Parties du même groupe étaient les pays suivants: Barbade, Botswana, Guyane, Lesotho, Malte, Maurice et Yémen du Sud.

nation Committee to enable mutual radio planning to be effected and a Cyprus Frequency Assignment Committee for the purpose of assigning frequencies which may be mutually agreed”.

Ainsi, par sa Décision No 230 du 15 novembre 1960, le Conseil des Ministres de la République de Chypre a autorisé le Ministre des affaires étrangères à déposer auprès du Secrétaire général de l'UIT l'instrument d'adhésion de Chypre conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1959.⁽⁴⁶⁴⁾ L'adhésion de Chypre à la Convention de Genève de 1959 a pris effet le 14 avril 1961.⁽⁴⁶⁵⁾ En février 1963, Chypre a expressément approuvé le Règlement télégraphique et le Règlement téléphonique (Genève, 1958), ainsi que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications (Genève, 1959).⁽⁴⁶⁶⁾

En général, la plupart des nouveaux Etats ont adhéré aux Conventions des télécommunications et sont devenus “Membres” de l'Union après leur admission à l'ONU.⁽⁴⁶⁷⁾ La participation par succession au titre de la Convention d'Atlantic City de 1947 et des Conventions révisées est intervenue presque exclusivement dans les cas relatifs à la formation ou à la dissolution d'unions ou de fédérations.⁽⁴⁶⁸⁾ Aussi, la cession de territoire à un “Membre” indépendant de l'Union n'a pas entraîné le dépôt de nouveaux instruments d'adhésion aux Conventions des télécommunications par le “Membre” intéressé.⁽⁴⁶⁹⁾

Pour ce qui est de la politique de l'UIT en matière de succession à ses Conventions, il y a lieu de relever que l'Union n'a pas éprouvé le besoin d'encourager⁽⁴⁷⁰⁾ la procédure de succession. Cela s'explique par le fait que les Conventions des télécommunications sont révisées tous les cinq ou six ans, elles prévoient une date fixe pour leur entrée en vigueur et les Membres, y compris les nouveaux Etats indépendants, sont

(464) Article I, paragraphe 2(B) et article 16.

(465) Notification No. 865.

(466) Notification No. 911.

(467) Seuls, six Etats (Cambodge, Cameroun, Laos, Mauritanie, Nauru et Viet-Nam) ont dû faire une demande d'admission avant leur adhésion. V. aussi *ILA Handbook*, *op. cit.*, p. 268.

(468) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/225*, p. 89.

(469) Cf. *ibid.*, p. 92.

(470) *Ibid.*, p. 95 où on peut lire “Il semble cependant que l'Union n'ait pas pour pratique de demander officiellement aux nouveaux Etats indépendants de préciser leur attitude au sujet des instruments de l'Union qui s'appliquaient ou pouvaient s'appliquer à leur territoire avant l'indépendance”.

censés ratifier chaque Convention révisée ou y adhérer.⁽⁴⁷¹⁾ De plus, l'adhésion de Chypre à la Convention de Genève de 1959, avant le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion à la Convention au nom du Membre représentant l'"ensemble" des territoires britanniques d'outre-mer, montre bien comment l'utilité pratique d'une participation fondée sur la succession est diminuée.

12. *Union postale universelle (UPU)*

Le régime de l'UPU, établi en 1874, s'appliquait à Chypre déjà depuis le 1^{er} juillet 1875 avec la Turquie et depuis le 1^{er} juillet 1878 avec la Grande-Bretagne comme partie de l'ensemble des territoires britanniques d'outre-mer connu sous le nom "the whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland".

Peu avant la proclamation formelle de l'indépendance de Chypre, le Conseil mixte dans sa séance du 16 février 1960 a examiné le problème de l'admission de Chypre dans l'UPU en vertu de l'article 3 de la Convention postale universelle, signée à Ottawa le 3 octobre 1957 laquelle fut décidée.

Le 23 mars 1961, le Ministre des affaires étrangères de la République de Chypre a adressé au Chef du Département politique fédéral suisse une lettre 305/B7 par laquelle il sollicitait l'admission de Chypre dans l'UPU, en qualité de membre. La demande du Gouvernement de Chypre était fondée sur l'article 3 de la Convention postale universelle dont la teneur est la suivante:

- "1. Tout pays souverain peut demander son admission en qualité de membre de l'Union postale universelle.
2. La demande est adressée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par ce dernier aux pays membres de l'Union.
3. Le pays intéressé est considéré comme admis en qualité de membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des pays membres de l'Union.
4. Les pays membres de l'Union qui n'auraient pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'étant abstenus.

(471) Cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/225*, p. 96.

5. L'admission en qualité de membre est notifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse aux Gouvernements de tous les pays membres de l'Union".

Le 30 juin 1961, le Département politique fédéral suisse a ouvert la consultation prévue par l'article précité pour les nouvelles admissions. En plus, par une lettre de la même date le Département politique fédéral suisse demandait à être informé "si le Gouvernement de la République de Chypre désirait rester au bénéfice de l'article VIII du protocole final de la Convention d' Ottawa, applicable au territoire de ce pays lorsqu'il faisait partie de l'Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer. Si tel était le cas, ce désir devrait faire l'objet d'une mention expresse". En outre, la lettre signalait "que jusqu'à son accession à l'indépendance, la République de Chypre participait à l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et à l'arrangement concernant les colis postaux, signés tous deux à Ottawa, le 3 septembre 1957, par l'ensemble des territoires britanniques d'outre-mer puis ratifiés au nom de cet Ensemble. Si le Gouvernement de la République envisageait d'adhérer à ces arrangements ou à l'un d'eux seulement, nous vous saurions gré de nous en informer d'ici la fin de la consultation".

A ce propos, la lettre attirait encore l'attention du Gouvernement de Chypre sur le fait "qu'en tant que partie de l'Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer, Chypre bénéficiait, jusqu'à présent, des réserves prévues aux articles III, VI b, VIII, IX, X (tableau 1, numéro d'ordre 20, et tableau 2, numéro d'ordre 10a), XI, XV et XVII du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux, ainsi que de la réserve prévue à l'article unique du protocole final du règlement d'exécution dudit arrangement. Si, par conséquent, le Gouvernement de la République désirait continuer de mettre celle-ci au bénéfice de ces réserves, il conviendrait de le préciser, à l'occasion de l'adhésion de Chypre à l'arrangement en cause".

En date du 30 octobre 1961, la demande d'admission de la République de Chypre au sein de l'Union postale universelle a recueilli l'approbation de plus des deux tiers des pays composant l'Union (86 d'entre eux s'étaient déclarés favorables à la requête chypriote). L'admission de Chypre dans l'Union postale a pris effet le 23 novembre 1961 et elle impliquait l'adhésion de ce pays à la Convention postale universelle d'Ottawa du 3 octobre 1957, à son protocole final, à son règlement d'exécution, à ses annexes et à l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale, ainsi qu'aux dispositions concernant la poste aérienne,

y compris le protocole final et les annexes.

En outre, le Ministère des affaires étrangères, par la note No 8683/B7 en date du 28 mars 1962, informait le Département politique fédéral suisse, en réponse à sa lettre du 30 juin 1961 mentionnée ci-dessus, que le Gouvernement de Chypre :

- a) désire rester au bénéfice de l'Article VIII du protocole final de la Convention d'Ottawa, applicable à son territoire lorsqu'il faisait partie de l'Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer;
- b) désire participer à l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et à l'arrangement concernant les colis postaux;
- c) désire continuer de bénéficier des réserves prévues aux articles III, VI b, VIII, IX, X (tableau 1, numéro d'ordre 20 et tableau 2 numéro d'ordre 10 a) XI et XV du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux ainsi que de la réserve prévue à l'article unique du protocole final du Règlement d'exécution dudit arrangement;
- d) ne désire pas adhérer à l'article XVII du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux.

Le Gouvernement suisse a fait part aux gouvernements intéressés de l'adhésion de la République de Chypre aux arrangements précités; celle-ci a pris effet le 9 juillet 1962. Les gouvernements intéressés ont été également mis au courant des réserves dont le Gouvernement chypriote désirait bénéficier; ils ont appris que la République de Chypre a été, à sa demande, et d'entente avec les autorités de la Confédération suisse, rangée en 7ème classe de contribution⁽⁴⁷²⁾ en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Union.

Dans le cas chypriote, la théorie de succession n'a pas joué. Le Gouvernement de Chypre a bien exprimé le désir de rester au bénéfice de l'Article VIII du protocole final de la Convention d'Ottawa et des réserves prévues à quelques articles du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux; pourtant ceci n'indique pas une participation sur la base de la succession.⁽⁴⁷³⁾ La preuve en est que Chypre n'a

(472) Article 20, paragraphes 2 et 3 de la Convention postale universelle.

(473) De la même façon, BARDONNET (*op. cit.*, p. 719) interprète une réserve formulée par le Gouvernement malgache concernant le protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux. Il constate: "Au surplus, le Gouvernement malgache avait précisé qu'il

pas voulu adhérer à l'article XVII de l'arrangement précité, qui d'ailleurs a pris effet le 9 juillet 1962.

Il est intéressant de noter que, lorsque la République algérienne a sollicité le 15 janvier 1964 son admission dans l'Union postale universelle, elle l'a fait en qualité d'Etat souverain et indépendant.⁽⁴⁷⁴⁾ En outre, plusieurs autres Etats ont sollicité leur admission dans l'Union postale universelle sur la base d'une demande fondée sur l'article 3 de la Convention postale universelle qui exclut la succession. A titre d'exemple nous citons les Etats suivants: Burundi, lettre du 2 octobre 1962; Haute-Volta, lettre du 12 mai 1962; Jamaïque, lettre du 30 octobre 1962; Kenya, lettre du 17 mars 1964; Malte, lettre du 12 octobre 1964; Mauritanie, lettre du 28 décembre 1961; Ouganda, lettre du 20 mars 1963; Ruanda, lettre du 14 juin 1962; Tanganyika, lettre du 10 avril 1962; Togo, lettre du 19 juillet 1961; Trinité et Tobago, lettre du 24 septembre 1962.

désirait bénéficier de la 'réserve prévue à l'article X, tableau 1, numéro d'ordre 19 du Protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux', qui avait été rendue applicable par la France à ses territoires d'outre-mer. Cette déclaration malgache doit être considérée comme une réserve pure et simple, formulée par un Etat nouveau à l'occasion de l'adhésion à un traité et non pas comme une confirmation d'une réserve formulée par l'Etat prédécesseur, dans le cadre de l'ancien rapport conventionnel". Cf. pour le Sénégal, J.C. GAUTRON, *op. cit.*, A.F.D.I., 1962, p. 851.

(474) Son instrument d'adhésion mentionnait:

"Considérant que :

I — La Convention Postale Universelle a été signée à OTTAWA le 3 octobre 1957.

II — Les dispositions de l'article 4-4ème de l'énumération stipulent que l'Algérie est un territoire dont les relations extérieures sont assurées par un autre pays et considérée, à ce titre comme pays membre de l'Union.

III — Les dispositions de l'article 9, paragraphe 1, stipulent que chaque pays membre a la faculté de se retirer de l'Union et qu'en application de cette référence, la République Algérienne Démocratique et Populaire dénonce les dispositions de l'article 4 pour adhésion initiale non conformes à ses indépendance et souveraineté.

IV — Les dispositions de l'article 3, paragraphe 1, stipulent que tout pays souverain peut demander son admission en qualité de Membre de l'Union Postale Universelle.

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare: Adhérer à ladite Convention à titre de pays souverain et indépendant".

CHAPITRE VI

DISCUSSION DES QUESTIONS POSEES PAR LA PRATIQUE CHYPRIOTE

Les questions posées par la pratique chypriote touchent autant à la mise en oeuvre du mécanisme successoral qu'aux problèmes ayant trait à la continuité successorale. Il y a donc lieu d'étudier dans ce chapitre le rôle des procédés auxiliaires (accord de dévolution et listes), l'examen d'applicabilité des traités hérités, l'attitude du Gouvernement de Chypre à l'égard de la question de continuité de ces traités, l'attitude des Etats tiers et enfin la question de la novation.

1. *La mise en oeuvre du mécanisme successoral*

a) *Le rôle des procédés auxiliaires*

i) *L'accord de dévolution*

La vie internationale de Chypre, pour ce qui est des traités internationaux, a commencé lors de la signature du traité relatif à la création de la République de Chypre, qui contenait une clause de dévolution. L'accord de dévolution chypriote ne visait pas à protéger les intérêts britanniques. D'une part, existait déjà une pratique en la matière, d'autre part, le Gouvernement du Royaume-Uni avait ses raisons⁽⁴⁷⁵⁾ pour conclure l'accord de dévolution; il voulait assurer l'acceptation de continuité des traités étendus à son ancienne colonie. Il estimait que le droit international en matière de succession d'Etats n'était pas claire et que la publication de l'accord de dévolution dans le Recueil des traités des Nations Unies pourrait servir de notification aux Etats tiers.

Pour le Gouvernement de Chypre, l'accord de dévolution était à l'origine de l'étude et de la clarification de l'étendue des engagements contractuels. La rédaction évasive du texte concernant le critère d'applicabilité pour les obligations et responsabilités héritées ("in so far as they may be held to have application to the Republic of Cyprus") offrait

(475) V. *supra*, p. 23.

une grande liberté de manoeuvre au Gouvernement de Chypre dans l'exercice de son droit souverain de procéder à un choix sélectif entre les traités en cause. De plus, cette liberté de manoeuvre a trouvé son fondement juridique dans l'interprétation restrictive⁽⁴⁷⁶⁾ de la clause de dévolution par le Gouvernement de Chypre. Ainsi, par la voie d'interprétation, la République de Chypre a établi son droit d'option entre les traités hérités. Pourtant, ce droit n'a pas été exercé de façon arbitraire. Dans son exercice, le Gouvernement de Chypre a été guidé par son désir de respecter l'ordre international juridique et d'appliquer les principes du droit international.⁽⁴⁷⁷⁾ Enfin, il convient de constater que la mention de l'accord de dévolution dans les déclarations de continuité ne revêt pas une valeur juridique quelconque.⁽⁴⁷⁸⁾ Malgré son existence, la République de Chypre a suivi la procédure d'adhésion chaque fois qu'elle le considérait opportun.⁽⁴⁷⁹⁾

ii) *La liste des traités étendus à Chypre*

Conformément à la pratique britannique établie, la liste des traités étendus par le Royaume-Uni à Chypre n'était pas incluse dans l'accord de dévolution. Le but était de ne pas créer une situation rigide indésirable tant pour les Etats tiers que pour Chypre; celle-ci pouvait ainsi disposer d'une plus grande liberté de manoeuvre dans sa politique à l'égard des traités hérités. Sa vraie fonction était informative. C'était sur la base de cette liste que le Ministère des affaires étrangères de Chypre a demandé aux autorités britanniques de lui fournir les textes des traités et autres instruments constitutifs mentionnés là-dedans.

Comme c'est en général la règle, la liste des traités étendus à Chypre antérieurement à son accession à l'indépendance n'était pas complète. En effet, la liste britannique ne fait aucune allusion aux traités bilatéraux, en vigueur entre le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth, étendus à Chypre pendant l'époque coloniale.⁽⁴⁸⁰⁾ La présente étude nous permet de mentionner aussi l'omission de la liste britannique des traités suivants: "Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters" signée le 20 mars 1928 entre le Royaume-Uni et l'Allemagne;⁽⁴⁸¹⁾ trois conventions faites à Genève le 18 mai 1956:

(476) V. *supra*, p. 30.

(477) V. *supra*, pp. 29 et 30.

(478) V. *supra*, p. 27 et s.

(479) V. *supra*, pp. 110 et 127.

(480) V. *supra*, p. 51.

(481) V. *supra*, pp. 57 et 58.

Convention douanière relative aux containers, Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs;⁽⁴⁸²⁾ Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international fait à Barcelone le 20 avril 1921.⁽⁴⁸³⁾

b) *L'examen d'applicabilité des traités hérités*

i) *Initiative*

L'étude des traités rendus applicables à Chypre avant son accession à l'indépendance n'était ni automatique ni organisée.⁽⁴⁸⁴⁾ Elle est due à l'initiative gouvernementale et privée ainsi qu'à celle des divers dépositaires d'instruments internationaux.

En règle générale c'est l'initiative des gouvernements étrangers qui a conduit à l'étude d'un grand nombre de traités. Il s'agit des traités suivants:⁽⁴⁸⁵⁾

"Agreement of 14th October 1946, between the Government of the United Kingdom and the Government of the Union of South Africa for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income";

"Agreement of 27th May 1947, between the Government of the United Kingdom and the Government of New-Zealand for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income";

"Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters", signée à Londres le 20 mars 1928 entre le Royaume-Uni et l'Allemagne;

"Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters", signée à Londres, le 31 mars 1931 entre le Royaume-Uni et l'Autriche;

"Treaty for the Mutual Surrender of Criminals", signé à Copenhague le 21 mars 1873 entre le Royaume-Uni et le Danemark;

"Extradition Treaty", signé à Londres, le 22 décembre 1931 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis;

"Convention Relative to the Disposal of Real and Personal Pro-

(482) V. *supra*, p. 87.

(483) V. *supra*, note 272.

(484) V. *supra*, note 159.

(485) V. *supra*, pp. 51, 53, 57, 58, 59, 61, 64, 68, 74, 76, 103.

perty”, signée à Washington le 2 mars 1899 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis;

“Agreement between the United Kingdom and Greece for Regulating the Position of Joint Stock Companies, Athens, August 4, 1888”;

“Treaty for the Mutual Extradition of Fugitive Criminals, Athens, 11/24 September 1910”;

“Agreement between the United Kingdom and Greece respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships, London, November 30, 1926”;

“Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece and accompanying Declaration, London July 16, 1926”;

“Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, February 27, 1936”;

“Consular Convention between Her Majesty in respect of the United Kingdom and His Majesty the King of the Hellenes, Athens, April 17, 1953”;

“Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters”, signée à Londres le 28 août 1930 entre le Royaume-Uni et la Suède;

“Convention between Sweden and the United Kingdom on the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income”, signée à Londres le 30 mars 1949;

“Convention pour la simplification des formalités douanières et Protocole” signée à Genève le 3 novembre 1923.

Toutefois, l’initiative privée a fait aussi sa contribution. L’étude des traités avec l’Italie,⁽⁴⁸⁶⁾ étendus par le Royaume-Uni à Chypre, est due à l’Institut de droit international privé de l’Université de Milan. En 1966, cet Institut a adressé une lettre au Ministère des affaires étrangères de Chypre, par laquelle il demandait de lui faire connaître les accords en vigueur entre Chypre et l’Italie, y compris ceux qui étaient en vigueur entre l’Italie et le Royaume-Uni avant l’indépendance de l’île. En outre, l’étude de la Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature du 19 décembre 1923 est due à l’initiative des Compagnies “Cyprus Sea Cruises” et “Vinti Freighters Ltd.” qui avaient des différends avec les autorités italiennes à propos des droits d’ancrage.⁽⁴⁸⁷⁾

(486) V. *supra*, p. 72.

(487) V. *supra*, p. 103.

Comme c'est la pratique, les divers dépositaires d'instruments internationaux ont pris l'initiative de soulever la question de la continuité d'application à Chypre des traités dont ils sont les dépositaires. Ainsi, les traités conclus sous les auspices des Nations Unies et étendus à Chypre ont été étudiés par le Gouvernement de Chypre après la soumission par le Secrétaire général de l'ONU d'une liste des traités sur la continuité desquels le Gouvernement de Chypre a été invité à se prononcer.⁽⁴⁸⁸⁾ En 1964, le Gouvernement belge, dépositaire des Conventions de Bruxelles sur le droit maritime, a envoyé au Ministère des affaires étrangères de Chypre, le volume contenant les textes de ces conventions pour faciliter leur étude en vue d'une éventuelle adhésion de Chypre à un certain nombre d'entre elles et en particulier à celles étendues à l'île avant son accession à l'indépendance.⁽⁴⁸⁹⁾ En 1967, le Gouvernement suisse, dépositaire de la Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, a demandé au Ministère des affaires étrangères de Chypre de lui faire savoir si la République se considérait liée par celle-ci.⁽⁴⁹⁰⁾ Il convient aussi de mentionner que le Protocole de Genève de 1925 a été étudié par le Gouvernement de Chypre non pas à l'initiative de la France, dépositaire du Protocole, mais à celle de la Croix Rouge qui, pour des raisons compréhensibles, a fait appel au Gouvernement de Chypre pour étudier la possibilité de devenir partie contractante au Protocole de Genève de 1925.⁽⁴⁹¹⁾

De sa propre initiative, Chypre a étudié les traités suivants:

Les accords aériens qui s'appliquaient de fait jusqu'à la conclusion de nouveaux accords;⁽⁴⁹²⁾

La convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billet à ordre et Protocole;⁽⁴⁹³⁾

La convention relative au droit de timbre en matière de chèques et Protocole;⁽⁴⁹⁴⁾

La convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950;⁽⁴⁹⁵⁾

(488) V. *supra*, p. 86.

(489) V. *supra*, p. 113.

(490) V. *supra*, p. 114.

(491) V. *supra*, p. 118.

(492) V. *supra*, p. 77. Le Liban fait exception dans cette catégorie.

(493) V. *supra*, p. 105.

(494) V. *supra*, p. 105.

(495) V. *supra*, p. 107.

La convention concernant le régime des Détroits, signée à Montreux le 20 juillet 1936;⁽⁴⁹⁶⁾

Les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre.⁽⁴⁹⁷⁾

Pour ce qui est des organisations internationales, il est très intéressant de noter que Chypre a pris l'initiative d'adhérer aux chartes constitutives des huit organisations suivantes:⁽⁴⁹⁸⁾ BIRD, FMI, FAO, OACI, OIT, OMS, UIT et UPU, tandis que quatre autres GATT, OMM, UNESCO et BIRPI ont adressé des lettres au Gouvernement de Chypre pour savoir si celui-ci continuait d'appliquer les provisions de leurs constitutions à son territoire.⁽⁴⁹⁹⁾

Sur la base du tableau que nous avons dressé ci-dessus, on peut conclure que l'initiative, tant des divers Etats et organisations internationales que celle de la République de Chypre, est liée à des intérêts pratiques. Dans le domaine des traités bilatéraux et multilatéraux, l'initiative chypriote est limitée, tandis que dans le domaine des organisations internationales, elle prouve le souci particulier de l'Etat nouveau de prendre sa place dans la communauté internationale. Ainsi, le problème de la succession de Chypre aux droits et obligations britanniques se présente plutôt comme une question d'accueil de la nouvelle République de la part de la communauté internationale. Sans doute, tant l'initiative des divers Etats et dépositaires d'instruments internationaux que celle de Chypre avait pour but l'intégration de la République dans l'ordre juridique international.

ii) *La légalité interne et autres considérations*

Les diverses initiatives dont l'objet était de savoir si les traités étendus à Chypre par le Royaume-Uni continuaient de lier la République, ont conduit, entre autres, à l'examen de la légalité interne. Il convient d'examiner ici dans combien de cas le Gouvernement de Chypre a été guidé par celle-ci et quelle était son importance dans l'étude des traités bilatéraux et multilatéraux étendus à Chypre.

Sur quarante et un traités bilatéraux que Chypre a étudié avant de se prononcer sur la question de sa succession à ceux-ci, la législation interne suivante a guidé le Gouvernement dans dixsept cas:⁽⁵⁰⁰⁾

(496) V. *supra*, p. 124.

(497) V. *supra*, p. 125.

(498) V. *supra*, pp. 134, 141, 143, 148, 153, 167, 168.

(499) V. *supra*, pp. 135, 152, 155, 158.

(500) V. *supra*, pp. 53, 56, 57, 59, 60, 61, 63, 67, 68, 69, 71, 72, 75, et 52.

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Canada) Order, 1952".

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (New-Zealand) Order, 1951".

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (United Kingdom) Order, 1947".

"Order of the Governor-in-Council of 1958 concerning the Consular Convention with Germany".

"Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters between the Government of Austria and the United Kingdom, Official Gazette of 3 February 1933 and 20 June 1954".

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Denmark) Order, 1955"

"Consular Convention (USA) Order, 1952".

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (USA) Order, 1958".

"Consular Convention (France) Order, 1958".

"Consular Convention (Norway) Order, 1952".

"Double Taxation Relief (Taxes on Income) (Norway) Order, 1956".

"Mutual Extradition on Fugitive Criminals (Greece) Order, 1912".

"Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of 1936 between the Governments of Greece and the United Kingdom, Official Gazette of 31 March 1939".

"Consular Convention (Greece) Order, 1954".

"Double Taxation Relief (Air Transport Profits) (Greece) Order, 1951".

"Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of 1930 between the Governments of Sweden and the United Kingdom, Official Gazette of 14 June 1934"...

Il faut encore ajouter un cas négatif. Dans ce cas l'absence d'une législation interne pertinente a conduit le Gouvernement de Chypre à nier toute succession. Il s'agit de l'

"Agreement of 14th October 1946 between the Government of the United Kingdom and the Government of the Union of South Africa for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income"

dont l'extension n'a pas eu lieu, d'après le Gouvernement de Chypre, "since the Order required by the Income Tax Law was not made and published in the Gazette. Had this been made we should have succeeded to it by virtue of the provision of the Treaty of Establish-

ment. Consequently the said Agreement does not have now in Cyprus the force of Law and it is not applicable".⁽⁵⁰¹⁾

En ce qui concerne les traités multilatéraux, il convient de mentionner que l'importance de la légalité interne comme critère de leur applicabilité à Chypre est très minime. Elle n'a joué aucun rôle dans l'étude d'un grand nombre (27) de traités dont le Secrétaire général de l'ONU et le Gouvernement belge sont les dépositaires,⁽⁵⁰²⁾ tandis qu'elle était prise en considération lors de l'étude des conventions internationales du travail⁽⁵⁰³⁾ et des cinq conventions suivantes:⁽⁵⁰⁴⁾

Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes; Protocole du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyziants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques;

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien, signée à Varsovie le 12 octobre 1929;

Convention de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre;

Convention de Berne de 1886 pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

En général, on peut conclure que la promulgation locale n'est ni un critère décisif ni une condition nécessaire pour qu'un traité soit considéré comme applicable et par conséquent susceptible de succession. La pratique chypriote montre que la légalité interne joue un rôle dans le cadre des traités bilatéraux où l'aspect pratique est plus important. En matière de succession aux traités multilatéraux il y a aussi d'autres critères à prendre en considération. La pratique chypriote nous en donne deux: Lors de l'étude de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, le Procureur général s'était prononcé en faveur de la succession, parce que les principes de la Convention étaient adoptés par la Constitution chypriote.⁽⁵⁰⁵⁾ Dans un deuxième cas, le Procureur général s'était prononcé en faveur de la succession à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, en fondant son

(501) V. *supra*, p. 52.

(502) V. *supra*, pp. 89 et ss., 102 et ss., et 113.

(503) V. *supra*, pp. 149 et 150.

(504) V. *supra*, pp. 114, 118, 119, 125 et 156.

(505) V. *supra*, p. 89.

opinion, malgré l'avis contraire du Secrétaire général de l'ONU, sur la pratique d'autres pays membres du Commonwealth.⁽⁵⁰⁶⁾ Ainsi, on constate qu'à part la légalité interne, d'autres considérations peuvent entrer en jeu dans l'étude de la question de la continuité d'un traité hérité, à savoir: les principes généraux du droit contenus dans le traité et la pratique internationale qui sont mis en évidence par la pratique chypriote et qui se conforment à la politique de l'examen de l'applicabilité par voie d'interprétation suivie par Chypre.⁽⁵⁰⁷⁾

iii) *Délai pour l'exercice du droit d'invoquer le statut d'Etat successeur*

Il est évident que l'examen d'applicabilité des traités hérités prend un certain temps, surtout du fait de la question de l'initiative. La question se pose de savoir s'il y a une période limite pour l'exercice du droit de faire une notification de succession. Grâce à la pratique chypriote, Sir H. WALDOCK, dans son troisième rapport sur la succession en matière de traités, après avoir constaté qu'il

"n'a trouvé dans la pratique aucun indice qu'une telle limitation ait jamais été imposée" a pu ajouter:

"Selon les renseignements fournis par le Secrétariat (des Nations Unies), un Etat a notifié récemment, près de dix ans après son indépendance, sa succession en ce qui concerne deux traités conclus sous les auspices de la Société des Nations".⁽⁵⁰⁸⁾

En fait, il s'agit de deux notifications de succession faites par Chypre le 5 mars 1970 et reçues par le Secrétaire général de l'ONU le 27 mars 1970, ayant trait à la Convention concernant certaines questions relatives au conflit de lois sur la nationalité et au Protocole relatif aux obligations dans certains cas de double nationalité, tous deux faits à La Haye le 12 avril 1930.⁽⁵⁰⁹⁾ A ces deux cas, la présente étude nous permet d'ajouter la notification de succession à la Convention sur la nationalité de la femme mariée du 20 février 1957 faite par Chypre en 1971, que le Secrétaire général de l'ONU a reçue le 26 avril 1971,⁽⁵¹⁰⁾ onze ans après l'indépendance de l'île.

A juste titre, Sir WALDOCK commentant cette pratique observe:

(506) V. *supra*, p. 97.

(507) V. *supra*, p. 50.

(508) U.N. Doc., A/CN. 4/224/Add. 1. p. 17.

(509) V. *supra*, p. 106.

(510) V. *supra*, p. 100.

“la pratique indiquerait plutôt que, pour les traités multilatéraux, le droit de faire une notification de succession est considéré comme analogue au droit de ratifier un traité qui a été signé ou de déposer un instrument d’adhésion, d’acceptation ou d’approbation. A moins que le traité n’en dispose autrement, ces droits ne sont pas considérés comme limités dans le temps en vertu du droit des traités en général. On peut dire aussi que cette manière de voir a l’avantage de favoriser la participation la plus large possible aux traités multilatéraux. D’autre part, on peut faire valoir que s’il s’écoule un très long intervalle entre la date de la succession et l’exercice du droit de revendiquer la qualité d’Etat successeur, il n’y a plus véritablement “succession”, notion qui implique une certaine continuité.”⁽⁵¹¹⁾

Sur cette dernière remarque, on peut relever que tout dépend de la façon dont on interprète le silence de l’Etat nouveau sur le nombre des traités qu’il n’a pas eu l’occasion d’étudier avant de se prononcer pour ou contre la succession.

Pour ce qui est des traités bilatéraux, on a pu constater que l’initiative de divers Etats étrangers a conduit à l’étude d’un grand nombre d’entre eux. Dans deux cas, cette initiative était un peu tardive, mais elle n’a pas créé de problèmes. Il s’agit de l’initiative grecque qui date du 20 octobre 1967⁽⁵¹²⁾ et de l’initiative suédoise qui date du 14 février 1967.⁽⁵¹³⁾ La question se pose de savoir si le droit de Chypre de faire une notification de succession a cessé de pouvoir être exercé envers les traités sur lesquels elle n’a pas eu l’occasion de se prononcer. La réponse à cette question se trouve aussi dans l’interprétation du silence de Chypre à leur égard tant par elle-même que par les Gouvernements étrangers.⁽⁵¹⁴⁾

Même si l’on interprète le silence comme une limite de la continuité d’application d’un traité hérité, la pratique chypriote nous montre que l’exercice du droit souverain d’invoquer le statut d’Etat successeur n’est pas limité dans le temps.

2. *La continuité successorale*

a) *Succession*

La pratique chypriote ne laisse aucun doute sur le fait que le Gouvernement de Chypre, dans l’étude des traités étendus à son territoire avant

(511) *U.N. Doc.*, A/CN. 4/224/Add. 1, p. 17.

(512) *V. supra*, p. 68.

(513) *V. supra*, p. 76.

(514) *V. infra*, p. 186.

l'indépendance, a agi avec la conviction que l'existence, d'une part, de structures économiques et sociales engendrées surtout par les traités multilatéraux et l'application continue, d'autre part, d'un certain nombre d'entre eux, ont assuré le passage automatique des droits et obligations britanniques à la nouvelle République.⁽⁵¹⁵⁾

Une preuve éloquente fournie par la pratique chypriote est la suivante: Le 28 juillet 1958, le Royaume-Uni a étendu à Chypre l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, du 16 juin 1949, seulement à l'égard du projet de conventions internationales douanières sur le tourisme. Le 1er janvier 1959, l'accord provisoire a été dénoncé par le Royaume-Uni seulement à l'égard du projet de conventions internationales douanières sur le tourisme. Il est évident que cette dénonciation a produit ses effets aussi pour Chypre, encore colonie anglaise à l'époque. Pourtant, le Gouvernement de Chypre, après avoir accepté l'interprétation du Conseiller juridique des Nations Unies, d'après laquelle Chypre pouvait se considérer liée par les dispositions de l'accord, étant donné que celui-ci était encore appliqué sur son territoire au moment de l'indépendance, s'était prononcé en faveur de la succession,⁽⁵¹⁶⁾ se basant sur le critère de l'application continue de l'accord.

Un autre exemple de succession automatique concerne la Convention de Montreux de 1936. Ce cas est très caractéristique parce que la question a été soulevée de savoir si le nombre restreint d'Etats ayant participé à la négociation d'un traité déterminé, compte tenu également de l'objet et du but de celui-ci, peut amener à la conclusion que la participation d'un Etat successeur au traité, devait être subordonnée au consentement des autres parties. Que la notification de succession chypriote à la Convention de Montreux n'ait pas fait l'objet d'une réaction défavorable de la part des autres Hautes Parties contractantes⁽⁵¹⁷⁾ démontre bien que le passage automatique des droits et obligations britanniques à Chypre n'est pas remis en question.

D'autre part, l'application à Chypre d'un grand nombre de conventions multilatérales à contenu humanitaire, technique, économique etc.

(515) Sur les questions générales de la continuité et de l'automacité cf. MARCOFF, *op. cit.*, pp. 275 - 310.

(516) V. *supra*, p. 95.

(517) V. *supra*, p. 125.

a créé le cadre dans lequel une présomption de succession automatique pourrait être acceptée, vu le régime uniforme créé par ces conventions à caractère non politique pour un nombre considérable d'Etats. Il s'agit surtout de conventions pour lesquelles le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire. Sur les dix-neuf conventions mentionnées dans la liste britannique Chypre a fait des déclarations de continuité pour dix-huit.⁽⁵¹⁸⁾

Dans l'ensemble, la République de Chypre a accepté la succession à 34 traités bilatéraux,⁽⁵¹⁹⁾ parmi les 41 étudiés et à 28 conventions multilatérales⁽⁵²⁰⁾ parmi les 33 étudiées. Dans deux cas elle a suivi la procédure d'adhésion. Il s'agit de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 et des Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre.⁽⁵²¹⁾ Pour ce qui est des 12 organisations internationales examinées dans la présente étude, Chypre a été obligée de suivre la procédure d'adhésion, mais dans deux cas où la succession était possible, elle l'a suivie.⁽⁵²²⁾ Dans tous ces cas, Chypre, en se déclarant comme liée par les traités et conventions rendus applicables à son territoire avant l'indépendance, n'a pas manqué de mettre l'accent sur l'aspect successoral de la transmission des droits et obligations découlant des traités et conventions hérités.

Les formules employées par Chypre pour se déclarer partie aux traités antérieurement applicables à son territoire dénotent la conviction du Gouvernement chypriote d'agir en tant qu'Etat successeur. L'expression généralement utilisée est "se considère lié en vertu de l'article 8 du traité relatif à la création de la République de Chypre". La mention expresse⁽⁵²³⁾ de l'accord de dévolution remplit plutôt une exigence de forme que de fond,⁽⁵²⁴⁾ et en tant que telle elle est caractéristique des

(518) V. *supra*, pp. 89-101.

(519) V. *supra*, pp. 51-79.

(520) V. *supra*, pp. 89-130.

(521) V. *supra*, pp. 110 et 127.

(522) Il s'agit du GATT et de l'Union de Berne.

(523) Il est intéressant de remarquer que la pratique chypriote met en doute la conclusion de MARCOFF (*op. cit.* p. 333) qui, après avoir étudié les formules employées par les Etats nouveaux dans leurs déclarations de continuité a observé qu' "aucune mention de l'accord de dévolution n'y est faite (dans les cas où de tels instruments ont existé)."

(524) V. *supra*, p. 33 et s.

tendances juridiques du Gouvernement de Chypre. L'expression "se considère lié" ne laisse aucun doute sur l'aspect successoral de la transmission des droits et obligations découlant des traités et accords hérités.

L'aspect successoral est encore affirmé par la référence supplémentaire aux règles de succession du droit international, comme le montre l'expression "and according to the inheritance rules of the Public International Law"⁽⁵²⁵⁾ et la mention parfois de la loi interne et des dispositions constitutionnelles⁽⁵²⁶⁾ par lesquelles est assurée la continuité d'application des traités et accords hérités. Enfin, le souci de mettre l'accent sur l'aspect institutionnel est témoigné par la référence à la légalité internationale et par le fait que l'autre partie contractante se considère comme liée par la convention en question.⁽⁵²⁷⁾ Ainsi, tous les éléments qui forment le fondement juridique de l'institution successorale — légalité internationale et interne et clause de dévolution — sont mentionnés dans les déclarations de continuité chypriotes.

b) *Interruption de la continuité*

Bien que Chypre ait conclu un accord de dévolution ne mentionnant pas l'exercice du droit à la dénonciation, la pratique chypriote montre pourtant que ce droit existe également au profit des Etats qui n'ont pas fait des déclarations expresses leur réservant le droit de dénoncer les traités qui ne tiennent pas compte de leur nouvelle souveraineté⁽⁵²⁸⁾. Le droit à la dénonciation, qui suppose la succession et constitue un argument en faveur de la validité ininterrompue des traités, assure l'adaptation aux nouvelles conditions créées par l'indépendance et représente une interruption de la continuité qui est justifiée comme l'expression de la volonté souveraine de l'Etat nouveau de faire valoir ses droits légitimes sur le plan international. L'exercice du droit à la dénonciation se réalise après examen préalable du contenu et de l'applicabilité du traité sous

(525) V. *supra*, pp. 114, 121, et 124.

(526) V. *supra*, p. 75.

(527) V. *supra*, p. 76.

(528) Cf. la note verbale du 25 octobre 1962 du Ministère des affaires étrangères de la République centrafricaine qui énonce: "En matière de relations internationales, les traités conclus par l'ancienne puissance colonisatrice au nom de ses territoires d'outre-mer ne peuvent être considérés comme restant en vigueur que dans leurs clauses qui ne sont pas incompatibles avec l'indépendance des Etats devenus souverains".

"En conséquence, la République centrafricaine se réserve le droit de dénoncer les traités qui lui paraîtraient ne pas tenir compte de sa nouvelle souveraineté". (U.N. Doc. A/CN./4/150. p. 26).

considération, et comme tel, n'est pas arbitraire et appartient tant à l'Etat successeur qu'aux Etats tiers.

Dans le cas de Chypre, trois pays étrangers ont pris l'initiative de dénoncer des accords étendus à Chypre par le Royaume-Uni avant son indépendance. Il s'agit du Canada qui, en 1964, a dénoncé son Accord de 1946 avec le Royaume-Uni sur la double imposition,⁽⁵²⁹⁾ de la Nouvelle-Zélande qui, en 1963, a dénoncé un pareil accord⁽⁵³⁰⁾ et du Danemark qui, en 1967, a annoncé au Gouvernement de Chypre son désir de dénoncer le "Treaty for the Mutual Surrender of Criminals", signé à Copenhague le 31 mars 1873 entre le Royaume-Uni et le Danemark.⁽⁵³¹⁾ Chypre, pour son compte, a exercé son droit à la dénonciation une seule fois. C'était pour mettre fin à un dialogue stérile qui a duré trois ans (1963-1966) et dont le but était la modification de l'Accord anglo-américain sur la double imposition de 1945, qui avait été étendue à Chypre par le Royaume-Uni. Dans ce cas, le contenu de l'accord a été considéré contraire au statut souverain de la nouvelle République,⁽⁵³²⁾ et une adaptation aux nouvelles conditions créées par l'indépendance était considérée comme nécessaire.

En outre, l'interprétation correcte de la clause "*rebus sic stantibus*"⁽⁵³³⁾ permettant l'adaptation, en cas de succession, d'un accord hérité aux circonstances nouvelles, a eu son application à Chypre dans un cas où, à la suite d'une consultation, elle a abouti à la révision d'un accord. Il s'agit de l'Accord sur la double imposition de 1947 que la République de Chypre a hérité de l'ancienne administration coloniale. Son application posait quelques problèmes, vu les nouvelles réalités chypriotes, et le Gouvernement a décidé de proposer au Gouvernement britannique sa révision qui a été finalement effectuée après consultation le 18 mai 1973.⁽⁵³⁴⁾ Même s'il s'agit d'un cas particulier, l'accent n'est pas mis sur la nature de l'accord, qui a été considéré comme un cas marginal dans la présente étude, mais sur l'attitude du Gouvernement de Chypre qui, motivée par le principe "*rebus sic stantibus*", a conduit à l'interruption de la continuité de l'accord en cause.

(529) V. *supra*, p. 53.

(530) V. *supra*, p. 54.

(531) V. *supra*, p. 59.

(532) V. *supra*, p. 64.

(533) Voir en général P. GUGGENHEIM, *Traité de droit international public*, 2e éd., 1967, t.I, pp. 229-236; H. Kelsen, *Principles of International Law*, 1966, pp. 497 et s.; Ch. ROUSSEAU, *Principes généraux du droit international public*, t.I, pp. 578-615.

(534) V. *supra*, p. 57.

On constate donc que dans tous les cas où la continuité d'application des traités hérités a été interrompue, il s'agit d'accords sur la double imposition dont l'aspect particulier n'échappe pas à notre attention.

La succession à la grande majorité des traités étudiés par le Gouvernement de Chypre ainsi que l'interruption de continuité dans les cinq cas mentionnés plus haut posent la question du silence à l'égard des traités dont l'applicabilité n'a pas fait l'objet d'un examen de la part du Gouvernement chypriote. Si l'on interprète le silence comme une acceptation de la succession, aucun problème ne se pose. Au contraire, si l'on interprète le silence comme une négation de la succession, on trouve des arguments contre cette position. Selon le premier, l'interruption de la continuité d'application des traités à l'égard desquels l'exercice du droit à l'option a abouti à leur dénonciation — n'est pas comprise. Selon le second, le résultat positif, auquel a abouti l'examen d'applicabilité des traités hérités, ne repose pas sur leur validité ininterrompue. On constate donc que cette position nie le fondement juridique de toute succession qui est la continuité des traités hérités. Par conséquent seule l'interprétation du silence comme une acceptation de la succession garantit le maintien en vigueur des traités et accords hérités et le droit souverain à l'option que le Gouvernement de Chypre peut exercer à leur égard. Il est en outre évident que, dans le contexte de cette interprétation, le silence n'affecte pas les cas d'extinction ou de caducité, dus à des causes inhérentes aux traités non étudiés.

c) *La question des réserves*

La question des réserves présente plusieurs aspects qui vont du simple maintien des réserves formulées par l'Etat prédécesseur et de leur retrait jusqu'à la formulation de nouvelles réserves. Il est donc intéressant de se référer tant à la doctrine qu'à la pratique contemporaines sur la question des réserves pour tenir compte des possibilités offertes au Gouvernement de Chypre et évaluer ainsi l'attitude de ce dernier à leur égard.

Il est généralement admis en doctrine que l'Etat nouveau a le droit de se départir des réserves se rapportant au traité dont la continuation de validité est confirmée. M. BARTOS constate à l'égard de ce droit :

“Nous estimons qu'il n'y a pas de difficulté en ce qui concerne la suppression des réserves faites par le souverain territorial antérieur touchant l'application du traité sur le territoire représenté aujourd'hui par le nouvel Etat. Les réserves faites dans les traités peuvent être levées ou bien révoquées par la partie contractante. Au point

de vue de la continuité, la question se pose tout de même. L'état contractuel continue, mais nous pensons que l'effet de la réserve cesse, en pareil cas, le jour de la présentation au dépositaire de la déclaration de levée de la réserve et non point le jour de la création du nouvel Etat. La levée de la réserve produit son effet conformément aux prescriptions sur la force juridique de telles déclarations et le moment de la notification. Cela veut dire que les Etats tiers ne seraient pas obligés de reconnaître, au nouvel Etat et à ses sujets, les droits suspendus dans l'intervalle par suite de l'existence de la réserve".⁽⁵³⁵⁾

K. ZEMANEK, de son côté, observe: "A new State inherits conventions in the state in which they apply to its territorial predecessor, and therefore inherits the latter's reservations. It may waive these reservations because that is also the right of its predecessor",⁽⁵³⁶⁾ tandis que pour MARCOFF "il est bien clair qu'il s'agit, en cas de succession d'Etats, d'un droit public subjectif de nature *originaire*, et non d'un droit dérivé"⁽⁵³⁷⁾

Par contre, des divergences ont surgi quant au droit de l'Etat nouveau de formuler de nouvelles réserves. K. ZEMANEK a exprimé l'opinion que l'Etat successeur ne saurait être doté d'un droit qui n'avait pas appartenu à son prédécesseur dans les termes suivants

"It may not make new ones since its predecessor cannot do so. If it wishes to make reservations it must use the process of ratification or accession to become a party".⁽⁵³⁸⁾

D'après BOKORSZEGO, qui est du même avis, les Etats successeurs "ne sont pas parties aux traités internationaux, mais deviennent des 'ayants-cause' de leurs prédécesseurs, en ce qui concerne les droits et obligations y consignés".⁽⁵³⁹⁾

(535) *Op. cit.*, p. 192.

(536) *Op. cit.*, p. 234.

(537) *Op. cit.*, p. 345, note 1. Cf. aussi le paragraphe 1 de l'article 19 du projet de 1974 de la CDI qui prévoit:

"Lorsqu'un Etat nouvellement indépendant établit par une notification de succession sa qualité, à l'égard d'un traité multilatéral, de partie ou d'Etat contractant conformément à l'article 16 ou à l'article 17, il est réputé maintenir toute réserve au traité qui était applicable, à la date de la succession d'Etats, à l'égard du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats, à moins que, lorsqu'il fait la notification de succession, il n'exprime l'intention contraire ou ne formule une réserve se rapportant au même sujet que ladite réserve". (*U.N. Doc.* 4/9610, p. 164).

(538) *Op. cit.*, p. 235.

(539) *Op. cit.*, 1963, p. 363.

MARCOFF critiquant cette conception arrive à la conclusion que

“L’Etat nouveau n’est pas un ‘ayant-cause’ de son prédécesseur en ce qui concerne le droit de faire des réserves. Il possède, à partir du moment de son accession au traité, tous les droits originaires d’une partie contractante, droits dont il est revêtu non pas en vertu de la succession d’Etats, mais en raison de son statut d’Etat indépendant. Le droit de faire des réserves n’est point un droit transmissible au moyen de la dévolution successorale, mais une prérogative faisant partie du faisceau de pouvoirs suprêmes qui composent la compétence réelle de l’Etat souverain. Dès lors, c’est au moment où l’Etat accède au traité en vertu de la succession d’Etats et d’une manifestation de volonté d’accepter la succession qu’il est censé être revêtu du droit reconnu à toute partie contractante de faire des réserves. Le droit subjectif de nature publique de faire des réserves appartient à l’Etat nouveau grâce à son statut d’Etat souverain. La condition juridique de ce dernier au moment où il accepte la continuité et devient partie au traité est à assimiler à celle de la partie contractante initiale ou à l’Etat qui devient partie par voie d’adhésion expresse”.(540)

BARTOS aussi reconnaît ce droit et constate :

“Il est certain que la réserve touche à la substance des obligations découlant du traité et qu’en pareil cas, il ne s’agit pas de la confirmation de l’ancien état contractuel, mais de l’établissement d’un état nouveau. De toutes façons, du jour de la formulation de la réserve, c’est-à-dire du jour où elle produit son effet, il faut considérer que le nouvel Etat a adhéré au traité sous condition de la réserve. La réserve, de toutes manières, produit son effet *ex nunc*. Qu’advient-il, cependant, au cas où la réserve est contestée? Doit-on considérer en pareil cas que le nouvel Etat a confirmé l’ancien rapport contractuel et qu’il produit son effet vis-à-vis de lui sans égard au sort de la réserve? Ou bien, au contraire, faut-il considérer que sa déclaration constitue une acceptation ou une adhésion au traité, selon le cas, sous réserve que la déclaration d’accession au rapport contractuel fasse corps avec la condition contenue dans la disposition relative à la réserve, de sorte que le nouvel Etat a le droit de subordonner son adhésion au traité au sort de la réserve, pour autant qu’il ne renonce pas lui-même à la réserve si celle-ci n’est pas adoptée? Il est difficile de prendre fermement position sans

(540) *Op. cit.*, p. 346.

examen de cas concrets et en l'absence d'une pratique stable en la matière. Toutefois, la pratique reconnaît, en principe, aux nouveaux Etats le droit de formuler les réserves nécessaires à condition que soit confirmé le rapport contractuel existant jusque là. La plupart des Etats ne considèrent pas cette confirmation comme un acte de prolongation du rapport contractuel mais l'assimilent à l'adhésion et permettent que, bien que le délai pour la formulation des réserves soit passé..., le nouvel Etat puisse utiliser l'institution des réserves. Cela se justifie par le fait que le nouvel Etat n'a pas pu utiliser dans le délai prévu son droit de formuler des réserves, pour la simple raison qu'il n'existait pas encore à ce moment. Le fait que cela n'a pas été accompli par l'ancien souverain territorial n'est pas considéré comme décisif, les intérêts de ce dernier et l'observation de la portée des obligations contractuelles n'étant pas nécessairement en accord avec les intérêts et les conceptions du nouvel Etat, voire les nécessités et les circonstances qui s'imposent à lui. Cette tolérance s'accorde avec le respect du droit de la population du nouvel Etat à l'autodétermination et avec le désir de voir un aussi grand nombre d'Etats que possible prendre part aux accords multilatéraux ayant vocation à l'universalité, même si cette participation est limitée par les conditions de la réserve; il va sans dire que cette réserve doit être recevable ou conforme à l'essence et au but du traité".⁽⁵⁴¹⁾

La pratique contemporaine en matière de réserves dans le cadre de la succession d'Etats est très riche et couvre presque toutes les possibilités comme le montrent les exemples suivants:

La voie la plus fréquemment suivie est celle du maintien de la réserve formulée par l'Etat prédécesseur. On pourrait citer dans cette catégorie l'exemple de la Jamaïque à l'égard d'une réserve du Royaume-Uni à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés; celui de Malte à l'égard d'une réserve du Royaume-Uni à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et celui de la Trinité et Tobago à l'égard d'une réserve du Royaume-Uni à la Convention internationale de 1952 pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et matériel publicitaire. On peut aussi se référer à l'exemple de la Jamaïque qui, en renouvelant les réserves du Royaume-Uni à la Convention de 1949 sur la circulation routière, a omis une clause relative à l'application territoriale.⁽⁵⁴²⁾

(541) *Op. cit.*, pp. 192 et s.

(542) Pour ces exemples cf. ST/LEG/SER. D/1, pp. 75 à 77, 46, 195, 220 à 222.

Certains cas de la pratique récente confirment le droit de l'Etat nouveau de formuler de nouvelles réserves. Ainsi, Malte dans sa notification du 29 juillet 1968 au Secrétaire général de l'ONU⁽⁵⁴³⁾ a déclaré qu'elle se considérait liée par le Protocole additionnel de 1954 à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique, dont l'application avait été étendue à son territoire avant l'indépendance sans aucune réserve, en formulant une réserve à l'article 3 du Protocole. Le 25 février 1969, le Botswana a notifié au Secrétaire général de l'ONU⁽⁵⁴⁴⁾ qu'il se considérait toujours lié par la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, mais avec de nouvelles réserves. Le 18 juillet 1969, Maurice a notifié au Secrétaire général de l'ONU⁽⁵⁴⁵⁾ qu'elle se considérait liée par la Convention de 1953 sur les droits politiques de la femme et sans faire aucune allusion aux réserves de l'article 3 qui avaient été faites par le Royaume-Uni, a formulé pour son propre compte deux réserves à cet article.

Pour ce qui est de l'attitude de Chypre à l'égard des réserves faites par le Royaume-Uni et étendues à son territoire, nous pouvons citer comme exemples les quatre cas suivants:

a) Le 6 juillet 1962, Chypre a notifié sa succession à la Convention de 1949 sur la circulation routière et a renouvelé textuellement les réserves qui avaient été faites par le Royaume-Uni en omettant une clause relative à l'application territoriale qui était sans objet dans son cas.⁽⁵⁴⁶⁾

b) Dans un autre cas, Chypre a envoyé sa notification de succession à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, sans faire mention des réserves qui avaient été faites par le Royaume-Uni. Cette notification a été reçue au Secrétariat des Nations Unies le 16 mai 1963. Dans une lettre du 24 mai 1963, le Conseiller juridique de l'Organisation a soulevé la question des réserves faites par le Royaume-Uni lors de l'extension de la convention à Chypre le 23 janvier 1957, en vertu de son article 42, paragraphe 1. La réponse du Gouvernement de Chypre

(543) Lettre circulaire du Secrétaire général du 16 août 1968 (C.N. 123, 1968, Traités-2)

(544) Lettre circulaire du Secrétaire général du 21 mai 1969 (C.N. 80, 1969, Traités-1).

(545) Lettre circulaire du Secrétaire général du 11 septembre 1969 (C.N. 168, 1969, Traités-5).

(546) V. *supra*, p. 91. Le cas est mentionné dans *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 74.

était qu'en vertu des règles de succession, la République avait succédé à la convention sous les mêmes réserves que le Royaume-Uni.⁽⁵⁴⁷⁾ Cette attitude du Gouvernement de Chypre donne une réponse catégorique et nette à la question de la validité des réserves faites par l'Etat prédécesseur en cas de silence de l'Etat nouveau.

La même position a été adoptée par le service juridique du Secrétariat dans le mémorandum qu'il a adressé au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au sujet de la succession de la Jamaïque aux droits et obligations de cette même Convention de 1951.⁽⁵⁴⁸⁾ Au paragraphe 4 de ce mémorandum, après avoir reproduit le texte des réserves formulées par le Royaume-Uni au sujet de la Jamaïque, au paragraphe 1 de l'article 42 de la Convention le service juridique a déclaré :

"La Jamaïque aurait le droit de se réclamer de ces réserves, qui ont été faites par le Royaume-Uni en vertu de la Convention, et il se peut que le moment venu, vos services souhaitent obtenir de la Jamaïque une déclaration par laquelle elle retirerait lesdites réserves. Nous pensons toutefois que notre conclusion, que la Jamaïque est tenue aux obligations découlant de la Convention, compte tenu des réserves faites par le Royaume-Uni, répond pour le moment à l'essentiel de la question que vous nous avez posée".

Dans le même sens vont les exemples du Ruanda et Malte qui ont tous deux notifié leur succession à la Convention douanière de 1954 relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés, sans faire mention des réserves faites respectivement par la Belgique et le Royaume-Uni. Après un intervalle très bref, ces deux Etats ont informé le Secrétaire général de l'ONU qu'ils n'avaient pas l'intention de maintenir les réserves faites par leurs prédécesseurs.⁽⁵⁴⁹⁾ On constate donc que leur

(547) V. *supra*, p. 92. A cet égard il convient de mentionner une autre raison sur la base de laquelle la CDI a accepté la présomption en faveur du maintien des réserves "Un Etat ne doit pas, d'une manière générale, être présumé avoir assumé des obligations plus lourdes qu'il ne ressort de son intention exprimée en des termes sans équivoques or, considérer qu'un Etat nouvellement indépendant, simplement parce qu'il a gardé le silence, a renoncé aux réserves de son prédécesseur serait ainsi lui imposer une obligation plus lourde". (U.N. Doc. A/9610, p. 176).

(548) *Annuaire juridique des Nations Unies*, 1963, p. 189 et 190.

(549) V. U.N. Doc. A/CN. 4/224, p. 75. Cf. aussi l'exemple frappant de la Zambie qui en déposant sa notification de succession à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés n'a fait aucune allusion aux réserves faites par le Royaume-Uni mais a formulé ses propres réserves. Dans une lettre en date du 10 octobre 1965, le Secrétaire général de l'ONU a fait le commentaire suivant :

attitude sous-entend ce que la réponse chypriote a si nettement déclaré, à savoir que les réserves formulées par l'Etat prédécesseur demeurent applicables à moins que l'Etat successeur ne les désavoue.

c) Le 20 février 1968, le Gouvernement de Chypre a notifié au Secrétaire général de l'ONU qu'il se considérait lié par la Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre et Protocole, sous la réserve des limitations de la Section D du Protocole que le Royaume-Uni a étendue à Chypre.⁽⁵⁵⁰⁾

d) Le dernier exemple concerne un cas d'adhésion qui ne donne pas lieu à confusion.⁽⁵⁵¹⁾ Il s'agit de l'adhésion de Chypre à la Convention postale universelle d'Ottawa du 3 octobre 1957, à son protocole final, à son règlement d'exécution, à ses annexes ainsi qu'aux dispositions concernant la poste aérienne, y compris le protocole final et les annexes.

Lors de cette adhésion, Chypre a exprimé le désir de rester au bénéfice des réserves prévues aux articles III, VIb, XIII, IX, X (tableau 1, numéro d'ordre 20 et tableau 2 numéro d'ordre 10a) XI et XV du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux ainsi qu'à la réserve prévue à l'article unique du protocole final du Règlement d'exécution dudit arrangement et de se départir des réserves prévues à l'article XVII du protocole final de l'arrangement concernant les colis postaux. Pour des raisons analysées plus haut,⁽⁵⁵²⁾ la déclaration de Chypre doit être considérée comme une réserve pure et simple en dehors du cadre de la succession, formulée par un Etat nouveau en vertu de son droit souverain.

En général, on constate que la pratique chypriote en matière de succession a suivi la voie classique d'acceptation des droits et obligations de l'Etat prédécesseur avec les réserves que celui-ci a formulée à l'égard des instruments en cause. En outre, la distinction nette entre

"Dans ces conditions, le Secrétaire général considère que le Gouvernement zambien en déclarant officiellement qu'il succède à la Convention contenue dans l'instrument en question, a décidé de retirer les anciennes réserves conformément au paragraphe 2 de l'article 42 de la Convention et a exprimé son consentement à demeurer à l'avenir lié par la Convention compte tenu des nouvelles réserves, ces dernières devant entrer en vigueur à la date à laquelle elles seraient entrées en vigueur, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, si elles avaient été formulées lors de l'adhésion. En conséquence, lesdites réserves prendront effet le quatre-vingt-dixième jour suivant le dépôt par le Gouvernement zambien de l'instrument de succession, c'est-à-dire le 23 décembre 1969". (U.N. Doc. A/CN.4/224, p. 78).

(550) V. *supra*, p. 105.

(551) V. *supra*, p. 169.

(552) V. *supra*, p. 170.

“succession” et “adhésion” faite dans la pratique chypriote n’a pas donné lieu à des objections de la part des autres Etats.⁽⁵⁵³⁾

d) *La question de la rétroactivité*

La pratique en matière d’effet rétroactif de la succession aux traités hérités a été plutôt formulée par les divers dépositaires des traités internationaux et non par les Etats intéressés eux-mêmes. Il s’agit maintenant de savoir si l’effet rétroactif du traité hérité, en cas d’acceptation de succession, entre en ligne au moment de l’indépendance ou bien à partir du moment où il a été étendu au territoire de l’Etat successeur par l’Etat prédécesseur. En effet, cette notion de rétroactivité vise à assurer, sur le plan théorique, la continuité d’application du traité hérité.

La thèse généralement acceptée est que la confirmation de l’obligation conventionnelle à une date postérieure à l’indépendance produit un effet rétroactif à compter du jour de l’accession de l’Etat nouveau à l’indépendance. La lettre adressée à tout Etat nouveau au sujet de la succession aux traités dont le Secrétaire général de l’ONU est dépositaire contient le passage suivant :

“La notification que le Secrétaire général, dans l’exercice de ses fonctions de dépositaire, communique à tous les Etats intéressés a pour effet que le nouvel Etat est considéré comme partie en son nom propre au traité en question à compter de la date de l’indépendance, ce qui assure la continuité de l’application du traité sur son territoire...”⁽⁵⁵⁴⁾

(553) Les renseignements publiés sur la pratique suivie en matière d’objections aux réserves sont extrêmement maigres. Le seul exemple auquel nous pouvons nous référer est l’objection faite par la Pologne à la réserve à l’article 3 du Protocole additionnel de 1954 à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l’importation de documents ou de matériel de propagande touristique contenue dans la notification de succession de Malte (cf. *U.N. Doc. A/CN. 4/224*, p. 76). V. aussi *supra*, p. 144 et *U.N. Doc. A/9610*, p. 172 et s.

(554) Cf. *Annuaire de la Commission du Droit international*, 1962, vol. II, p. 142. Le mémorandum du Secrétariat de l’ONU intitulé “La succession d’Etat et les conventions multilatérales générales dont le Secrétaire général est dépositaire” dans son dernier paragraphe conclut :

“En général, les nouveaux Etats, qui ont reconnu qu’ils continuaient à être liés par des traités ont considéré qu’ils étaient liés à compter de leur accession à l’indépendance. Toutefois, en ce qui concerne les conventions internationales du travail, les nouveaux Etats ont coutume de ne se considérer comme liés qu’à compter de la date à laquelle ils sont admis à l’Organisation internationale du Travail”. (Nos italiques). Cf. *U.N. Doc.*, A/CN. 4/150, paragraphes 103 et 133.

Sur cette dernière indication concernant les conventions internationales du travail, il

Par contre, les Etats-Unis en tant que dépositaire de l'Accord relatif au transit des services aériens ont accepté, et parfois même encouragé, les déclarations de succession avec effet à partir de la date à laquelle il a été étendu par l'Etat contractant à son territoire dépendant. Les cas de Ceylan et de la Fédération de Malaisie⁽⁵⁵⁵⁾ en sont des exemples. Il en va de même pour le Gouvernement suisse. Il semble qu'il ait adopté le principe selon lequel les Conventions successives relatives à la protection des oeuvres littéraires et artistiques dont il est le dépositaire sont considérées comme s'appliquant sans interruption à l'Etat successeur à partir de la date à laquelle elles ont été étendues à son territoire par l'Etat prédécesseur.⁽⁵⁵⁶⁾

Ce point de vue a été vivement critiqué par K. ZEMANEK qui, à juste titre, remarque

"This is a complete misunderstanding of the concept of succession. Although the convention must have been applied to the territory of the state before independence since this is a condition of succession, it was not applied because the new state was a party, as the declaration wishes us to believe, but because the predecessor was a party and applied it there. The conjuring up of a retroactive international personality for the new state is as nonsensical as it would be to presume an individual to have existed for 300 years because he has

est intéressant à mentionner le commentaire suivant contenu dans le *U.N. Doc. A/CN.4/224/Add. 1*, p. 12 et 13:

"Les notifications de succession aux conventions internationales du travail revêtent la forme de déclarations de continuité qui sont faites lorsque le nouvel Etat est admis comme membre de l'OIT ou accepte de le devenir, et la date de leur enregistrement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies est celle à laquelle il acquiert la qualité de membre. De même, la date d'entrée en vigueur de la convention pour le nouvel Etat est la date à laquelle il acquiert la qualité de membre, puisque c'est la date à laquelle sa déclaration de continuité prend effet et établit son consentement d'être lié par la convention. Mais le fait demeure que, dans la pratique de l'OIT, un Etat qui fait une déclaration de continuité est ensuite considéré comme partie à la Convention dont il s'agit à compter de la date de son accession à l'indépendance".

(555) Cf. *R.T.N.U.* 324, pp. 342-343 et 409, p. 372. V. aussi *supra*, p. 145.

(556) Cf. *U.N. Doc. A/CN.4/200*, par. 78 à 82. De l'avis de la Commission du droit international "reporter l'effet de la notification au-delà de cette date [de l'accession à l'indépendance] rendrait l'Etat nouvellement indépendant responsable internationalement des manquements de son prédécesseur en ce qui concerne l'exécution du traité avant la succession. Cela semble exagéré, et il est difficile de croire que les Etats nouvellement indépendants qui se sont déclarées parties à des traités à compter de la date de la notification de leur prédécesseur, de son adhésion au traité ou de son acceptation ou approbation du traité, aient recherché pareil résultat". (*U.N. Doc. A/9610*, p. 197).

inherited real property which has been in the possession of his family for that length of time".⁽⁵⁵⁷⁾

Dans le cas de Chypre dans toutes les déclarations de succession⁽⁵⁵⁸⁾ la formule "se considère comme liée par..." ou "comme partie à..." ne laisse aucun doute sur l'effet rétroactif inhérent à cette expression qui remonte à la date de l'indépendance.⁽⁵⁵⁹⁾ Pourtant, deux cas font exception à ce principe. Le premier concerne la Convention de Berne de 1886. Chypre est citée comme étant devenue partie à l'Acte de Rome le 1er octobre 1931, date de l'extension de cet Acte à son territoire par le Royaume-Uni.⁽⁵⁶⁰⁾ Le second concerne la Convention et Statut de 1923 sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature à l'égard de laquelle Chypre a envoyé une notification de succession reçue au Secrétariat des Nations Unies le 9 novembre 1964. Sur la question de la rétroactivité de cette convention, il y a lieu d'enregistrer une réaction: celle de l'Italie qui en 1966 a informé le Gouvernement chypriote que les dispositions de la Convention de 1923 seraient applicables aux bateaux chypriotes à partir du 9 novembre 1964, date de la notification de succession chypriote.⁽⁵⁶¹⁾

Il convient de remarquer que dans ces deux cas le Gouvernement de Chypre n'avait pas de raisons particulières pour contester l'effet rétroactif des instruments en cause, qui dans le premier cas allait au-delà de la date de l'indépendance et dans le second prenait effet, d'après une partie intéressée tierce, quatre ans après cette date.

Cette pratique chypriote constitue un argument contre la thèse adoptée par la Commission du droit international qui à cet égard remarque "les autres parties au traité n'auraient eu aucun choix, mais l'Etat nouvellement indépendant aurait eu la possibilité de choisir une date postérieure si l'application rétroactive du traité présentait pour lui des inconvénients"⁽⁵⁶²⁾.

(557) *Op. cit.*, p. 228.

(558) Lorsqu'il s'agit d'adhésion, le principe de la non-rétroactivité est applicable et le nouvel Etat est considéré comme partie seulement à compter de la date à laquelle l'instrument d'adhésion prend effet. Cf. *supra*, p. 127.

(559) Cf. la discussion de la question de la rétroactivité de la "Convention Relative to the Disposal of Real and Personal Property" entre les Gouvernements de Chypre et des Etats-Unis et son acceptation par ceux-ci. *Supra*, p. 66.

(560) V. *supra*, p. 162.

(561) V. *supra*, pp. 104 et 105.

(562) *U.N. Doc. A/9610*, p. 197. De l'avis de la Commission, pour éviter les conséquences fâcheuses que l'octroi d'un effet rétroactif à la notification de succession pouvait

A nos yeux, les effets des instruments hérités remontent à la date de l'indépendance à partir de laquelle la République de Chypre a assumé la personnalité juridique internationale qui lui permettait de s'engager pour son propre compte. Ainsi, sur le plan juridique la continuité d'application est assurée.

3. *L'attitude des Etats tiers et la question de la novation*

La présente étude nous a donné l'occasion de remarquer que des Etats tiers ont pris l'initiative dans certains cas de s'informer sur la question de la continuité des traités applicables à Chypre avant son accession à l'indépendance.⁽⁵⁶³⁾ Il convient maintenant de situer cet intérêt dans ses propres perspectives pour évaluer son importance. Le nombre des Etats tiers qui ont manifesté un intérêt au maintien des rapports contractuels préexistants s'élève à 10 sur 58 Etats environ parties à des traités bilatéraux; le nombre des traités, à l'égard desquels ils ont montré leur intérêt, s'élève à 17 sur les 276 traités environ⁽⁵⁶⁴⁾ qui avaient été étendus à Chypre avant l'indépendance.

On constate donc une indifférence⁽⁵⁶⁵⁾ dans l'attitude des Etats tiers à l'égard du sort des traités anciennement applicables à Chypre, qui est tempérée par l'existence de l'accord de dévolution et sa publication dans le Recueil des traités des Nations Unies. Pourtant, même les Etats-Unis⁽⁵⁶⁶⁾ (qui ont généralement admis la continuité des traités après l'indépendance des Etats ayant conclu des accords de dévolution), dans le cas de Chypre, ont donné à leur consul général à Nicosie les instructions suivantes:

avoir sur le plan des droits et obligations existant en vertu du traité entre l'Etat nouvellement indépendant et les parties au traité..... la solution la plus satisfaisante serait de considérer que l'application du traité est suspendue entre la date d'une succession d'Etats et la date à laquelle la notification de succession est faite". (*U.N. Doc. A/9610*, pp. 198 et 199). Cf. aussi le paragraphe 2 de l'article 22 du projet de 1974 de la CDI (*ibid.*, p. 193).

(563) V. *supra*, p. 174 et s.

(564) V. Annexe A, pp. 205-224.

(565) M.G. Verbit, ancien conseiller juridique du Gouvernement tanzanien, a révélé: "In my experience of the forty odd nations that were parties to bilateral agreements with the United Kingdom that were applied to Tanzania, only the United States and Austria evidenced any interest in whether Tanzania would remain bound by pre-independence treaties". (*Proceedings of the American Society of International Law*, 1966, p. 120).

(566) L'attitude des Etats-Unis est connue grâce aux listes des traités et autres accords internationaux en vigueur, publiés par le Département d'Etat. Pour une analyse détaillée cf. MARCOFF, *op. cit.*, pp. 317 à 321.

“It has been true that in every instance to date when new states, bound by United Kingdom treaty obligations, have achieved their independence, they have subsequently indicated their adherence thereto. Nevertheless, it should be borne in mind that in the absence of applicable treaty provisions, there is no conclusive ruling covering the continuation of the application of international agreements in the case of newly independent states. The character of the act by which a dependent or semi-dependent state originally becomes bound to a treaty, the circumstances under which such area becomes an independent state and the nature of the treaty in question are all factors in determining whether the new state is to remain bound by treaties formerly applicable to it”.⁽⁵⁶⁷⁾

Comment interpréter alors le silence de la part des Etats tiers, qui, tout comme l'Etat successeur lui-même, ont le droit de ne pas accepter la succession aux traités?

D'après MARCOFF “La pratique a montré que les Etats tiers ont silencieusement accepté la succession et l'intégration du nouvel Etat dans les rapports juridiques préétablis, sans qu'il y ait eu besoin d'un instrument supplémentaire pour renouveler ou modifier le lien juridique antérieur, en ce qui concerne les sujets de droits qui y participent”.⁽⁵⁶⁸⁾

Le fait donc que, dans le cas de Chypre, les Etats tiers, parties contractantes d'origine aux traités et accords par lesquels Chypre se considère liée, n'ont pas présenté d'objections et ont gardé le silence jusqu'à aujourd'hui, peut être considéré comme un indice d'acceptation tacite.⁽⁵⁶⁹⁾

Toutefois, le simple silence de la part des Etats tiers ne doit pas nécessairement conduire à la présomption qu'une déclaration de succession de la part de l'Etat nouveau déploie des effets juridiques à l'égard des Etats tiers. La célèbre affaire du *temple de Préah Vihear*⁽⁵⁷⁰⁾ dans laquelle la Thaïlande a pris une attitude négative à l'égard de la succession du Cambodge aux traités signés par la France et en particulier à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux de 1928 est un exemple. La pratique contemporaine nous donne aussi

(567) WHITEMAN, vol. II, p. 993.

(568) *Op. cit.*, p. 314.

(569) Cf. l'avis consultatif du 28 mai 1951 sur les réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide sur le rôle du consentement tacite des Etats en droit des traités, C.I.J., *Recueil* 1951, pp. 21-22.

(570) Cf. C.I.J., *Recueil* 1961, pp. 17 et s.

d'autres exemples de négation de succession de la part des Etats tiers.⁽⁵⁷¹⁾ Mais, dans la grande majorité des cas (comme à Chypre), si l'Etat tiers de ne manifeste pas son intention dans un délai raisonnable, après la date l'indépendance de l'Etat successeur, on suppose qu'il a accepté la succession,⁽⁵⁷²⁾ présomption qui, "se révélerait utile et conforme aux exigences de stabilité, posées par l'évolution des rapports entre Etats contemporains".⁽⁵⁷³⁾

Dans ce cadre on peut situer la thèse de VAN PANHUYS qui va un peu plus loin dans ce domaine et suggère que la reconnaissance de la part de l'Etat tiers comprendrait implicitement l'acceptation des "règles régissant la naissance du nouveau système juridique qualifié pour être reconnu comme Etat souverain".⁽⁵⁷⁴⁾

Pourtant,⁽⁵⁷⁵⁾ cette thèse qui introduit la notion de la novation tacite témoigne plutôt d'un souci académique que d'une interprétation pratique et réelle du phénomène successorale, car l'interprétation du silence de l'Etat tiers comme d'ailleurs celle de l'Etat successeur est une chose difficile qui risque de créer des différends.

Pour cette raison O'CONNELL remarque: "Mere silence on the part of third states is thus difficult to construe as tacit consent on the ground of novation".⁽⁵⁷⁶⁾

E. LAUTERPACHT a réservé un accueil froid à la théorie de la novation tacite⁽⁵⁷⁷⁾ tandis que Lord MCNAIR, se référant à la transmission des droits et obligations britanniques dans les cas de l'Inde et du Pakistan, constate:

"It is by no means certain that *de jure* the desired effect has resulted, apart from purely local obligations.... The arrangement is an attempted novation and assumes the consent of the other parties to those treaties; it is not difficult to imagine circumstances in which a state might be quite willing to contract obligations of a certain

(571) Cf. K. ZEMANEK, *op. cit.*, p. 238.

(572) Cf. O'CONNELL, "Independence and Succession to Treaties", *B.Y.I.L.*, *op. cit.*, p. 128.

(573) MARCOFF, *op. cit.*, p. 316.

(574) *Op. cit.*, p. 67.

(575) Pour des détails V. MARCOFF, *op. cit.*, pp. 347 et ss. qui traite du problème de la novation tacite et de sa variante, la théorie de l'offre d'après laquelle "les accords de dévolution impliqueraient une offre présentée à l'intention des Etats tiers".

(576) *B.Y.I.L.*, *op. cit.*, p. 126.

(577) *Op. cit.*, pp. 514 et s.

character with the old India, but not with the new India or with Pakistan alone".⁽⁵⁷⁸⁾

MARCOFF, enfin, qui a étudié le problème de la novation tacite sous l'angle de sa fonction comme procédé auxiliaire à la succession, conclut :

"La théorie de la novation tacite ne saurait se substituer à celle de la continuité successorale, car, même si l'on fait abstraction du grief de la fiction et si l'on admet la présence d'une véritable novation, cette dernière neutralisera tout effet successoral du phénomène en cause. Le remplacement total de l'ancien rapport juridique par la novation, indépendamment de la façon explicite ou tacite dont est créé le rapport nouveau, supprimerait l'élément essentiel de l'automacité, sans lequel l'institution successorale ne pourrait juridiquement exister".⁽⁵⁷⁹⁾

Sur la base de l'analyse précédente, on peut constater qu'en général l'indifférence montrée par les Etats tiers encourage l'admission du principe selon lequel le silence des Etats tiers exerce une fonction stabilisatrice, souhaitable pour la validité ininterrompue des effets juridiques en cause. Toutefois, le moment de la vérité intervient quand l'Etat successeur exerce son droit à l'option dans le cadre d'une politique de sélection qui lui convient, et fait une déclaration de succession à un traité déterminé. Après cet acte d'extériorité, le silence prolongé de la part de l'Etat tiers sanctionne le *vinculum juris* préexistant. De même, comme l'a montré la pratique chypriote, et l'a exprimé O'CONNELL en ces termes "no one State will regard itself as committed until the occasion for deliberate commitment arises",⁽⁵⁸⁰⁾ les initiatives prises par divers Etats, pour s'informer sur le sort de certains traités anciennement applicables à Chypre, ont conduit au même résultat, à savoir la sanction du droit préexistant.

CONCLUSIONS

La carence de règles traditionnelles en matière de succession d'Etats a conduit à la formation d'une pratique de conclusion d'accords de dévolution lors de l'entrée de l'Etat nouveau dans la communauté internationale. Cette pratique exprime le souci de la communauté internationale de sauvegarder la continuité du régime juridique créé par un

(578) *Op. cit.*, p. 650 et s.

(579) *Op. cit.*, p. 350 et s.

(580) *B.Y.I.L.*, *op. cit.*, p. 127.

nombre de traités bilatéraux et multilatéraux qui avaient été étendus au territoire de l'Etat successeur avant son accession à l'indépendance et d'empêcher la création d'un vide juridique à la suite d'une rupture abrupte des rapports contractuels entre l'Etat nouveau et les Etats tiers. Les déclarations générales de continuité adoptées, pour servir le même but, par un certain nombre d'Etats qui ne croyaient pas à l'efficacité des accords de dévolution sont une évolution dans ce domaine.

Qu'il s'agisse d'une déclaration générale de continuité ou d'un accord de dévolution — vu les arguments avancés dans cette étude contre leur valeur juridique⁽⁵⁸¹⁾ — la continuité qui est assurée par ces moyens est une continuité *de facto*. Il en est ainsi parce qu'à ce stade, l'Etat successeur n'a pas eu l'occasion de connaître le nombre des traités "hérités" et d'étudier leur contenu. L'Etat successeur par la manifestation de sa volonté souveraine, tôt ou tard, la transforme en continuité *de jure*. Même en l'absence d'une déclaration générale de continuité ou d'un accord de dévolution, la continuité *de facto* n'est pas remise en question jusqu'à ce que l'Etat nouveau manifeste sa volonté, et c'est alors seulement qu'on pourrait interpréter son silence; la seule exception est l'attitude négative prise à l'égard de la succession par un petit nombre d'Etats.⁽⁵⁸²⁾ Ainsi la stabilité socio-économique est assurée et l'ordre international juridique maintenu.

Ces constatations sont mises en évidence par le cas de Chypre, dont l'accord de dévolution a servi plutôt comme un moyen juridique complémentaire pour faciliter la succession que comme un pont de transmission de droits et obligations britanniques à Chypre. Dans ce but, sa rédaction a beaucoup encouragé l'examen d'applicabilité des traités hérités. C'est à partir de ce moment que l'Etat nouveau prend conscience de ses engagements internationaux. L'examen d'applicabilité des traités hérités introduit dans le processus successoral un élément très important: la souveraineté étatique qui, dans ses manifestations, risque souvent de se confronter aux règles de la succession. La conciliation de ces deux éléments qui s'opère par l'acceptation du principe de la succession et du droit à l'option⁽⁵⁸³⁾ de l'Etat successeur, donne la mesure de l'acceptation des droits et obligations hérités. Cette acceptation dans

(581) V. *supra*, p. 36 et s.

(582) V. *supra*, p. 12.

(583) De l'avis de la Commission du droit international ce que ce principe confère à un Etat nouvellement indépendant "c'est simplement un droit d'option pour établir sa qualité de partie distincte au traité en vertu du lien juridique créé par son prédécesseur entre le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats et le traité. Ce droit n'est pas celui de

le cas de Chypre est générale, si l'on considère que Chypre a dénoncé un seul traité.⁽⁵⁸⁴⁾

La pratique chypriote a donc suivi la construction théorique des solutions mixtes; elle nous enseigne que la République de Chypre en utilisant son droit de libre discrétion est arrivée à l'acceptation de la succession à un grand nombre de traités et conventions internationales héritées. Cela a été opéré par l'interprétation restrictive de l'accord de dévolution⁽⁵⁸⁵⁾ et l'examen d'applicabilité des traités dans les nouvelles réalités chypriotes. Cet examen a pris en considération la légalité interne, les principes du traité étudié, la pratique internationale, le système juridique interne dans son ensemble et, parfois, la doctrine avant de résulter par voie d'interprétation au consentement⁽⁵⁸⁶⁾ que la République a donné dans chaque cas particulier par une notification de succession.

Cette conception chypriote de la succession d'Etats aux traités, encouragée par les divers dépositaires et confirmée par la pratique des autres Etats, correspond à l'interprétation donnée par la Commission du droit international à la métaphore de la "table rase". De l'avis de la Commission, "Le principe dit de la table rase, tel qu'il s'applique dans le droit moderne de la succession d'Etats, est donc très loin d'entraîner, en règle générale, une rupture totale dans les relations conventionnelles du territoire qui devient un Etat nouvellement indépendant. Le droit moderne, tout en laissant l'Etat nouvellement indépendant libre de définir ses propres relations conventionnelles en vertu du principe de la table rase, lui offre le moyen d'assurer dans ces relations le maximum

'succéder' à la participation de son prédécesseur au traité, au sens d'un droit qui lui permettrait de prendre exactement la place de son prédécesseur, et uniquement de prendre sa place. Le droit de l'Etat nouvellement indépendant est plutôt celui de *notifier son propre consentement à être considéré comme une partie distincte au traité*". (U.N. Doc. A/9610, pp. 150 et 151). Pour les limites à l'application de ce principe général (actes constitutifs d'organisations internationales — incompatibilité avec l'objet et but du traité — traités élaborés par un nombre restreint d'Etats) cf. *ibid.*, pp. 151 et 152.

(584) V. *supra*, p. 64.

(585) V. *supra*, p. 29.

(586) Même des auteurs qui ont adopté une position négative à l'égard de la succession, comme A. CAVAGLIERI, ont accepté la succession en cas de consentement. Ce dernier écrit: "La soi-disant succession d'Etats, si elle a jamais lieu, doit son existence uniquement au fait que l'Etat successeur y a consenti, et elle n'apparaît que dans la mesure de ce consentement; il s'ensuit qu'en réalité, les caractères propres à la succession héréditaire font défaut." (*La dottrina della successione di Stato a Stato e il suo valore giuridico*, Pisa, 1910, p. 59).

de continuité compatible avec ses propres intérêts et ceux des autres Etats parties aux traités de son prédécesseur”.⁽⁵⁸⁷⁾

L'analyse des données chypriotes démontre que la succession aux traités revêt certains caractères spécifiques qui mettent en relief le fondement juridique de l'institution successorale. A nos yeux, la succession d'Etats aux traités internationaux signifie une continuité *de facto*, pour une certaine durée,⁽⁵⁸⁸⁾ du régime juridique préexistant jusqu'au moment où l'Etat successeur exerce son droit d'établir son statut de partie distincte aux traités hérités, en vertu du lien juridique créé par son prédécesseur. Ce droit est exercé, après un examen approfondi de l'applicabilité des traités en cause, dans les nouvelles conditions, et se manifeste par une déclaration de continuité qui exprime le consentement de l'Etat successeur de rester lié pour son propre compte par un traité déterminé étendu à son territoire avant l'indépendance.

L'étude des différentes théories sur la succession d'Etats, ainsi que de la pratique internationale dans la présente étude, n'avait pas pour but de formuler une théorie et ensuite de chercher l'application de ce prototype dans le cas d'espèce. Cette entreprise visait plutôt l'interprétation d'un phénomène juridique, qui est la pratique chypriote en matière de traités, afin de parvenir à dégager des règles régissant la succession d'Etats. Même la mention de quelques chiffres dans certains cas a été motivée par le désir d'interpréter les données de la pratique chypriote et mettre en évidence leur importance juridique.

Il reste maintenant à soumettre la pratique chypriote à un dernier examen pour voir si les caractères spécifiques des règles qui régissent la succession d'Etats aux traités, comme nous les avons définis, peuvent être qualifiés du droit international coutumier.⁽⁵⁸⁹⁾

Il convient de remarquer que “la création des règles coutumières se caractérise par le fait que ce sont les destinataires de la norme eux-mêmes qui constatent son existence sans qu'il leur soit possible de prendre connaissance d'une manière rationnelle des différentes étapes de la procédure législative qui a créé la norme”.⁽⁵⁹⁰⁾

(587) *U.N. Doc. A/9610*, p. 25.

(588) *V. supra*, p. 180 et s.

(589) V. GIANNI, *La coutume en droit international*, 1931; KUNTZEL, *Ungeschriebenes Völkerrecht*, 1935; Kelsen, “Théorie du droit international coutumier,” *Revue internationale*, 1939, pp. 253 et ss; SEFERIADES, “Aperçu sur la coutume juridique internationale”, *R.G. D.I.P.*, 1936, pp. 129 et ss; KOPELMANAS, “Customs as a mean of the creation of international law”, *B.Y.I.L.*, 1937, pp. 127 et ss., et GUGGENHEIM, *op. cit.*, t.I, pp. 45 et ss.

(590) GUGGENHEIM, *op. cit.*, t.I, p. 45 et 46.

Il y a donc lieu d'examiner si les deux éléments,⁽⁵⁹¹⁾ que la coutume implique d'après la doctrine dominante, sont réunis dans la pratique chypriote. Il s'agit de l'élément matériel (*consuetudo*) et de l'élément psychologique (*opinio juris sive necessitatis*).

Pour ce qui est de l'élément matériel, qui implique la répétition prolongée et constante de certains actes, "qu'il s'agisse d'une conduite positive ou négative (abstention, tolérance)"⁽⁵⁹²⁾, on peut constater que Chypre en tant qu'Etat successeur a suivi des voies analogues à celles suivies par d'autres Etats successeurs. En général, la conduite chypriote est positive dans son ensemble et se caractérise par un degré de cohésion très élevé. Si on considère que la répétition des procédures successorales a eu lieu sans accord préalable entre les Etats successeurs et dans des milieux sociaux semblables, l'existence de la *consuetudo* est indubitable.

L'élément matériel dans ce cas ne suffit pas à lui seul à engendrer une règle coutumière de succession d'Etats. "Il faut que l'auteur de ces actes ait eu l'intention en les exécutant, d'accomplir une obligation ou d'exercer un droit."⁽⁵⁹³⁾ Les déclarations de continuité par lesquelles Chypre a manifesté sa volonté de rester liée par un certain nombre de traités étendus à son territoire par le Royaume-Uni démontrent qu'elle n'a pas agi d'une façon fortuite, mais dans la conviction qu'elle suivait une norme de droit international. Cette conviction se reflète dans la référence à l'accord de dévolution, aux règles de succession du droit international (encore imparfait dans ce domaine) et à la légalité interne et internationale,⁽⁵⁹⁴⁾ et par conséquent ne laisse aucun doute quant à la présence de l'*opinio juris sive necessitatis*.

On peut donc conclure que la recherche de la pratique chypriote en matière de succession aux traités internationaux nous a permis de pénétrer dans le temple du droit international et, par la présence de deux éléments de la coutume, de donner aux caractères spécifiques des règles qui régissent en cette matière l'onction de règles coutumières. Le stade avancé de cristallisation de ces règles justifie l'espoir d'une future codification du droit international des successions⁽⁵⁹⁵⁾ qui doit être fondée sur des règles coutumières déjà existantes. Pour que ces règles

(591) Cf. GUGGENHEIM, "Les deux éléments de la coutume en droit international", *Etudes en l'honneur de Georges Scelle*, t.I., pp. 275 et ss.

(592) GUGGENHEIM, *op. cit.*, p. 46.

(593) *Ibid.*, p. 47.

(594) V. *supra*, pp. 183 et 184.

(595) Il convient de remarquer que à sa 1301ème séance, tenue le 26 juillet 1974, la

acquière une valeur obligatoire il faut "une pratique internationale constante";⁽⁵⁹⁶⁾ celle-ci est d'ailleurs en train de se former. Au stade actuel des choses, on ne peut pas affirmer que les règles coutumières, mises en évidence par la présente étude, fassent partie du "droit international commun."⁽⁵⁹⁷⁾ Pourtant, un fait est certain: la pratique chypriote a fait une contribution importante dans cette direction.

ANNEXES

- A. Liste des traités applicables à Chypre, soumise par le Gouvernement du Royaume-Uni aux autorités chypriotes avant la proclamation de l'indépendance le 16 août 1960. p. 205.
- B. Conventions bilatérales qui lient la République de Chypre en vertu d'une notification de succession. p. 225.
- C. Traités multilatéraux qui lient la République de Chypre en vertu d'une notification de succession. p. 227.
- D. Admission de la République de Chypre dans les organisations internationales mentionnées dans la présente étude. p. 229.

Commission du droit international a décidé, conformément à l'article 23 de son Statut, de recommander à l'Assemblée générale d'inviter les Etats membres à présenter par écrit leurs observations et commentaires concernant son projet final d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités et de réunir une conférence de plénipotentiaires en vue d'étudier le projet d'articles et de conclure une convention sur la question (cf. *U.N. Doc. A/9610*, p. 38).

(596) Cf. C.P.J.I., Série A, No. 1, 25: "Une pratique internationale constante".

(597) Sur la notion de "droit international commun", voir la sentence de la Cour permanente d'arbitrage dans le cas de l'indemnité de guerre russo-turque, 98 ainsi que GUGGENHEIM, *op. cit.*, p. 49.

ANNEXE A

Appendix A

LIST OF TREATY ENGAGEMENTS APPLICABLE TO THE ISLAND OF CYPRUS (1878)

HB = 1931 Handbook of Commercial Treaties

PART I – BILATERAL

<i>Engagement</i>	<i>Place and date of signature</i>	<i>Extended</i>	<i>Published Treaty Series</i>
ALBANIA			
Exchange of Notes	Durazzo	16.10.1926	47/1925
Commercial Relations	10.6.1925		Cmd. 2522
Treaty Extradition	Tirana	By U.K. signature	20/1927 Cmd. 2920
	22.7.1926		
ARGENTINE REPUBLIC			
Treaty Commerce and Navigation	Buenos Aires 2.2.1825	By U.K. signature	HB pg. 15
Treaty Extradition	Buenos Aires 22.5.1889	By U.K. signature	2/1894 Cmd. 7260.
AUSTRIA			
Convention Legal Procedure	London 31.3.1931	1.4.1923	4/1932 Cmd. 4007
BELGIUM			
Convention Joint Stock Companies	London 13.11.1862	By U.K. signature	HB pg. 34
Treaty Extradition	Brussels 29.10.1901	By U.K. signature	7/1902 Cmd. 1008
Convention Extradition	London 5.3.1907	By U.K. signature	16/1907 Cmd. 3580
Convention Extradition	London 3.3.1911	By U.K. signature	21/1911 Cmd. 5807
Convention Legal Procedure	London 21.6.1922	23.8.1925	13/1924 Cmd. 2069
Convention (Suppl.) Legal Procedure	Brussels 4.11.1932	27.6.1935	18/1934 Cmd. 4639
Exchange of Notes	Brussels	25.11.1898	HB pg. 35
Commercial "Modus Vivendi"	27.7.1898		
Exchange of Notes War Damage Compensation	Brussels 7.6.1948	By U.K. signature	56/1948 Cmd. 7495

BOLIVIA			
Treaty Extradition	Lima 22.2.1892	By U.K. signature	10/1899 Cmd. 9239
Treaty Commerce	La Paz 1.8.1911	22.4.1913	17/1912 Cmd. 6267
BRAZIL			
Agreement Merchant Seamen deserters	Rio de Janeiro 30.7.1888	By U.K. signature	HB pg. 51
Exchange of Notes	London	reciprocal m.f.n.	23/1936
Commercial Relations	10.8.1936	treatment	Cmd. 3267
CHINA			
Treaty Chinese Customs Tariff	Nanking 20.12.1928	By U.K. signature	10/1929 Cmd. 3319
Treaty relinquishing extra territorial rights	Chungking 11.1.1943	By U.K. signature	2/1943 Cmd. 6456
COSTA RICA			
Treaty Friendship Commerce and Navigation (Arts. 5, 6 & 7 terminated)	San Jose 27.11.1849	By U.K. signature	HB pg. 126
Agreement Protection of Trade Marks	Guatemala 5.3.1898	By U.K. signature	HB pg. 130
CHILE			
Treaty Extradition	Santiago 26.1.1897	By U.K. signature	12/1898 Cmd. 9051
COLOMBIA			
Treaty Commerce and Navigation	London 16.2.1866	By U.K. signature	HB pg. 118
Exchange of Notes prolonging above Treaty	Bogota 30.12.1938		13/1939 Cmd. 5958
Treaty Extradition	Bogota 27.10.1888	By U.K. signature	S.P. Vol. 79 pg. 12
CUBA			
Treaty Extradition	Havana 3.10.1904	By U.K. signature	15/1905 Cmd. 2530
CZECHOSLOVAKIA			
Treaty Commerce and Navigation	London 14.7.1923	5.6.1925	35/1924 Cmd. 2254
Exchange of Notes	Prague	By U.K.	5/1926
Customs duties on printed matters	1.2.1926	signature	Cmd. 2625
Treaty Extradition	London 11.11.1924	By U.K. signature	31/1926 Cmd. 2779
Convention Legal Procedure	London 11.11.1924	17.2.1927	6/1926 Cmd. 2637
Supplementary Convention Legal Procedure	Prague 15.2.1935	5.1.1937	30/1935 Cmd. 4980

DENMARK

Treaty Peace and Commerce	Whitehall 13.2.1660-1	By U.K. signature	HB pg. 146
Treaty Peace and Commerce	Copenhagen 11.7.1690	By U.K. signature	HB pg. 151
Treaty Peace	Kiel 14.1.1814	By U.K. signature	HB pg. 159
Treaty Extradition	Copenhagen 31.3.1873	By U.K. signature	State Papers Vol. 63 pg. 5
Declaration Protection of Trade Marks	Copenhagen 28.11.1879	By U.K. signature	HB pg. 165
Agreement Merchant Seamen deserters	London 21.6.1881	By U.K. signature	HB pg. 166
Agreement relief of distressed seamen	London 25.7.1883	By U.K. signature	HB pg. 167
Agreement British subjects companies etc. in Eastern Greenland	Copenhagen 23.4.1925 4.6.1925	By U.K. signature	35/1925 Cmd. 2503
Convention Legal Procedure	London 29.11.1932	27.3.1934	18/1933 Cmd. 4334
Convention Load Line certificates	London 24.3.1937	By U.K. signature	15/1937 Cmd. 5441
Convention avoidance of double taxation and prevention of fiscal evasion	London 27.3.1950	1.1.1954	47/1950 Cmd. 8023
Exchange of Notes on abolition of Visas	London 26.10.48		80/1948 Cmd. 7577
Notes reimposing visas for Cyprus	6.11.56		8/1957 Cmd. 73

EQUADOR

Treaty Extradition	Quito 20.9.1880	By U.K. signature	State Papers Vol. 72 pg. 137
Convention: Trade Marks	Quito 26.8.1892	By U.K. signature	HB pg. 175

EGYPT

Exchange of Notes: Commercial "Modus Vivendi" (continued in force by Treaty of 28.2.59)	Cairo 5.7.1930	11.6.1930	31/1930 Cmd. 3662
Exchange of Notes: Commerce with Cyprus	Cairo 26.5.1941		16/1941 Cmd. 6305

*ESTONIA

Exchange of Notes: Commercial relations	London 20.7.1920	29.6.1921	19/1920 Cmd. 1097
Convention Extradition	London 18.11.1925	By U.K. signature	18/1926 Cmd. 2708
Treaty Commerce and Navigation	Revel 18.1.1926	11.7.1927	19/1926 Cmd. 2709

Exchange of Notes:	London	By U.K.	17/1926
Tonnage measurement certificates.	24.6.1926	signature	Cmd. 2693
Convention Legal Procedure	London	11.10.1933	27/1932
	22.12.1931		Cmd. 4164
*Footnote to Estonia			

The United Kingdom has recognised *de facto* the incorporation of the Baltic States by the Soviet Union. The exact status of our treaties with Estonia, Latvia and Lithuania has not been defined.

ETHIOPIA

Treaty Friendship	Addis Ababa	By U.K.	2/1898
Commerce and Navigation	14.5.1897	signature	

FINLAND

Treaty: Commerce and Navigation	Helsingfors	13.2.1926	34/1924
	14.12.1929		
Treaty Extradition	London	By U.K.	22/1925
	24.5.1924	signature	Cmd. 2417
Agreement: Tonnage	Helsingfors	By U.K.	30/1924
Measurement certificates	21.6.1924	signature	Cmd. 2231
Convention Legal Procedure	London	4.6.1935	7/1934
	11.8.1933		Cmd. 4507
Convention: Suppression of the importation of illicit alcoholic liquors into Finland.	London	By U.K.	36/1935
	13.10.1933	signature	Cmd. 4436
Agreement recognition of Load Line certificates	Helsinki	By U.K.	31/1935
	3.5.1935	signature	Cmd. 4981

FRANCE

Convention Joint Stock Companies	Paris	By U.K.	HB p. 221
	30.4.1862	signature	
Agreement. Relief of distressed seamen.	London	By U.K.	HB p. 224
	5.11.1879	signature	
Exchange of Notes. Waiver of Consular fees on certificates of origin.	Paris	4.7.1900	HB p.242
	2.10.1899		
Treaty Extradition	Paris	By U.K.	State Papers
	14.8.1876	signature	Vol. 67 p. 5
Convention Extradition	Paris	By U.K.	4/1896
	13.2.1896	signature	
Convention Extradition	Paris	By U.K.	34/1909
	17.10.1908	signature	
Convention Legal Procedure	London	27.1.1924	5/1922
	2.2.1922		Cmd. 1661
Supplementary Convention	Paris	22.9.1947	12/1940
Legal Procedure	15.4.1936		Cmd. 6206
Agreement abolition of capitulations in Morocco and Zanzibar	London		8/1938
	29.7.1937		Cmd. 5646

Exchange of Notes. War damage compensation	Paris 6.10.1954	By U.K. signature	71/1954 Cmd. 9550
Exchange of Notes.	Paris	By U.K.	9/1940
Abolition of consular visas on bills of health	8.10.1939	signature	Cmd. 6187
Convention Consular	Paris 31.12.1951	By U.K. signature	4/1959 Cmd. 617
GERMANY, Federal Republic of			
Convention Consular	Bonn 30.7.1956	By U.K. signature	2/1959 Cmd. 607
GREECE			
Agreement Joint Stock Companies	Athens 4.8.1888	By U.K. signature	HB 323
Treaty Extradition	Athens 11/24.9.1910	By U.K. signature	6/1912 Cmd. 6074
Treaty Commerce and Navigation (Arts. 22, 23 & 24 termination by Consular Convention)	London 10.7.1926	4.3.1927	2/1927 Cmd. 2790
Agreement recognition of tonnage measurement certificates.	London 30.11.1926	By U.K. signature	1/1927 Cmd. 2787
Convention Legal Procedure	London 27.2.1936	19.1.1939	5/138 Cmd. 5645
Convention Consular	Athens 17.4.1953	By U.K. signature	38/1958 Cmd. 525
GUATAMALA			
Treaty Extradition	Guatemala 4.7.1885	By U.K. signature	State Papers Vol. 76 p. 72
Convention Trade Marks	Guatemala 4.7.1885	By U.K. signature	HB p. 349
Additional Protocol Extradition	Guatemala 30.5.1914	By U.K. signature	12/1914 Cmd. 7625
HAITI			
Treaty Extradition	Port-au-Prince 7.12.1874	By U.K. signature	State Papers Vol. 65 p. 44
HUNGARY			
Treaty Extradition	Vienna 3.12.1873	By U.K. signature	State Papers Vol. 65
Declaration Extradition	London 26.6.1901	By U.K. signature	13/1902 Cmd. 1078
Treaty Commerce and Navigation	London 23.7.1926	17.4.1928	23/1927 Cmd. 2933
Convention Legal Procedure	Budapest 25.9.1935	25.6.1937	11/1936 Cmd. 5190
Treaty Extradition	Budapest	By U.K.	32/1937
Supplementary to Treaty of 3.12.1873	18.9.1936	signature	Cmd. 5550

ICELAND (Iceland benefits under Treaties concluded before
1.12.1918 by Denmark)

Treaty Peace and Commerce	Whitehall 13.2.1660	By U.K. signature	HB p. 146
Treaty Peace and Commerce	Copenhagen 11.7.1690	By U.K. signature	HB p. 151
Treaty Peace	Kiel 14.1.1814	By U.K. signature	HB p. 159
Treaty Extradition	Copenhagen 31.3.1873	By U.K. signature	State Papers Vol. 63 p.5
Declaration Protection of Trade Marks	Copenhagen 28.11.1879	By U.K. signature	HB p. 165
Agreement Merchant Seamen Deserters	London 21.6.1881	By U.K. signature	HB p. 166
Agreement Relief of Distressed Seamen	London 25.7.1883	By U.K. signature	HB p. 167
Agreement Arbitration	25.10.1905	By U.K. signature	TS 5/1906 Cmd. 2941
Exchange of Notes renewing above arbitration agreement for an indefinite period	London 22.3.1937	By U.K. signature	21/1937 Cmd. 5448
Convention Extradition	London 25.10.1938	By U.K. signature	40/1939 Cmd. 6083
Exchange of Notes. Abolition of Visas on passports; extension to certain overseas territories	London 26.10.1948		77/1948 Cmd. 7574
Notes re-imposing Visa requirements	London 6.11.1956		TS 8/1957 Cmd. 73
IRAN (Persia)			
Treaty Peace and Commerce	Paris 4.3.1857	By U.K. signature	HB p. 506
IRAQ			
Treaty Extradition	Baghdad 2.5.1932	By U.K. signature	13/1933 Cmd. 4317
Convention Legal Proceedings	Baghdad 25.7.1935	26.3.1938	8/1937 Cmd. 5369
ITALY			
Treaty Extradition	Rome 5.2.1873	By U.K. signature	State Papers Vol. 63 p. 19
Declaration rectifying error in above	Rome 7.5.1873		
Agreement relief of distressed seamen	London 8.6.1880	By U.K. signature	HB p. 368
Exchange of Notes. Recognition of passenger ship certificates	Rome 25.1.1929	25.8.1930	21/1929 Cmd. 3385
Convention Legal Procedure	London 17.12.1930	25.8.1932	17/1932 Cmd. 4105

Agreement Italian-owned assets in the U.K.	London	16.3.1948	31/1947
Exchange of Notes. Abolition of visas on passports	17.4.1947		Cmd. 7118
Exchange of Notes. Carriage of dangerous goods in aircraft	London	Visas for Cyprus re-imposed 1956	81/1948
Convention Consular	26/28.10.1948	By U.K.	Cmd. 7578
	Rome	signature	101/1951
	24.10.1951	By U.K.	Cmd. 8413
	Rome	signature	Cmd. 9193
	1.6.1954		
JAPAN			
Agreement, Tonnage measurement of merchant ships	London	By U.K.	1/1923
	30.11.1922	signature	Cmd. 1806
LATVIA*			
Treaty Extradition	London	By U.K.	44/1925
	18/30.11.1925	signature	Cmd. 2519
Agreement, Tonnage measurement of merchant ships	London	By U.K.	17/1927
	24.6.1927	signature	Cmd. 2911
LIBERIA			
Treaty Commerce and Navigation	London	By U.K.	HB p. 412
	21.11.1848	signature	
Treaty Extradition	London	By U.K.	6/1894
	16.12.1892	signature	Cmd. 7306
LITHUANIA*			
Exchange of Notes	Kovno	24.4.1923	13/1924
Commercial Relations	6.5.1922		Cmd. 2069
Treaty Extradition	Kovno	By U.K.	15/1927
	18.5.1926	signature	Cmd. 2897
Exchange of Notes modifying Commercial Agreement of 1922	London		11/1932
Convention Legal Procedure	28.11/10.12.1929		Cmd. 3642
	Kovno	29.6.1937	14/1936
	24.3.1934		Cmd. 5197
LUXEMBOURG			
Treaty Extradition	Luxembourg	By U.K.	State Papers
	24.11.1880	signature	Vol. 71 p. 48
Convention Extradition	29.5.1939	By U.K.	59/1951
		signature	Cmd. 8321
Exchange of Notes.	London		82/1948
Abolition of visas on passports	26.10.1948		Cmd. 7579
Visas re-imposed	6.11.1956		8/1957
			Cmd. 73
Exchange of Notes. War Damage compensation	Luxembourg	By U.K.	45/1954
	18.6.1954	signature	Cmd. 9209
MEXICO			
Treaty Extradition	Mexico City	By U.K.	
	7.9.1886	signature	
Convention Consular	Mexico City	By U.K.	9/1959
	20.3.1954	signature	Cmd. 633

* See footnote under Estonia

MONACO			
Treaty Extradition	Paris 17.12.1891	By U.K. signature	10/1892 Cmd. 6552
Convention Extradition	Paris 27.11.1930	By U.K. signature	29/1931 Cmd. 3908
MOROCCO			
General Treaty	Tangier 9.12.1856	By U.K. signature	HB p. 422
Treaty Commerce and Navigation	Tangier 9.12.1856	By U.K. signature	HB p. 433
Exchange of Notes concerning Art. 7 of the Commerce and Navigation Treaty of 1856	Rabat 1.3.1957		38/1957 Cmd. 144
NETHERLANDS			
Convention. Consuls in Colonies	The Hague 6.3.1856	By U.K. signature	HB p. 458
Treaty Extradition	26.9.1898	By U.K. signature	1/1899 Cmd. 9089
Convention Legal Procedure	London 31.5.1932		24/1933 Cmd. 4387
Agreement recognition of load line certificates	London 7.11.1935	By U.K. signature	39/1935 Cmd. 5023
Exchange of Notes. Trade with British Colonies	London 18.12.1935	By U.K. signature	1/1936 Cmd. 5061
Exchange of Notes.	London		1/1950
Abolition of visas	1.10.1949		Cmd. 7860
Visas re-imposed for Cyprus; Notes	6.11.1956		8/1957 Cmd. 73
NICARAGUA			
Treaty Extradition	Managua 19.4.1905	By U.K. signature	7/1906 Cmd. 3001
NORWAY			
Convention Commerce and Navigation	London 18.3.1826	By U.K. signature	HB p. 479
Treaty Extradition	Stockholm 26.6.1873	By U.K. signature	Cmd. 900
Agreement relief of distressed seamen	London 12.7.1881	By U.K. signature	HB p. 488
Convention Legal Procedure	London 30.1.1931		14/1931 Cmd. 3934
Agreement recognition of load line certificate	London 18.11.1936	By U.K. signature	32/1936 Cmd. 5336
Exchange of Notes.	London		78/1948
Abolition of Visas	26/30.10.1948		Cmd. 7575
Notes re-imposing visas for Cyprus	6.11.1956		8/1957 Cmd. 73

Convention Consular	Oslo	By U.K.	55/1958
	22.2.1951	signature	Cmd. 590
Convention avoidance of double taxation	Oslo	1.1.1955	85/1951
	2.5.1951		Cmd. 8367
Exchange of Notes. Extending double taxation agreement	Oslo	1.1.1955	78/1955
	18.5.1955		Cmd. 9624
PANAMA			
Treaty Extradition	Panama	By U.K.	25/1907
	25.8.1906	signature	Cmd. 3648
PARAGUAY			
Treaty Extradition	Ascuncion	By U.K.	19/1911
	12.9.1908	signature	Cmd. 5737
Agreement Trade and Payments	London	22.10.1951	45/1950
	30.3.1950		Cmd. 8021
PERU			
Treaty Commerce and Navigation (Arts. 3-6 terminated in 1864)	London	By U.K.	HB p. 531
	10.4.1850	signature	
Treaty Extradition	Lima	By U.K.	13/1907
	26.1.1904	signature	Cmd. 3498
Agreement. Commerce and Navigation (Arts. 4 & 5 still in force)	Lima		Cmd. 5288
	6.10.1936		
POLAND			
Treaty, Commerce and Navigation	Warsaw	22.1.1925	26/1924
	26.11.1923		Cmd. 2219
Convention Legal Procedure	Warsaw	3.5.1933	16/1932
	28.8.1931		Cmd. 4104
Treaty Extradition	Warsaw	By U.K.	10/1934
	11.1.1932	signature	Cmd. 4552
Convention Recognition of tonnage measurement certificates	Warsaw	By U.K.	13/1935
	16.4.1934	signature	Cmd. 4875
Agreement Trade and Commerce	London	By U.K.	33/1935
	27.2.1935	signature	Cmd. 4934
Exchange of Notes. Compen- sation for British interests	Warsaw	By U.K.	23/1948
	24.1.1948	signature	Cmd. 7403
PORTUGAL			
Declaration. Protection of Trade Marks	London	By U.K.	HB p. 544
	6.1.1880	signature	
Treaty Extradition	London	By U.K.	7/1894
	17.10.1892	signature	Cmd. 7307
Treaty Commerce and Navigation	Lisbon	m.f.n. to all colo- nies on recip- rocity	6/1916
	12.8.1914		Cmd. 8402
Treaty on Reciprocal Navigation of tonnage measurement certificates	London	By U.K.	15/1926
	20.5.1926	signature	Cmd. 2670

Convention Legal Procedure	London	30.4.1933	13/1932
	9.7.1931		Cmd. 4070
Convention Extradition	Lisbon	By U.K.	28/1933
	20.1.1932	signature	Cmd. 4401
Exchange of Notes. Flag discrimination in Portuguese ports	Lisbon	By U.K.	37/1933
	14.10.1933	signature	Cmd. 4444
Exchange of Notes. Documents of identity for aircraft personnel	Lisbon	By U.K.	15/1940
	8.1.1940	signature	Cmd. 6209
ROUMANIA			
Treaty and Protocol	Bucharest	By U.K.	14/1894
Extradition	21.3.1893	signature	Cmd. 7357
Convention False indications of origin on goods	Bucharest	By U.K.	7/1895
	1.4.1893	signature	Cmd. 7462
Treaty Commerce and Navigation	London	12.5.1931	38/1931
	6.8.1930		Cmd. 3945
SALVADOR			
Treaty Extradition	Paris	By U.K.	Cmd. 3445
	23.6.1881	signature	
SOVIET UNION			
Temporary Agreement	London	m.f.n. to all countries on reciprocity	11/1934
Commerce and Navigation	16.2.1934		Cmd. 4567
SPAIN			
Declaration Protection of Trade Marks	London	By U.K.	HB p. 622
	14.12.1875	signature	
Treaty Extradition	London	By U.K.	State Papers
	4.6.1878	signature	Vol. 69 p. 6
Declaration Extradition	Madrid	By U.K.	State Papers
	19.2.1889	signature	Vol. 81 p. 28
Declaration Joint Stock Companies	Madrid	By U.K.	HB p. 623
	29.1.1883	signature	
Treaty Commerce and Navigation	Madrid	1.12.1928	21/1924
	31.10.1922		Cmd. 2188
Exchange of Notes. Customs duties on imports from colonies	Madrid	By U.K.	
	28.5, 22.6, 8.8 1923	signature	
Agreement. Taxation of companies	Madrid	11.7.1931	25/1924
	27.6.1924		Cmd. 2212
Convention. Commerce and Navigation supplementary to 1922 Treaty	London	1.12.1928	13/1927
	5.4.1927		Cmd. 2855
Exchange of Notes. Interpretation of the term "Her Britannic Majesty's Territories" in the Commerce Treaty	Madrid		10/1928
	6.2.1928		Cmd. 3074
Exchange of Notes. Modifying Commerce Treaty	Madrid	1.12.1928	28/1928
			Cmd. 3247

Convention Legal Procedure	London	23.2.1931	18/1930
	27.6.1929		Cmd. 3544
Exchange of Notes. Recognition of load line certificates	London	By U.K. signature	23/1932 Cmd. 3136
SAN MARINO			
Treaty Extradition	Florence	By U.K. signature	9/1900 Cmd. 40
SWEDEN			
Treaty Peace and Commerce	Upsal	By U.K. signature	HB p. 644
	11.4.1654		
Treaty Commerce	Westminster	By U.K. signature	HB p. 649
	17.7.1656		
Treaty Peace & Commerce	Whitehall	By U.K. signature	HB p. 652
	21.10.1661		
Treaty Commerce & Alliance	Stockholm	By U.K. signature	HB p. 658
	5.2.1766		
Convention Commerce & Navigation	London	By U.K. signature	HB p. 661
	18.3.1826		
Agreement. Relief of distressed seamen	London	By U.K. signature	HB p. 661
	12.7.1881		
Exchange of Notes relating to Agreement on relief of distressed seamen	Stockholm	By U.K. signature	HB p. 665
	28.11.1907		
Convention Legal Procedure	London	3.9.1931	10/1931 Cmd. 3777
	28.8.1930		
Agreement recognition of load line certificates	London	By U.K. signature	9/1936 Cmd. 5180
	30.4.1936		
Exchange of Notes.	London		79/1948
Abolition of visas	26.10.1948		Cmd. 7576
Notes re-imposing visa requirements	6.11.1956		8/1957 Cmd. 73
Convention Consular	Stockholm	By U.K. signature	70/1954 Cmd. 9340
	14.3.1952		
Convention avoidance of double taxation	London	18.12.1953	63/1949 Cmd. 7800
	30.3.1949		
Exchange of Notes. Extension of double taxation convention	Stockholm		13/1954 Cmd. 9070
	18.12.1953		
SWITZERLAND			
Treaty Commerce and Navigation	Berne	By U.K. signature	HB p. 667
	6.9.1855		
Declaration Protection of Trade Marks	Berne	By U.K. signature	HB p. 670
	6.11.1880		
Treaty Extradition	Berne	By U.K. signature	State Papers Vol. 71 p. 54
	26.11.1880		
Convention Extradition	London	By U.K. signature	16/1905 Cmd. 2532
	29.6.1904		
Convention Extradition	Berne	By U.K. signature	29/1935 Cmd. 4975
	19.12.1934		

Convention Legal Procedure	London	17.5.1940	16/1939
	3.12.1937		Cmd. 5973
Exchange of Notes.	Berne	By U.K.	65/1938
Documents of identity	17.5.1938	signature	Cmd. 5857
for aircraft personnel			
Exchange of Notes.	London		76/1948
Abolition of visas	26/29.10.1948		Cmd. 7573
for travel to British			
Overseas Territories			
Notes re-imposing visa	6.11.1956		8/1957
requirements for Cyprus			Cmd. 73
THAILAND			
Treaty Extradition	Bangkok	By U.K.	23/1911
	4.3.1911	signature	Cmd. 5861
Treaty Commerce and	Bangkok	8.12.1938	33/1938
Navigation	23.12.1937		Cmd. 5731
TURKEY			
Convention Alliance	Constantinople		State Papers
(Cession of Cyprus)	4.6.1878		Vol. 69 p. 744
Agreement concerning Cyprus	Constantinople		State Papers
	14.8.1878		Vol. 69 p. 769
Agreement concerning Cyprus	Constantinople		State Papers
	14.8.1878		Vol. 69 p. 769
Treaty Commerce & Navigation	Ankara	3.9.1930	40/1930
	1.3.1930		Cmd. 3695
Convention Legal	Ankara	14.12.1933	14/1933
Procedure	28.11.1931		Cmd. 4318
Exchange of Notes.	Ankara		34/1957
Termination of Article 16 of	28.2.1957		Cmd. 136
the Treaty of Commerce and			
Navigation of 1930			
UNITED STATES			
Convention	London	By U.K.	HB p. 702
	20.10.1818	signature	
Convention Commerce	London	By U.K.	HB p. 604
	6.8.1827	signature	
Declaration Protection	London	By U.K.	HB p. 709
of Trade Marks	24.10.1877	signature	
Convention disposal of real and	Washington	20.3.1907	17/1900
personal property	2.3.1899		Cmd. 356
Treaty Extradition	London	By U.K.	18/1935
	22.12.1931	signature	Cmd. 4928
Exchange of Notes. Air	Washington	Applies to	36/1935
Pilot's Licences		Cyprus	Cmd. 5007
Convention Property	Washington		6/1941
Modifying Convention of 1899	27.5.1936		Cmd. 6268
Agreement Trade	Washington	By U.K.	3/1940
	17.11.1938	signature	Cmd. 6158

Agreement Finance	Washington 6.12.1945	HMG will apply relaxation of exchange control restrictions in Cyprus	53/1946 Cmd. 6968
Convention avoidance of double taxation	Washington 10.4.1945	By Exchange of Notes. 19.8.1957/ 3.12.1958	26/1946 Cmd. 6902
Agreement. Settlement of Lend-lease and Reciprocal aid	Washington 6.12.1945	Applies to Cyprus	53/1946 Cmd. 6968
Joint Memorandum Lend-Lease and Reciprocal aid etc.	Washington 27.3.1946	Applies to Cyprus	13/1946 Cmd. 6813
Agreement Economic Co-operation	London 6.7.1948	Applies to Cyprus	41/1948 Cmd. 7469
Agreement Settlement of Claims	Washington 12.7.1948	By U.K. signature	63/1948 Cmd. 7515
Agreement Educational Commission in the U.K.	London 22.9.1948	18.4.1949	69/1948 Cmd. 7527
Exchange of Notes.	Washington	17.2.1950	32/1950
Economic Co-operation	3.1.1950		Cmd. 7961
Exchange of Notes.	London	10.8.1951	48/1951
Economic Co-operation	25.5.1951		
Convention Consular	Washington 6.6.1951	By U.K. signature	37/1958 Cmd. 524
Agreement Technical Assistance to dependent territories	London 13.7.1951		73/1951 Cmd. 8346
Exchange of Notes. Economic Co-operation	London 8.1.1952	8.1.1952	9/1952 Cmd. 8480
Exchange of Notes.	London	29.7.1953	19/1953
Economic Co-Operation.	25.2.1953		Cmd. 8790
Exchange of Notes	London		21/1949
amending Cultural Relations Agreement	25.2.1949 5.3.1949		Cmd. 7666
URUGUAY			
Treaty Extradition and Protocol	Monte Video 26.3.1884 Monte Video 20.3.1891	By U.K. signature	State Papers Vol. 75 p. 18 4/1892 Cmd. 6593
VENEZUELA			
Treaty Commerce and Navigation	Bogota 18.4.1825	By U.K. signature	HB p. 722
Convention	London 29.10.1834	By U.K. signature	HB p. 723
YEMEN			
Treaty: Friendship and mutual co-operation.	Sana 11.2.1934	By U.K. signature	34/1934 Cmd. 4752

YUGOSLAVIA

Treaty Extradition	Belgrade 6.12.1900	By U.K. signature	8/1901 Cmd. 797
Treaty Commerce and Navigation	London 12.5.1927	4.4.1928	6/1928 Cmd. 3065
Convention Legal Procedure	London 27.2.1936	20.11.1938	28/1937 Cmd. 5542

UNITED NATIONS

Basic Agreement Technical Assistance for dependent territories	New York 25.6.1951	By U.K. signature	82/1951 Cmd. 8361
W.H.O. Agreement Assistance for dependent territories	Geneva 7.2.1952	By U.K. signature	Cmd. 8649
UNICEF Agreement Aid for dependent territories	London 7.10.1953	By U.K. signature	75/1953 Cmd. 8987
UNESCO Basic Agreement Aid to dependent territories	Paris 9.8.1956	By U.K. signature	46/1956 Cmd. 9873

MONETARY AGREEMENTS APPLIED TO THE SCHEDULED TERRITORIES (WHICH INCLUDES CYPRUS)

BRAZIL	Agreement. Sterling Payments Exchange of Notes prolonging validity of Articles 15 & 19(a) - (d) until September 30, 1959.	Rio de Janeiro 21.5.1948 12.9.1958	33/1948 Cmd. 7438
CZECHOSLOVAKIA	Agreement Sterling Payments Exchange of Notes prolonging above until December 31, 1959	London 18.8.1949 London 15/19.2.1957	52/1949 Cmd. 7781 30/1957
IRAN	Exchange of Notes Payments with the Scheduled territories	Tehran 25.10.1954	74/1954 Cmd. 9354
GERMANY Federal Republic of,	Agreement Monetary	Bonn 22.5.1953	37/1953 Cmd. 8863
PERU	Agreement Payments Exchange of Notes Prolonging Article VIII of the above agreement	Lima 20.7.1948 Lima 27.7.1955	58/1948 Cmd. 7498 71/1955
POLAND	Agreement. Sterling Payments	London 2.3.1948	12/1948 Cmd. 7352

SOVIET UNION	Exchange of Notes prolonging above until 31.3.1959	London 31.12.56	12/1957 Cmd. 74
	Agreement Settlement of Financial Matters (applied by U.K. signature see Article 4)	Warsaw 11.11.1954	77/1954 Cmd. 9343
	Exchange of Notes	Moscow	32/1948
	Payments	27.12.1947	Cmd. 7431

AIR AGREEMENTS AFFECTING CYPRUS

EGYPT	Air Agreement	Cairo	1/1951
GREECE	Agreement. Air Services in Europe	1.3.1951	Cmd. 8319
		Athens	10/1948
	Exchange of Notes	26.11.1945	Cmd. 7348
		Athens	26/1949
	Exchange of Notes	21.3.1949	Cmd. 7678
		Athens	46/1950
IRAQ	Exchange of Notes	9.5.1950	Cmd. 8022
		Athens	2/1951
	Taxation	16.11.1950	Cmd. 8096
		Athens	2/1951
ISRAEL	Air Agreement	Baghdad	97/1951
		19.4.1951	Cmd. 8393
LEBANON	Air Agreement	London	11/1951
		6.12.1950	Cmd. 8148
LIBYA	Air Agreement	Beirut	6/1953
		15.8.1951	Cmd. 8739
TURKEY	Air Agreement	Tripoli	1/1953
		21.2.1953	Cmd. 8807
	Exchange of Notes	Ankara	38/1946
		12.2.1946	Cmd. 6928
		Ankara	30/1948
	Exchange of Notes	29.3.1948	Cmd. 7429
		1.4.1948	
	Exchange of Notes	Ankara	88/1957
		17.5.1951	Cmd. 8370

PART II MULTILATERAL

Convention: Protection of submarine cables	Paris 14.3.1884	By U.K. signature	State Papers Vol. 75 p. 356
Convention : Copyright	Berne 9.9.1886	By U.K. signature	State Papers Vol. 77 p. 22
Declaration : Protection of submarine cables	Paris 1.12.1886 & 2.3.1887	By U.K. signature	State Papers Vol. 77 p. 1140
Protocol to the Convention on the protection of submarine cables	Paris 7.7.1887	By U.K. signature	State Papers Vol. 78 p. 13

Convention : Customs Tariffs	Brussels 5.7.1890	By U.K. signature	State Papers Vol. 82 p. 340
Additional Act to the Copyright Convention of 1886	Paris 4.5.1896	By U.K. ratifi- cation 9.9.1897	T.S. 14/1897 C.8681
Convention: Copyright	Berlin 13.11.1908	1.7.1912	T.S. 9/1912 Cd. 6324
Convention : White Phosphours in Matches	Berne 26.9.1906	4.1.1910	T.S. 4/1909 Cd. 4530
Convention : Suppression of White Slave Traffic	Paris 4.5.1910	4.11.1921	20/1912 Cd. 6326
Convention : Salvage at Sea ("Sauvetage")	Brussels 23.9.1910	1.2.1913	4/1913 Cd. 6677
Convention : Prevention of Collisions of vessels ("abordage")	Brussels 23.9.1910	1.2.1913	4/1913 Cd. 6677
Convention Suppression of Opium Traffic	The Hague 23.1.1912	17.12.1912	17/1921 Cd. 1520
Convention : Freedom of Transit	Barcelona 20.4.1921	By U.K. ratification 2.8.1922	27/1923 Co. 1992
Convention : Regime of Navigable Waterways of International concern	Barcelona 20.4.1921	By U.K. ratification 2.8.1922	28/1923 Cd. 1993
Declaration : Right to flag of land-locked states	Barcelona 20.4.1921	By U.K. ratification 2.8.1922	29/1923 Cd. 1994
Convention : Suppression of Traffic in Women and Children	Geneva 30.9.1921	23.9.1922	26/1923 Cmd. 1986
Convention : Obscene Publications and amending Protocol	Geneva 12.9.1923 Lake Success 12.11.47	By U.K. sig. 3.11.1926	1/1926 Cd. 2575 2/1952 Cmd. 8438
Convention : International Regime of Maritime Ports	Geneva 9.12.1923	22.9.1925	24/1925 Cd. 2419
Agreement: Treatment of Venereal disease among Merchant Seamen	Brussels 1.12.1924	17.4.1930	20/1926 Cmd. 2727
Convention : Bills of Lading	Brussels 25.8.1924	2.6.1931	17/1931 Cmd. 3806
Protocol Prohibition of bacteriological Warfare	Geneva 17.6.1925	By U.K. signature	24/1930 Cmd. 3604
Convention : Modifying the International Sanitary Convention	Paris 1.10.1926	9.10.1928	22/1928 Cmd. 3207
Convention : Slavery	Geneva 25.9.1926	By U.K. signature	16/1927 Cmd. 291)
Amending Protocol	New York 7.12.53		24/1956 Cmd. 9797

Convention : Limitation of Exhibitions	Paris 22.11.1928	17.4.1951	9/1913 Cmd. 3776
Convention : Copyright revising the Conventions of 1886 & 1908	Rome 2.6.1928	1.10.1931	12/1932 Cmd. 4057
Convention on Simplification of Customs Formalities	Geneva 3.11.23	29.8.24 By U.K. ratification	16/1925 Cmd. 2347
Convention : Dangerous Drugs	Geneva 19.2.1925	By U.K. signature	27/1928 Cmd. 3244
Convention : Rules of International Aerial Transport	Warsaw 12.10.1929	3.12.1934	11/1933 Cmd. 4284
Convention (ILO-29) Forced or compulsory labour	Geneva 28.6.1930	3.6.1931	Cmd. 3693
Convention : Conflict of Nationality Laws	The Hague 12.4.1930	By U.K. signature	33/1937 Cmd. 5553
Convention : Military obligations in cases of dual nationality	The Hague 12.4.1930	By U.K. signature	22/1937 Cmd. 5460
Protocol : A certain case of Statelessness	The Hague 12.4.1930	By U.K. signature	31/1937 Cmd. 5552
Convention : Stamp Laws in connection with bills of exchange	Geneva 7.6.1930	18.7.1936	14/1934 Cmd. 4594
Convention : Stamp Laws in connection with cheques	Geneva 19.3.1931	18.7.1936	26/1933 Cmd. 4443
Convention : Taxation of Foreign Motor Vehicles	Geneva 30.3.1931	3.1.1935	4/1933 Cmd. 4246
Convention : Narcotic Drugs	Geneva 13.7.1931	18.5.1936	31/1933 Cmd. 4431
Amending Protocol	New York 11.12.46		35/1947 Cmd. 7135
Convention : Sanitary Control of Aerial Navigation	The Hague 12.4.1933	1.8.1935	19/1935 Cmd. 4938
Convention : Mutual Protection against Dengue fever	Athens 25.7.1934	by U.K. signature	37/1935 Cmd. 5008
Agreement : Dispensing with consular visas on bills of health	Paris 22.12.1934	31.8.1938	12/1935 Cmd. 4869
Convention : Broadcasting in the Cause of Peace	Geneva 23.9.1936	14.7.1939	29/1938 Cmd. 5714
Convention : Regime of the Straits	Montreux 20.7.1936	By U.K. signature	30/1937 Cmd. 5551
Convention : Status of Refugees coming from Germany	Geneva 10.2.1938	30.5.1940	8/1939 Cmd. 5929
Protocol Status of Refugees coming from Germany	Geneva 14.9.1939	30.5.1940	20/1940 Cmd. 6222

Convention : Sanitary 1944	Washington 5/15.1.1945	21.2.1945	58/1946 Cmd. 6989
Protocol prolonging above	Washington 29.4.1946		41/1946 Cmd. 6943
Convention : Sanitary control of of aerial navigation	Washington 5/15.1.1945	21.2.1945	64/1946 Cmd. 6999
Protocol prolonging above	Washington 23.4.1946		42/1946 Cmd. 6944
Agreement : International Monetary Fund	Washington 27.12.1945	By U.K. signature	21/1946 Cmd. 6885
Agreement : International Bank for reconstruction and development	Washington 27.12.1945	By U.K. signature	21/1946 Cmd. 6885
Constitution of the Food Agriculture Organisation	Quebec 16.10.1945	By U.K. acceptance 9.1.1945	47/1946 Cmd. 6955
Agreement : Reparation	Paris 14/1/1946	By U.K. signature	56/1947 Cmd. 7173
Convention : (ILO-81) Organisation of Labour Inspection in Industry etc.	Geneva 11.7.1947	22.3.1958	Cmd. 7437
General Agreement on Tariffs and Trade (Being provisionally applied)	Geneva 30.10.1947	28.6.1948	Cmd. 7258
Protocol Drugs	Paris 19.11.1948	19.11.1948	4/1950 Cmd. 7874
Convention Maritime Mobile Radio Service	Copenhagen 17.9.1948	15.12.1949	29/1950 Cmd. 7747
Convention : (ILO-88) Organisation of the Employment Service	San Francisco 9.7.1948	22.3.1958	Cmd. 7638
Convention : European Broadcasting	Copenhagen 15.9.1948	15.12.1949 By U.K. signature	30/1950 Cmd. 7949
Protocol modifying Exhibitions Convention 1928	Paris 10.5.1948	17.4.1951	57/1951 Cd. 8311
Convention : (ILO-94) Labour Clauses in Public Contracts	Geneva 29.6.1949	22.3.1958	Cmd. 7852
Convention : (ILO-95) Protection of Wages	Geneva 1.7.1949	22.3.1958	Cmd. 7852
Convention : (ILO-97) Migration for Employment	Geneva 1.7.1949	16.12.1958	Cmd. 7852
Convention Road Traffic	Geneva 19.9.1949	27.8.1958	49/1958 Cmd. 578
Agreement : Importation of Educational Scientific and cultural materials	Lake Success 22.11.1950	16.9.1954	2/1954 Cmd. 9185

Convention : Human Rights and Fundamental Freedoms	Rome	23.10.1953	71/1953
Protocol cancelling the Agreement for the unification of Pharmacoepiae Formulas for Drugs, 1906 and 1929	4.11.1950		Cmd. 8967
	Geneva	24.2.1959	49/1956
	20.5.1952		Cmd. 2
Agreement with U.N. Technical Assistance	New York	By U.K.	82/1952
	25.6.1951	signature	Cmd. 8361
Convention : Status of Refugees	Geneva	23.1.1957	39/1954
	28.7.1951		Cmd. 9171
Sanitary Regulations	Geneva		Misc. 6/1951
	25.5.1951		Cmd. 8394
Additional Sanitary Regulations, 1955 and 1956	Mexico City		Misc. 3(1957)
	26.5.1955		Cmd. 30
	Geneva		Misc. 27(1957)
	23.5.56		Cmd. 312
Convention : Postal	Ottawa	By U.K.	Cmd. 576
	3.10.1957	signature	
Agreement : Insured letters and boxes	Ottawa	By U.K.	Cmd. 586
	3.10.1957	signature	
Agreement : Telecommunications	Buenos Aires	16.11.1953	36/1958
	22.12.1952		Cmd. 520
Convention : Importation of Commercial Samples	Geneva	7.3.1957	81/1955
	7.11.1952		Cmd. 9644
Convention : Concerning Customs Facilities for touring	New York	7.8.1957	70/1957
	4.6.1954		Cmd. 308
Additional Protocol importation of tourist publicity documents	New York	7.8.1957	70/1957
	4.6.1954		Cmd. 308
Convention : Temporary Importation of Private Motor Vehicles	New York	7.8.1957	1/1959
	4.6.1954		Cmd. 602
Supplementary Convention Slavery	Geneva	6.9.1957	59/1957
	7.9.1956		Cmd. 257
Convention : Nationality of Married Women	New York	18.3.1958	59/1956
	20.2.1957		Cmd. 601
International Sugar Agreement	London	By U.K.	Misc. 16(1958)
	4.12.1958	ratification	Cmd. 587
		29.12.1958	
		(In force 1.1.59)	
Convention on Privileges and Immunities of the Specialised Agencies of U.N.	Adopted	By U.K.	69/1959
	21.11.47	accession	Cmd. 855
		16.8.49	
General Convention on Privileges and Immunities of U.N.	Adopted	By U.K.	10/1950
	13.2.46	accession	Cmd. 7891
		17.9.46	

LIST

World Health Organisation (W.H.O.)	New York. July 22, 1946.	TS. 43 (1948)
U.N. Educational Scientific and Cultural Organisation (U.N.E.S.C.O.)	London, November 16, 1945	TS. 50 (1950)
Food and Agriculture Organisation (F.A.O.)	Quebec. October 16, 1945	TS. 47 (1946)
International Monetary Fund (I.M.F.)	Washington. December 27, 1945	TS. 21 (1946)
International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.)	Washington. December 27, 1945	TS. 21 (1946)
International Civil Aviation Organisation (I.C.A.O.)	Chicago, December 7, 1944	TS. 8 (1953)
Intergovernmental Maritime Consultative Organisation. (I.M.C.O.)	Geneva, March 6, 1948	TS. 54 (1958)
Universal Postal Union (U.P.U.)	Ottawa. October 3, 1957	TS. 28 (1954)
International Telecommunications Union (I.T.U.)	Brussels. July 11, 1952	
World Meteorological Organisation (W.M.O.)	Buenos Aires. 1952	
General Agreement on Tariffs and Trade (G.A.T.T.)	Washington October 11, 1947	TS. 36 (1950)
International Sugar Agreement	Revised at Geneva April 6, 1955	Cmnd. 9413
International Tin Agreement	Geneva October 24, 1958	
International Wheat Agreement	London March 1, 1954	TS. 50 (1956)
	Washington April 6, 1959	

ANNEXE B

CONVENTIONS BILATERALES QUI LIENT LA REPUBLIQUE DE CHYPRE EN VERTU D'UNE NOTIFICATION DE SUCCESSION

à la date du 30 avril 1972

ALLEMAGNE

1. Consular Convention, Bonn, 30 July 1956.
2. Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, 20 March 1928.

AUTRICHE

3. Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, 31 March 1931.

DANEMARK

4. Agreement Between Denmark and the United Kingdom of 27 March 1950 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income.

ETATS-UNIS

5. Consular Convention, Washington, 6 June 1951.
6. Extradition Treaty, London, 22 December 1931.
7. Convention Relative to the Disposal of Real and Personal Property, Washington, 2 March 1899.

FRANCE

8. Consular Convention, Paris, 31 December 1951.

GRECE

9. Agreement Between the United Kingdom and Greece for Regulating the Position of Joint Stock Companies, Athens, 4 August 1888.
10. Treaty for the Mutual Extradition of Fugitive Criminals, Athens, 11/24 September 1910.
11. Agreement Between the United Kingdom and Greece Respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships, London, 30 November 1926.
12. Treaty of Commerce and Navigation Between the United Kingdom and Greece and Accompanying Declaration, London, 16 July 1926.
13. Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, 27 February 1936.
14. Consular Convention Between Her Majesty in Respect of the United Kingdom and His Majesty the King of the Hellenes, Athens, 17 April 1953.

ITALIE

15. Treaty for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, Rome, 5 February 1873.
16. Declaration Rectifying an Error in Article XVIII of the Treaty of 5 February 1873 for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, Rome, 7 May 1873.

17. Agreement Between the United Kingdom and Italy for the Mutual Relief of Distressed Seamen, London, 8 June 1880.
18. Exchange of Notes Concerning the Reciprocal Recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations, Rome, 25 January 1929.
19. Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, 17 December 1930.
20. Exchange of Notes Regarding the Carriage of Dangerous Goods in Aircraft, Rome, 24 October 1951.
21. Consular Convention, Rome, 1 June 1954.

MEXIQUE

22. Consular Convention, Mexico City, 20 March 1954.

NORVEGE

23. Consular Convention, Oslo, 22 February 1951.
24. Agreement Between Norway and the United Kingdom of 2 May 1961 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income.

ROYAUME-UNI

25. Arrangement of 1947 Between His Majesty's Government and the Government of Cyprus for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income.

SUEDE

26. Convention Regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, London, 28 August 1930.
27. Consular Convention, Stockholm, 14 March 1950.
28. Convention Between Sweden and the United Kingdom of 30 March 1949 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income.

ANNEXE C

TRAITES MULTILATERAUX QUI LIENT LA REPUBLIQUE DE CHYPRE EN VERTU D'UNE NOTIFICATION DE SUCCESSION

à la date du 30 avril 1972

Traités conclus sous les auspices des Nations Unies

1. Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. En date, à Genève, du 7 septembre 1956.
2. Convention sur la circulation routière, avec annexes. Signée à Genève le 19 septembre 1949.
3. Convention relative au statut des réfugiés. En date, à Genève, du 28 juillet 1951.
4. Convention internationale de l'opium. La Haye, 23 janvier 1912.
5. Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants, conclue à Genève le 30 septembre 1921 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947.
6. Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949.
7. Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949.
8. Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923 et amendée par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 12 novembre 1947.
9. Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910 et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New York, le 4 mai 1949.
10. Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route. Signé à Genève le 16 juin 1949.
11. Convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire. En date, à Genève, du 7 novembre 1952.
12. Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme. En date, à New York, du 4 juin 1954.
13. Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique. En date, à New York, du 4 juin 1954.
14. Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés. En date, à New York, du 4 juin 1954.
15. Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel avec

Protocole annexé. Ouvert à la signature à Lake Success, New York, le 22 novembre 1950

16. Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946.
17. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947.
18. Convention sur la nationalité de la femme mariée. En date, à New York, du 20 février 1957.

Traités conclus sous les auspices de la Société des Nations

19. Convention pour la simplification des formalités douanières, et Protocole, Genève, 3 novembre 1923.
20. Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes, et Protocole de signature. Genève, 9 décembre 1923.
21. Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et Protocole, Genève, 7 juin 1930.
22. Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et Protocole, Genève, 19 mars 1931.
23. Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. La Haye, 12 avril 1930.
24. Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. La Haye, 12 avril 1930.

Autres conventions

25. Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.
26. Protocole du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques.
27. Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien, signée à Varsovie le 12 octobre 1929.
28. Convention concernant le régime des Détroits, signée à Montreux le 20 juillet 1936.

ANNEXE D

ADMISSION DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES MENTIONNEES DANS LA PRESENTE ETUDE

<i>Organisation</i>	<i>Date d'admission</i>
1. FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture)	14 septembre 1960
2. ONU (Organisation des Nations Unies)	20 septembre 1960
3. O I T (Organisation internationale du travail)	23 septembre 1960
4. OMS (Organisation mondiale de la santé)	16 janvier 1961
5. OACI (Organisation de l'aviation civile internationale)	17 janvier 1961
6. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture)	16 février 1961
7. UIT (Union internationale des télécommunications)	14 avril 1961
8. UPU (Union postale universelle)	23 novembre 1961
9. BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement)	21 décembre 1961
10. FMI (Fonds monétaire international)	21 décembre 1961
11. OMM (Organisation météorologique mondiale)	11 mai 1963
12. GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)	15 juillet 1963
13. BIRPI (Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques)	24 avril 1964

BIBLIOGRAPHIE*

DOCUMENTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIFS A LA SUCCESSION D'ETATS EN MATIERE DE TRAITES

La succession d'Etats et la qualité de membre des Nations Unies, A/CN. 4/149 et Add. 1.

La succession d'Etats et les conventions multilatérales dont le Secrétaire général est le dépositaire, A/CN. 4/150.

Résumé des décisions des tribunaux internationaux concernant la succession d'Etats, A/CN. 4/151 et mise à jour, A/CN. 4/232.

Résumé des décisions des tribunaux nationaux concernant la succession d'Etats et de gouvernements, A/CN. 4/157.

Rapport présenté par M. LACHS, président de la Sous-commission de l'ONU sur la succession d'Etats et de gouvernements, A/CN. 4/160.

Etudes de la série "La succession d'Etats aux traités multilatéraux": "L'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques: Convention de Berne de 1886 et actes de révision ultérieurs" (étude I); "La Cour permanente d'arbitrage et les Conventions de la Haye de 1899 et de 1907" (étude II); "Les Conventions humanitaires de Genève et la Croix-Rouge Internationale" (étude III), A/CN. 4/200 et Corr. 1.

"L'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle: Convention de Paris de 1883 et actes de révision subséquents, et arrangements spéciaux" (étude IV), A/CN. 4/200/Add. 1.

"L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et ses instruments subsidiaires" (étude V), A/CN. 4/200/Add. 2.

"L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: acte constitutif et conventions et accords multilatéraux conclus dans le cadre de l'Organisation et déposés auprès de son Directeur général" (étude VI), A/CN. 4/210.

*Ne sont mentionnés dans cette bibliographie que les ouvrages utilisés en rapport direct avec le sujet de l'étude. D'autres données bibliographiques figurent dans le texte.

“L’Union internationale des télécommunications: Les conventions internationales des télécommunications de Madrid (1932) et d’Atlantic City (1947), les Conventions révisées subséquentes, le Règlement téléphonique et les Règlements général et additionnel des radiocommunications” (étude VII), A/CN. 4/225.

Premier rapport sur la succession d’Etats et de gouvernements en matière de traités par Sir Humphrey WALDOCK, A/CN. 4/202.

Deuxième rapport sur la succession en matière de traités par Sir Humphrey WALDOCK, A/CN. 4/214 et Add.1 (et Corr. 1) et Add. 2.

Troisième rapport sur la succession en matière de traités par Sir Humphrey WALDOCK, A/CN. 4/224 et Add. 1.

Quatrième rapport sur la succession en matière de traités par Sir Humphrey WALDOCK, A/CN. 4/249.

Cinquième rapport sur la succession en matière de traités par Sir Humphrey WALDOCK, A/CN. 4/256 et Add. 1-4.

Premier rapport sur la succession d’Etats en matière de traités par Francis VALLAT, A/CN. 4/278 et Add. 1 à 4, Add. 5 et Corr. 1 et Add. 6.

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-sixième session (6 mai-26 juillet 1974), A/9610 (Vol. I et II), pp. 8-291.

La Succession d’Etats en matière de traités bilatéraux (traités d’extradition), A/CN. 4/229.

La Succession d’Etats en matière de traités bilatéraux (accords sur le transport aérien), A/CN. 4/243.

La Succession d’Etats en matière de traités bilatéraux (accords commerciaux) A/CN. 4/243 Add. 1.

Etat des conventions multilatérales dont le Secrétaire général est le dépositaire, ST/LEG/3 et mises à jour.

Précis de la pratique du Secrétaire général dépositaire d’accords multilatéraux, ST/LEG/7.

Materials on Succession of States, ST/LEG/SER. B/14.

OUVRAGES FONDAMENTAUX ET ETUDES SPECIALES

CAVAGLIERI A., *La dottrina della successione di Stato a Stato e il suo valore giuridico*, Pisa-Modena, 1910.

GUGGENHEIM P., *Beiträge zur völkerrechtlichen Lehre vom Staatenwechsel (Staatensukzession)*, Berlin, F. Vahlen, 1925, XXVI+200 p.

- INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION, *The Effect of Independence on Treaties*, London, Stevens, 1965.
- MARCHAND D., *Les conventions internationales du travail et les Etats nouveaux*, thèse, Paris, 1966.
- MASSOUE C., *Décolonisation, indépendance et droit d'auteur*, Genève, 1962.
- MURALT R.W.G., *The Problem of State Succession with regard to Treaties*, The Hague, W.P. Van Stockeum en Zoon, 1954.
- O'CONNELL D.P., *The Law of State Succession*, Cambridge, University Press, 1956, XI+425 p.
- *State Succession in Municipal Law and International Law*, vol. 1-2, Cambridge University Press, 1967. Bibliographie: vol. 1, pp. 543-562, vol. 2, pp. 387-406.
- PEREIRA A.G., *La Succession d'Etats en matière de traités*, Paris, A. Pédone, 1969, XIV+232 p.
- ROUSSEAU Ch., *La Succession d'Etats*, Cours de doctorat, Paris, Les Cours de droit, 1961-1962, multigraphié, 294 p.
- WILKINSON H.A., *The American Doctrine of State Succession*, Baltimore, 1934.

ARTICLES SUR DIVERS ASPECTS DE LA SUCCESSION D'ETATS

- AUFRICHT H., "State Succession under the Law and Practice of the International Monetary Fund", *I.C.L.Q.*, vol. II (1962), pp. 154-170.
- BANDT J.P., de, "De quelques problèmes de succession d'Etats à la suite de l'accession à l'indépendance de la République du Congo", *Revue belge de droit international*, 1965, pp. 497-524.
- BARDONNET D., "La succession aux traités à Madagascar", *A.F.D.I.* 1966, pp. 593-730.
- BARTOS M., "Les nouveaux Etats et les traités internationaux", *Jugoslovenska Revija za Medunarodno Pravo*, 1962, No. 2, pp. 185-197.
- BENTWICH N., "State Succession and Act of State in Palestine Courts", *B.Y.I.L.*, 1946, pp. 330-332.
- BOKOR-SZEGO H., "La succession des nouveaux Etats et les traités internationaux", *Acta juridica Academiae scientiarum hungaricae*, t.V, No. 3-4, Budapest, 1963, pp. 333-367.

- "Succession of New States and International Treaties", *Questions of International Law*, Budapest, 1964, pp. 159-188.
- CAFLISH L., "The Law of State Succession, Theoretical Observations", *Nederlands Tijdschrift voor International Recht*, t. X (1963), No. 4, pp. 337-366.
- CASTREN E., "Aspects récents de la succession d'Etats", *R.C.A.D.I.*, t.78 (1951-I), pp. 379-506.
- "On State Succession in Practice and Theory", *Acta Scandinavica juris gentium*, v. 24 (1954), No. 3-4, pp. 55-75.
- COURSIER H., "Accessions des nouveaux Etats africains aux Conventions de Genève", *A.F.D.I.*, 1961, pp. 760-761.
- DELSON R., "Comments on State Succession", *Proceedings of the American Society of International Law*, 1966, pp. 111-117.
- FISCHER G., "L'indépendance de la Guinée et les accords franco-guinéens", *A.F.D.I.*, 1958, pp. 711-722.
- FLORY M., "Décolonisation et succession d'Etats", *A.F.D.I.*, 1966, pp. 577-593.
- FRANCIS L.B., "Jamaica Assumes Treaty Rights and Obligations, Some Aspects of Foreign Policy", *I.C.L.Q.*, vol. 14 (1965), pp. 612-627.
- GAUTRON J.C., "Sur quelques aspects de la succession d'Etats au Sénégal", *A.F.D.I.*, 1962, pp. 836-862.
- HERNDL K., "Les accords internationaux et la succession d'Etats", v. 32/33 *Annuaire de l'AAA* (1962/63), pp. 37-57.
- JENKS C.W., "State Succession in respect of Law Making Treaties", *B.Y.I.L.*, 1952, pp. 105-144.
- "The Effect of Separation of Burma from India under International Labour Conventions", *B.Y.I.L.*, 1938, pp. 226-228.
- JONES J.M., "State Succession in the Matter of Treaties", *B.Y.I.L.*, 1947, pp. 360-376.
- KEITH R.J., "Succession to Bilateral Treaties by seceding States", *A.J.I.L.*, 1967, pp. 521-546.
- KRENZ F.E., "Newly Independent States and the Problem of State Succession", *Nordisk Tidsskrift vor International Ret.*, vol. 33, 1963, pp. 97-111.
- KUNUGI T., "State Succession in the framework of GATT", *A.J.I.L.*, 1965, pp. 268-290.
- LA FOREST G.V., "Toward a Reformulation of the Law of State Succession", *Proceedings of the American Society of International Law*, 1966, pp. 103-111.

- LAUTERPACHT E., "State Succession and Agreements for the Inheritance of Treaties", *I.C.L.Q.*, vol. 7 (1958), pp. 524-530.
- LERICHE A., "Aspects formels de la dévolution d'obligations résultant des traités dans le cas d'un nouvel Etat", *Revue de droit international pour le Moyen-Orient*, t.2 (1953), pp. 105-115.
- LE ROY F., "Quelques remarques au sujet de la succession aux traités", *Mélanges Giraud*, pp. 283 et s.
- LESTER A.P., "State Succession to Treaties in the Commonwealth", *I.C.L.Q.*, vol. 12(1963), pp. 475-507.
- "State Succession to Treaties in the Commonwealth", A Rejoinder, *I.C.L.Q.*, vol. 12(1965), pp. 262-264.
- LUCAS L., "La République tunisienne et les traités antérieurs à l'indépendance", *Journal de droit international*, 1961, pp. 86-119.
- MANKIEWITZ R.H., "Les nouveaux Etats et les conventions de droit aérien", *A.F.D.I.*, 1961, pp. 752-759.
- MOCHI ONORY A.G., "Les aspects récents du problème de la succession aux traités", *R.G.D.I.P.*, t.72(1968), pp. 565-655.
- O'CONNELL D.P., "Independence and Succession to Treaties", *B.Y.I.L.*, vol. 38 (1962), pp. 84-180.
- "State Succession and Problemes of Treaty Interpretation", *A.J.I.L.*, vol. 58(1964), pp. 41-61.
- "State Succession to Treaties in the Commonwealth", *I.C.L.Q.*, vol. 13 (1964), pp. 1441-1453.
- RONGA G., "Situation dans l'Union de Berne des pays devenus récemment indépendants", *Le droit d'auteur*, 1960, pp. 320-324.
- ROSENNE S., "Israel and the International Treaties of Palestine", *Journal de droit international*, vol. 77(1950), pp. 1140-1172.
- ROUSSEAU Ch., "La pratique récente en matière de succession d'Etats", *Annales de droit et des sciences politiques*, t.12 (1962), pp. 3-17.
- SEN V.K., "The Partition of British India and Succession in International Law", *The Indian Law Review*, 1947, pp. 190-201.
- SHEARER I., "La succession d'Etats et les traités non localisés", *R.G.D.I.P.*, t. 68 (1964), pp. 5-59.
- UDINA M., "La succession des Etats quant aux obligations internationales autres que les dettes publiques", *R.C.A.D.I.*, 1933, II, pp. 669-773.
- VALLAT F., "Some Aspects of the Law of State Succession", *Transactions of the Grotius Society*, vol. 41 (1955), pp. 123-135.
- VAN PANHUY S.P., "La succession de l'Indonésie aux accords internationaux conclus par les Pays-Bas avant l'indépendance de

l'Indonésie", *Netherlands Tijdschrift voor International Recht*, 1955, pp. 55-75.

VERBIT F.A., "State Succession in the New Nations", *Proceedings of the American Society of International Law*, 1966, pp. 119-124.

WOLF F., "Les conventions internationales du travail et la succession d'Etats", *A.F.D.I.*, 1961, pp. 742-751.

ZEMANEK K., "State Succession after Decolonisation", *R.C.A.D.I.*, t. 116(1965-III), pp. 187-298.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
----------------------	---

CHAPITRE I.

<i>Tendances théoriques et pratique contemporaine en matière de succession aux traités.</i>	7
1. Définition de l'expression "succession d'Etats"	7
2. Pour et contre la succession aux traités	9
3. Doctrine et pratique contemporaines	9
a) La théorie de la succession universelle	10
b) La théorie négative	11
c) Les solutions mixtes	13
i) "Succession sous bénéfice d'inventaire"	13
ii) "La théorie du temps de réflexion ("Nyerere doctrine")	15

CHAPITRE II.

<i>L'accord de dévolution chypriote et le droit conventionnel rendu applicable à Chypre.</i>	20
1. L'accord de dévolution	21
a) Précédents et pratique contemporaine en la matière	21
b) La commission mixte de Londres sur Chypre et le sort des traités internationaux.. .. .	23
c) Sens et interprétation de la clause de dévolution ..	27
d) Portée juridique et pratique	33
2. Le droit conventionnel rendu applicable à Chypre	38
a) Catégories des traités rendus applicables à Chypre ..	38
b) Les critères de la légalité internationale et interne ..	40
c) La fonction des listes	46
3. Etendue territoriale de l'accord	47

CHAPITRE III.

<i>La pratique chypriote en matière de traités bilatéraux.</i>	..	..	50
1. Traités avec pays du Commonwealth.	..	..	51
a) Afrique du Sud	..	..	51
b) Canada	..	..	52
c) Nouvelle-Zélande	..	..	53
d) Royaume-Uni	..	..	55
2. Traités avec les autres pays	..	..	57
a) Allemagne	..	..	57
b) Autriche	..	..	58
c) Danemark	..	..	59
d) Etats-Unis	..	..	60
e) France-Mexique-Norvège	..	..	67
f) Grèce	..	..	68
g) Italie	..	..	72
h) Suède	..	..	74
3. Les accords aériens	..	..	77

CHAPITRE IV.

<i>La pratique chypriote en matière d'instruments multilatéraux de caractère législatif (succession aux traités-lois).</i>	..	..	80
1. Traités multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général de l'ONU exerce les fonctions de dépositaire	..	..	82
a) Traités conclus sous les auspices des Nations Unies	..	..	84
i) Convention relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage	..	..	89
ii) Convention sur la circulation routière	..	..	90
iii) Convention relative au statut des réfugiés	..	..	92
iv) Douze conventions à l'égard desquelles le Secrétaire général a reçu une notification de succession le 16 mai 1963	..	..	93
v) Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies	..	..	96

vi) Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	98
vii) Convention sur la nationalité de la femme mariée	100
b) Traités conclus sous les auspices de la Société des Nations	101
i) Convention pour la simplification des formalités douanières	102
ii) Convention et statut sur le régime international de ports maritimes et Protocole de signature ..	103
iii) Deux conventions relatives au droit de timbre en matière de lettres de change, de billets à ordre et de chèques	105
iv) Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité et Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité	106
2. Conventions du Conseil de l'Europe	106
3. Conventions de Bruxelles sur le droit maritime	113
4. Autres conventions	114
a) Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes	114
b) Protocole du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques	118
c) Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien, signée à Varsovie le 12 octobre 1929	119
d) Convention concernant le régime des Détroits, signée à Montreux le 20 juillet 1936	124
e) Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre	125

CHAPITRE V.

<i>La pratique chypriote en matière d'instruments multilatéraux de caractère constitutionnel (succession au "membership") ..</i>	131
1. Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)	134

2. Fonds monétaire international (FMI)	134
3. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)	135
4. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ..	140
5. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ..	142
6. Organisation internationale du Travail (OIT)	145
7. Organisation météorologique mondiale (OMM)	152
8. Organisation mondiale de la santé (OMS)	153
9. Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)	155
10. Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques: Convention de Berne de 1886 ..	156
11. Union internationale des télécommunications (UIT) ..	166
12. Union postale universelle (UPU)	168

CHAPITRE VI.

<i>Discussion des questions posées par la pratique chypriote</i> ..	172
1. La mise en oeuvre du mécanisme successoral	172
a) Le rôle des procédés auxiliaires	172
i) L'accord de dévolution	172
ii) La liste de traités étendus à Chypre	173
b) L'examen d'applicabilité des traités hérités	174
i) Initiative	174
ii) La légalité interne et autres considérations ..	177
iii) Délai pour l'exercice du droit d'invoquer le statut d'Etat successeur	180
2. La continuité successorale	181
a) Succession	181
b) Interruption de la continuité	184
c) La question des réserves	186
d) La question de la rétroactivité	193
3. L'attitude des Etats tiers et la question de la novation ..	196
CONCLUSIONS	199
Annexes	205
Bibliographie	231

